

La réunion des alliances militaires au lendemain du sommet de Malte

Le pacte de Varsovie condamne l'intervention de 1968 en Tchécoslovaquie

Le conservatisme des « blocs »

FAIRE comme si le monde devait changer dans le paysage international malgré les bouleversements en Europe de l'Est, tel pourrait être le bilan des deux réunions au sommet qu'ont tenues lundi 4 décembre, respectivement à Bruxelles et à Moscou, l'alliance atlantique et le pacte de Varsovie. Tout comme leurs chefs à Malte, les deux « blocs » de négocier se retrouvent d'accord sur une position conservatrice, le seul, il est vrai, qui soit à même de les rassurer.

Des deux alliances, la plus malmenée est sans conteste le pacte de Varsovie, dont le sommet de Moscou aurait pu s'intituler « premier bilan d'une tentative ». La dernière réunion de ce type, tenue à Bucarest en juillet, avait mis en présence de M. Gorbatchev l'équipe « brésilienne » de toujours groupée autour de l'Allemand de l'Est Hans-Joachim Lauth. À l'exception du dernier, tous ces « diplomates » ont quitté le salon dans des conditions humiliantes, tandis que les autres participants changeaient presque tous soit de régime, soit de costume. Même M. Gorbatchev, qui est devenu « l'ami » de M. Bush et cherchait de plus en plus difficilement le tigre de la perestroïka, n'est plus tout à fait le même qu'il y a cinq mois.

Ces transformations sont d'ailleurs loin d'être achevées et laissent planer une menace sur l'existence même du pacte. Sans doute, après la condamnation formelle et collective de l'intervention contre le « printemps de Prague », tout le monde est-il bien d'accord - y compris M. Gorbatchev, qui avait condamné cette intervention dès cette époque - pour admettre à l'organisation son rôle de gendarme.

Mais le dispositif militaire actuel du pacte résulte parfois directement de cet ancien rôle : le retrait - demandé par Prague - des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie serait d'autant plus facile que cette année de l'armée rouge en Europe centrale en 1988 n'avait été ni provoquée ni suivie par une avancée correspondante de l'OTAN. L'insistance de Moscou pour fixer cette question au processus de désarmement en Europe risque fort de n'être qu'un subterfuge d'arrière-garde, tout comme les appels adressés à la Hongrie pour son maintien dans l'Europe, au mépris de son penchant naturel pour une neutralité à l'occidentale.

M. GORBATCHEV, qui a de ressortir la proposition récente de la diplomatie soviétique en faveur d'une dissolution élargie des pactes militaires, a, en tout cas, trouvé de nouveaux alliés à l'Ouest : non seulement MM. Bush, Mitterrand et d'autres jugent plus prudent de maintenir le cadre existant de sécurité, mais le président américain laisse entendre même que la présence américaine en Europe est une donnée permanente, qui n'est pas forcément liée à une menace venue de l'Est. Mais tout cela est-il compatible avec l'indivisible unification de l'Allemagne ?

La controverse sur la réunification allemande s'amplifie

Tandis que le président George Bush informait, lundi 4 décembre à Bruxelles, ses alliés des résultats du sommet de Malte, M. Gorbatchev en faisait autant à Moscou avec ses collègues du pacte de Varsovie. Cette der-

nière réunion a été marquée par la « condamnation » de l'intervention de 1968 en Tchécoslovaquie par les pays qui y avaient participé. Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, est d'autre part arrivé,

lundi, dans la capitale soviétique, et devait s'entretenir avec le chef du Kremlin de l'avenir des relations entre les deux Allemagnes. Au même moment, la controverse sur ce sujet gagnait en intensité en RDA.



La dénonciation de l'intervention à Prague des forces du pacte de Varsovie a été faite de deux manières lundi à Moscou. Par une déclaration commune, d'abord, des cinq pays qui y avaient participé - URSS, RDA, Pologne, Hongrie et Bulgarie - et dont plusieurs avaient déjà pris indépendamment cette initiative. D'autre part, le gouvernement soviétique a publié une déclaration séparée dans

laquelle il observe que Moscou a, en 1968, « pris position en faveur d'une partie dans un conflit interne en Tchécoslovaquie autour de problèmes venus objectivement à maturité ». « Une telle approche déséquilibrée, peu adéquate, l'ingérence dans les affaires d'un pays ami, ajoute la déclaration, s'appliquait à cette époque par une grave confrontation entre l'Ouest et l'Est » (page 3).

Cette double prise de position ne peut qu'être accueillie avec satisfaction à Prague, où le premier ministre, M. Adamc, doit reprendre, dès son retour de Moscou, de difficiles négociations avec l'opposition sur la formation d'un nouveau gouvernement (page 4).

En RDA cependant, le climat des manifestations s'apaise, et le débat, en particulier, s'intensifie sur la question de la réunification des deux Allemagnes. Commentant l'arrivée de M. Genscher à Moscou, l'agence Tass écrit que « l'URSS se déclare prête à discuter [de ce problème] sur la base de la nouvelle mentalité, qui suppose le respect et la prise en compte de l'égalité et des intérêts de l'autre partie » (page 4).

M. Michel Rocard dans les turbulences

Le premier ministre fait front à tous les assauts mais le « briseur de rêve » rend ses amis moroses

M. Michel Rocard a fait beaucoup de chemin par rapport à la « boîte de nerfs » que raillaient ses adversaires, il y a quelques années. Depuis qu'il est premier ministre, il s'emploie à démanteler les problèmes auxquels il est confronté. Au point qu'on a pu, parfois, se demander si le chef du gouvernement manifestait un sang-froid remarquable ou s'il sous-estimait la gravité de certaines situations. Dimanche 3 décembre, lors de l'émission « 7 sur 7 » de TF 1, M. Michel Rocard, calme et serène, a fourni une nouvelle illustration de cette attitude.

Pourtant, une fois encore, la période n'est pas des plus faciles pour M. Rocard. Le premier ministre s'en rend assez compte pour avoir lancé, samedi, un avertissement aux socialistes : « Nous ne pourrions longtemps continuer ainsi ! », a dit M. Rocard. Certes, la crise larvée de l'automne 1989 n'est pas la première que traverse le premier ministre depuis qu'il dirige le gouvernement. Mais une sorte de course contre la montre semble engagée entre M. Rocard et... tous les autres.

D'un côté, un premier ministre, ferme et logique avec lui-même, qui se varie pas d'un iota sa ligne politique, quelles que soient les turbulences, et qui attend qu'elle convainque et produise ses effets. De l'autre, des mécontentements dispersés, des impatiences persistantes, des foyers de périls potentiels, que M. Rocard contient plus qu'il ne les désarme, et qui n'en finissent pas d'alourdir le climat : si la situation sociale est, pour le moment, retombée - les concessions salariales et l'annonce du pacte de croissance ayant rempli leur office.

JEAN-LOUIS ANDRÉAN
Lire la suite page 19

L'argent des partis sans hypocrisie

Un entretien avec M. Gérard Monate le PDG des bureaux d'études du PS

« Patron » du GIE coiffant les sociétés Urba-Tech et Greco chargées du financement du Parti socialiste, M. Gérard Monate a décidé de parler. Inculpé depuis l'été dernier dans le dossier des fausses factures marseillaises et, depuis le 27 octobre, dans un dossier lyonnais, celui de la société GRC-Emk, il s'exprime sans complexes et sans détour, avec la conviction du militant socialiste qu'il est depuis trente ans. A la veille d'un nouveau débat à l'Assemblée nationale sur le financement des partis politiques et

des campagnes politiques, M. Monate tient à dire quelques vérités aux responsables politiques « de droite ou de gauche » qui, dans cette affaire, estime-t-il, « ont démissionné moralement ».

Sur le nouveau projet de loi qui est certes « un progrès » mais qui « ne résout pas le problème », sur ses amis du PS, enfin, qu'il juge « très, très timides » : « J'ai été désigné par le parti, j'ai une totale liberté de manœuvre, le trésorier sait ce que je fais ».

pages 13 et 14 - section B

La bataille entre « l'Ingeniere » et « Sua Emittanza »

MM. Carlo De Benedetti et Silvio Berlusconi s'affrontent pour le contrôle du plus grand éditeur italien

ROME
de notre correspondant

« Une opération de haute concentration, parfaitement compatible avec les règles de la liberté de la presse », d'après la Démocratie chrétienne. « Un développement positif », selon les socialistes. Après l'ouverture publique des hostilités entre MM. Silvio Berlusconi et Carlo De Benedetti pour le contrôle de la plus grande maison d'édition italienne, le Monde du 3 décembre, les partis politiques se joignent à la bataille et, faisant bon marché des grands principes, s'alignent successivement sur les positions de l'un ou l'autre des deux colosses financiers en lutte pour devenir le plus puissant.

Accusé de philocommunisme par M. Ugo Intini, porte-parole des socialistes, « l'Ingeniere » Carlo De Benedetti peut ainsi compter sur le soutien du parti - naguère marxiste - de M. Achille Occhetto et d'une bonne partie de la gauche non socialiste. Mais, parce qu'il est depuis toujours un ami personnel

du leader socialiste, M. Bettino Craxi, et qu'il n'hésite jamais à offrir, à lui et aux siens, une tribune sur l'une de ses cinq chaînes de télévision, « Sua Emittanza » Berlusconi dispose, pour sa part, du soutien socialiste.

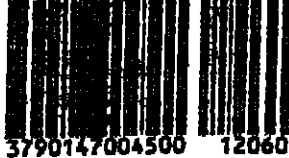
PATRICE CLAUDE
Lire la suite page 16 - section B

SCIENCES ♦ MÉDECINE

Les premières greffes de cellules sanguines de cordon ombilical

« Les notes de la science et de la culture »
par ROGER LESGARDS
pages 19 à 21 - section B

M 0147 - 12060 - 4.50 F



3790147004500 12060

7, PLACE VENDÔME, PARIS 42.61.55.55

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 30 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 425 P. CFA ; Grèce, 11 fr. ; Hongrie, 180 pes. ; Italie, 60 p. ; Japon, 100 y. ; Liban, 1 000 L. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Royaume-Uni, 350 P. CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Jepico 1350

Liban.

Le mandat français a-t-il pris fin trop tôt ?

par Abdul Hamid El-Ahdab

POURQUOI les chrétiens ont-ils voulu, durant le mandat, élire le mufti de Tripoli comme président de la République alors que après l'indépendance, musulmans et chrétiens s'entretenaient depuis plus de quinze ans, laissant ainsi la porte ouverte à toutes sortes d'interventions étrangères ?

Chrétiens et musulmans rassemblés dans le Grand Liban auraient-ils pu jeter des bases plus solides de cette aventure unique de cohabitation en Orient si le mandat avait duré plus longtemps ?

Le Grand Liban proclamé en 1920 était un compromis entre le Petit Liban chrétien et la Grande Syrie musulmane. Il fut accepté au début par la majorité des chrétiens et refusé par la majorité des musulmans. Mais il devint une République démocratique parlementaire et finit par être accepté par un grand nombre de musulmans dans les années 40. Ce fut ensuite la fin du mandat, et on voulut alors que ce Grand Liban soit « la résultante de cette longue évolution historique qui a commencé sous le règne de l'émir Fakreddine II et qui s'est poursuivie sous l'émirat, la Mouassassiyat et le mandat, pour donner naissance à une nation, symbole de l'accord entre les communautés historiques libanaises (maronites, druzes, chiites) et les habitants des villes de la côte (sunrites, grecs-orthodoxes et grecs-catholiques) ».

Cette formule de coexistence fut une première dans l'histoire de l'Orient et permit à des musulmans et à des chrétiens de vivre ensemble en préservant leur liberté et leur dignité. Et, si à l'époque du mandat le pouvoir commençait par être chrétien maronite, les chrétiens ne tardèrent pas à élire en 1932 le mufti de Tripoli Cheikh Mohamed Al-Jayy au poste de président de la République (1). Ils allèrent même plus loin en acceptant que les trois présidences (celle de la République, celle du conseil des ministres et celle de l'Assemblée nationale) ne leur soient plus exclusivement confiées. C'est ainsi qu'un musulman fut nommé à la tête du conseil des ministres et qu'un autre musulman fut élu président de l'Assemblée nationale formée en majorité de chrétiens.

Édifice sans fondements

Le Liban devint vite un havre de liberté au Moyen-Orient et le niveau de vie des Libanais supérieur à celui des ressortissants des autres pays arabes — Beyrouth devint l'université, l'imprimerie, l'hôpital, le Parlement, la presse et le refuge de la pensée politique de tous les pays arabes. Mais malheureusement tout cela ressemblait à un grand édifice sans fondements.

L'histoire nous apprend que le système politique de tout État naissant dépend de la personnalité de ses premiers gouvernants. Le premier président de la République de l'indépendance fut destitué pour avoir trahi les élections législatives. Ce fut ensuite une première guerre civile (en 1958) qui éclata sous le mandat du second, Camille Chamoun, car les musulmans avaient choisi le camp d'Abdel Nasséf et les chrétiens celui de Nouri Saïd et du pacte de Bagdad. Le troisième, Fouad Chehab, gouverna avec un groupe d'officiers de l'armée qui devinrent son parti au pouvoir et, quand ils furent poursuivis en justice, se réfugièrent en Syrie en emportant avec eux tous les grands dossiers politiques. Le quatrième, Charles Hélu, signa l'accord du Caire, qui consacra l'existence d'un État palestinien armé sur la terre libanaise et qui fut le point de départ des problèmes actuels.

Le cinquième, Souleiman Frangie, fut élu parce que l'on considéra que les poursuites pour meurtres dans une Église ne constituaient pas un empêchement à l'élection à la première magistrature de l'État.

Le septième, Amine Gemayel, fut élu à l'unanimité et vit l'entrée des troupes françaises et américaines au Liban. Au cours de la première année de son mandat, il signa un accord avec Israël pour le retrait de ses troupes du Liban mais résilia cet accord un mois après sa signature. Au cours de la deuxième année de son mandat, l'armée se scinda en deux. Au cours de la troisième année, une bataille éclata entre les chrétiens et les druzes, dans la montagne, et à Beyrouth entre les chiites (Amal) et les druzes (socialistes), amenant les musulmans à demander le retour des troupes syriennes qui l'avaient évacuée en 1982. Au cours de la quatrième année, la monnaie libanaise amorça sa chute vertigineuse. Au cours de la cinquième, le passeport libanais perdit sa valeur

et, à l'expiration de la sixième, le Liban se retrouva avec deux chefs après avoir été incapable d'en élire un seul.

Le mandat français au Liban avait donc pris fin en 1943, et les carillons sonnent chaque année pour fêter ce que l'on a appelé l'indépendance.

Mais la génération qui est née après cette indépendance a le quart de ses effectifs dans des milices ; le deuxième quart est au chômage. Le troisième quart a pris le chemin de l'émigration et le dernier quart se trouve dans les cimetières. Un million de Libanais ont, par ailleurs, été contraints de demander les nationalités française, américaine, canadienne ou suédoise, alors qu'en 1943 ils pouvaient tous avoir la nationalité française sans grand effort.

Le général de Gaulle avait dit qu'il était allé avec des idées simples vers cet Orient compliqué. La complexité est sans doute née de l'implantation d'une entité religieuse (Israël) à la frontière sud du Liban, qui a réveillé les fantasmes religieux. Elle est aussi née de la présence d'un pouvoir indivi-

duel non démocratique à ses autres frontières, pouvoir comparable à celui du baïja Ben Youssef, devenu célèbre dans l'histoire de l'islam et qui proclamait que l'obéissance qu'on lui devait passait avant celle due à Dieu. (« Dieu, péchait-il, vous dit : « Obéissez-moi si vous le pouvez », alors que moi je vous dis : « Obéissez-moi que vous le puissiez ou non. »

Convalescence

Mais le problème n'est pas entièrement imputable aux voisins ; il a aussi sa source dans le système même non à cause de sa structure — car la majeure partie des Libanais veulent toujours vivre et coexister dans la dignité, et l'unité de tous les Libanais après l'assassinat du mufti Khalel est le meilleur exemple, mais parce que le mandat a pris fin trop tôt : on a considéré ce pays comme majeur alors qu'il était encore mineur. Confiez la conduite d'une voiture à un enfant de dix ans, et ne soyez pas étonné si des accidents surviennent.

Il aurait fallu, avant d'aborder cette nouvelle expérience, approfondir celle du Grand Liban, qui était déjà un grand défi dans cette région du monde. Il aurait fallu attendre que cette expérience mûrisse et devienne plus apte à affronter les défis, celui de la Grande Syrie et celui du Grand Israël. Il aurait fallu que les commandes du pouvoir soient confiées à une classe politique autre que celle qui les a eues en main depuis la fin du mandat et qui n'était qu'un vague mélange de féodaux du Moyen Âge, de soldats africains et latino-américains, de notables européens, de mafia internationale, de chefs de tribu et de pirates des mers (servissant sur terre).

Pouvait-on compter sur une telle compagnie pour faire avancer un navire qui avait à affronter la plus difficile des tentatives de coexistence islamo-chrétienne en Orient ?

Le Liban a abordé la plus grave des expériences de l'histoire de l'Orient sans y être préparé. Il a besoin aujourd'hui d'une longue convalescence et d'un grand soin pour le préparer à rentrer dans la nouvelle expérience qui va l'attendre.

(1) Ou du moins à en décider ainsi puisque le haut commissaire français Pontoux n'hésita pas alors à dissoudre le Parlement.

► Abdul Hamid El-Ahdab est avocat, docteur en droit et écrivain.

TRAIT LIBRE



Bibliographie

Le savant a-t-il une âme ?

GALILÉE n'a pas fini de faire tourner la Terre et les têtes. De son procès date le divorce entre science et l'Église, mais la relation entre la science et la foi n'a jamais cessé de hanter le savant. Les hommes de science sont aussi des hommes de sens. Jamais autant qu'aujourd'hui la recherche scientifique, biologique ou médicale ne s'est heurtée à ses propres limites. Alors que somme le glas des illusions scientifiques, les spécialistes, la puissance publique, les familles de pensée sont à la recherche de nouveaux critères éthiques.

Crier casse-cou ou accélérer la recherche ? Qu'est-ce que la vie et quand commence-t-elle ? De la fusion nucléaire à la « fusion » aux manipulations génétiques, des congelations d'embryons aux transplantations d'organes, l'homme pourra-t-il domestiquer sa propre puissance ? Parmi les hommes de l'art qui ont pris part à ce débat, on

n'a guère entendu les hommes de foi. Ou se sont-ils exprimés en savants plutôt qu'en croyants ? Historien et professeur au Collège de France, Jean Delumeau en a convoqué une vingtaine d'entre eux, appartenant à des disciplines et à des confessions différentes, de se livrer.

Que les scientifiques ne soient pas tous des athées ou des agnostiques, on le savait, mais jamais il n'était apparu aussi clairement que les qualités propres au chercheur — capacité d'émerveillement, modestie devant l'inconnu, scepticisme et probité — sont aussi celles de l'homme de foi. La vérité n'est jamais définitivement acquise. Pour le croyant comme pour le savant, l'acharnement à la découverte est souvent l'œuvre de toute une vie.

Le conflit est moins aigu aujourd'hui entre la science et la foi. Le théologien et le croyant admettent une critique de leurs évidences, alors que le physicien, le mathématicien, l'informaticien battent chacun sur la même question, celle de l'existence d'un « sens », qui ne pourra jamais être résolu par la science. Celle-ci ne dit pas « où l'homme va et d'où il vient », dit Jacques Arras. Elle ne dit rien de la conscience du bien et du mal, de la souffrance, de l'amour, de la mort. « On ne pourra jamais mettre entre parenthèses la question du pourquoi », ajoute André Lichnerowicz.

Si le savant s'échappe aux questions du commun des mortels, leur Dieu n'est pas pour autant le Dieu « horloger », grand « ordonnateur » de l'univers. C'est un Dieu personnel, le « Dieu des béatitudes », dit l'un d'eux, venu « renverser les valeurs du monde ». Un discours qui n'est pas « forgé » par notre discours scientifique, mais qui se révèle à l'homme qui le cherche.

Paradoxalement, si s'estompe le conflit entre la science et la foi, un malentendu s'installe entre le savant et l'Église. En voulant combattre le dogme et la superstition, le positivisme scientifique n'a sans doute offert à l'homme d'autres espérances ni d'autre morale que celles de la conscience individuelle et de la raison. Mais devant tout pas en avant de la science l'Église n'a souvent d'autre ressource, elle aussi, que de se crispier sur un discours rigide et une vision magique de l'univers.

Sa position fermée sur les questions scientifiques, bioéthiques, médicales est d'autant plus étrange et décevante pour les savants interrogés que la plupart ont la conviction que si l'« esprit de modernité » a pu s'échapper sur les décombres des dogmes, l'« esprit de religion » est loin d'avoir épuisé son rôle de moteur de toute aventure humaine.

HENRI TINCQ

« Le savant et la foi : des scientifiques s'expriment, avec une introduction de Jean Delumeau. On lira notamment les contributions de Jean Dorat, Dominique Gréillon, Xavier Le Fichon, Louis Leprince-Ringuet, etc. Éditions Flammarion. Collection « Présence », 310 pages, 95 F.

A noter également le lancement par Éditions Beauchêne d'une collection « Scientifiques et croyants », dont les deux premiers volumes sont consacrés aux réflexions de Jacques Arras, informaticien, et de Dominique Lapique, neurologue.

L'abcès basque

par Denis Langlois

LA vieille Europe craque de partout. Les régimes et les frontières explosent. Ce que l'on croyait figé pour des siècles est bousculé en quelques jours. Du Nord à l'Est, les hommes espèrent, persuadés à tort ou à raison que tout va changer ; que les lendemains ne chanteront peut-être pas, mais qu'ils seront nouveaux. C'est le Sud latin toujours en mouvement qui fait maintenant figure d'immobiliste. Et plus spécialement cette frontière franco-espagnole qui écartèle le petit peuple basque, le plus ancien, dit-on, d'Europe. Ce triangle duré sur 20 000 kilomètres carrés où trois millions d'êtres humains, depuis la nuit des temps, affirment leur différence et leur volonté de vivre.

A quoi bon empêcher une source de jaillir, une rivière de couler ? C'est une loi de la nature, elle fera son chemin sous terre et réapparaîtra toujours un peu plus loin. Aucun régime, ni celui des rois catholiques ni celui de Franco, n'a pu empêcher cette éternelle réurgence. On a employé la force, on a cru Bilbao et Saint-Sébastien assés, espagnolisés pour toujours ; mais peu à peu, sourdement, puis à l'air libre, la source réapparaît et se fait torrent. Pas sans mal, bien sûr, pas sans souffrance ni sans morts. Toujours dans la douleur, toujours dans la fièvre.

« Il n'y a plus de problème basque ! » déclament les gouvernants de Madrid tandis qu'exploient les bombes et se tendaient les embuscades. Felipe Gonzalez a tapé sur la table, il a mis le Pays basque sous régime de haute sécurité, mais il n'a pas fait mieux que les autres. On multiplie les communiqués de victoire. « L'ETA est démantelée ! Le terrorisme est jugulé ! Cette fois, c'en est fini du séparatisme basque ! » Mais le problème est toujours là.

Les marches du palais

Du temps où il était dans l'opposition et lorsqu'il le pouvait, le Parti socialiste espagnol avait d'excellentes idées. Il avait compris que la question basque serait toujours une épine dans le flanc du taureau espagnol ; aussi était-il favorable au droit à l'autodétermination du peuple basque. Cela figurait en bonne place dans son programme électoral (comme la création d'un département Pays basque dans les 110 propositions du candidat Mitterrand). Mais les bonnes résolutions s'envolent dès qu'on monte les marches du Palais.

Autodétermination devient décentralisation, à la rigueur autonomie administrative. On ne va pas plus loin, on fait confiance à la force. Et puis, quand les attentats exercent leurs ravages, on lance péremptoirement : « Je ne discuterai jamais avec les assassins ! »

C'est le genre de phrases stupides qu'on retrouve dans les poubelles de l'histoire. Les gouvernants français toutes tendances confondues, la lançaient à la face du peuple algérien. On sait

ce qu'il en est advenu. L'histoire s'écrit plus vite que les hommes. Dressés sur leur socle de pierre, ils ne savent pas que le granit se crevasse déjà sous leurs pieds.

Réconforté par son nouveau succès électoral, Felipe Gonzalez le sait bien, lui qui, en tant que ministre de l'Intérieur, dans de lointains pays, l'Algérie — tiens, justement elle ! — ou le Venezuela, a entamé des négociations avec les « terroristes » de l'ETA. « On ne discute pas avec les assassins ! » La phrase résonne toujours fièrement à la gorge et fait régulièrement échouer toute tentative.

Pendant ce temps-là, les bombes explosent, les corps se tordent et dans les prisons des centaines de militants souffrent. Quel triste glissement à l'aube de ce vingt et unième siècle que l'on croit raisonnable à défaut d'être étonnant ! Que d'années bêtement perdues, que de vies sacrifiées, que de morts, que d'orphelins, que d'estropiés, que d'écoués !

Négociier

Et pourtant, il faudrait peu de choses pour que cette malédiction prenne fin ! Simplement que des hommes de bonne foi et de bonne volonté acceptent de s'asseoir ensemble à la même table. Pas dans le secret de quelque dictature sud-américaine, mais en pleine lumière. Et si les Espagnols et les Basques ont encore trop de ressentiments pour se faire face seuls à seuls, qu'ils s'adjointent quelques autres nationalités de cette vieille Europe.

Les Français, par exemple, qui ont eux aussi leur problème à résoudre et croient stupidement la résoudre par la répression et en encourageant l'entêtement des terroristes. Qu'on y ajoute également quelques pays moins directement concernés, quelques observateurs aussi. Il n'est jamais bon de rester entre gouvernements ou futurs gouvernements, ça donne de mauvaises habitudes.

Bref, que l'on ouvre enfin cette conférence internationale de paix sur le Pays basque, que l'on crève cet abcès, que l'on mette les choses bien à plat, que l'on oublie l'intangibilité des frontières, ce hasard des guerres et des successions. Que l'on se persuade une bonne fois pour toutes que, coincé entre Espagne et France, le Pays basque ne s'envolera pas. Il fait partie de notre continent. Il est un passage obligé dans les flux et reflux du commerce des hommes. Il donnera toujours la priorité à ses voisins, parce qu'il ne peut plus faire autrement et puis aussi parce qu'il existe entre eux une vieille histoire d'amour et de haine. Ce sont les plus solides. Celles qu'on ne rompt jamais vraiment, parce qu'on sait que sans elles c'est la vie et la mort.

Comment penser un seul instant que le peuple de Guernica aspire à autre chose qu'à la vie et à la paix ?

► Denis Langlois est avocat et écrivain. Il a obtenu le prix littéraire des Droits de l'homme 1989.

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bouve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Corédacteur en chef : Claude Sales

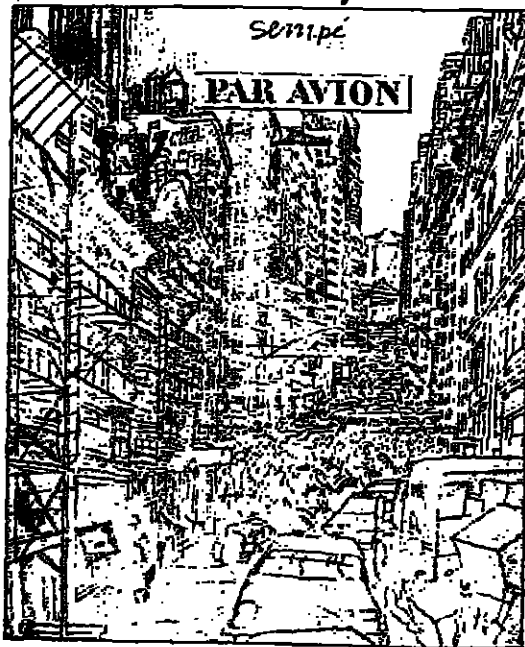
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Telex MONDPAR 650672 F ; Télécopieur : (1) 45-23-04-81

Sempé



New York : ses rites, ses modes, ses codes

Les réunions des deux alliances à la suite du sommet de Malte

« Les États-Unis resteront une puissance européenne », Les dirigeants du pacte de Varsovie ont « condamné » l'intervention à Prague en 1968

déclare M. George Bush au sommet de l'OTAN

Le président George Bush a rendu compte, lundi 4 décembre, lors d'un sommet informel de l'alliance atlantique à Bruxelles, de ses conversations du week-end avec M. Gorbatchev. Il a insisté sur la volonté américaine de maintenir « la relation transatlantique » dans ses différents aspects, politiques et militaires.

BRUXELLES

de nos envoyés spéciaux

Le décor dans lequel se déroulent les changements en Europe de l'Est doit rester intangible. « C'est un cadre dont il serait imprudent de s'échapper aujourd'hui », disait lundi 4 décembre, à Bruxelles, M. François Mitterrand, reflétant un point de vue unanime. Il est clair pour tous les membres de l'alliance, réunis pour entendre de M. George Bush le compte rendu de ses entretiens avec M. Gorbatchev à Malte, que le maintien des organisations politico-militaires est le meilleur moyen, dans l'immédiat, d'éviter des dérapages dangereux.

M. George Bush a tenu tout d'abord à rassurer ceux de ses partenaires qui s'étaient inquiétés d'un possible désengagement d'Europe des Américains. « Nous ne voulons pas donner le signal du découplage », a-t-il déclaré. « Les États-Unis resteront une puissance européenne, engagée dans la défense de l'Europe », a affirmé le président américain lors de la conférence de presse qu'il donnait à l'issue du sommet, en ajoutant non seulement que c'est le souhait des Européens, mais que M. Gorbatchev lui-même n'y trouve rien à redire et qu'il lui a fait savoir à Malte.

Dans l'urgence qu'engendre la rapidité des bouleversements politiques dans les pays de l'Est, deux priorités s'imposent aux alliances : le désarmement et la gestion de la question allemande. Pour ce qui est du premier, M. Bush a appelé de ses vœux la conclusion rapide d'un accord sur la réduction des armements conventionnels dans le cadre des négociations qui se déroulent à Vienne entre l'OTAN et le pacte de Varsovie (CFE). Des propositions sont sur la table, il faut qu'elles aboutissent au plus vite.

Même s'il se dit « ouvert » à des réductions plus importantes à l'avenir, M. Bush estime qu'il faut d'abord passer par un premier accord CFE — dans le courant de l'année prochaine si possible — qui établira une parité Est-Ouest à niveau réduit dans le domaine conventionnel. Il ne faut pas, dit-il, en direction de certains courants de

l'opinion américaine, « vouloir tirer prématurément les dividendes de la paix », c'est-à-dire prétendre régler par un désarmement intempestif et grâce aux économies qui en résulteraient des difficultés d'ordre interne, comme le problème de la pauvreté aux États-Unis.

Il ne faut pas non plus mettre la charrue devant les bœufs en voulant reconstruire prématurément « l'architecture » de l'Europe. La première chose à faire est bien un accord CFE, et c'est pourquoi il préfère à l'idée avancée à Rome par M. Gorbatchev de convoquer une nouvelle conférence d'Helsinki à vocation politique, celle, plus modeste, d'une réunion des seize membres de l'alliance et des sept du pacte de Varsovie, sans d'ailleurs en préciser le niveau (sommet ou réunion ministérielle), qui couronnerait la conclusion de ce premier accord de désarmement conventionnel.

Pour ce qui est de la question allemande, un consensus existe dans l'OTAN sur le fait que le droit à l'autodétermination doit être respecté, mais que tout processus vers l'unité allemande doit être pacifique et progressif. Tandis que le chancelier répondait devant ses partenaires aux critiques qui ont été formulées contre son plan en dix points, en se défendant notamment d'avoir en tête un « calendrier », les uns et les autres ajoutaient leur touche au projet : MM. Bush et Mitterrand soulignant le nécessaire respect des frontières actuelles (c'est-à-dire, surtout, de la ligne Oder-Neisse) ; le président américain faisant valoir aussi les droits des quatre puissances garantes du statut de l'Allemagne et insistait sur le fait que l'« unification doit se faire dans la poursuite des engagements de l'Allemagne envers l'OTAN et envers une Communauté européenne de plus en plus intégrée ».

Le respect des frontières

Jusqu'ici l'Union soviétique est-elle prête à aller dans ce sens ? On en aura peut-être une idée plus précise après les entretiens que M. Genscher doit avoir mardi avec les responsables soviétiques à Moscou. Une dépêche de l'agence Tass indiquait, en tout cas lundi, et c'est nouveau, que l'URSS « est prête à en parler dans la ligne de la nouvelle pensée et avec le respect qui s'impose de la position et des intérêts de l'autre partie ».

Quoi qu'il en soit, il est pour le moins surprenant d'entendre dans l'entourage de l'OTAN, un président américain plaider pour l'intégra-

tion européenne, comme l'a fait lundi M. Bush, en soulignant le « rôle d'avenir » que joue la Communauté sur les pays de l'Est. M. Thatcher en fut marrie.

Dans sa conférence de presse, elle a refusé de commenter les propos du président américain « qui méritent, a-t-elle dit, d'être examinés attentivement », mais le coup est rude, à la veille d'un conseil européen de Strasbourg qui devrait avancer sur la voie de l'intégration et où M. Thatcher ne peut pas douter qu'elle sera isolée.

Premier témoignage de la défiance américaine nouvelle envers la CEE, M. Bush avait commencé sa journée de lundi à Bruxelles par un entretien avec le président de la Commission, M. Jacques Delors. Il fit ensuite référence au rôle « vital » de la construction européenne, pour expliquer notamment que les pays occidentaux aient confié à la Commission de Bruxelles le soin de coordonner l'aide à la Pologne et à la Hongrie.

Définir des « règles de bonne conduite »

Autre instance dont le président américain fait aujourd'hui un éloge appuyé : la CSCE, qui réunit tous les pays européens sauf l'Albanie, les États-Unis et le Canada. Elle est, a dit M. Bush, « un pont par-dessus la division de l'Europe et par-dessus l'océan Atlantique ». Alors que les alliances sont appelées à voir progressivement diminuer leur fonction militaire et qu'on souhaite leur donner un rôle plus politique, la CSCE peut offrir le cadre des futurs rapports en Europe, elle peut définir les « règles de bonne conduite » auxquelles devront obéir ces rapports et fournir, en plus d'un cadre de coopération, celui d'un règlement pacifique des éventuels différends entre États-nations.

Mais si ce schéma semble faire l'objet d'un assez large consensus, il reste à le définir plus précisément et à clarifier notamment le rôle qu'y joueront les deux Super-Grands. Entre encourager l'intégration européenne et voir dans la Communauté une organisation amorce de l'OTAN, il n'y a peut-être qu'un pas que certains, au quartier général de l'alliance à Bruxelles, semblent tentés de franchir. Ceux-là souhaitent sous prétexte de développer le rôle politique de l'OTAN, voir l'organisation se mêler de tout, y compris de l'aide aux pays de l'Est, des relations de la CEE avec ces pays ou avec l'Afrique. On peut supposer que tout le monde n'est pas disposé à souscrire à une telle évolution.

PHILIPPE LEMAITRE
et CLAUDE TRÉAN

Le sommet du pacte de Varsovie, lundi 4 décembre à Moscou, s'est accompagné de plusieurs entretiens bilatéraux. C'est ainsi que M. Gorbatchev a eu avec M. Ceausescu, le président roumain, un « franc échange de vues » au cours duquel les deux hommes ont « exposé leurs opinions sur l'édification socialiste et l'évolution du mouvement communiste », le tout dans un climat de « camaraderie », annonce l'agence

MOSCOU

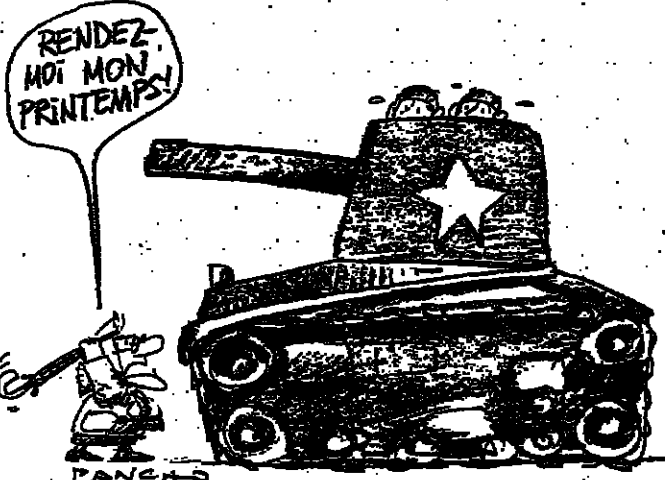
de notre correspondant

Mikhaïl Gorbatchev l'avait déjà laissé entendre à la fin de la semaine dernière à Milan : l'intervention des troupes soviétiques et de quatre autres pays membres du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, en août 1968, n'avait « peut-être » pas été une solution « appropriée ». Maintenant, c'est fait. Réunis pour quelques heures lundi à Moscou, les dirigeants soviétiques, polonais, hongrois, bulgares et est-allemands ont condamné, dans une déclaration commune, l'entrée des chars du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie qui mit fin au « printemps de Prague ». Cette intervention armée a constitué « une ingérence dans les affaires intérieures de la Tchécoslovaquie souveraine et doit être condamnée ».

Les cinq pays ajoutent que les « moyens politiques » doivent prévaloir pour régler « n'importe quel problème », quelle que soit la complexité de la situation internationale.

Comme pour bien dissiper l'ombre de Prague, qui a plané pendant plus de vingt ans sur toute l'Europe de l'Est, le gouvernement soviétique a, également reconnu, dans une autre déclaration, que l'entrée des troupes du pacte en Tchécoslovaquie « n'était pas fondée » et que la décision prise par les cinq pays de l'organisation militaire, « à l'été 1968, des interventions de tous maintes fois erronées ». Signe des temps nouveaux, Moscou se déclare même disposé à entamer des « consultations » avec Prague sur sa demande de revoir la question de la présence de l'armée rouge en Tchécoslovaquie.

De fait, après les bouleversements survenus en Europe orientale et dans l'espace de quelques mois, Moscou sait que rien ne sera plus comme avant et qu'il lui faut établir un nouveau type de relations avec ses alliés.



Mikhaïl Gorbatchev a rappelé, lundi à Moscou, les limites à ne pas dépasser. Il est nécessaire, a-t-il dit, de préserver « les frontières existantes des États en Europe » et le « réalisme » veut que les deux alliances militaires, le pacte de Varsovie et l'OTAN, soient maintenues « dans un avenir prévisible ».

Le Kremlin se déclare ouvert à de nombreux changements en Europe. A la fameuse formule, « ce qui est à moi est à moi, le reste est négociable », qui a prévalu pendant très longtemps dans la politique étrangère soviétique, il substitue : « Tout est envisageable, mais il faut se hâter lentement ». Il ne faut pas que les événements se précipitent de trop, ce qui pourrait être source d'instabilité en Europe et entraîner un brusque arrêt de l'évolution en cours, voire un retour en arrière.

Les membres du pacte ont ainsi rappelé leur attachement aux frontières issues de la deuxième guerre mondiale. Le ministre fédéral allemand des affaires étrangères, M. Genscher, qui vient d'arriver à Moscou, se l'entendra très certainement répéter de la part de Mikhaïl Gorbatchev, qui a rappelé à plusieurs reprises son attachement au maintien de la RDA.

Tass. Avec M. Urbanek, nouveau chef du parti à Prague, il a été convenu que des consultations s'ouvriront sur la présence des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie. Un communiqué publié à l'issue d'une rencontre entre M. Chevardnadze et son homologue tchécoslovaque précise que cette question, « posée par la partie tchécoslovaque », doit être résolue « en conformité avec le processus européen de désarmement ».

M. Ceausescu isolé

Les dirigeants du pacte de Varsovie se retrouvaient pour la première fois depuis cet été, et surtout depuis le véritable raz de marée qui a bouleversé l'ensemble de l'Europe de l'Est, à l'exception notable de la Roumanie. Nicolae Ceausescu semblait d'ailleurs bien isolé au milieu de ses nouveaux interlocuteurs du pacte et appartenir à une époque déjà révolue.

Les nouveaux ténors réformistes de la démocratie en cours à l'Est étaient tous venus : MM. Tadeusz Mazowiecki (Pologne), accompagné il est vrai du général Jaruzelski, Miklos Nemeth et Rezső Nyer pour la Hongrie, mais aussi Hans Modrow et Egon Krenz (qui n'est plus chef du parti mais reste chef d'Etat) pour la RDA, pour la Bulgarie Petar Mladenov et pour la Tchécoslovaquie Karel Urbanek.

Un nouveau pacte est donc en train de naître. On le reconnaît : l'écroulement du « printemps de Prague » était un crime. Le « socialisme à visage humain » tenté par Alexandre Dubcek il y a vingt ans, et si longtemps voué aux gémonies, est devenu maintenant un modèle. Une revanche supplémentaire de l'Histoire.

(Interim.)

Les conservateurs américains très réservés sur la politique de M. Bush

WASHINGTON

correspondance

Anticipant la réaction négative des conservateurs républicains, le vice-président Dan Quayle a donné du sommet de Malte une interprétation beaucoup plus réservée et sceptique que celle du président Bush. M. Quayle a déclaré lundi 4 décembre : « Nous avons toujours affaire à un gouvernement totalitaire qui veut créer l'instabilité dans diverses régions comme l'Amérique centrale », avant d'ajouter : « Nous savons très peu de choses sur ce qui se passe en Union soviétique (...), la place Tiananmen est trop présente à ma mémoire. Nous devons être prudents à l'avenir ».

Quant à l'attitude favorable de M. Gorbatchev envers les mouvements de réformes en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie, le vice-président estime qu'elle a été surtout « imposée par les événements » et non pas par un désir de changement.

Le Congrès étant en vacances jusqu'à la mi-janvier, les réactions négatives au sommet de Malte se sont pour l'instant concentrées sur la coopération économique avec l'Union soviétique. « Quelqu'un pourrait-il me dire quel est l'intérêt du monde libre à sauver un système fondamentalement mauvais et en faillite ? », a demandé M. Vignerie, un des leaders de la droite républicaine.

Mais l'attaque la plus virulente à ce jour a été l'édition de M. Wil-

liam Safire publié lundi dans le New York Times sous le titre « La diplomatie du paillason ». Pour l'ancien collaborateur de M. Nixon, le bilan de Malte est clair : « M. Bush a échoué lamentablement. M. Gorbatchev a brillamment réussi ».

Se référant aux concessions économiques, il considère que « la stratégie de M. Bush a été obtenue à l'approbation de l'opinion mondiale en donnant tout à M. Gorbatchev avant que celui-ci ne le demande ». Il reproche également au président de ne pas avoir assez insisté sur le retrait des forces soviétiques de l'Europe de l'Est et sur la question du soutien indirect des Soviétiques à la guérilla au Salvador.

HENRI PIERRE

□ L'UEO se prononce pour le maintien des pactes militaires. — Le maintien des pactes militaires en Europe constitue un « élément de stabilité indispensable » pour permettre l'émergence d'un nouvel ordre européen, ont affirmé lundi 4 décembre à Paris deux hauts responsables de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Ouvrant la session d'hiver de l'assemblée de l'UEO : « seule institution ouest-européenne compétente en matière de défense », M. Charles Godeaux, président de l'assemblée parlementaire, et M. Willem Van Eekelen, secrétaire général, ont également estimé que l'OTAN, le pacte de Varsovie et l'UEO devront se transformer pour accompagner le dégel des relations Est-Ouest. — (AFP.)

« Divergences européennes » entre Londres et Washington

LONDRES

de notre correspondant

Tous les commentaires portent à Londres sur la divergence de taille apparue à Bruxelles entre M. George Bush et M. Margaret Thatcher à propos de la présidence européenne. Le fait que le président américain ait invité les Douze « à poursuivre et même à intensifier leurs efforts » sur la voie de l'intégration ne va pas, c'est le moins qu'on puisse dire, dans le sens souhaité par le premier ministre britannique.

M. Thatcher a préféré éviter une polémique ouverte avec son grand allié. Attendant d'en voir plus avant de se ficher vraiment, elle a sèchement remarqué qu'« une unification européenne plus étroite ne posait pas de difficultés à la Grande-Bretagne », cette dernière n'ayant, selon elle, de réserves à formuler que sur le « type d'Europe » que l'on voulait.

Le problème est, à l'évidence, que M. Bush ne partage pas les craintes de M. Thatcher concernant une dérive bureaucratique des institutions de la CEE. Tout ce qui l'intéresse, c'est que l'Europe des Douze formule, sur les grands dossiers actuels, en particulier celui de l'aide économique à apporter aux pays qui secouent le joug communiste à l'Est, une position positive comme proche de la sienne.

Le Daily Telegraph écrit que M. Bush « est intervenu dramatiquement dans le débat sur l'avenir de l'Europe en lançant un appel sans précédent à l'unification européenne ». Le quotidien conservateur croit savoir que M. Thatcher a été prise de court, ce que l'Indépendant confirme aussi en affirmant que celle-ci a « semblé perturbée par les propos du président ».

L'Indépendant estime que « la relation spéciale » entre Londres et Washington « a atteint un nouveau creux » avec cette affaire.

Selon ce quotidien, souvent très critique à l'égard du premier ministre, « les divergences sont plus nettes que jamais entre le président et M. Thatcher sur trois sujets-clés : le rôle des institutions de la CEE, la réponse militaire correcte à donner à la diminution de la menace militaire soviétique, et la réunification de l'Allemagne ».

Le Times est plus prudent et préfère insister sur la promesse de M. Bush de maintenir les troupes américaines en Europe. Mais même ce journal très thatcherien constate que les propos du président américain ont renforcé la main de M. Mitterrand à quelques jours du sommet européen de Strasbourg.

DOMINIQUE DHOMBRES



Nouvelle Encyclopédie Diderot

Dirigée par Dominique Lecourt

La culture scientifique, quoi qu'on en dise, n'existe pas. C'est aux chercheurs eux-mêmes de l'élaborer. Chaque volume de cette nouvelle collection est le fruit d'un travail de réflexion commune menée par les meilleurs spécialistes internationaux.

Deux premiers titres : La filie raisonnée, sous la direction de Michelle Cadoret, 512 pages - 295 F. Comment vivre avec Plinthe, sous la direction de Maurice Mourry, 380 pages - 198 F.

puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE

L'opposition maintient sa pression pour obtenir la formation d'un nouveau gouvernement

L'épreuve de force se poursuit en Tchécoslovaquie où l'opposition refuse d'accepter le gouvernement fédéral présenté par M. Adamec et dans lequel les communistes restent largement majoritaires. Les autorités ont cependant accepté de reprendre le dialogue avec le Forum civique en vue de la formation d'un cabinet remanié.

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

« Nous voilà, nous voilà ! » Ils ont de nouveau été quelques deux cent mille à répondre à l'appel du Forum civique lundi 4 décembre, deux cent mille Pragois à remplir la place Venceslas dans le brouillard glacial de la fin d'après-midi, à acclamer Václav Havel et à réclamer la démission du « nouveau » gouvernement. « *Comrades, c'est fini, ont-ils crié en agitant leurs clés, « on nous a encore menti !* »

En deux semaines, les Pragois ont pris comme une habitude de « leur » manifestation, et s'y sentent manifestement plus à l'aise que les organisateurs du Forum civique, encore bien malhabiles à manier cette énorme foule. Casquette de fourrure enfoncée sur les oreilles, les mains enfoncées dans des moufles qui donnent un drôle de son assourdi aux applaudissements, les Pragois qui manifestent est d'humeur à la fois rigolarde et réfléchi. Les slogans trop osés, comme « *Husák au four* », fruit d'une initiative personnelle, font sourire mais ne sont pas repris.

Une sorte de dialogue très au point s'établit entre la foule et les orateurs, dont la voix, relayée depuis le balcon du quotidien *Svobodné Slovo* par de puissants haut-parleurs, semble dominer la ville. « *La composition du nouveau gouvernement ignore l'abolition du rôle dirigeant du parti* », dit l'orateur. « *Honte !* » scandent la foule. « *Les syndicats officiels essaient de récupérer la confiance des travailleurs* », dit l'orateur. « *Ne révez plus* », scandent la foule. « *Les députés Jakes, Indra, Bilak, Fojtik ont perdu notre confiance* », dit l'orateur. « *A l'usine !* », scandent la foule. Et ainsi de suite jusqu'à ce que, au bout d'une heure, le rassemblement se termine abruptement après l'hymne national chanté à la main en l'air, « *V* » de la victoire au bout des doigts — le chapeau et les moufles ôtés pour l'occasion.

« *Et demain ?* » demande la foule, mais les orateurs se sont déjà retirés. « *On revient demain* », scandent-ils alors, jusqu'à ce qu'un responsable du Forum civique réapparaisse au balcon et s'excuse, piteux, de cette mauvaise organisation : « *Ça ne fait rien !* » lui répond la foule, à laquelle il demande de rester dans ses foyers le lendemain « *à moins qu'on n'annonce quelque chose d'autre aux nouvelles de 7 heures à la radio* ». Dans un ordre étonnant, on enroule soigneusement son drapeau tricolore pour la prochaine fois et l'on quitte la place par les rues adjacentes.

En réalité, si les dirigeants du Forum civique font très attention à ne pas enflammer cette foule qui

leur obéit au doigt et à l'œil, ils savent aussi l'utiliser pour augmenter la pression sur le pouvoir et appuyer des revendications politiques de plus en plus précises. Dimanche soir, l'opposition avançait pour la première fois la date butoir de juillet 1990 pour des élections libres ; lundi, on en était déjà à parler des candidatures. Au nom du Forum civique, le père Václav Malý a expliqué aux manifestants que des élections libres, ça se préparait, et qu'elles ne seraient réussies que si le Forum et son frère slovaque, le mouvement Public contre la violence, se présentaient au scrutin comme une coalition de toutes les forces démocratiques de la société, face aux « *néo-staliniens* », qui s'activent parmi les communistes pour maintenir le système existant ». Le Forum et Public contre la violence entendent donc présenter des candidats communs, dont l'étiquette politique pourra être précisée ; ce n'est qu'après les élections que des partis politiques émanant du Forum commenceront leur vie propre.

Syndicats indépendants

Pour la première fois également, lundi, la revendication de syndicats indépendants a été formulée publiquement par un représentant des comités de grève de l'industrie lourde. « *Aujourd'hui, seuls les comités de grève peuvent restaurer la confiance dans les syndicats* », a-t-il dit, « *prenons les syndicats dans nos propres mains !* » Il a à ce

propos été confirmé aux Tchécoslovaques qu'ils devaient se tenir prêts à observer une grève générale lundi 11 décembre, qui pourrait être précédée d'une nouvelle manifestation dimanche, si le gouvernement de M. Adamec n'a pas été remanié dans le sens d'une plus grande ouverture à des experts non communistes et si le président de la République Gustav Husák n'a pas démissionné.

« Transition »

En attendant le retour de M. Adamec de Moscou, les contacts ont repris lundi entre une délégation du Forum civique et des représentants du gouvernement, dirigés par le premier vice-premier ministre Bohumil Urban. La prochaine rencontre avec M. Adamec, précisée-on lundi soir au Forum, portera sur la reconstitution du gouvernement, la mise sur pied d'une commission mixte gouvernement-Forum chargée d'enquêter sur la responsabilité des personnalités impliquées dans l'intervention soviétique du 21 août 1968, ainsi que sur le problème des émigrés et celui de la réhabilitation civique des gens injustement persécutés après 1968. Doivent également être abordés dans ces négociations la question de la publication du quotidien indépendant *Lidové Noviny* de la revue *Republika*, ainsi qu'un projet de loi sur le droit de réunion et d'association.

Soucieuse de ne pas provoquer une crise constitutionnelle susceptible de déstabiliser dangereusement

le pays, l'opposition ne réclame pas la démission en bloc du gouvernement mais une augmentation du nombre d'experts et de non-communistes en son sein. « *Dans une situation où le Parlement est ce qu'il est et où le président de la République a une position intenable, nous devons éviter le chaos* », explique Jiri Dienstbier, porte-parole du Forum civique : « *nous ne pouvons pas simplement détruire toutes les structures existantes ; nous pouvons seulement faire en sorte que ces structures se transforment afin d'assurer la transition vers la démocratie* ».

Václav Havel, de son côté, négociait dur avec le chef du gouvernement de la République tchèque (1), M. František Pitra, qui semble avoir été davantage en mesure d'accéder aux exigences de l'opposition que son collègue du gouvernement fédéral, M. Ladislav Adamec : selon l'un des participants aux discussions, M. Michal Horáček, M. Pitra devrait présenter mardi à l'Assemblée tchèque un cabinet dans lequel les membres du PCT ne seraient plus majoritaires.

Il en faut plus cependant pour satisfaire les étudiants et les artistes qui, eux, ont finalement reconquis leur grève lundi après l'avoir suspendue dimanche.

SYLVIE KAUFFMANN

(1) La Tchécoslovaquie étant un Etat fédéral, elle compte trois gouvernements : le tchèque, le slovaque et le tchécoslovaque ou gouvernement fédéral.

RDA

La « révolution tranquille » se durcit

Dans une ambiance de plus en plus tendue, des centaines de milliers d'Allemands de l'Est ont de nouveau manifesté, lundi 4 décembre, à Leipzig et dans plusieurs autres villes du pays pour réclamer des sanctions contre les dignitaires du régime accusés de corruption mais aussi une nouvelle fois pour crier des slogans favorables à la réunification de l'Allemagne.

DRESDRE

de notre envoyé spécial

« *N'ayez pas peur de vous sentir à nouveau national-allemands. Vive l'Allemagne !* » Il est déjà tard, lundi 4 décembre, sur la Fuchikplatz. Peu avant, quatre-vingt mille personnes s'étaient rassemblées pour appuyer le « *renouveau* », dénoncer la corruption et réclamer des comptes aux anciens dirigeants. Le plateau ont déjà quitté la place. Mais les quelques centaines de personnes encore présentes n'en acclament pas moins cet orateur de la dernière minute venu de l'Ouest, un monsieur d'un certain âge avec un grand manteau gris et un béret qui tient le discours de la réunification, le parti d'extrême droite — de RFA. En dessous de la tribune, une discussion animée s'engage entre les porteurs de drapeaux allemands et un groupe de très jeunes gens qui tien-

nent une banderole pour refuser au contraire toute idée de réunification, assimilée par eux à un enterrement de première classe.

La controverse sur la question allemande, la discussion sur la réunification, devient de plus en plus animée dans tous les meetings qui se tiennent un peu partout en RDA. A Dresde comme à Leipzig, le sujet a de nouveau provoqué lundi soir des débats passionnés. Le ton monte entre citoyens. La révolution tranquille dont on était si fier à l'Est comme à l'Ouest de l'Allemagne est en train de prendre une nouvelle tournure. Les frustrations accumulées par la société est-allemande se cristallisent en vent d'intolérance. Les premières victimes ont été les Polonais, accusés de faire du marché noir sur le dos des Allemands de l'Est, et la chasse est déclenchée maintenant contre le Parti communiste, alimentée par la découverte des abus de pouvoir et des privilèges de l'ancienne direction.

Appel au calme

Les révolutions sur le trafic d'armes auquel se serait livré l'ancien secrétaire d'Etat au commerce, M. Schack Goldkowsky, suscitent une semi-hystérie dans le pays. Les rumeurs sur l'enrichissement des anciens dirigeants pren-

nent des proportions fantastiques. La haine accumulée contre le parti sort de partout. A Dresde, lundi soir, même M. Modrow, le premier ministre, dont la réputation d'intégrité n'est pourtant plus à faire, n'a pas été épargné. Certains lui reprochent d'avoir « *sans doute* » su, lui aussi, quelque chose.

Un peu partout, les militants de Neues Forum ont commencé lundi à exiger que tous les documents, tous les comptes des municipalités et des administrations soient ouverts. Au niveau du parti lui-même, on observe avec inquiétude cette évolution. Dimanche, l'avocat Gysi, l'une des personnalités les plus populaires du parti, avait été chargé par la commission mise en place pour préparer le congrès extraordinaire de prendre directement les enquêtes en main. Le porte-parole de cette commission, M. Zimmermann, a déclaré, lundi à Berlin-Est, que l'on avait pris connaissance « *avec beaucoup d'inquiétude d'informations selon lesquelles il y a des tentatives de se faire justice ou de rentrer de force dans les bâtiments publics* ». Des manifestants ont ainsi fait irruption lundi dans les locaux de la police de Leipzig pour y chercher des documents.

Un groupe de plusieurs personnalités, des réformateurs du Parti communiste dont certains membres de la commission, et d'intellectuels, comme les écrivains Christoph Hein et Volker Braun et bien d'autres, autant de personnes très respectées jusqu'ici pour leur engagement dans le processus de réformes, ont lancé, lundi soir, un appel au calme. Ils préféraient la constitution de « *comités de citoyens* » qui seraient chargés d'assister les autorités pour empêcher des tentatives de camouflage ou de destruction de documents. Un peu partout, les responsables de la police se sont engagés eux-mêmes à travailler de concert avec les représentants de citoyens, notamment de l'opposition, pour qu'il n'y ait pas de destruction de documents.

HENRI DE BRESSON

■ Roland Matthes s'établit en RFA. — L'ancien champion olympique de natation est-allemand Roland Matthes a quitté la RDA pour s'établir dans la ville ouest-allemande de Kaiserslautern, a annoncé, lundi 4 décembre, l'agence d'informations sportives ouest-allemande SID. Matthes, qui a trente-neuf ans, avait remporté quatre médailles d'or avant de se retirer de la compétition en 1976 et d'exercer la médecine à Erfurt. — (Reuters.)

A la veille de sa visite à Belgrade

M. Rocard affirme que la France « n'abandonne pas la Yougoslavie »

M. Michel Rocard est attendu mercredi 6 décembre, à Belgrade, pour une visite de vingt-quatre heures, au moment où la Yougoslavie, ébranlée par une grave crise économique et divisée par ses querelles régionales, paraît à la traîne des bouleversements que connaît l'Europe de l'Est.

Dans une interview à plusieurs quotidiens yougoslaves, diffusée lundi, M. Rocard a cherché à rassurer les Yougoslaves qui se sentent laissés de côté au profit de la Pologne et de la Hongrie. « *Il est important pour nous, a-t-il dit, de montrer aux Yougoslaves, d'une part, et à l'opinion publique française, de l'autre, que nous n'abandonnons pas la Yougoslavie* ». « *Sous l'impression que les événements en Pologne et en Hongrie s'accroissent, il a pu vous sembler que nous nous avions délaissés. Ce n'est pas la vérité* », a ajouté le premier ministre. — (AFP.)

POINT DE VUE

Menace de libanisation

par François Fejto

LES événements spectaculaires intervenus en RDA et en Tchécoslovaquie ont détourné l'attention de l'opinion occidentale de la Yougoslavie. Ce pays connaît pourtant une crise politique des plus graves de son existence tourmentée.

La « *marche sur Ljubljana* » via Zagreb à partir de Pristina prévue pour le 1^{er} décembre — soixante et onzième anniversaire de la fondation de l'Etat — diffère en effet la mesure sans précédent que constitue la fermeture des frontières de la Croatie et de la Slovénie avec la Serbie, et rappelle le violent affrontement entre « *fédéralistes* » et « *centralistes* » qui a conduit, il y a soixante-dix ans, à la suspension de la Constitution fédérale et à la dictature royale.

La marche organisée avec la bénédiction du chef charismatique de la « *renaissance serbe* » Milosevic a finalement été annulée. Mais elle avait pour objectif avoué de mettre en garde les Croates et surtout les Slovènes contre les tentatives « *séparatistes* » qui se seraient manifestées ces derniers temps dans leurs Républiques. La même accusation a été formulée récemment par les autorités de Belgrade contre les Albanais du Kosovo, qui forment la majorité dans cette province autrefois autonome et qui depuis plusieurs mois est soumise à l'état d'exception.

Or il est clair que ni les Albanais ni les Slovènes ne sont des séparatistes qui songent à faire sécession. Leurs dirigeants, communistes ou non, sont tout simplement des autonomistes, ils ne cessent de souligner leur volonté de défendre la Constitution de 1974, qui garantit une large autonomie aux six Républiques de la Fédération : Serbie, Croatie, Slovénie, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, ainsi qu'aux deux régions autonomes faisant partie de la Serbie : la Voïvodine et le Kosovo. Mais, dès la mort de Tito, auteur de cette Constitution, l'application de celle-ci a été jugée insatisfaisante, voire inacceptable, par les représentants et la population de la nation la plus nombreuse de la République, les Serbes. Et cela pour des raisons à la fois ethniques, économiques et politico-sociales.

— *Ethniques* : les Serbes avaient quelques raisons de déplorer que la Constitution fédérale n'accroît pas assez de protection à leurs compatriotes minoritaires en Croatie, en Voïvodine et encore plus au Kosovo. Le Parti communiste serbe, en perte d'autorité, s'est servi de ces doléances, équivoques légitimes, en les amplifiant, pour se réinventer grâce à la relance des vieilles aspirations grand-serbes, centralistes, que Tito avait essayé de contenir en prenant pour modèle l'internationalisme anti-grand-russe prôné par Lénine. On entend souvent à Bel-

grade le cri : « *Tito nous a trahis !* » Et rappeler que Tito était croate.

— *Economiques* : les deux Républiques les plus développées de la Yougoslavie, la Slovénie et la Croatie, quasi autosuffisantes, ont mis à profit la large autonomie gagnée en 1974 pour développer leur participation au développement des Républiques du Sud, notamment la Serbie. En outre, alors que le gouvernement fédéral, sous la direction de l'économiste croate Markovic, tente depuis deux ans de juguler l'inflation galopante et le chômage croissant et de faire adopter par le Parlement des mesures favorisant l'économie de marché, les dirigeants du PC et du gouvernement serbes défendent de toutes leurs forces la planification centralisée et bloquent l'application des réformes.

— *Politico-sociales* : la Slovénie et plus prudemment la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, emboîtant le pas à la Hongrie et à la Pologne, ont progressé au cours de la dernière année dans la voie de la démocratisation. L'opposition démocratique est de plus en plus active en Slovénie, où, à côté de l'Union social-démocrate, qui compte plusieurs milliers d'adhérents, se sont formés d'autres associations et partis, comme l'Alliance paysanne, l'Union démocrate-chrétienne, les Verts, etc. Ces mouvements slovènes, tout comme la Société pour l'initiative démocratique de Croatie, réclament pluralisme, élections libres, gouvernement représentatif et souverain. Ils gagnent du terrain même au sein des partis et syndicats communistes de leur République.

En revanche, le Parti communiste serbe, dominé par les conservateurs, mais faisant peu ou pas grâce à un nationalisme exacerbé soutenu par l'Eglise orthodoxe, s'oppose à la démocratisation, qui, selon lui, mènerait à l'anarchie et à la désintégration de l'Etat. Sortant de sa neutralité, l'armée (sur laquelle, tout comme sur la police politique, le Parti communiste serbe exerce une influence prépondérante) vient de se prononcer contre tout pluralisme et pour la centralisation.

Comment éviter, dans ces conditions, un affrontement, qui, vu le tempérament passionné des peuples slaves du Sud, peut déboucher sur une guerre civile ? Comment éviter la libanisation de la Yougoslavie ? Les Douze, mis récemment au courant de la situation par le ministre des affaires étrangères Loncar, les Etats-Unis, qui ne l'ignorent pas non plus, ne devraient-ils pas sortir de leur réserve et adresser un appel à la raison à toutes les parties en cause ? Ce ne serait pas une intervention dans les affaires intérieures de la Yougoslavie, mais un conseil amical à ses peuples de régler leurs conflits tant qu'il en est encore temps.

PIERRE-BLOCH

ALGER, CAPITALE DE LA FRANCE EN GUERRE

Préface de Jacques CHABAN-DELMAS

En vente dans les drugstores : 100 F

Editions UNIVERSAL

3, rue de Choiseul 75002 Paris.

Prix spéciaux fin d'année

Venez choisir votre nouvelle

PEUGEOT

parmi notre stock permanent de 1000 véhicules*

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER
PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21



405
en fonction des options désirées
MINITEL
3615 NEUBAUER

EUROPE

HONGRIE

Imre Pozsgay à « L'heure de vérité »

La démocratisation est « irréversible »

Un journaliste soviétique demandant à un ministre hongrois si « on pouvait envisager dans les démocraties à venir la création en Hongrie » d'un parti communiste, cela s'est passé, lundi 4 décembre, sur Antenne 2, au cours de « L'heure de vérité », qui avait comme invité M. Imre Pozsgay, ministre d'Etat dans le gouvernement de Budapest, chef de file des réformateurs hongrois et un des favoris de la prochaine élection présidentielle. A la question de Dmitri Yakovlevitch (les Nouvelles de Moscou), le

ministre hongrois a répondu, en substance, que les nouvelles lois sur les partis et les associations permettaient bien l'existence d'un parti communiste.

M. Pozsgay, qui avait été reçu, lundi, par M. Michel Rocard puis par M. Laurent Fabius et devait rencontrer, mardi, M. Pierre Mauroy, a exprimé, aussi, sa conviction que le processus de démocratisation en Hongrie était « irréversible » et que la liberté « allait pénétrer » dans son pays même si

Mikhaïl Gorbatchev était contraint d'« abdiquer » en URSS. Estimant que les troupes soviétiques quitteraient la Hongrie dans un délai de deux ou trois ans, il s'est déclaré plus « perplexe » qu'« inquiet » devant la perspective d'une éventuelle réunification de l'Allemagne. A la question : « Le bilan dans les pays d'Europe de l'Est est-il globalement positif ? », le ministre hongrois a répondu : « En Hongrie, le bilan n'est pas positif. C'est pour cela que nous avons besoin de changer le système. »

Dévaluation du forint

La Banque nationale de Hongrie a décidé de dévaluer la monnaie nationale, le forint, de 10 % par rapport aux devises convertibles. Selon l'agence de presse MTI qui cite la Banque centrale hongroise, le nouveau taux de change — officiellement fixé à 64 forints pour un dollar contre 58,30 auparavant — doit entrer en vigueur mardi 5 décembre. C'est la troisième dévaluation de la monnaie hongroise depuis le début de l'année. De son côté, la Banque nationale polonaise a procédé lundi 4 décembre à une dévaluation de 10,5 % du zloty, la dix-huitième depuis le début de l'année.

URSS

Echec de la reconstruction en Arménie

Un premier anniversaire du tremblement de terre qui ravagea l'Arménie, le 7 décembre 1988, les arméniens s'apprêtent à passer leur deuxième hiver dans des conditions très précaires. Lancée avec retard, mal menée, la reconstruction des zones détruites est ralentie et hypothéquée par des détournements et trafics de toute sorte, estiment les ingénieurs occidentaux sur place.

Seul un nombre insignifiant de réfugiés pourront prendre possession de nouveaux logements au début de l'année, selon des sources concordantes à Lénakan, l'une des villes les plus touchées. Par ailleurs, un grand nombre de nouveaux immeubles ne répondront pas au cahier des charges édicté après le séisme.

Ces problèmes de reconstruction, ainsi que les effets psychologiques et sociaux de la catastrophe font l'objet d'un colloque international de trois jours, qui s'est ouvert lundi 4 décembre à Paris à l'initiative de la commission de reconstruction de l'Arménie de l'Académie des sciences de l'URSS et de l'Institut Zorian, centre international pour la documentation et la recherche contemporaine arménienne, dont le siège est à Cambridge (Etat-Uni). M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, a évoqué lundi devant ce colloque le double aspect, technique et politique, des problèmes de la reconstruction, face à la désorganisation des services et à la « deuxième catastrophe », dont il faut toujours se garder : la bonne volonté des gens, si difficile à canaliser et à harmoniser.

ALBANIE : amnistie. — Les autorités albanaises ont décrété une « large amnistie » à l'occasion du 45^e anniversaire de la libération, excluant cependant les auteurs de « graves crimes contre l'Etat », a indiqué un texte de l'agence ATA.

ITALIE : vaste opération anti-Mafia

Quand « Mozzarella » se met à table

Trente perquisitions, vingt mandats d'arrêt, quatorze arrestations et une demi-douzaine d'armes confisquées. Tel est le bilan de l'opération effectuée contre la Mafia sicilienne lundi 4 décembre à Palerme, Naples et Rome par la police et les carabinieri italiens.

ROME de notre correspondant

Figurent parmi les détenus une bonne dizaine de trafiquants de drogue et un jeune et séduisant petit industriel de la chimie. Ce n'est, certes, ni la première ni la dernière opération anti-Mafia de la maffiosité transalpine. En fait, ce coup de filet veut surtout qu'on s'y arrête parce qu'il consacre l'entrée en scène, pour la justice italienne, d'un nouveau et très important « repart », comme on dit pudiquement en Italie des truands qui décident de se mettre à table.

Dans le milieu, on l'appelle « Mozzarella » du nom de ce fro-

mage local, blanc comme la poudre qui sortait de ses laboratoires clandestins. En réalité, il s'appelle Francesco Marino Marino, il a trente-sept ans, un physique de comptable et c'est grâce à ses révélations qu'a pu avoir lieu ce coup de filet. A Palerme, dans son bureau-bunker, le célèbre juge anti-Mafia, Giovanni Falcone, espère bien que ce n'est pas le dernier. « Si tout va bien, d'ici un mois, Mozzarella devrait se révéler pour nous plus utile encore que Contorno et Buscetta réunis. » C'est notamment grâce aux aveux de ces deux grands « parrains repentis » que les fameux « mandats » de ces dernières années avaient pu avoir lieu et c'est au cours de l'un d'eux que Marino fut condamné, en 1985, à huit ans de prison pour avoir, selon ses propres dires, « mis sur le marché plusieurs quintaux d'héroïne ».

Mais les vrais ennemis de Mozzarella n'ont commencé que cette année. A la prison de Palerme, Marino assiste, impuissant, à l'assassinat de son plus fidèle lieutenant. Il demande à son trans-

fert dans un établissement pénitentiaire de Rome. Dehors, on raconte que Giovanni Falcone l'a fait parler.

Avant de « tomber », Mozzarella était un « boss » de Palerme, local certes, mais respecté car membre de la puissante famille « fidélité » des Corleonesi, le clan vainqueur de la dernière grande guerre mafieuse. Mieux encore, Mozzarella était marié à la belle Rosa Venengo, fille d'un autre « parrain », Corleonesi.

« L'infâme »

Normalement, son avenir était assuré. Mais voilà qu'après son transfert à Rome, son jeune frère de vingt-trois ans, Agostino, un tueur de grand sang-froid paré-é, est à son tour assassiné en plein cinquième palermitain, où il travaillait pour sa couverture sans doute. On est en avril 1989. Mozzarella commence alors à s'inquiéter sérieusement et, après une difficile tentative de négociation avec l'occident, il annonce officiellement avec Falcone un dialogue sur lequel on ne sait rien. Dehors, la famille proche de la « balance » se désol-

darise aussitôt de « l'infâme » dont sa propre mère, une sorte de Thérèse du cru. Elle proclame à qui veut l'entendre sa neutralité bien comprise et refuse obstinément la protection que la police lui offre publiquement. Le sort en est jeté.

Les Corleonesi savent que « Mozzarella » en sait beaucoup trop. Ils prennent peur, semble-t-il, et décident de frapper une nouvelle fois, le plus fort possible, pour dissuader leur ancien allié de poursuivre sa confession. Le 24 novembre, ils abattent en plein Palerme la mère, la jeune sœur et la vieille tante de « l'infâme ». Le père a déclaré aux policiers n'avoir « rien vu, juste entendu les coups de feu ». Bien sûr, il n'a « aucune idée » sur l'identité des assassins et refuse le démenagement vers une autre ville que lui propose la justice. De la famille Marino, dit-on à Palerme, il ne restera bientôt plus que la jeune épouse de Francesco. Aux dernières nouvelles, la belle Rosa Marino le parfait amour avec un autre « boss » des Corleonesi. On n'est jamais trop prudent.

PATRICE CLAUDE

Bourses françaises et étrangères - efficacité des marchés - nouveaux instruments financiers : contrat de futures et de forward...

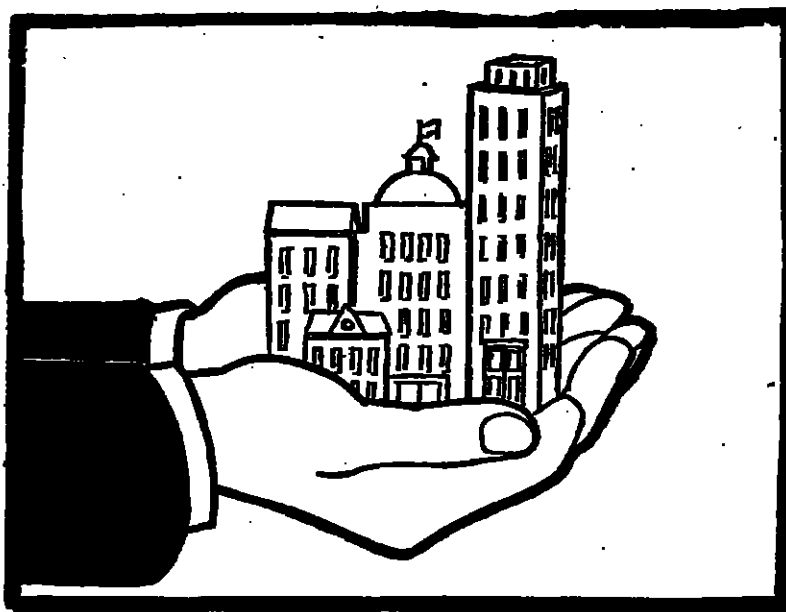
Pour comprendre la finance des marchés, anticiper et gérer les krachs boursiers

MARCHÉS FINANCIERS
Gestion de portefeuille et des risques

Bertrand Jacquillat, Bruno Solnik

295F Dunod

Strasbourg fait grandir l'Europe.



Avec le Conseil de l'Europe, le Parlement Européen, la Fondation Européenne de la Science, le Centre Européen de la Jeunesse et d'autres institutions, Strasbourg donne

tout son essor à l'Europe. Ville où se croisent de multiples courants intellectuels, haut lieu de la musique, théâtre de colloques innombrables, Strasbourg est aussi la

ville des Droits de l'Homme. Outre une place économique de premier plan, il faut une âme à l'Europe. Seule Strasbourg, la généreuse, peut la lui insuffler.

Strasbourg. Européenne par cœur.



EUROPE

ESPAGNE : le débat d'investiture

M. Felipe Gonzalez annonce une législature « sociale »

La troisième législature socialiste devrait être celle du bien-être social, a notamment déclaré Felipe Gonzalez au cours du débat d'investiture devant les Cortes. Débat qui a été troublé par l'expulsion des députés de la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire.

MADRID

de notre correspondant

La première législature socialiste avait été celle de l'assainissement, la deuxième celle de la relance, la troisième, qui va maintenant commencer, celle de la conquête du bien-être social : tel est en substance le message adressé, lundi 4 décembre, au Congrès des députés par M. Felipe Gonzalez dans son discours de candidat à la présidence du gouvernement.

Annouçant que l'Espagne allait maintenir un rythme de croissance supérieur à la moyenne communautaire, afin de réduire l'écart la séparant encore de l'Europe du Nord, M. Gonzalez a reconnu que cette croissance accélérée avait commencé à provoquer quelques déséquilibres en matière d'inflation et de commerce extérieur. Il a toutefois assuré que les mesures prises durant ces derniers mois pour les juguler seraient suffisantes, et que le nouveau gouvernement issu des élections du 29 octobre ne mettrait donc pas en œuvre, comme le prétend l'opposition, un sévère plan d'assainissement.

Invitations au consensus

En politique extérieure, M. Gonzalez s'est notamment prononcé pour une accélération de la construction de l'union monétaire européenne. S'il a appuyé avec enthousiasme le mouvement de démocratisation en Europe de l'Est, il a cependant souligné qu'il risquait de focaliser l'attention de la Communauté sur le centre de l'Europe, aux dépens de régions traditionnellement essentielles pour la diplomatie espagnole, comme la Méditerranée ou l'Amérique latine. Ainsi, a-t-il souligné, l'aide à la santé, Hongrie durant cette dernière année a dépassé celle accordée à l'ensemble des pays tiers de la zone méditerranéenne.

M. Gonzalez a multiplié les invitations au consensus entre les différentes forces politiques, appel qui a suscité le scepticisme de la principale formation d'opposition, le Parti populaire. Son nouveau prési-

dent, M. José María Aznar, qui faisait ses débuts devant le Congrès, a centré son intervention sur l'une des principales faiblesses de la gestion socialiste : la détérioration des services publics, qui contraste, a-t-il ajouté, avec l'effort fiscal de plus en plus lourd que supportent les Espagnols.

M. Gonzalez devait être élu, dès mardi, président du gouvernement grâce aux voix des députés de son parti qui, provisoirement, dispose tout juste de la majorité absolue. Provisoirement, car la justice a annulé successivement, la semaine dernière, le scrutin dans les provinces de Murcie et de Pontevedra où de nouvelles élections devaient être organisées dans un délai de trois mois. Les dix-sept députés représentant ces deux circonscriptions ne peuvent donc participer au débat d'investiture, et M. Gonzalez s'est engagé à présenter une motion de confiance une fois que la Chambre sera à nouveau au complet.

Expulsion des députés d'Herri Batasuna

Quant à la première apparition aux Cortes des députés élus de la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire, elle aura été des plus fugitives. Invités à prêter serment sur la Constitution (l'Espagne est l'un des rares pays d'Europe à imposer à ses parlementaires une telle formalité), les trois députés présents de la coalition (le quatrième a été blessé lors de l'attentat subi par le groupe il y a deux semaines) ont, comme ils l'avaient annoncé, assorti leur serment de la mention « par obligation légale ». Le président de la Chambre, le socialiste Felix Pons, a déclaré qu'une telle formule était illégale et décrété leur expulsion immédiate de l'hémicycle. Il a aussitôt coupé le son du microphone de celui qui tentait de justifier sa position.

Les trois députés ont quitté la salle sans résistance, et affirmé, dans les couloirs, qu'ils n'avaient pas renoncé à leurs opinions pour avoir le droit de siéger au Parlement (le rejet de la Constitution espagnole constitue un des axes traditionnels des campagnes électorales de leur formation). Ils ont annoncé qu'ils allaient présenter un recours devant le tribunal correctionnel.

Un recours qu'ils ont de sérieuses chances de gagner, d'autant que le député de la coalition Txema Montero avait utilisé sans difficulté la même formule après son élection en juin dernier au Parlement européen.

THIERRY MALINIAK

GRANDE-BRETAGNE

L'honneur d'un lord et le rapatriement forcé des Cosaques par l'armée britannique en 1945

LONDRES

de notre correspondant

Lord Aldington, ancien vice-président du Parti conservateur, a obtenu 1,5 million de livres sterling de dommages et intérêts dans le procès en diffamation qu'il avait intenté à un historien, le comte Nikolai Tolstoy, et à un promoteur immobilier du Kent, M. Nigel Watts. La comte avait rédigé, et le promoteur distribué, un pamphlet dans lequel lord Aldington était décrit comme un criminel de guerre pour avoir organisé, en tant qu'officier britannique en Autriche du sud, en mai 1945, le rapatriement forcé de 70 000 Russes et Yougoslaves qui ont été presque aussitôt entendus ou envoyés dans des camps.

Ce procès a tenu le public en haleine pendant deux mois en raison de la personnalité du plaignant, toujours vivif à soixante-cinq ans, et de la page d'histoire, peu glorieuse pour l'armée britannique, qui était ainsi rappelée. Le futur lord Aldington, qui était alors un des plus jeunes généraux de l'armée de terre, a appliqué à la lettre une convention secrète passée à Yalta entre Staline et Churchill, selon laquelle tous les militaires soviétiques, y compris des Cosaques qui avaient été fait prisonniers par les Allemands au début de la guerre et enrôlés de force, devaient être renvoyés à l'armée rouge.

Celui-ci, de même que les Yougoslaves adversaires de Tito qui avaient combattu aux côtés de la Wehrmacht, ont été rapatriés à coups de balonnettes par des soldats britanniques. Ils allaient pour la plupart au devant d'une mort certaine. Lord Aldington n'est resté qu'une dizaine de jours en Carinthie, en tant que chef d'état-major du 5^e corps de la 8^e armée britannique, et était déjà parti lorsque le rapatriement a commencé. Celui-ci a donné lieu à des scènes épouvantables, certains Cosaques, sachant ce qui les attendait, préférant se suicider.

Le jury de la Haute Cour a estimé jeudi 30 novembre que lord Aldington, décoré dès 1941 pour son courage, n'était décidément pas un criminel de guerre et que son honneur valait l'équivalent de 1,5 milliard de centimes. C'est la somme la plus élevée jamais accordée en Grande-Bretagne

dans une affaire de diffamation. Lord Aldington s'est déclaré « surpris » par l'ampleur de celle-ci, mais aussi « ravi ».

Le comte Tolstoy, tandis que son épouse éclatait en sanglots à ses côtés, a prononcé quelques mots à la sortie du tribunal : « Je suis complètement ruiné. Je n'ai pas cet argent. Je suppose qu'ils vont saisir ma maison et ma bibliothèque. L'establishment britannique a gagné et peut maintenant continuer à rapatrier les tout peuples de Hong-kong de la même façon. Ils veulent me faire taire. Ils veulent enterrer l'histoire, comme ils ont enterré les Cosaques et les Yougoslaves ».

Le comte et le promoteur

Petit-fils d'un officier cosaque de l'armée tsariste qui n'avait qu'une lointaine parenté avec l'écrivain, fils d'un Russe blanc installé en Angleterre et devenu avocat, le comte Tolstoy a déjà écrit trois livres sur le triste sort des soldats soviétiques fait prisonniers lors de l'attaque allemande de 1941. Il a eu le tort de s'associer avec un promoteur immobilier du Kent qui poursuivait lord Aldington de sa vindicte pour une sombre histoire familiale d'assurances remontant à 1975.

Le promoteur a distribué à tous les anciens camarades d'école de lord Aldington, à ses voisins, à ses collègues de la Chambre des lords et aux journalistes le pamphlet rédigé par le comte Tolstoy. L'intention de nuire était manifeste. Même les habitants du village d'Aldington, dont l'intérêt est théoriquement le seigneur au sens féodal, l'ont reçu...

Le comte et le promoteur ont un mois pour faire appel. La somme sera alors probablement réduite dans de fortes proportions. Mais cette affaire pose une nouvelle fois la question de la compétence d'un jury composé de simples citoyens lorsqu'il s'agit d'estimer les préjudices subis dans des procès en diffamation. Entre un historien d'origine étrangère passionné par son sujet et un lord couvert de décorations qui incarne à lui tout seul l'establishment, le jury n'a peut-être pas tenu la balance égale.

DOMINIQUE DHOMBRES

« Die Zeit » a fêté les quatre-vingts ans de Marion Dönhoff

Il y a quarante ans, la jeune comtesse Dönhoff, qui administrait la grande propriété de sa famille en Prusse orientale, tout en participant à la résistance au nazisme, gagnant à cheval la Basse-Saxe, à 1 600 kilomètres de là, devant l'avance des troupes soviétiques. Bientôt, elle arrivait à Hambourg, où elle allait créer avec Gerd Brucius la Zeit, qui est sans doute aujourd'hui l'un des hebdomadaires les plus sérieux, les plus responsables de la planète. « Une fois et demie, chaque semaine, le volume des Buddenbrook de Thomas Mann », dit en plaisantant son

alarte rédacteur en chef Theo Sommer.

Marion Dönhoff vient d'avoir quatre-vingts ans, ce qui ne l'empêche pas de continuer d'écrire (1) et de sillonner le monde. Pour fêter cet anniversaire, la Zeit avait organisé à Hambourg un colloque sur le thème « La fin du communisme : et après ? » auquel assistaient, outre les deux ex-chanceliers Brandt et Schmidt, une trentaine de personnalités venues de Moscou (Oleg Bogomolov, le rédacteur en chef d'Ogoniok, etc.), de Varsovie (Michnik et Geremek), des Etats-Unis (dont Kissinger), de

Paris, Stockholm, Budapest, Berlin-Est, etc. Le président de la République fédérale est venu s'asseoir, de la manière la plus démocratique, entre les participants. Et le soir, une grande fête, où l'on a beaucoup ri, a clos cette rencontre, témoignage du respect et de l'amitié qu'éprouvent tous ceux qui la connaissent pour l'éternellement jeune comtesse.

Inutile de dire que le thème de la réunification a occupé une large place dans les débats. La plupart des intervenants étaient arrivés, comme nous, convaincus de sa quasi-inévitabilité. Rien de ce qui a été dit pendant ces deux jours

n'était de nature, bien au contraire, à les faire changer d'avis. Beaucoup ont confessé leur perplexité devant l'accélération de l'histoire à l'Est et exprimé leur espoir qu'au moins une amorce de nouvel ordre européen voie le jour pour empêcher un développement par trop anarchique de la situation. Helmut Schmidt a dit avec beaucoup de force qu'aucun pays ne pouvait mieux y contribuer, à son sens, que la France.

A. F.

(1) Marion Dönhoff a coigné avec Helmut Schmidt son article dans Le Monde du 18 novembre.

AMÉRIQUES

SALVADOR : malgré la poursuite des combats

Le gouvernement annonce sa participation au sommet centraméricain

Le gouvernement salvadorien de M. Cristiani a annoncé, lundi 4 décembre, sa participation au prochain sommet de l'Amérique centrale qui se tiendra les 10 et 11 décembre au Costa Rica. La tension entre le Salvador et le Nicaragua, accusé par M. Cristiani de livrer des armes à la guérilla salvadorienne, a retardé cette réunion, initialement prévue les 8 et 9 décembre à Managua et dont l'organisation au Costa Rica a été annoncée lundi par le président nicaraguayen, Daniel Ortega. Les autorités salvadoriennes ont d'autre part pris le même jour deux mesures contribuant à assouplir l'état de siège en vigueur depuis trois semaines : la durée du couvre-feu a été ramenée de onze à six heures et les radios sont désormais autorisées à diffuser des informations.

Ces décisions ont été annoncées alors que les affrontements entre guérilleros et forces armées se poursuivent, notamment à Zacatecoluca, à 65 km au sud-est de la capitale. Les rebelles du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) ont de nouveau

tiré des missiles sol-air SAM-7 de fabrication soviétique contre des appareils gouvernementaux (qui n'ont toutefois pas été atteints). Il est probable que la guérilla relancera son offensive dans les prochains jours, à l'occasion du sommet.

Depuis le début de l'offensive, le 11 novembre dernier, environ 1 600 rebelles et près de 400 soldats ont été tués.

L'ambassade de France à San Salvador a pour sa part envoyé une lettre de protestation au gouvernement de M. Cristiani après « la fouille et le sacage » de la résidence du premier secrétaire de l'ambassade, M. Noël Saez. Le diplomate avait été évacué de son domicile mercredi dernier lors de violents combats dans le secteur. L'armée, chargée de la protection de la résidence du fonctionnaire français, avait fouillé le bâtiment après avoir repris le contrôle du quartier, et à son retour M. Saez avait constaté que son domicile avait été pillé, sans pouvoir fournir de preuves sur l'identité des responsables. (AFP, Reuters).

CANADA : première femme à la tête d'une formation fédérale

M^{me} Audrey McLaughlin devient chef du Nouveau Parti démocrate

MONTREAL

de notre correspondante

Député du Nouveau Parti démocrate (NPD) depuis deux ans seulement, M^{me} Audrey McLaughlin est devenue, samedi 2 décembre, la première femme à diriger une formation politique fédérale au Canada.

Réunis en congrès à Winnipeg (Manitoba), les socialistes canadiens, éternels perdants d'un bipartisme dominé par les conservateurs au pouvoir et les libéraux, ont préféré, au quatrième scrutin, une quinquagénaire néophyte, ancienne assistante sociale, à un vieux routier de la politique, trop connu pour ses incartades. M. Dave Barrett, ancien premier ministre de la Colombie-Britannique, a aussi eu le tort de contester la spécificité du Québec au moment où sa formation tente de s'implanter dans la Belle Province, condition sine qua non pour espérer briser le pouvoir à Ottawa.

Elue d'un territoire nordique isolé (le Yukon), M^{me} McLaughlin a su louver sur la question du statut à accorder au Québec, tout en se targuant d'être la seule parmi les sept candidats en lice à pouvoir aligner quelques mots de français. Elle aura fort à faire pour relever son parti qui n'a jamais obtenu plus de 20 % des voix aux législatives fédérales en dépit de la popularité personnelle du précédent chef du NPD, M. Edward Broadbent, démissionnaire au printemps dernier après avoir dirigé le parti pendant quatorze ans.

Opposé au traité de libre-échange avec les Etats-Unis (en vigueur depuis janvier dernier) et à la taxe sur la valeur ajoutée que les conservateurs veulent imposer, le NPD, financé principalement par les syndicats, ne propose guère de solutions pour relever le défi de la mondialisation des marchés et combler l'important déficit budgétaire qu'il annonce.

MARTINE JACOT

ÉTATS-UNIS : au large de la Floride

Bataille navale entre les Américains et « Greenpeace »

C'est une véritable bataille navale qui a mis aux prises, lundi 4 décembre, au large de cap Canaveral (Floride) des unités de la marine américaine et le Greenpeace, un remorqueur du mouvement écologiste du même nom. Les « éco-pacifistes » entendaient empêcher le tir d'un missile Trident 2 à partir d'un sous-marin, comme ils l'avaient réussi à le faire le 28 juillet dernier. Mais, cette fois, l'US Navy avait des consignes de fermeté. Sommée de quitter la zone de sécurité du tir, le Greenpeace a refusé d'obtempérer, au motif qu'il croisait dans les eaux internationales. Deux unités de la marine américaine ont alors encadré le Greenpeace en l'éperonnant même à bâbord, occasionnant une voie d'eau au-dessus de la ligne flottaison. Mettant en action leurs canons à eau, les navires de la flotte ont noyé l'une des deux machines du navire écologiste en arrosant la cheminée.

Pendant ce temps, des hommes-grenouilles s'en sont pris aux deux canots pneumatiques mis à flot par le Greenpeace, crevant les flotteurs et coupant les tuyaux d'alimentation en carburant. Ayant remis en marche leurs machines, les écologistes ont dû quitter la zone de tir, escortés de près par les navires de l'US Navy.

Le sous-marin Tennessee a pu alors procéder au tir de son missile, un engin de 15 mètres de long capable d'emporter douze têtes nucléaires à 7 000 kilomètres de distance. — (AFP, Reuters, UPI).

□ Ouverture d'une enquête sur les pratiques financières du maire de New-York. — Le nouveau maire de New-York, M. David Dinkins, a annoncé, lundi 4 décembre, qu'une enquête judiciaire venait d'être ouverte pour faire la lumière sur le stock d'actions qu'il avait vendues à un prix très avantageux à son fils en 1985. Durant la campagne électorale pour la mairie, l'adversaire républicain de M. Dinkins, M. Rudolph Giuliani, avait mis en doute l'honnêteté des pratiques financières de son adversaire.

100.000 LIVRES
EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
42 83 58 26
4 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS



"Londres, pour faire son shopping, c'est formidable! Mais croyez-vous qu'on y trouve des bonnets en cashmere rouge?"

25 F

AFRIQUE

Tunisie : dialogue de sourds avec les islamistes

Le président Ben Ali ne veut pas d'un parti religieux, mais les islamistes pensent que le temps travaille pour eux

TUNIS

de notre envoyé spécial

Ici, le 7 novembre, jour anniversaire de l'éviction de M. Bourguiba, en 1987, est devenu une sorte de fête du « changement », sans l'essence populaire, mais avec un discours du successeur et une réception à la présidence de la République. Pour la deuxième fois, presque tous ceux qui comptent à Tunis avaient été invités au palais de Carthage. Les vedettes, présents ou passés, du parti gouvernemental citoyen les ministres et aussi la plupart des chefs de l'opposition qui, sous les immenses lustres de l'ancienne salle d'apparat du « combattant suprême », ne se gênaient pas pour critiquer les paroles prononcées par leur hôte, dans la matinée, devant les députés (Le Monde du 9 novembre).

Une fois de plus, les islamistes, auxquels le chef de l'Etat venait de signifier qu'il n'y a pas de place pour un parti religieux en Tunisie, étaient au centre des conversations. Dans les mêmes lieux, le 7 novembre 1988, un jeune avocat représentant le Mouvement de la tendance islamique, devenu le mouvement Ennahdha (la Renaissance), avait signé, avec les autres partis, un pacte national censé engager le pays sur une voie nouvelle.

Un an plus tard, ces espoirs s'étaient envolés. Tous absents de la réception de Carthage, les islamistes ne risquaient pas de devoir y côtoyer leur actuelle bête noire, M. Mohamed Charfi, ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, dont ils avaient réclamé le départ un mois plus tôt. Le crime de ce professeur de droit, sans appartenance politique, ancien président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, avait été, au cours d'une conférence de presse, certains extraits de manuels d'ensei-

gnement religieux introduits dans les lycées quand le pouvoir, pour contrer l'agitation de gauche, laisse imprimer des textes de nature à lui valoir les sympathies intégristes.

Citations, parmi d'autres, de ces manuels, repartis du circuit éducatif il y a seulement quelques semaines : « Le monde est divisé en deux zones. Il y a la zone islamisée qui englobe les pays où l'islam est la religion officielle et la zone non islamisée qui englobe les pays où l'islam n'est pas la religion officielle. Cette zone est également dénommée zone de paix et de justice. Il y a la zone non islamisée ou région de mécréance. Celle-ci doit être considérée comme zone de Jihad, ou guerre sainte. » L'islam considère que le Jihad est la voie pour la base de la Choura (consultation entre notables), qui n'est ni le grand nombre, ni la puissance de l'argent, ni celle d'une classe sociale donnée, mais la concertation de personnes compétentes en matière de religion et de morale.

Toujours disponible pour les journalistes occidentaux, qu'il fait passer avant ses nombreux clients dans son cabinet d'avocat orné de photos de la mosquée de Médine, M. Abdelhadi Mourou, un des chefs d'Ennahdha, s'emploie habituellement à faire marche arrière après le très mauvais effet produit par sa diatribe contre M. Charfi, son ancien professeur de droit, pérorant qu'il « respecte » à ce titre. Il ne conteste pas le droit du ministre à réformer le contenu de l'enseignement religieux, mais il lui reproche « le défaut de procédure, le manque de consultation ». Quant aux textes dénoncés par M. Charfi, ils auraient été « isolés de leur contexte historique ».

Pourquoi faut-il que nous donnions de nouvelles garanties (pour qu'Ennahdha devienne un parti légal), alors que nous avons signé le pacte national ? demande l'avocat. Le président Ben Ali est entouré de

conseillers qui nous sont hostiles. Nous allons essayer de le contacter pour nous expliquer. On attend toujours les effets de la loi d'amnistie (pour des condamnations d'islamistes quand M. Bourguiba était au pouvoir) sur les casiers judiciaires. Beaucoup des nôtres n'ont pas retrouvé leur emploi. Moi, je suis toujours interdit de voyage. M. Ghannouchi a dit attendre longtemps à Paris que l'ambassade de Tunisie consente à lui renvoyer son passeport.

De même M. Mourou est très peu enclin à parler des relations avec les islamistes des pays voisins. A l'en croire, il n'y a pas de contacts avec les Algériens, car « chaque parti islamiste a ses problèmes et ses spécificités ».

Comme M. Abassi Madani, le chef des islamistes algériens, M. Mourou ne veut pas qu'on pense à une sorte d'internationalisme maghrébin. Il préfère tenir un discours rassurant pour le régime en place en Algérie. Il ne dément pas que M. Ghannouchi ait rencontré récemment le président Chadli, et il a lui-même signé un communiqué pour saluer la législation du Front islamique du salut (FIS) en Algérie, « un pas avant-gardiste [...] en vue d'assurer le développement, le progrès et l'unité de notre nation islamique ». Cette reconnaissance officielle du FIS, si réjouissante pour le mouvement Ennahdha, a étonné les autorités tunisiennes, qu'Alger n'avait pas informées, malgré la « concertation » maghrébine.

Bien que les islamistes assurent ne pas vouloir engager une épreuve de force avec M. Ben Ali, qu'ils insistent de distinguer de la « francophonie de gauche régnant dans son entourage », leurs relations avec son gouvernement ressemblent de plus en plus à un dialogue de

sourds. A leurs doléances au sujet des personnes non réintégrées dans leur emploi après les mesures d'amnistie, l'Etat répond qu'il ne lui appartient pas de se substituer aux employeurs dans ce domaine. A leurs affirmations concernant les difficultés auxquelles ils se heurtent pour créer un journal, le ministre de l'information, M. Habib Bouhired, rétorque qu'il leur appartient de suivre la procédure commune pour obtenir les autorisations nécessaires mais qu'ils font semblant de n'y rien comprendre.

Un moyen d'obliger les islamistes à sortir du flot dans lequel ils se complaisent, estime le gouvernement, serait de les laisser s'exprimer dans un quotidien où ils devraient bien prendre position sur les problèmes d'actualité au lieu de s'en tenir à des généralités. Non seulement les autorités ne feront rien pour empêcher la création d'un tel journal, mais elles semblent en faire le préalable de toute reconnaissance officielle du mouvement Ennahdha.

Pour sa part, l'opposition légale craint, à moyen terme, une bipolarisation entre les islamistes et le parti au pouvoir en raison du vide politique créé par les élections d'avril, lors desquelles le Rassemblement constitutionnel démocratique emporta tous les sièges. On mesure aujourd'hui combien ce résultat sans nuance a engendré de frustra-

tions chez les opposants modérés et à nul au processus de démocratisation.

« Le président a laissé la porte ouverte à un réaménagement du code électoral, nous a déclaré le premier ministre, M. Hamed Karoui. J'estime que l'opposition doit être représentée au Parlement, mais il n'est pas objectif de dire que les dernières élections ont été truquées. Il faut se rendre à l'évidence, les oppositions sont actuellement faibles ».

Au Mouvement des démocrates socialistes, naguère dirigé par M. Mesliti, on continue à dénoncer la fraude électorale et les pressions exercées sur les militants de l'opposition. Le contentieux sur le dernier scrutin semble devoir s'éterniser. Pour qui a pu mesurer, au printemps dernier, combien peu de personnes prenaient la peine de se déplacer pour le « vote du changement », la manipulation des chiffres a sans doute moins porté sur les voies obtenues par les uns et les autres que sur la participation. Mais cela l'opposition n'a pas plus intérêt à en parler que le pouvoir. Devant cette désaffection populaire pour la politique classique, on comprend que la stratégie islamiste ne passe pas prioritairement par la formation d'un parti ordinaire.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Océan Indien

Comores : les mercenaires sur le départ

Huit jours après l'assassinat du président Abdallah, la France et l'Afrique du Sud s'emploient à assainir l'île de la « bande à Bod Denard »

Bod Denard et sa bande sont sur le départ. Même s'ils ont encore monté les enchères pour voler les lieux avec les honneurs de la guerre, leurs jours aux Comores sont maintenant comptés. La France et l'Afrique du Sud viennent de leur signifier, sans s'embarrasser de précautions oratoires, qu'ils n'avaient plus rien à y faire. Paris, par le biais d'un communiqué du Quai d'Orsay, s'est inquiété de voir « un groupe armé jouer un rôle incompatible avec le fonctionnement normal de l'Etat », tandis que Pretoria, sous couvert d'une déclaration du ministre des affaires étrangères, a dénoncé « sous les éléments étrangers qui empêchent le libre exercice par le peuple comorien de ses droits démocratiques à l'autodétermination ».

L'assassinat, non programmé, du président Ahmed Abdallah, il y a huit jours, dont sont tenus pour responsables Bod Denard et ses acolytes, a, si l'on ose dire, clarifié la situation, dans la mesure où l'irresponsable avait été commis. La France, qui porte à bout de bras l'économie locale, et l'Afrique du Sud, qui finançait cette fameuse « garde noire » commandée par des mercenaires européens, avaient les consciences franches pour régler à chaud la question comorienne, d'autant que l'une et l'autre partageaient, depuis quelques mois, le même souci d'assainir la vie politique de cet archipel.

Préférant régler l'affaire à l'amiable, Paris n'a pas évoqué l'hypothèse d'une intervention militaire pour rétablir l'ordre aux Comores, que pourrait solliciter le président par intérim, en vertu d'un accord de défense, si du moins il était libre de ses mouvements. Pretoria, de son côté, brusqué un peu les choses en annonçant la « suspension de [son] assistance à la garde présidentielle et

toute autre forme de coopération ».

Bob Denard et les siens savent, désormais, à quoi s'en tenir.

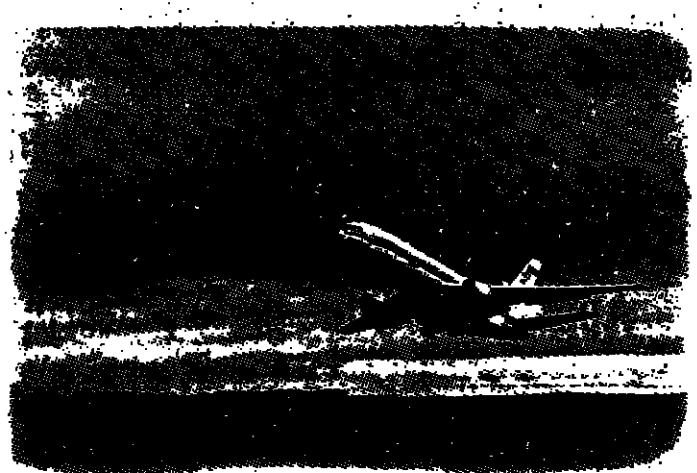
La France ne veut plus avoir à traiter avec un gouvernement joué d'une bande de mercenaires sans foi ni loi. Pour le président Abdallah avait fini par admettre - trop tard - qu'il devait changer son fusil d'épaule pour continger à bénéficier de la confiance de l'ancienne métropole. Pour sa part, soucieuse de respectabilité, l'Afrique du Sud, sous la houlette de M. Fendley De Klerk, son nouveau président, tente de prôner une politique extérieure plus sage qui ne soit plus dictée par des va-et-vient toujours prêts à souffler sur le feu. Les Comores n'ont-elles pas servi de base de ravitaillement pour les rebelles mozambicains de la RENAMO ?

Livrés à eux-mêmes, Bob Denard et les siens n'ont donc plus d'autre choix, sauf baroud d'honneur, que d'essayer de se retirer en bon ordre. Encore ces agiles de croisés cherchent-ils à négocier des « dommages et intérêts » pour les nombreux biens immobiliers et mobiliers qu'ils se sont appropriés d'abandonner derrière eux. Reste aussi à trouver à ces soldats payés, dont certains sont recherchés par la justice, un point de chute quelque part dans le monde.

On voit mal, l'élection présidentielle, repoussée au 14 janvier, puisse avoir lieu en présence de la « bande à Bob ». En l'absence de celle-ci, les choses ne seront pas plus simples, car les candidats à la magistrature suprême, ne manquant pas, qu'ils soient demeurés aux Comores ou qu'ils se soient exilés à Paris. Entre tous ces politiciens batailleurs, la France aura un choix à faire. Personne n'imaginait que l'ancienne métropole s'ait pas son mot à dire.

JACQUES DE BARRUN

Ce soir, un bon dîner, un bon film et dodo !



UN VOL DE NUIT EST GÉNÉRALEMENT FAIT POUR GAGNER DU TEMPS ET ARRIVER À DESTINATION FRAIS ET DISPOS. AUSSI AIR AFRIQUE A PRIS LA PEINE D'EN FAIRE UN PEU PLUS : COMME PAR EXEMPLE PROPOSER DES SIÈGES PARTICULIÈREMENT CONFORTABLES, UN DINER DE QUALITÉ, DES BOISSONS GRATUITES, UNE SÉLECTION DES MEILLEURS FILMS INTERNATIONAUX EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS, DE NOMBREUX MAGAZINES, BREF UN LUXE DE PETITS DÉTAILS POUR VOUS RENDRE LA NUIT PLUS DOUCE. VOUS VOYEZ, MÊME SI NOUS SOMMES LA PREMIÈRE COMPAGNIE DU CONTINENT NOIR AFRICAIN, CELA NE NOUS DISPENSE PAS D'EN FAIRE CHAQUE JOUR UN PEU PLUS.

AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

125^F L'Angleterre 2 jours à pied ou en voiture.

* Prix A.R. par pers., base 1 piéton ou 4 pers. en voiture.



BROCHURE HIVER CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

LE MONDE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LE MONDE

AFRIQUE

ALGÉRIE

Violente manifestation près d'Alger

Alger (AFP, AP). — La commune des Eucalyptus, à une vingtaine de kilomètres au sud d'Alger, a été le théâtre, dimanche 3 décembre, d'affrontements entre des brigades anti-émeutes et plusieurs centaines de manifestants — en majorité des jeunes islamistes — qui protestaient contre le mauvais état des routes dans la région. Selon la police, il n'y a eu ni blessés ni arrestations. Mais la population, qui exprimait des griefs contre les autorités locales, a incendié les locaux d'une cellule du FLN.

Lundi, le calme semblait rétabli mais les forces de l'ordre veillaient toujours sur les établissements publics et gardaient l'arrière principale où des pneus calcinés, des troncs d'arbres et des poteaux arrachés témoignaient de l'ampleur de la manifestation.

Des populations en colère contre les défilances des autorités locales ont manifesté à plusieurs reprises dans tout le pays, ces derniers mois, avec les encouragements des islamistes.

BÉNIN

Mort de l'ancien président Apithy

L'ancien président du Dahomey (aujourd'hui Bénin), M. Sourou Migan Apithy est mort, dimanche 3 décembre, à son domicile parisien, à l'âge de soixante-quinze ans.

Lycéen en classes terminales à Bordeaux, étudiant à l'Ecole libre des sciences politiques de Paris, Sourou Migan Apithy reçut aussi une solide formation commerciale. Expert comptable, il travailla, durant plusieurs années, à la Compagnie française de l'Afrique occidentale. Élu à l'Assemblée constituante en 1945, M. Apithy fut constamment réélu à l'Assemblée nationale jusqu'à l'accession de son pays à l'indépendance.

Désigné comme ministre d'État par Hubert Maga, premier président de la République, il fut élu vice-président de la République en 1960, fonction qu'il cumula, étrangement, avec le poste d'ambassadeur en France. De janvier 1964 à novembre 1965 il exerça à son tour la magistrature suprême. Régulièrement élu, il fut chassé du pouvoir par le général Christophe Soglo et s'exila une première fois à Paris.

Revenu spontanément à Cotonou après le coup d'État d'octobre 1972, M. Apithy fut arrêté et placé en résidence surveillée comme ses deux partenaires, MM. Abomadegbe et Maga. Comme eux, il ne fut remis en liberté qu'à Pâques 1981.

Orateur de talent, auteur de deux ouvrages d'un intérêt mineur *Telle est la vérité* (1968) et *Face aux impasses* (1972), M. Apithy était très populaire dans le Sud-Est, et notamment dans son fief électoral de Porto-Novo. Il ne parvint jamais cependant à s'imposer réellement sur le plan national.

AFRIQUE DU SUD : création du Mouvement panafricainiste. — Quelque six cents délégués représentant le courant africainiste du mouvement anti-apartheid ont participé, samedi 2 décembre à Soweto, au lancement du Mouvement panafricainiste (PAM), la branche légale du Congrès panafricainiste (PAC). Le président du PAC, M. Zeph Mothopeng, soixante-seize ans, a appelé les délégués à réunifier les groupes anti-apartheid à l'intérieur du PAM mais a rejeté toute union avec le vieux rival de son organisation, le Congrès national africain (ANC). (AFP.)

(Publié)

ARAFAT À ARABES : « POUR UN DIALOGUE DIRECT OLP-ISRAËL... »

Le président palestinien affirme par ailleurs : « La répression atroce peut compromettre notre sang-froid... » C'est Israël qui a rejeté le plan Moutarak... Les islamistes sont nos alliés...

Une interview publiée dans le numéro de Décembre d'Arabes en kiosques et librairies 78, rue Joffroy 75017 Paris Tél. 146.22.34.14

PHILIPPINES : cinq jours après le début du putsch

Plusieurs centaines de mutins restent retranchés dans le quartier des affaires de Manille

Cinq jours après le début de la tentative de putsch contre le gouvernement de M. Corason Aquino, quelque centaines de soldats rebelles étaient toujours retranchés, mardi 5 décembre, dans le quartier des affaires de Manille. Plus de mille cinq cents étrangers sont pratiquement tenus en otage par les mutins dans des hôtels.

MANILLE

de notre envoyé spécial

« War zone » (zone de guerre). Un panneau de fortune barre la grande artère déserte qui mène à Makati. Comme souvent aux Philippines, les situations les plus tragiques prennent un aspect surréaliste. Le centre financier de Manille, quartier de banques, d'ambassades et de grands hôtels, était devenu, mardi 5 décembre au matin, un no man's land occupé par environ trois cents soldats rebelles au gouvernement Aquino, postés sur les toits d'une quinzaine d'immeubles et encerclés par l'armée régulière. Dans le reste de Manille, la vie a repris presque normalement.

Désormais, l'épreuve de force entre les rebelles et les autorités n'est plus une question interne aux Philippines. Les clients des quatre grands hôtels (Intercontinental, Mandarin, Peninsula et Manila Garden) occupés par les mutins sont les otages virtuels de la situa-

tion. Les rebelles affirment qu'ils ne sont pas des otages. Mais tant qu'aucun accord n'interviendra entre les deux camps, leur évacuation sera impossible, le moindre mouvement dans les rues adjointes aux hôtels provoquant des échanges de coups de feu. En fin de matinée, un des hôtels aurait commencé à être évacué mais des tirs nourris ont stoppé l'opération.

Les ambassades américaine et australienne ont conseillé à leurs ressortissants résidant dans les « ghettos dorés » de Das Marinas et San Juan, proches des lieux d'affrontement, de quitter temporairement leur domicile en prévision d'un assaut.

Les soldats rebelles qui occupent Makati sont pour la plupart des troupes d'élite (marines) disposant de chars légers, de mortiers et de mitrailleuses lourdes. Un affrontement avec l'armée régulière serait certainement meurtrier, notamment pour la population civile.

Deux attentats

On compte une dizaine de morts et soixante-dix blessés à Makati depuis que le quartier est devenu la poche de résistance des soldats rebelles auteurs du putsch de vendredi dernier contre le gouvernement Aquino. Mardi matin, huit personnes, parmi lesquelles des enfants, ont été blessées par une explosion — dont on ignore l'origine — dans un bidonville. Une fillette a

été tuée. Parmi les étrangers, on compte la mort d'un Srilankais et d'une femme, sans doute de nationalité taïwanaise. Le climat de tension a été aggravé par deux attentats lundi soir, l'un contre la banque centrale et un autre contre un restaurant du quartier touristique d'Ermita.

Une bonne partie des rebelles s'est rendue, mais la reprise en main de la situation par le gouvernement paraît loin d'être complète. Il semble que le repli des mutins sur Makati fasse partie d'un plan préétabli dans le cas où le putsch n'aurait pas réussi dans les premières heures. Ce qui a été le cas, puisque les troupes gouvernementales ont repris le contrôle des bases militaires de la capitale, qui étaient les objectifs des rebelles.

En occupant Makati, le centre moderne de Manille, ceux-ci entament un peu plus la crédibilité du gouvernement de M. Corason Aquino aux yeux de la communauté internationale puisqu'ils menacent directement la vie de ressortissants étrangers.

Les mutins attendent-ils un soutien (la base militaire de Mactan à Cebu, qui dispose de chasseurs F-5, est toujours aux mains des putschistes) ou bien veulent-ils contraindre le gouvernement à négocier ? Ils paraissent en tout cas trop déterminés pour qu'un compromis (de laborieuses négociations seraient en cours par l'intermédiaire de représentants de l'Eglise) soit trouvé aisément.

PHILIPPE PONS

En visite à Paris

Le dalai-lama a rencontré des dissidents chinois

Le Prix de la Mémoire a été décerné lundi 4 décembre au Palais de Chaillot à Paris à M. Sen Aravind, directeur du Mémorial d'Erivan, conservatoire de la culture arménienne, à M. Serge Klarsfeld pour son ouvrage *Mémoires de la déportation des juifs de France et du dalai-lama*. Présidente d'honneur du prix, Mme Danielle Mitterrand assistait à la cérémonie. Dimanche, le dalai-lama a ren-

contré pour la première fois des dissidents chinois de la Fédération pour la démocratie en Chine. Il a qualifié cette rencontre d'« historique » et ses interlocuteurs de « vrais représentants du peuple chinois ». Le chef spirituel tibétain a aussi mis en garde les dirigeants chinois, déclarant que si ceux-ci « ne souhaitent même pas discuter des suggestions que nous avons faites, alors qu'ils comprennent

des concessions de taille, nous avons, à ce moment-là, tout à fait le droit de revoir notre position ». Le dalai-lama, qui a visité au Centre Pompidou une exposition sur le massacre de la place Tiananmen, 4 juin-4 décembre, ne s'exprime pas — se rendra dimanche 10 décembre à Oslo pour y recevoir le prix Nobel de la paix. Pékin n'a cessé de protester contre l'attribution de cette

MALAISIE : dans les maquis depuis 1948

La guérilla communiste a déposé les armes

Après quarante et un ans dans la jungle, les maquisards du PC de Malaisie ont renoncé, samedi 2 décembre, à la lutte armée. Cette décision a été officialisée par la rencontre à Hatyai, dans le sud de la Thaïlande, du chef historique du PCM, M. Chin Peng, avec le chef de l'armée thaïlandaise et le ministre malaisien de l'Intérieur. Aux termes de cet accord, les quelque mille guérilleros seront réinstallés dans la société et devraient pouvoir participer à des activités politiques. Ils devraient se réinstaller dans le sud de la Thaïlande, où le PCM avait ses bases arrière.

Cet événement historique intervient après de longues tractations menées par les militaires thaïlandais. Les autorités de Kuala Lumpur sont demeurées longtemps méfiantes à l'égard de la bonne foi du PCM, d'obédience maoïste, avec lequel elles luttent depuis l'Emergency (insurrection) de 1948. La dernière rencontre entre M. Chin Peng — âgé de soixante-sept ans et titulaire de la distinction de chevalier de l'Empire britannique pour la part qu'il prit dans la guerre contre le Japon — et le chef du gouvernement de l'époque, le Tunku Abdul Rahman, avait eu lieu dans la jungle, à Baling, en 1955. Au plus fort de sa

puissance, le PCM — en grande majorité formé de membres de l'ethnie chinoise — battait la campagne avec plus de dix mille hommes, obligeant les autorités à concentrer la population dans des « nouveaux villages » clos de barbelés.

Depuis, en dépit d'accrochages et d'actes de terrorisme, les activités du PCM, essentiellement concentrées le long de la frontière thaïlandaise, s'étaient considérablement réduites. Ses effectifs avaient fondu, il s'était divisé en fractions rivales et avait été déchiré par des purges sanglantes. Après la visite en Asie du Sud-Est de M. Deng Xiaoping fin 1978, Pékin avait cessé son aide matérielle à ce mouvement pro-chinois. Depuis lors, la Chine a « lâché » cet allié inutile et encombrant. Les pressions de Pékin, qui avait fermé la « Voix de la révolution malaise », ont sans doute contraint M. Chin Peng à ce constat d'échec.

Le temps n'est plus où la Chine entretenait des partis frères en Asie, où ils se livraient à la lutte armée contre les autorités. En Indonésie, le PKI a été éradiqué en 1965 ; en Thaïlande, il a pratiquement cessé d'exister. En Birmanie, le PCB « Dragon blanc » est en recul et s'est livré au trafic de la drogue pour financer sa guérilla.

Mais, pour la Malaisie, comme pour son petit voisin Singapour, il ne s'agit en fait que d'une paix armée. Si le couvre-feu a été levé dans les zones troubles, la législation d'exception — la loi sur la sécurité interne — reste en vigueur dans ces deux pays qui craignent que les militants du PCM recroissent désormais à la subversion. La Thaïlande a pourtant, au cours des années 80, pratiqué avec un grand succès cette politique de réinsertion pacifique de ses anciens opposants armés. Et si l'on ne peut exclure que les anciens du PCM ne cherchent à poursuivre le combat politique, leur long éloignement de la vie nationale — et leur langue de bois qui n'est plus comprise par grand monde — ne faciliteraient certainement pas leur tâche.

P. de B.

PROCHE-ORIENT

L'enquête sur l'attentat de Lockerbie

Apparition d'une piste palestinienne en Suède

STOCKHOLM

de notre correspondant

Le procès en Suède de quatre Palestiniens accusés d'une série d'attentats contre des intérêts israéliens et américains à Copenhague, Amsterdam et Stockholm en 1985 et 1986 — dont le verdict sera rendu le 21 décembre — a débouché sur une deuxième instruction susceptible d'éclaircir d'une manière décisive les circonstances de l'attentat, en décembre 1988, au-dessus de l'Ecosse, contre un Boeing-747 de la Pan Am, qui avait fait deux cent soixante-dix morts.

La police écossaise soupçonne, en effet, fortement le principal accusé dans ce procès, Mohamed Abou Taleb, né en Égypte et membre présumé du mouvement palestinien FPLPCC d'Ahmed Jibril, d'être

mêlé de très près à l'attentat de Lockerbie. Lors d'un voyage effectué à Malte en octobre 1988 — et peut-être même lors d'autres séjours dans les semaines qui ont précédé l'explosion du Boeing — il aurait, selon les enquêteurs suédois, rencontré d'autres Palestiniens soupçonnés de participation à l'attentat.

Or, des lambeaux de vêtements provenant de Malte ont été retrouvés dans les restes de la valise qui avait, selon toute probabilité, servi à transporter la bombe. Celle-ci aurait été acheminée de Malte à Francfort où elle a été embarquée à bord de l'appareil de la Pan Am.

Lors d'une perquisition effectuée dernièrement par la police suédoise au domicile de Mohamed

Abou Taleb, à Uppsala, les enquêteurs ont saisi cinq sacs de vêtements qu'ils désirent comparer avec les restes de ceux qui ont été découverts à Lockerbie et dont la provenance exacte a pu être déterminée. A Malte, le propriétaire de la boutique où auraient été achetés ces vêtements assure, de son côté, être en mesure de reconnaître ses clients.

Restait à la police écossaise à obtenir l'autorisation de la justice suédoise de conserver le produit de ses perquisitions chez Mohamed Abou Taleb de manière à poursuivre ses investigations, éventuellement en Suède même. C'est chose faite depuis que le tribunal d'Uppsala a reconnu la validité de ces perquisitions.

FRANÇOISE NIETO

LIBAN

Le comité tripartite arabe met en cause le général Aoun

Le comité ministériel du tripartite arabe chargé du dossier libanais a jugé, lundi 4 décembre, que le « rejet » par le général Michel Aoun de l'accord de Taef était l'obstacle principal « sur la voie de l'entente nationale au Liban ». Dans un communiqué publié au terme de leurs travaux, les ministres des Affaires étrangères du tripartite (Arabie saoudite, Maroc, Algérie) affirment avoir « constaté que le rejet par le général Aoun de l'accord de Taef et son refus de reconnaître la légitimité [du nouveau gouvernement libanais] constituent l'obstacle principal sur la voie de l'entente nationale ainsi que la raison principale de toute escalade dangereuse au Liban ».

Les ministres arabes affirment, d'autre part, que « toutes les parties internationales concernées par la crise libanaise doivent respecter et prendre en compte la légitimité

libanaise en traitant avec l'Etat libanais ». Le comité appelle également « toutes les parties libanaises à faire preuve de sagesse et de retenue afin de parvenir à régler leurs différends ».

Parallèlement, le président Elias Hraoui a demandé au comité tripartite de l'aider à mettre un terme à la « rébellion » du général Aoun, tandis que les Etats-Unis réitéraient, lundi, leur appel au leader chrétien à reconnaître l'autorité du président Hraoui et à s'effacer.

Par ailleurs, de violents combats ont fait au moins quinze tués et blessés, dans l'est du Liban, entre deux formations chiites, le Hezbollah pro-iranien et la milice Amal pro-irakienne. Dans le sud du pays, quatre personnes ont été tuées lors du bombardement de Nabatieh par la milice pro-israélienne de l'armée du Liban-sud. (AFP, Reuter.)

Dans « le Monde diplomatique » de décembre

Les bouleversements en Europe centrale

La vent de l'histoire a fortifié, au cours des dernières semaines, sur l'Europe centrale. Après l'explosion de la guerre froide, la chute de la grande fête de la liberté vient le temps nécessaire de la réflexion. Dans le *Monde diplomatique* de décembre, Claude Julien analyse les conséquences de ce tournant historique majeur et constate que chacun des nouveaux dossiers — réunification allemande, frontières, nationalismes... — recèle une exceptionnelle puissance de déflagration, qui combine aux blocages économiques peut conduire à la balkanisation et au chaos.

Dans un important dossier, Marc Ferro, René Lassarra, Jean-Jacques Guichard, Eva Toulouse et Christophe Chilet évoquent les principaux

aspects de la nouvelle donne à l'Est. René Fassin s'interroge sur les liens invisibles qui entretiennent « la politique et le chaos ».

En France, les passions déchaînées à propos de l'affaire des foulards islamiques, occultent le débat sur l'intégration des résidents étrangers ; Paul Morère décrit les conditions de vie dans quelques « ghettos immigrés » et constate que, sans intégration sociale, l'intégration scolaire est un leurre.

Jean-Louis Rollet, Jean-Luc Pouthès et Max Gello s'interrogent sur le rôle de la culture et des médias dans la démocratisation.

On lira, par ailleurs, une nouvelle inédite de Nadine Gordimer.

FRANCOPHONIE

Une déconvenue pour la France à Ottawa

M. Jean-Louis Roy élu à la tête de l'Agence de coopération culturelle et technique

Les délégués des trente-neuf pays membres de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) ont élu, lundi 4 décembre à Ottawa, pour un premier mandat de quatre ans, M. Jean-Louis Roy, quarante-huit ans, au poste de secrétaire général de l'organisation de la francophonie, qui siège à Paris depuis sa fondation en 1970.

L'élection de celui qui était, jusqu'à ces jours derniers, délégué général du Québec en France, n'a pas été facile : quatre tours de scrutin secret ont été nécessaires avant qu'il ne se retire M. Roger Delabye, commissaire général aux

relations internationales de la communauté française de Belgique ; auparavant, le candidat malien, M. Akhbi Haidara, avait également renoncé.

Paris, depuis plusieurs mois, avait soutenu M. Delabye, estimant que l'Agence, ayant été successivement gérée par un Québécois, puis par trois Africains, cette charge revenait maintenant à un Européen. En 1985, à la conférence de Dakar, au moment où beaucoup pensaient qu'un Arabe devait enfin accéder au secrétariat général (sept nations de la Ligue arabe appartenant à l'ACCT), la France avait présenté ex abrupto M. Georges Fillolard, alors secrétaire d'Etat aux techniques de la communication. Le président Gabon, M. Bongo, avait aussitôt engagé un spectaculaire manœuvre diplomatique pour un de ses compatriotes, M. Paul Okouma d'Okouatsegué, auquel succéda aujourd'hui M. Roy. Les Français éprouvent donc une seconde déconvenue au sein du forum de la francophonie.

Il faut dire que les Canadiens paraissent avoir mené une campagne assez « indisciplinée » en faveur de leur candidat. Ainsi, M. Brian Mulroney, premier ministre fédéral, est-il venu, dimanche 3 décembre, prononcer un discours inattendu devant les délégués de l'Agence. Le Québec, qui dispose maintenant d'un ministre de la francophonie à pleins pouvoirs, M. Guy Rivard, avait pleinement appuyé les fédéraux. M. Roy est l'ancien directeur du grand quotidien montréalais, le *Devoir*, et il a enseigné l'histoire dans une université de la métropole québécoise. On prête au nouveau secrétaire général l'intention de redynamiser l'ONU de la francophonie, qui n'a jamais réellement décollé et ne dispose pas de moyens (environ 100 millions de francs par an fournis essentiellement par la France et le Canada), à la hauteur de ses ambitions.

J.-P. P.-H.

JPP/160 150

POLITIQUE

Voyage dans le dernier carré communiste

Les bouleversements dans les pays de l'Est n'impliquent pas nécessairement pour les militants de base du PCF la remise en cause du dogme

Tout d'un coup, Elise a explosé. C'était dans une salle de la poste d'Argenteuil (Val-d'Oise), tapissée d'affiches pour le SMIC à 6 500 francs en vue de la réunion de cellule du parti — deux préposés, deux techniciens, une contrôleur des PTT. Au seuil, on avait grignoté du voile islamique, dévoré du léninisme, expédié le rapport Prévoit sur la réforme des PTT et, au dessert, on n'en finissait pas de reprendre des pays de l'Est. On balançait entre craintes et enthousiasmes, on s'exerçait au funambulisme idéologique. Bref, on pausait un peu quand Elise, contrôleur, cinq ans de parti, a donc explosé : « Evidemment, en RDA, il n'y a peut-être pas grand-chose dans les vitrines. Ils n'ont peut-être pas de bananes. Mais ici, en France, voir cet étalage de richesses, et que tant de gens en soient exclus, n'est-ce pas beaucoup plus grave ? Peut-on oublier qu'avec la drogue, nous sommes en train de tuer toute une génération de jeunes ? »

Le signal était donné du repli groupé vers cette forteresse idéologique impenable des communistes français, usée bien sûr d'avoir tant servi, mais pourtant toujours debout : la comparaison du système débout : la comparaison du système débout, certes avec ses manques, et du système capitaliste, en crise permanente. Qu'il faille attendre quinze ans, en RDA, pour entrer en possession d'une voiture à moteur deux temps ne choque pas René, préposé, qui n'a pas de voiture, car je n'ai pas les moyens d'en avoir. Quant à Jacques, lui aussi préposé, il admet posséder « une vieille chignole », mais « n'a pas de fric pour la changer ».

Si Yves a « cru comprendre » que « par moments » les jeunes Soviétiques contestaient la promiscuité avec leurs parents imposée par la pénurie de logements, « ici, il y a des problèmes de promiscuité », assure Robert. Mon fils de vingt-trois ans, qui ne demande qu'à partir, a été obligé de rester jusqu'à présent : il n'a pas de boulot. « Personnellement, je ne dors dans des dortoirs dans le métro de Moscou », renchérit Yves.

Pas ou peu de voitures, à l'Est ? C'est parce que « des choix ont été faits au départ », explique Philippe,

technicien aux TELECOM. On a choisi de privilégier les transports en commun. En URSS, les gens peuvent prendre l'avion pour rien. Quant à Eric, le secrétaire de cellule, il a vu en URSS « des gens faire trois mille kilomètres en avion, simplement pour aller faire leur marché ».

Les bananes obsessionnelles

La pénurie automobile serait donc un faux problème, de même que celle de bananes, ces obsessionnelles bananes dont les visiteurs de RDA, chaque week-end, remplissent leurs caddies dans les supermarchés de la République fédérale. « Enfin, la banane n'est pas nécessaire à l'homme ! » s'indigne Roger, militant à la SNIAS, à Toulouse, tandis qu'Yves risque une explication sociologique à cette fringale de bananes : « Pour les gens de l'Est, peut-être qu'elles représentent le rêve, l'exotisme, les mers du Sud. De là à en conclure à un besoin ! De toutes façons — retour au refrain — René n'est pas sûr qu'aujourd'hui beaucoup de travailleurs français puissent se payer des bananes tous les jours ».

On ne se risquera même pas à évoquer l'argument foule des queues dans les magasins : « Vous savez très bien que l'on fait dire aux images ce que l'on veut, explique René. A Argenteuil aussi, le dimanche matin, il y a des queues dans les boulangeries ».

Tous les communistes français ne sont certes pas allés dans les pays de l'Est, mais ceux qui ont fait le déplacement, le plus souvent bien sûr dans des voyages syndicaux ou politiques, étroitement encadrés, ces dernières années, en sont revenus globalement convaincus. Ancien militant de Lutte ouvrière, Eric, avant son voyage, se figurait l'URSS sous les traits d'une société policière. Pas du tout. Sous le règne de Tchernomir, il a pu se promener dans Moscou et a découvert que les militants de base, comme bien d'autres Français, à la vue, par exemple, de la chute du mur de Berlin, Yves a été « ému jusqu'aux larmes. Je me suis dit que c'était

une pointe jusqu'en Ouzbékistan, d'où il est revenu convaincu que le niveau de vie était bien supérieur à celui d'Iran ou à celui d'Afghanistan, deux pays qu'il n'a pourtant jamais visités.

En un mot, puisque le bilan des pays de l'Est était déjà « globalement positif », les événements actuels ne peuvent que l'embellir encore. Quelle satisfaction que de voir le socialisme s'amender de lui-même ! « Même en cherchant bien », les militants des cellules visitées ne se souviennent pas avoir entendu exprimer dans le parti un point de vue antigorbatchévien. Comment pourraient-ils s'opposer à la perestroïka, alors que « l'on vit la réalisation de notre souhait » assure Philippe. Et chacun d'exhumer des textes datant des congrès de 1976 ou de 1978, et montrant bien que déjà, à l'époque, « sur la question des libertés », le PCF ne se privait pas de dire leur fait à ses homologues d'Europe de l'Est. Si Yves était polonaise « certainement », qu'il serait adhérent de « Solidarité », et si Eric, l'ancien « gauchiste », était né allemand de l'Est, ah oui, on l'aurait vu aux manifestations de Leipzig ou de Dresde !

« A l'Est », explique Yves, technicien à la SNIAS, les gens qui manifestent obtiennent des résultats, les gouvernements les écoutent, les choses changent. Alors qu'ici, sept mois que l'on vit la réalisation de notre souhait, les impôts n'ont pas suffi à faire changer le ministre ! » La démonstration est donc faite : « Bien expliqué, ce qui se passe à l'Est peut même profiter au PCF », assure Philippe. Evidemment, un tel effet ne pourrait se produire qu'à « terme ».

« C'est fort, le poids d'un peuple ! »

Pour le moins audacieuses, ces interprétations des événements de l'Est trouvent pourtant leur source dans la foi, incontestablement sincère, qu'ont éprouvée tous les militants de base, comme bien d'autres Français, à la vue, par exemple, de la chute du mur de Berlin. Yves a été « ému jusqu'aux larmes. Je me suis dit que c'était

fort, le poids d'un peuple. On apprend ça, dans nos écoles de base ». Quant à Eric, il est certain d'avoir à cet instant ressenti « une émotion comparable à celle de nos parents à l'annonce de Stalingrad, premier échec des armées nazies ».

Mais attention : « révolution dans la révolution », d'accord. Abjuration, non ! Si Robert, le préposé d'Argenteuil, note avec satisfaction « qu'il n'y a pas de remise en cause du socialisme de la part du peuple d'Allemagne de l'Est », la tournure des événements en Pologne et en Hongrie le préoccupe bien davantage. A coup sûr, « le tournant vers le capitalisme est une mauvaise chose, et ils ne vont pas tarder à s'en apercevoir », assure Eric. « Un recul », résume Elise. Car le vent de l'Histoire, qu'on se le dise, souffle toujours dans le même sens.

L'être humain « sublime et faible »

Mais est-ce toujours si simple ? Et les concepts bien rodés d'« avancée » et de « recul », de « progrès » et de « réaction », comment les appliquer à coup sûr à l'expérience en cours en Pologne, par exemple, où un authentique syndicat ouvrier s'affirme prêt à mener une politique de restructuration pas si lointaine de celle que les communistes combattent farouchement en France ?

Toutes ces interrogations pourraient se résumer en cette question lancinante, dont nous avons vu une cellule débattre un bon quart d'heure durant : Walesa est-il de droite ? « Oui », assure Robert. D'abord parce qu'il se tourne vers les pays capitalistes pour demander de l'aide, alors que d'autres pays pourraient peut-être aider la Pologne. « Je n'ai jamais entendu Walesa dire : « Vive le capitalisme ! », nuance pourtant Yves, qui synthétisera ainsi la discussion. « A l'intérieur de Solidarité, il y a une grande majorité d'hommes de gauche, et sans doute quelques hommes de droite, qui cherchent à dévoyer le mouvement ».

Encore ce soutien global au socialisme se nuance-t-il, chez cer-

tains, d'accommodements idéologiques inattendus. Si l'idée même de « profit » fait toujours figure de mal absolu, en revanche, l'introduction de salaires au mérite ou au rendement ne leur paraît pas transgresser les tables de la Loi. « Dans bien des pays, c'est vrai, ils ne se tuent pas au travail, reconnaît Eric. Le maçon, il pose deux ou trois briques, et puis sa journée est terminée », ce que Robert, secrétaire de la cellule de la SNIAS de Toulouse, traduit en termes plus élevés : « L'être humain est à la fois sublime et faible. Certains, c'est vrai, profitent du système ».

Il restera à expliquer aux collègues français que le salaire au mérite peut être à la fois la meilleure des choses dans les chantiers de Gdansk ou les usines moscovites, et la pire dans les lycées toulousains ou chez Renault. La perspective ne les effraie pas et l'argumentation est déjà au point : « Dans les pays socialistes, la création de richesses profite au peuple tout entier. Chez nous, ça profite au patron. On ne peut pas comparer ».

Désapprobateurs d'avance à l'égard des déviations possibles, la plupart des communistes français, en revanche, semblent résignés à voir les peuples de l'Est « faire leur expérience » du capitalisme, avec cette conviction, ancrée au plus profond d'eux-mêmes : ils en reviennent. Dans le flot des images déversées ces derniers mois, ils ont tout de même réussi à entrevoir des indices de cette démission à venir. Eric, l'ancien « gauchiste », a vu « un jeune Allemand de l'Est

arrivé en RFA qui n'en revenait pas de travailler pour nourrir un patron ». Quant à Robert, il a aperçu « une ouvrière polonaise qui commençait à se demander si elle avait bien fait d'accepter la privatisation de son usine ». Philippe a même vu mieux : « Des médecins, au chômage en RFA, tout prêts à aller s'installer définitivement en RDA ».

Les chiffres, pour l'instant, semblent-ils démentir ce bel optimisme ? N'a-t-on vu que dix mille Allemands de l'Est rentrer au pays après l'ouverture du mur sur un total de trois cent mille réfugiés ? « Le flux du retour, on le verra dans un an », assure Philippe, avec la foi du charbonnier.

Encore faudrait-il que les élections libres, promises un peu partout à l'Est, le soient vraiment, c'est-à-dire se tenant à la proportionnelle. « Pas comme en Pologne », proteste Robert, où Solidarité a rasé 99 sièges sur 100 au Sénat au scrutin majoritaire.

On l'aura compris, ces militants-là ne sont pas disposés à accéder au souhait de « certains » qui souhaiteraient voir succomber à la grande contagion venue de l'Est, et révoquer leurs dirigeants. « Notre politique du vingt-sixième congrès, c'est nous qui l'avons définie. Pas Marchais tout seul », assure Eric, secrétaire de la cellule des PTT d'Argenteuil. « D'autant, renchérit Philippe, que ce n'est pas une question d'âge : Marchais est entre Mitterrand et Rocard, il ne faut pas l'oublier ».

DANIEL SCHNEIDERMAN

Le gouvernement engage sa responsabilité sur le projet de loi de finances rectificative pour 1989

Le premier ministre devait engager, mercredi 6 décembre, la responsabilité du gouvernement (49-3) sur le projet de loi de finances rectificative pour 1989. Le collectif budgétaire sera considéré comme adopté sans débat et vote d'une motion de censure de l'opposition. Il ne semble pas que celle-ci souhaite le faire. Les groupes de l'opposition avaient annoncé lundi leur hostilité à ce collectif et notamment à la création d'une taxe sur les bureaux d'Ile-de-France. Ce collectif confirme le déficit fixé par la loi de finances initiale à 100,5 milliards de francs. Il reconduit le prélèvement social de 1 % sur les revenus du patrimoine immobilier et financier au profit de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés ainsi que la contribution de 0,4 % sur les revenus.

La création d'une taxe sur les bureaux de la région Ile-de-France destinée à financer « le grand chantier » de cette région — et dont le produit est évalué à 1 milliard de francs par an — a animé une bonne partie de la soirée. L'article 28 du collectif précise qu'est créée une taxe annuelle assise sur la surface des bureaux des personnes privées et des administrations publiques de la région Ile-de-France (sont exonérés les locaux appartenant aux fondations et aux associations

reconnues d'utilité publique). Cette taxe qui s'applique aux propriétaires de locaux d'une superficie supérieure à 100 mètres carrés est modulable géographiquement (15 F, 30 F, 50 F par mètre carré) et touche également les locaux des collectivités publiques (forfait à 15 F le mètre carré). Le produit de cette taxe, qui provoque la colère des élus d'opposition de l'Ile-de-France, sera versé à un compte d'affectation — le Fonds pour l'aménagement de l'Ile-de-France — destiné, a expliqué le ministre du budget, à intervenir dans « les domaines défectifs » pour l'aménagement de la région (logement, action foncière, transports). « Nous apportons ainsi les conditions d'une réponse ambitieuse aux difficultés de l'Ile-de-France, préoccupation prioritaire du gouvernement », a affirmé M. Charasse en préchant dans le désert des oppositions. Le rapporteur général du budget, M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise) s'est d'ailleurs fustojement étonné du « conservatisme » qui unit, selon lui, la droite et le PCF dès lors que le gouvernement cherche à s'atta-

quer à des problèmes de fond qui peuvent entamer certains « franges ».

M. Jean-Pierre Balligand (PS, Aisne), qui n'a pas ménagé ses efforts depuis un an pour la création de cette taxe, a rappelé à l'opposition de droite le fond de la région parisienne coûte très cher, peut-être trop. Il faut donc que l'Ile-de-France partage [...] Les franciliens ne doivent pas croire que nous, provinciaux, voulons les faire tout payer. Nous sommes partisans d'une capitale dynamique, mais il faut que vous appreniez à partager », a lancé le député PS, qui regrette, d'ailleurs, que le montant de la taxe soit si faible.

Un débat loin d'être clos

Le député RPR du Val-de-Marne M. Michel Grand n'a pas été convaincu par M. Balligand. Il a reproché au gouvernement cette méthode « bien subreptice » consistant à placer ce débat « au détour de deux articles d'un collectif ». « Pour être envisageable cette taxe devrait répondre au moins à trois exigences. Tout d'abord, le régime devrait être le même pour les bureaux du privé et du public. Ensuite la modulation ne devrait pas tenir compte d'une carte dépassée et inadaptée ! Troisièmement, Etat et région devraient gérer ensemble un tel fonds. Aucune de ces conditions n'étant remplie, le grand chantier Ile-de-France me paraît bien mal engagé. Quant au groupe communiste, il a estimé qu'il y avait une certaine « hypocrisie » à « prétendre lutter contre le déséquilibre régional de l'emploi, tout en auto-

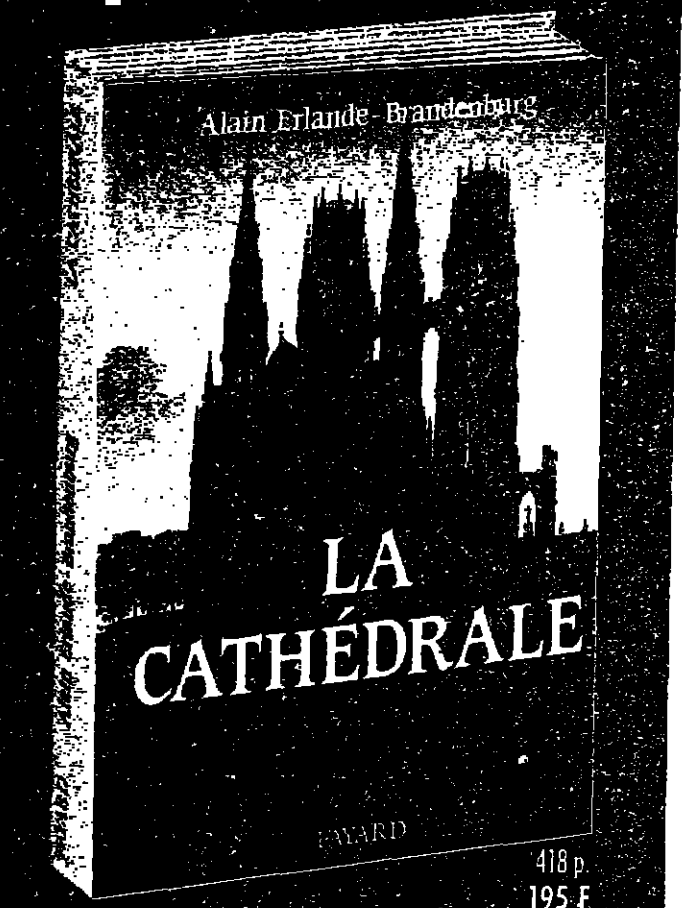
risant la suppression d'emplois industriels qualifiés, pour leur substituer des opérations immobilières mixant bureaux de haut de gamme et logements de grand standing » sur les cendres de Renault-Billancourt.

« C'est une improvisation totale », a protesté M. Gilbert Gantier (UDF, Paris), d'accord, en outre, pour reprocher avec MM. Jean-Jacques Jegou (UDC, Val-de-Marne) et François d'Aubert (UDF, Mayenne) la « centralisation » du dispositif. « La concertation sera menée au niveau des collectivités intéressées », a répliqué M. Charasse en précisant que le préfet de la région Ile-de-France avait écrit au président du conseil régional, M. Pierre-Charles Krieger (RPR), pour lui confirmer que les crédits provenant de la taxe sur les bureaux ne seraient pas utilisés sans qu'il ait été consulté au préalable. Mais le débat est loin d'être clos.

Au cours de la discussion, M. Charasse a présenté trois amendements augmentant le droit d'entrée dans les casinos, le tarif des timbres destinés aux actes notariés, et les taxes sur les véhicules de grandes dimensions. Ces augmentations sont destinées à financer des mesures de revalorisation des indemnités et pensions de certains agents du ministère de l'Intérieur et des finances. Enfin, le ministre a retiré « provisoirement » un amendement du gouvernement concernant la lutte contre la fraude fiscale (périsquisition notamment). Le rapporteur général du budget, M. Alain Richard, estimait que certains aspects de cet amendement pouvaient ne pas passer la barre du Conseil constitutionnel.

PIERRE SERVANT

LA CATHÉDRALE part en flèche



Le propos est ambitieux. Ce grand livre d'historien que nous devons à l'un de nos meilleurs archéologues est une réflexion nuancée, nourrie d'exemples... Alain Erlande-Brandenburg a l'habitude de renouveler les sujets. Avec La Cathédrale nous gardons celle de le lire avec passion.

Jean Favier, Le Figaro

L'Histoire

FAYARD

MURS, MURS

NUMERO SPECIAL

BERLIN FAIT LE MUR

43 54 13 92

POLITIQUE

Après les victoires législative et cantonale de l'extrême droite

Les réactions des dirigeants politiques aux spectaculaires succès électoraux remportés par le Front national à Dreux et à Salon-de-Provence soulignent deux urgences et soulèvent une question.

Première urgence, évoquée à l'unanimité : le gouvernement doit durcir sa politique d'immigration et accélérer la politique globale d'intégration au sujet de laquelle le premier ministre doit faire une communication,

mercredi 6 décembre, devant le conseil des ministres.

Seconde urgence : la rénovation de la vie politique est plus que jamais à l'ordre du jour puisque le comportement des électeurs confirme la crise de la représentation nationale. M. Giscard d'Estaing relance le débat sur l'opportunité d'étendre la pratique du référendum aux problèmes de société,

tandis que M. Le Pen en profite pour réclamer sur le champ une consultation sur l'immigration et le rétablissement du mode de scrutin proportionnel.

La question soulevée est celle des alliances électorales face à l'extrême droite. Tous les socialistes n'approuvent pas que les instances nationales de leur parti aient appelé à voter pour les candidats de la droite afin d'essayer de faire barrage à l'extrême

droite. Les jeunes du courant « Socialisme et République », par exemple, estiment que cet appel a été sans effet : « Nous avons choisi la peste contre le choléra », disent-ils, nous récoltons le choléra. » Quant au premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, il polémiquait avec M. Jacques Chirac qu'il accusait de ne pas agir « en homme d'Etat responsable ».

M. Le Pen demande la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation d'un référendum sur l'immigration

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, a estimé, lundi 4 décembre, que les victoires de son parti aux élections partielles de Dreux et de Salon-de-Provence constituaient « un véritable tremblement de terre », et il a critiqué la politique gouvernementale d'intégration des immigrés, qu'il a qualifiée d'« impasse tragique ».

M. Le Pen a demandé la dissolution de l'Assemblée nationale, le rétablissement du scrutin proportionnel et l'organisation d'un référendum national sur l'immigration. Il s'est plaint que le FN soit victime d'un « apartheid aggravé », en accusant M. Michel Rocard de donner « le pire exemple ».

Selon le chef de file de l'extrême droite, le premier ministre a pratiqué à son encontre une « discrimination d'Etat » en ayant condamné les thèses du Front national, dimanche soir sur TF 1, alors que le scrutin n'était pas encore clos à Marseille. Soulignant que M. Rocard avait parlé de ces élections partielles « à partir de 19 h 15 », M. Le Pen a réclamé l'annulation des résultats du scrutin de Marseille, où son candidat a été battu par celui de l'UDF-PR.

M. Jean-François Mattei, qui a recueilli 52,82 % des suffrages exprimés.

Le regain du Front national inquiète, en tout cas, l'ensemble des autres partis politiques.

M. Giscard d'Estaing : « erreurs sur l'école »

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui est intervenu, lundi soir 4 décembre, à la radio et à la télévision, a notamment déclaré : « On ne me fera pas croire que 60 % des habitants de l'Eure-et-Loir sont devenus néo-fascistes. Donc, ils ont voulu dire quelque chose et, en réalité, ils se sont livrés à un référendum sur un sujet de société. Cela fait des années qu'on ne leur permet pas de dire ce qu'ils pensent sur la manière dont la France gère les problèmes d'immigration. On leur a fourni une occasion de référendum et ils l'ont saisie. Il y a deux ans, dans un Livre aux Français, le président Mitterrand avait

dit : « Je vais élargir le champ de compétence du référendum aux faits de société. On ne l'a toujours pas fait et je réclame cet élargissement ».

Selon l'ancien président de la République, « les socialistes ont commis deux erreurs sur l'école : la première, mortelle, a eu lieu en 1984-1985 lorsqu'on a voulu revenir sur le statut des écoles privées. La seconde peut le devenir. Cela a été de ne pas comprendre que l'affaire du tchadard permettait l'introduction du fanatisme à l'école, ce dont les Français ne veulent pas ».

Pour M. Jacques Chirac, cette nouvelle poussée électorale de l'extrême droite « est une manifestation d'inquiétude et de mécontentement qui doit nous conduire à sortir de nos habitudes de pensée et de nos analyses qui sont un peu celles de la langue de bois ». « Les cinquante mesures de Michel Rocard pour l'intégration, a ajouté le président du RPR, c'est le meilleur moyen pour nous de nous en rendre compte. Mitterrand et les socialistes ont joué aux apprentis

sorciers pour des raisons à la fois politiques et idéologiques, et, maintenant, nous sommes dans une situation difficile ».

M. Mauroy : « ambiguïté coupable »

Le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, a répliqué en disant : « M. Chirac n'agit pas en homme d'Etat responsable. Il fait du mal à la démocratie et sans doute à son propre parti en s'acharnant à véhiculer les thèmes de l'exclusion, du rejet, de l'insécurité et même du racisme ». De l'avis de M. Mauroy, le RPR « continue à entretenir une ambiguïté coupable avec le Front national ».

Aux yeux du président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, les résultats de ces élections traduisent « une évolution très inquiétante ». « C'est un tabou qui saute, a-t-il dit, et il ne faut pas laisser ce tabou sauter définitivement. Ces résultats traduisent un certain décrochage autant politique que social. En tout cas, il faut réagir, je voudrais que cela serve d'électrochoc ».

Le Mouvement des radicaux de gauche estime que « Dreux est le Munich de la France ».

M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, souligne que « l'électorat a pris ses distances par rapport aux partis politiques classiques et attend une révolution. Il convient que l'opposition la mette en œuvre très rapidement ».

Le président du groupe communiste au Palais-Bourbon, M. André Lajoinie, a indiqué : « Nous continuons plus que jamais à tendre la main aux démocrates, à tous les anticorrupteurs, à tous les électeurs de gauche pour combattre les causes de la montée de l'extrême droite raciste et fasciste. Ces causes sont d'abord la promotion médiatique de Le Pen (...) et la politique d'austérité qui crée un mécontentement social grandissant, qu'exploite la démagogie lepéniste ».

Des solutions de proximité

par Alain Rollat

M. GISCARD D'ESTAING a raconté son A Dreux, comme ailleurs, les nouveaux électeurs du Front national ne sont pas des « néo-fascistes ». Mais il faut peut-être dire à ceux qui votent pour les candidats de M. Le Pen en ayant le sentiment que personne d'autre ne veut les comprendre, que tout suffrage exprimé en faveur du Front national comporte une charge dangereuse pour les institutions républicaines.

La remise en ordre de la France à laquelle aspire le parti de M. Le Pen ne se limiterait pas, en effet, si d'aventure le Front national accédait un jour au pouvoir, à la lutte contre les « envahisseurs » étrangers. M. Le Pen ne s'est jamais caché de vouloir instaurer un Etat autoritaire qui réprimerait, sous l'autorité d'un guide présidentiel, une démocratie parlementaire formelle dont les élites seraient chargées de parer au « danger mortel » de l'immigration en incitant à la jeunesse et aux familles les règles de la morale catholique officielle (celle des intégristes) et d'épurer tous les services publics des éléments jugés subversifs. On se référera notamment à l'ouvrage de 1984 (« Les Français d'abord ») dans lequel M. Le Pen exprimait la nécessité d'un « ordre moral » qui soit en harmonie avec l'« ordre naturel » et d'un Etat qui se comporte comme « le gardien de l'âme populaire » : « Si l'y a dans l'être humain une aspiration à l'harmonie, écrit-il alors, elle doit être codifiée, guidée, grâce à l'autorité de l'Etat national... » Car M. Le Pen a bel et bien la prétention de régner sur les consciences individuelles suivant ses conceptions personnelles et c'est bien en cela que son projet de société fait partie de l'héritage vichyssois assumé par le Front national, le programme lepéniste n'étant dans ce sens-là qu'une version actualisée de la Révolution nationale pétainiste.

Mais il faut dire aussi deux autres choses aux dirigeants et aux militants des autres partis, où qu'ils se situent sur l'échiquier politique. D'abord, que pour beaucoup de citoyens la question de l'immigration est bel et bien actuelle, aujourd'hui, à un niveau quotidien et qu'il s'agit là d'une donnée objective que l'on ne saurait sous-estimer sous prétexte qu'elle se nourrit de fantasmes primitifs. L'art politique appelle désormais moins des solutions globales que de proximité par rapport au mal-être de bon nombre de nos concitoyens.

La liberté là-bas et ici

Leur dire, ensuite, que c'est sur le terrain que la bataille politique se joue. Et surtout, surtout, que les adversaires du Front national n'y regagneront le temps perdu que s'ils savent admettre que ceux qu'ils jugent souvent comme des « néo-fascistes » gagnent dans les urnes, après avoir gagné dans les esprits, parce que, dans leur action militante, ils savent apparaître, aux yeux de ceux qu'ils veulent séduire — il faut le dire pour détruire des préjugés — ardents, généreux, fraternels, associatifs. Les clichés n'ont plus cours. Partout où la gauche a su maintenir un tissu associatif vivant, l'extrême droite demeure marginale mais ce cas de figure devient rare.

Il faut se dire enfin, que M. Le Pen lui-même n'a peut-être pas tort lorsqu'il dit que des « correspondances secrètes » entre le réveil des nationalismes dans les pays d'Europe de l'Est et la quête diffuse à l'identité nationale qui accompagne la façon dont certains Français posent la question de l'immigration. Il faut se le dire pour conjurer le paradoxe qu'il y aurait à voir le vent de liberté déferler là-bas et déferler ici au lendemain même des fêtes du bicentenaire des Droits de l'homme.

La dominante populaire du vote Stirbois

Plusieurs sondages ont été réalisés dimanche 3 décembre à la sortie des urnes, dans la seconde circonscription d'Eure-et-Loir, pour tenter d'élucider les composantes du vote qui a permis la large victoire de la candidate du Front national, M^{me} Stirbois.

La plus intéressante de ces études est due à l'IFOP (parue dans le Figaro du 5 décembre). Il en ressort que, en cas d'élections législatives anticipées, M^{me} Stirbois ne conserverait que 52 % de ses voix du second tour, ce qui la ramène à un niveau d'audience conforme à celui de l'extrême droite depuis six ans. Les autres se disperseraient, le PS notamment retrouvant 11 % des électeurs de M^{me} Stirbois.

La sociologie du vote en sa faveur est, toujours selon l'IFOP, à nette dominante populaire (74 % d'ouvriers) ; elle est aussi majoritairement masculine (55 %) et jeune (53 % d'électeurs de dix-huit à vingt-quatre ans). Les motivations de l'électorat d'extrême droite de Dreux ne sont pas majoritairement hostiles au gouvernement : 31 % des électeurs de M^{me} Stirbois ont voulu donner un « avertissement » au gouvernement, 23 % ont voulu lui manifester leur « opposition » et 29 % n'ont pas tenu compte de leur jugement sur le gouvernement. En revanche, l'attitude de ce même gouvernement à l'égard de l'immigration est massivement désapprouvée par cet électorat (75 %). Enfin, 54 %

des électeurs de M^{me} Stirbois souhaitent que la sortie de quinze bureaux de vote de Dreux, 55 % des électeurs socialistes au premier tour ont voté pour le candidat RPR au second, 5 % ont choisi M^{me} Stirbois et 39 % le vote blanc. 53 % des électeurs écologistes ont reporté leur suffrage du premier tour sur le candidat RPR, 18 % sur la candidate du FN et 24 % ont voté blanc. M. Lathuillière (RPR) a vu 14 % de son électorat du premier tour lui préférer M^{me} Stirbois au second.

D'autre part, selon un sondage réalisé pour Libération par BVA auprès de neuf cents personnes à la sortie de quinze bureaux de vote de Dreux, 55 % des électeurs socialistes au premier tour ont voté pour le candidat RPR au second, 5 % ont choisi M^{me} Stirbois et 39 % le vote blanc. 53 % des électeurs écologistes ont reporté leur suffrage du premier tour sur le candidat RPR, 18 % sur la candidate du FN et 24 % ont voté blanc. M. Lathuillière (RPR) a vu 14 % de son électorat du premier tour lui préférer M^{me} Stirbois au second.

M. Michel Rocard dans les turbulences

Suite de la première page.

Mais M. Rocard reconnaît lui-même que les agents des impôts ont repris le travail « la rage au cœur ». Et ce long conflit a encore amplifié le malentendu déjà existant entre M. Rocard et une partie du PS.

Certaines des difficultés actuelles de M. Rocard tiennent donc à des facteurs déjà anciens : tandis qu'à l'Assemblée la situation de majorité relative l'oblige à multiplier le recours au 49-3, procédure jadis bonifiée par la gauche, la politique économique et sociale du gouvernement — la seule possible, soutient M. Rocard — hérisse depuis longtemps, le poil de bon nombre de socialistes. Et cela ne risque pas de s'arranger à l'approche du congrès de Rennes.

Entre deux oppositions l'électeur choisit la vraie

Quant à la politique de réformes « en profondeur » de la société française, le premier ministre reconnaît lui-même qu'elle ne produira des effets qu'à moyen ou long terme. En attendant, ses détracteurs de gauche et de droite peuvent toujours lui reprocher d'être un premier ministre timoré.

Aujourd'hui, viennent s'ajouter les difficultés créées par le débat sur la voile islamique, qui s'est élargi à l'ensemble du débat sur la politique d'immigration et l'intégration des étrangers en France. Débat explosif — d'autant plus difficile à gérer qu'il fait la part belle à l'irrationnel — et que le gouvernement a donné l'impression d'ouvrir tardivement, sans l'avoir suffisamment préparé, comme s'il avait confusément espéré que cette bombe à retardement attendrait encore un peu avant d'exploder.

Au bout du compte, survient le traumatisme des élections législatives et cantonales partielles, de Dreux, Marseille et Salon-de-Provence : fruit, selon certains dirigeants socialistes, des « déficits » divers qu'aurait accumulés la politique du premier ministre. Résultat, selon un conseiller de M. Rocard, de la grogne constante du PS qui fait que « lorsqu'il n'a le choix qu'entre deux oppositions, une vraie et une fausse, l'électeur choisit la vraie ».

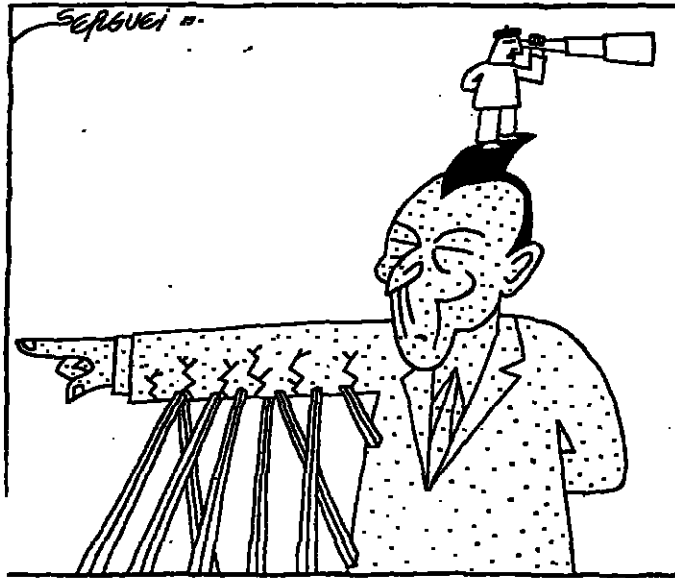
Comme c'était le cas pour la plupart des chefs de gouvernement ces dernières années, M. Rocard et ses conseillers surveillent les sondages d'opinion avec une attention soutenue. Or, ces sondages, dans l'ensemble,

ne sont pas mauvais du tout. Pourtant, le malaise est réel. Peut-être la synthèse entre ces deux constatations contradictoires tient-elle (entre les facteurs conjoncturels rappelés plus haut) à des tendances de fond, que les sondages d'opinion ne parviennent pas, ou mal, à décrire. Ainsi s'expliquerait, par exemple, le fait que les Français apprécient toujours le réalisme économique du premier ministre, mais que, les gens, comme le dit un député socialiste élu d'une circonscription populaire, n'ont plus envie de défendre le PS, le gouvernement.

L'anglo-saxonisation

A l'origine de cette situation trouble, dont il serait injuste d'imputer toute la responsabilité au premier ministre, on trouve sans doute deux causes principales : les effets pervers de l'anglo-saxonisation de la vie politique française ; l'affaiblissement du modèle français d'évaluation sociale en vigueur ces dernières décennies.

« L'anglo-saxonisation » de la vie politique française. Les sondages d'opinion donnent régulièrement et depuis longtemps de forts pourcentages de personnes interrogées qui souhaitent que les principales forces politiques du pays s'entendent au lieu de s'opposer. Pourtant, quand la frontière droite-gauche devient moins précise, quand un premier ministre socialiste s'emploie, précisément, à mener une politique consensuelle, à



pacifier la vie politique, c'est l'ennui, l'indifférence ou la résignation, voire le sarcasme qui sont au rendez-vous. Comme si les Français, qui se plaignaient naguère de la « guerre civile verbale » entre partis politiques la préféraient encore au modèle anglo-saxon. Comme si les électeurs, privés de leurs anciens repères — ou n'acceptant pas les nouveaux — en devenaient incertains et maussades (il est vrai que, à gauche comme à droite, les querelles de personnes sont en passe d'occuper le terrain laissé vacant par l'effacement du débat idéologique, ce qui n'est pas, à proprement parler, enthousiasmant).

L'affaiblissement du modèle français d'évaluation sociale. De

la III^e République à la première partie de la V^e, les Français — schématiquement — ont vécu avec l'idée qu'au moins la génération suivante profiterait des fruits de leur travail, avec l'espoir que leurs enfants vivraient mieux qu'eux et avec la conviction que l'instruction leur ouvrirait les portes de cette vie meilleure. Aujourd'hui, la mutation économique commencée dans les années 70, la crise de l'école, ont rendu ce modèle largement obsolète. A l'espoir raisonnable de la progression sociale, s'est substituée la hantise de la régression ou d'un statut social inférieur à celui qui était escompté.

Certes, cette situation est bien antérieure à l'arrivée de

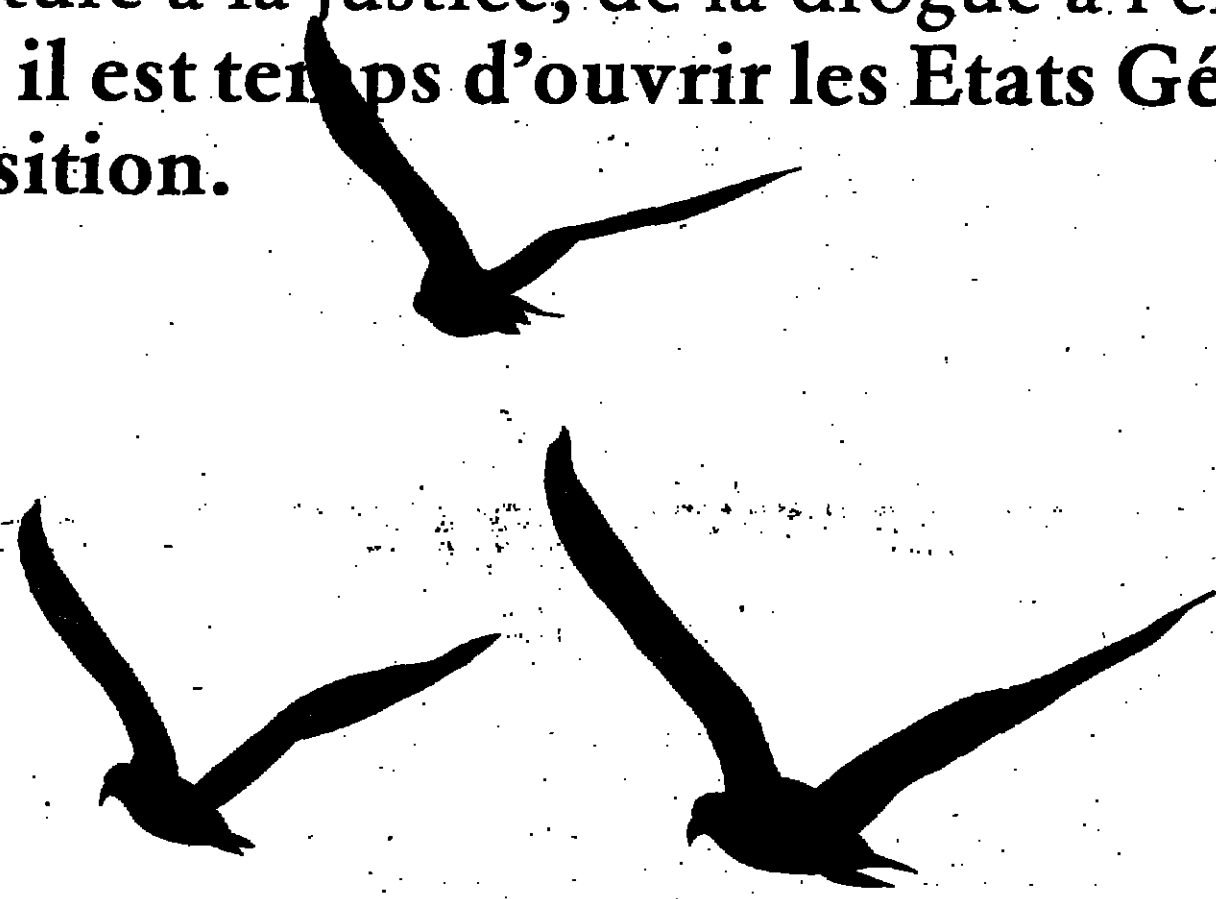
M. Rocard à l'Hôtel Matignon. Mais, là encore, tout se passe comme si le mode de gouvernement rocardien rendait plus cruelle cette incertitude. Le premier ministre a longtemps revendiqué le titre de « briseur de rêves ». Mais, aujourd'hui, les Français ne rêvent plus, les perspectives leur semblent bouchées ou à tout le moins incertaines.

Les lendemains européens

Dans ce contexte, le « parler vrai » de M. Rocard, sa volonté de rappeler constamment que tout n'est pas possible, que les marges d'action sont faibles, que la politique doit être « modeste », qu'il n'y a plus guère de « grands desseins » et encore moins de miracles. revient, paradoxalement, à remuer le couteau dans la plaie. Ainsi, passé le premier effet de surprise, s'alimente encore, sinon la désespérance, en tout cas la résignation désempée, l'indifférence maussade — qui porte à écouter les sirènes démagogiques — d'un pays où, comme l'a dit un jour M. Rocard lui-même, pendant la campagne électorale de 1988, « un salarié ne peut plus espérer s'enrichir par son travail ». Le premier ministre peut-il, tout en restant fidèle à lui-même, rendre aux Français la foi dans l'avenir, au-delà de l'invocation de lendemains européens dont on veut croire qu'ils chanteront encore ?

JEAN-LOUIS ANDRÉAN

Tout de suite, il est temps d'ouvrir les États Généraux de toute l'Opposition.



de l'opposition

LE DEBAT EST OUVERT

EN NOUS ADRESSANT CE BULLETIN, VOUS SEREZ ASSOCIÉS A LA PRÉPARATION ET AU DÉROULEMENT DES ÉTATS GÉNÉRAUX. VOUS RECEVREZ DES INFORMATIONS RÉGULIÈRES, LE PROGRAMME DE CHAQUE CONVENTION. VOUS POURREZ, SI VOUS LE SOUHAITEZ, PARTICIPER AUX DÉBATS. VOUS POUVEZ ÉGALEMENT APPORTER VOTRE CONTRIBUTION FINANCIÈRE SOUS LA FORME D'UN CHEQUE A L'ORDRE DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ORPOPOSITION.

NOM	PRENOM
RUE	
VILLE	CODE POSTAL
PROFESSION	

A RENVoyer A: ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION, 17, BD RASPAIL 75007 PARIS - TÉL.: 45.49.02.03

BSN, C'EST TOUT CE QUE J'AIME.



Danone, Gervais, Galbani, Panzani, Amora, Liebig, HP, Star, Lu, L'Alsacienne, Belin, Huntley and Palmers, Kronenbourg, Kanterbräu, Peroni, Evian, Badoit, Ferrarelle, Pommery, Lanson...

BSN rassemble plus de cent marques parmi les plus prestigieuses dans le monde.

Avec elles, BSN, présent dans la vie de chacun, dans tous les pays, tout au long de la journée, vous nourrit «de l'aube jusqu'au bout de la nuit».

Deuxième producteur européen de bouteilles de verre, BSN est devenu, en vingt ans, le premier fabricant mondial de produits laitiers frais et d'eaux minérales, le premier producteur européen de biscuits, le deuxième en Europe pour la bière et les pâtes alimentaires, le troisième dans le monde pour le champagne.

Aujourd'hui, le premier groupe alimentaire français a atteint la dimension internationale et se situe à la troisième place européenne.

C'est l'aboutissement d'une stratégie d'acquisitions et d'alliances européennes ainsi que d'un effort constant de recherche et d'innovation. BSN, c'est tout ce que j'aime.

BSN
GROUPE
PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE
FRANÇAIS

BSN a reçu le prix  de l'image financière internationale
décerné par Le Monde, le CFCE, le MOCI et France Info.

15 Les manifestations dans les universités
16 Tennis : le « Tour » succède au « Grand Prix »

17 La loi sur le statut des magistrats
22 Les élections municipales de 1993

Un entretien avec M. Gérard Monate, PDG d'Urba-Technic

L'argent des partis sans hypocrisie

Derrière lui, le portrait officiel de M. François Mitterrand en président de la République. Sur sa droite, une grande photographie où on le voit, en conversation amicale et souriante, avec M. Lionel Jospin, alors premier secrétaire du Parti socialiste. Face à son bureau, un troisième cliché montre, sur fond de neiges éternelles, au pied de l'Annaburn, un groupe de jeunes emmenés par

son fils, alpiniste chevronné, et tenant à bout de bras une banderole ainsi libellée : « Urba-Technic ». M. Gérard Monate n'a jamais mis son drapeau dans sa poche. Et ce ne sont pas ses récentes mésaventures judiciaires qui le feront changer d'habitude. Inculpé depuis l'été dernier dans le dossier des fausses factures marsei-

laises, il reste ce qu'il est depuis 1960, ce qu'il était en dirigeant syndicaliste policier, ce qu'il fut en conseiller technique du premier des ministres de l'intérieur de l'après-1961 : un militant socialiste. Dans son bureau de « patron » du groupement d'intérêt économique coiffant les sociétés Urba-Technic et Gracco, chargées du financement du PS, il assume le passé, tout le passé. A

la veille d'un nouveau débat sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales à l'Assemblée nationale et avant de participer, mercredi 6 décembre, à l'émission « Place publique » d'Antenne 2 consacrée au même sujet, il a décidé de parler. Pour dire quelques vérités à la classe politique, tous bords confondus. Pour en finir avec l'hypocrisie.

« Vous n'êtes pas satisfait par la tournure du débat sur le financement des partis. Pourquoi ? »

— Parce qu'on ne va pas au fond du problème. Les politiques, de droite ou de gauche, ont démissionné moralement. Ils n'ont pas dit pourquoi tout le monde, dans tous les partis, des militants, des élus, faisaient ce qu'on nous reproche aujourd'hui. Ce n'est pas parce qu'ils seraient des magouilleurs mais parce qu'il y a un besoin.

— Je m'explique. Quand j'étais gosse, mon père m'emmenait sous les préaux d'école écouter tous les candidats. Aujourd'hui, ce n'est plus pareil : l'information, il faut qu'elle arrive à domicile. Les médias, la télé, la radio ont tout bonifié. Même les grands rassemblements électoraux sont souvent assortis d'un programme musical pour attirer le public. La société s'est transformée, les gens ne se déplacent plus comme avant.

— Mais, pour arriver à les toucher chez eux, pour réussir à les informer, ça coûte cher. Même s'il s'agit de l'élection du maire d'une commune moyenne ou d'une petite ville. Le candidat a besoin de cet argent, et il faut bien qu'il le trouve. Voilà ce que je voudrais faire comprendre à l'opinion : aucun parti politique — je dis bien aucun parti — n'a les moyens de se payer tout seul une campagne électorale dans les termes où cela se pose aujourd'hui.

— Mais il y a les militants, les sympathisants, les comités de soutien...

— Les comités de soutien ne rapportent pas suffisamment. Mes collaborateurs connaissent bien le terrain : pour une campagne électorale, quelle qu'elle soit, il y a un créneau moyen de 20 francs par habitant. Pour une ville de 6 000 habitants, cela fait un maximum de 120 000 francs. Avec ça, on ne va pas loin. Un petit sondage, pour savoir, par exemple, si les électeurs veulent des crèches, coûte au bas mot 100 000 francs. Et encore c'est le bas de gamme ! Quelque chose de bien, on en a pour 500 000 francs. Rien qu'un

sondage ! Publier le programme du candidat, faire des affiches, obtenir des mailings, c'est encore de l'argent. Et il faut bien le trouver.

— Ou alors il faudrait admettre qu'en France il n'y a que les gens fortunés qui peuvent se payer une campagne électorale. Ce serait le contraire de la démocratie ! Des gens de niveau de vie moyen, de milieu populaire, qui veulent faire une carrière politique, ne seraient-ce qu'un niveau de la commune, où peuvent-ils trouver l'argent ? Certainement pas dans leurs poches.

— Si on ne dit pas ces vérités, on occulte le problème. Et on fait du tort à la démocratie en faisant apparaître tous les politiques comme des « magouilleurs », des corrompus qui s'enrichiraient. On fait un amalgame regrettable, on parle de financements occultes et on met dans le même sac le maire qui travaille avec nos structures pour sa propagande, pour ses idées, et un autre qui s'est mis des millions dans la poche, pour lui seul.

« Le principe des marchés »

— Alors comment trouver l'argent ?

— Il n'y a pas trente-six moyens. On les candidats utilisent des structures militantes comme les nôtres, qui ont été mises en place spécialement dans ce but. On les voit recourir à des entreprises de services privées qui font le même travail que nous. La seule différence, c'est que, chez nous, la perception de l'argent est nette, claire, sans bavures. Jamais, chez moi, un élu socialiste ne touchera de l'argent pour ses besoins personnels. Par contre, il sait qu'il pourra m'envoyer des factures d'imprimerie, la note d'une réunion publique, le coût d'infrastructures diverses que je payerai.

— Mais l'argent vient d'où ?

— Il faut bien le dire, il y a essentiellement le principe des marchés. A Urba-Technic et à Gracco, nous faisons un travail commercial classique. Nous sommes des démarcheurs, des VRP

de haut niveau. Nous touchons de l'argent seulement si nous vendons, et sans qu'il y ait obligatoirement trafic d'influence.

— Le système que nous avons mis en place est simple. Nous faisons des montages. C'est-à-dire que l'on essaye de monter des marchés dans les meilleures conditions possibles avec, sur le terrain, des gens qui sont tous des professionnels de la vente, des agents commerciaux mais aussi des directeurs techniques, des architectes... Tous connaissent bien le montage des marchés publics. Ils font en sorte que les dossiers soient croisés, que le rapport qualité/prix soit concurrentiel, afin d'obtenir une décision favorable.

— Tout se fait en amont. Dans 95 % des cas, ce sont les entreprises qui nous contactent. Elles viennent nous voir en nous disant : il y a un marché qui se prépare, est-ce que vous voulez le jouer avec nous ? Elles savent que notre réseau commercial est efficace. Puis mon délégué régional va faire les démarches, se renseigner sur ce que veut la mairie, apprendre les conditions, les échéances... Un travail d'information. Partant de là, avec l'entreprise nous essayons de monter un dossier qui corresponde le mieux aux besoins de la commune ou de la collectivité et qui ait le plus de chances de l'emporter.

— Mais le décideur n'est absolument pas lié par notre démarche. C'est lui qui tranche. La preuve, c'est que nous ne sommes pas gagnants à tous les coups. Il faut vraiment que le dossier soit bon. Et si nous l'emportons, alors nous percevons la commission prévue avec l'entreprise. Mais seulement à la fin du circuit. Tous les agents commerciaux de France et de Navarre font exactement les mêmes démarches que nous et, comme nous, ils sont rétribués en fonction de la réussite ou non, de l'obtention ou non du marché.

— Ensuite que se passe-t-il ? Où va l'argent collecté par Urba et Gracco ?

— Mes dix-huit délégués régionaux font ce travail commercial. Ils se contentent de monter des marchés. La suite ne les concerne pas. Ce sont des salariés, ils n'ont rien à voir dans l'utilisation des fonds. C'est ici, à Paris, au siège central, que ça se passe et c'est moi que ça regarde.

— L'argent des commissions reste-t-il ?

— J'ai donné un creuset général. Après, en accord avec la trésorerie du parti, on voit ce que l'appelle le « sponsoring » : qui on va aider, dans quelles conditions. Un élu avec qui nous avons travaillé va évidemment pouvoir nous

envoyer des factures que je réglerai. Il le sait mais il ne peut pas prétendre que si j'ai touché 100 000 F sur un marché il y aura automatiquement X milliers de francs pour lui. Ce n'est pas vrai. Aux dernières municipales, j'ai investi près de 10 millions pour des candidats qui n'étaient pas déjà des élus, qui donc normalement ne pouvaient pas avoir de l'argent chez moi. Et cet argent je l'ai sorti de mon creuset général.

— Je traite de société à société. Avec nous, l'élu n'est jamais en contact avec la société. Donc, il ne peut y avoir de corruption à son égard. Et, pour ne redonner, il ne touchera pas directement de l'argent. Simplement il dira par exemple à son imprimeur : pour les affiches, envoyez les factures à Monate.

— Mais il y a forcément un soupçon de trafic d'influence politique : l'élu socialiste aura tendance à favoriser ses demandes, celles du bureau d'études lié au PS.

— Oui, il va avoir tendance à les favoriser. Mais pourquoi ? Parce que nous lui apportons un véritable conseil. Tous les élus ne sont pas des permanents. Il faut en tenir compte. Un élu, même sur une petite commune, c'est un chef d'entreprise. S'il n'a pas un appareil administratif et technique de qualité, il sera content de pages trouver. On comble un vide.

— Un bon agent commercial, c'est celui qui a un bon carnet d'adresses. Un bon vendeur, c'est celui qui a ses filières. Nous, c'est pareil ! Et c'est pour cela que l'on nous paie. En plus, nous sommes modestes, de vrais gamins comparés à d'autres ! Urba-Technic — c'est pour la construction — demande seulement 1 % ou 2 %. Gracco — c'est pour l'équipement — prend comme n'importe qui 2 à 5 % sur la vente-catalogue. On ne cherche pas à faire fortune !

« J'ai été désigné par le parti »

— Comment s'établit le lien avec le PS ?

— Le lien politique est simple. J'ai été désigné par le parti. Aux postes d'administrateur du GIE, de PDG d'Urba-Technic, de PDG de Gracco, je couvre tout depuis 1984. Tous mes collaborateurs sont des employés classiques qui n'ont aucune responsabilité dans l'utilisation de l'argent. Les cadres de direction, les délégués régionaux sont des militants mais on s'exige pas l'adhésion au parti pour le reste du personnel.



« L'argent des partis sans hypocrisie »

« J'ai une totale liberté de manœuvre. Le parti est informé, le trésorier sait ce que je fais, la commission de contrôle vient examiner mes comptes, mais c'est moi qui répartir l'argent dans la plus grande clarté.

— Les responsables socialistes n'ont pas été aussi francs que vous depuis qu'a éclaté l'affaire Urba-Gracco et que vous êtes inculpé. Ne les avez-vous pas jugés un peu hypocrites ?

— Ils sont surtout, disons, timides. Très, très timides. Tout le monde a été obnubilé par cette histoire d'ammistie. Moi je trouvais que c'était idiot. Je leur ai dit : ne partez pas dans cette direction, vous allez être ridicules. Dans la meilleure des hypothèses, j'en ai encore pour dix-huit mois à deux ans avant d'arriver devant un tribunal correctionnel. On avait le temps de réfléchir, de faire une bonne loi. Au lieu de ça, on s'est précipité. On a dit : on va à l'ammistie et on monte quelque chose autour. C'est le contraire qu'il fallait faire ! D'abord essayer de faire une bonne loi, de la discuter, de négocier avec tous les partenaires, à droite comme à gauche...

— Pour vous, l'actuel projet ne correspond pas à cette « bonne loi » ?

— Non, il ne résoudra pas le problème. Certes, c'est un progrès : il affirme ce que je dis en proposant qu'une association récolte les dons pour créer un système de financement. Mais je ne crois pas à l'efficacité de ces associations. Ce ne sera pas suffisant. Je ne vois pas les entreprises donner de l'argent sans contrepartie. Surtout quand cela peut aller jusqu'à 500 000 F — ce n'est pas une aumône ! En outre, la création d'associations pour les élections municipales est prévue seulement à partir de neuf mille habitants. Or, s'il y a environ trente-six mille communes en France, il n'y en a qu'un peu moins de neuf cents avec plus de neuf mille habitants. Dans les autres, comment fera-t-on ?

— L'élu va se retrouver devant les mêmes besoins qui ne seront pas

totallement satisfaits. Alors, il se débrouillera, il se retournera vers une recherche de fonds locale et nationale avec tous les risques de renvoi d'ascenseur. En fait, c'est la loi Chirac de 1987 un peu améliorée, mais à mon avis le problème reste entier.

— Qu'aurait-il fallu faire ?

— La bonne solution serait de normaliser des systèmes comme le nôtre en les assortissant d'un contrôle sévère, par la Cour des comptes par exemple. A droite comme à gauche, on n'a pas voulu aborder de front la question. Il fallait dire à l'opinion : oui, c'est comme ça ; oui, voilà à quoi sert Urba-Technic ; bref, ne pas se cacher. Et si on veut supprimer ce système, alors il faudrait que l'Etat prenne ses responsabilités, qu'il finance non seulement les partis mais les candidats, que tout le monde reprenne son chèque du Trésor public !

— On a préféré laisser les choses en l'état. On a peur de parler d'argent. Pourtant la démocratie, c'est la diversité des partis, c'est l'échange, le débat. Mais aujourd'hui, cela se paye, ça coûte cher.

20 millions de francs pour la présidentielle

— N'avez-vous pas été surpris quand Henri Nallet, trésorier de la campagne électorale de François Mitterrand, a déclaré que les relations entre lui et vos sociétés s'étaient limitées à deux chèques de 50 000 francs ?

— C'est vrai qu'en tant que société, pour la campagne présidentielle, j'ai seulement donné 50 000 francs pour Urba-Technic et 50 000 francs pour Gracco. Mais Nallet oublie le reste, tout l'environnement, par exemple les ordinateurs qui gèrent les fonds reçus de donateurs individuels et que nous avons payés. Quant aux grands rassemblements en province, le plus souvent, c'était moi qui payais la facture.

Propos recueillis par EDWY PLENNEL
Lire la suite page 14

La preuve par l'expert

Journal officiel, de la République française, 16 juillet 1988 : publication des comptes de campagne des candidats à l'élection du président de la République. A la page 9 202, ceux du candidat élu, M. François Mitterrand, sont accompagnés des commentaires, de la signature et du tampon d'un expert-comptable, M. David Azoulay, qui vérifie les comptes de l'association du 8 mai 1988 créée pour financer la campagne du candidat socialiste (1).

Cahiers manuscrits et exhaustifs de M. Joseph Delcroix, directeur administratif d'Urba-Technic, à la date du 4 juin 1987 : notes prises au cours de la réunion des délégués régionaux à propos du « financement des prochaines échéances ». A 11 heures, les commissaires aux comptes interviennent. Ils exposent, selon les notes de M. Delcroix, le « projet (de) création d'une société tampon de courte durée entre [les] structures qui reçoivent les redevances et le GIE ». « Date prévue d'opérationnalité : avant présidentielle », note encore M. Delcroix dont les cahiers saisis par la police, disent tout, ou à peu près, sur le financement du PS.

Ces commissaires aux comptes sont ceux du GIE regroupant Urba-Technic et Gracco. L'un des deux est M. David Azoulay. L'expert-comptable de la campagne de M. Mitterrand et le commissaire aux comptes du GIE ne font donc qu'un. Il n'y a là rien d'extraordinaire, comme l'explique M. Gérard Monate, PDG d'Urba-Technic et Gracco. Simplement la confirmation du rôle-clef de ces sociétés dans le financement du PS, que d'ailleurs M. Monate revendique.

Tout au plus ce fait nuance-t-il les déclarations à Libération le 11 octobre dernier, de M. Henri Nallet, trésorier de la campagne du candidat François Mitterrand en 1988. Confirmant les dons de 50 000 F reçus de chacune des sociétés Urba-Technic et Gracco, M. Nallet ajoutait : « Il n'y a pas eu d'autre relation entre le trésorier de la campagne de François Mitterrand et ces sociétés. »

E. P.

(1) Selon ces comptes, les amis de M. Mitterrand ont dépensé pour sa campagne 99 842 170 F et reçu 64 900 485 F. Il n'est pas certain que ces sommes comprennent toute la contribution d'Urba-Technic et Gracco.

châtelet
THEATRE MUSICAL DE PARIS

Ballett Frankfurt

William Forsythe

6, 7, 8, 9 et 16 décembre 20h30 -
17 décembre 15h00

Impressing the Czar

Potemkins Unterschrift

In the Middle Somewhat Elevated

La Maison de Mezzo-Prezzo

Bongo Bongo Nageela

Mr Pnut Goes to the Big Top

14 et 15 décembre 20h30 -

Die Befragung des Robert Scott

Enemy in the Figure

Pretty Ugly (Amanda Miller)

FOUNDAISON
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
POUR LA MUSIQUE

ML

MAIRIE DE PARIS

40.28.28.00

SOCIÉTÉ

Nouvelles inculpations, dont celle de M. Gérard Monate, dans le dossier GRC-Emin

Lyon, plaque tournante de la fausse facturation ?

LYON

de notre bureau régional

Lorsqu'ils furent inculpés, le 11 octobre dernier, d'abus de biens sociaux et de faux et usage, les époux Emin n'en étaient pas à leur première convocation par un magistrat instructeur (1). Le 4 octobre 1988, M^{re} Bernadette Augé, juge d'instruction à Marseille, avait même placé Patrick Emin sous mandat de dépôt, durant une semaine, après l'avoir inculpé, ainsi que son épouse, de faux et usage. C'est dans le cours d'une enquête judiciaire concernant plusieurs entreprises de bâtiment de la région marseillaise (2) que les policiers du service financier du SRPJ de Marseille, après saisie d'une fausse facture de 375 000 F adressée aux Emin, s'étaient fait délivrer une commission rogatoire pour perquisitionner au siège social de GRC à Lyon.

Cette visite leur permit de saisir un nombre considérable de factures « douteuses » et de lettres émanant de plusieurs sociétés, installées dans diverses régions de France, réclamant à GRC l'établissement de fausses factures. Parmi ces dernières, figuraient notamment le groupe Cora, de Nancy, dont le directeur général, M. Michel Bouriez, président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle, avait été inculpé, le 12 janvier 1988, dans l'affaire des fausses factures de Nancy.

L'état
du sénateur Lacour

Alors qu'une information judiciaire contre X... était ouverte par le parquet de Lyon, Evelynne et Patrick Emin affirmaient dans plusieurs interviews que « le système économique français est tel qu'une entreprise est contrainte de financer, d'une manière ou d'une autre, les partis politiques ». Ils précisèrent, du même coup, que GRC s'était efforcé de « régler sa propre transparence ». En jouant la carte de la transparence, le couple réglait aussi quelques comptes avec l'establishment lyonnais, au sein duquel — malgré un chiffre d'affaires avoisinant 1 milliard de francs, réalisé pour l'essentiel en dehors de la région lyonnaise — il ne s'était jamais inséré. Travaillants acharnés, les Emin s'étaient offert une sorte de revanche en installant leurs bureaux — communiquant avec leur appartement en duplex — au sommet d'un immeuble du centre d'affaires de Lyon et en projetant de bâtir une tour de prestige de 100 mètres de haut dans ce même quartier, après avoir acquis un terrain pour lequel une entric-

M. Gérard Monate a été inculpé, le 27 octobre, de faux et usage de faux et de recel d'abus de biens sociaux par M. Jacques Chauvot, juge d'instruction à Lyon, chargé du dossier GRC-Emin. Neuf jours plus tôt, M. Jean-Jacques Gastebois, PDG de la société Valorimmo, appartenant au même GIE, avait été inculpé, sous les mêmes chefs.

Ces deux nouvelles inculpations, motivées par la découverte de quatre fausses factures d'un montant global de plusieurs centaines de milliers de francs, portent à dix le nombre des personnes impliquées dans le dossier GRC. Elles seraient liées à l'importance et à la diversité de l'activité de fausse facturation à laquelle se seraient livrés Evelynne Emin et son mari Patrick, respectivement PDG et directeur général du Groupe recherche et construction (GRC), l'un des tout premiers promoteurs-construteurs français en matière d'urbanisme commercial.

La modification du plan d'occupation des sols avait été votée par le conseil municipal de Lyon.

Il fallut attendre près d'un an pour que la procédure judiciaire s'engage. Le 25 septembre dernier, le docteur Pierre Lacour, soixante-six ans, sénateur et maire (CDS) de Montbrion (Charente), qui avait été réélu la veille au Sénat, était inculpé de recel d'abus de biens sociaux par M. Chauvot (le Monde du 29 septembre). L'une des factures douteuses saisies au siège de GRC, d'un montant de 389 000 F, et censée concerner des travaux de terrassement sur le chantier d'un magasin Castorama, avait été émise par Roland Reynaud, un entrepreneur de Champagny-et-Reilhac (Dordogne), ami du docteur Lacour. Elle correspondait, en fait, au règlement partiel des travaux d'aménagement d'un étang de plaisance réalisé entre 1985 et 1987, sur la propriété agricole d'une centaine d'hectares que le sénateur Lacour possédait à Bussières (Dordogne), au lieu-dit le Buisson.

L'enquête permit d'établir que trois autres factures, d'un montant total d'environ 600 000 F, correspondant à ces travaux, avaient été réglées par la société de travaux publics Jean Lefebvre. Roger Cardon, directeur commercial de cette entreprise — aujourd'hui à la retraite, — le directeur territorial de Jean Lefebvre à Limoges et son adjoint furent ainsi inculpés d'abus de biens sociaux, faux et usage. Ils ne tardèrent cependant pas à expliquer que ces fausses factures avaient été émises et réglées sur la demande de GRC-Emin, avec lequel leur entreprise était régulièrement en relation d'affaires. Inspirateurs et maîtres d'œuvre de ce « service » de 1 million de francs, qui, malgré ses dénégations, semble bien avoir personnellement profité au docteur Lacour, Evelynne et Patrick Emin avaient, sans doute,

quelque dette à acquitter envers lui. De quel ordre ? Ayant soudainement renoncé à la transparence, les époux Emin — qui ont choisi M^{re} Monique Pelletier, ancien ministre, pour assister leur avocat, M^{re} Jean-Pierre Leriche — se refusent à le dire.

Le fait que, depuis le 17 novembre 1983, le sénateur Lacour ait été membre de la commission nationale d'urbanisme commercial (CNUC) — chargée d'étudier, en dernier ressort, les dossiers d'implantation des centres commerciaux de grandes surfaces — ne peut être indifférent aux enquêteurs. Parmi les palmiers, fièrement affichés, des réalisations ou projets de GRC figurent notamment : un centre commercial de 30 000 mètres carrés à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne), des magasins d'usines à Vélizy (Yvelines), Evry (Seine-et-Marne) et Gonesse (Val-d'Oise), le pôle tertiaire de Saint-Herblain (Loire-Atlantique), un Autocenter à Massy (Seine-et-Marne) et des centres commerciaux à Val d'Or (Bouche-du-Rhône), Nice et Strasbourg. C'est dire que, plus d'une fois, les dossiers de ces importantes opérations ont dû remonter jusqu'à la CNUC.

Des renvois
d'ascenseurs

Les inculpations de Gérard Monate et Jean-Jacques Gastebois semblent s'inscrire dans un schéma plus simple et plus traditionnel. Les sommes qu'ils ont recueillies via Urba-Technic ou Valorimmo — en émettant des factures recouvrant des études ou des missions de lancement promotionnel factices — étaient, sauf erreur d'appréciation, destinées au financement du Parti socialiste. La reconnaissance de cette pratique, en forme de « sponsoring obligé », a abouti à sa quasi-banalisation, et les faits s'y

rapportant ont même été amnistiés de plein droit en 1988.

Pour autant, certaines interrogations demeurent. Le financement occulte des partis politiques auxquels beaucoup de professionnels de l'immobilier admettent avoir eu recours ne s'accompagnait-il pas, le plus souvent, de renvois d'ascenseurs ? Plus précisément, par exemple, à quoi correspond la fausse facture de 118 600 F que Patrick Emin reconnaît, notamment avoir réglée à Urba-Technic pour une mission à Evry ? Certains enquêteurs n'excluent pas qu'elle ait été « honorée » par quelque passe-droit ou choix préférentiel sur une opération d'urbanisme commercial réalisée dans cette commune de l'Essonne. L'abus de biens sociaux ou son recel déboucherait alors sur des qualifications pénales ne figurant pas forcément dans le champ d'application de l'amnistie.

Le dossier GRC entre dans une phase particulièrement sensible, à bien des égards. Peu affectés, semble-t-il, par leurs nouvelles inculpations, les époux Emin — accompagnés de leur directeur du développement, M. Jean Renaud, lui aussi inculpé — ont présenté, au mois de novembre, à M. Michel Noir, maire de Lyon, et à son adjoint à l'urbanisme, M. Henry Chabert, la maquette d'un ambitieux projet architectural qui pourrait constituer l'un des repères de la future métropole européenne. L'idée d'une nouvelle tour au cœur du quartier de la Part-Dieu resurgit ainsi à travers un immeuble multifonctions, de 120 mètres de haut pour une surface au sol de 20 000 mètres carrés, conçu par l'architecte anglais Richard Rogers, co-signataire, avec Renzo Piano, du Centre Beaubourg. Cet immeuble abriterait le futur siège social de GRC.

Dans un communiqué du 16 novembre, M. Michel Noir a précisé qu'il n'avait donné son accord à tel ou tel projet. Il annonçait que, avant d'envisager la signature d'un permis de construire, il souhaitait que « plusieurs variantes (...) soient élaborées et présentées ».

ROBERT BELLERET

(1) Dès le mois de mars 1988, Evelynne Emin avait rédigé à l'intention de son mari une « note confidentielle » constituant une sorte de guide pratique sur la manière de réaliser ses interrogatoires de police. De larges extraits de ce document ont été publiés dans le Monde du 10 octobre.

(2) Ce dossier marseillais a débouché sur une autre affaire de fausses factures, ayant pour pivot la société de travaux publics du Sud-Est (SOREMAE), et dont l'instruction, menée à Paris par le juge Pierre Culé, a donné lieu à de très nombreuses inculpations.

Prévoyant une éventuelle amplification de la grève

Plusieurs groupements d'avocats estiment insuffisantes les propositions du ministre sur l'aide judiciaire

Pour la deuxième fois en quelques jours, l'Action nationale du barreau (ANB) (1), qui groupe les principales formations de la profession, devait se réunir, mardi 5 décembre, au ministère de la justice autour de la question de l'aide légale. Nombre d'avocats avaient dans un premier temps été déçus que la réforme des professions juridiques et judiciaires préparée par le garde des sceaux laisse de côté la crise de l'aide légale, c'est-à-dire la défense des plus pauvres. Il ne s'agit plus, pour la plupart des avocats, de demander une augmentation des tarifs consentis par l'Etat mais une refonte générale du système.

Au moment où le mouvement de grève de l'aide légale, lancé à Nantes le 2 novembre, gagne petit à petit en province et dans la région parisienne, où les barreaux périphériques supportent de plus en plus difficilement, le poids économique de cette défense difficile et mal rémunérée, les propos de M. Arpaillange, ministre de la justice, au Sénat lorsqu'il a échoué à faire adopter son budget le 29 novembre dernier, ont choqué. Si le ministre n'a pas voulu parler de grève mais plutôt d'un mouvement de refus massif de traiter les affaires relevant de l'aide judiciaire, M. Arpaillange a considéré que ce mouvement « n'est pas admissible », et, a-t-il ajouté, « le doute d'ailleurs qu'il soit réellement populaire ».

Ces propos ne pouvaient pas plus mal tomber et ont été ressentis comme une nouvelle maladresse par les avocats. Depuis plusieurs mois, le ministre assure qu'il est préoccupé par la question mais n'a d'autre proposition à faire que de

saisir le Conseil d'Etat et lui demander de réfléchir au sujet.

Réunie le 1^{er} décembre, l'ANB a apporté son soutien aux barreaux en grève en affirmant que leurs revendications sont légitimes. « L'ANB a pris acte de la désignation par le premier ministre de la section des études du Conseil d'Etat. Elle considère que cette mesure est insuffisante pour satisfaire les nécessités de la mise en place, sans délai, d'un réel accès à la justice. Elle demande dès lors au Conseil d'Etat de se saisir dans les quinze jours, de convoquer les représentants de la profession, d'établir un constat des évolutions possibles. Dans ces mêmes délais, elle demande d'obtenir du Conseil d'Etat (...) le calendrier du débat de fond auquel la profession doit être associée et qui doit aboutir à la refonte générale du système de l'aide légale (...) ». Elle affirme que faute de cela les mouvements en cours ne pourraient que s'amplifier.

Au moment où le garde des sceaux se heurte aux syndicats de magistrats, voilà maintenant les avocats qui protestent. Sa tâche ne s'en trouvera pas facilitée alors que les ministères des affaires européennes comme de la consommation ne sont guère favorables à son projet de réforme des professions juridiques et judiciaires.

AGATHE LOGEART

(1) Elle groupe l'Ordre de Paris, la Confédération des bâtonniers, la Confédération syndicale des avocats, la Fédération nationale des unions de jeunes avocats et le Syndicat des avocats de France.

A Paris et en région parisienne

Saisie record de résine de canabis

Six tonnes de résine de canabis ont été saisies, mercredi 27 novembre à Paris et dans la région parisienne, et plusieurs personnes ont été interpellées, au cours d'une opération menée conjointement par l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants, de l'Office central de répression du banditisme et du SRPJ de Marseille. Cette prise, qui a été rendue publique lundi après-midi par les enquêteurs, est la plus importante depuis la saisie, en 1984, de 10 tonnes de hachisch sur un quai du port de Marseille.

Les policiers, qui enquêtaient depuis le mois de juin dans les milieux des stupéfiants marseillais, nîmois et parisiens, sont passés à

l'action, mercredi, en interceptant dans un premier temps, à Paris, une camionnette qui transportait près d'une tonne de drogue. Les enquêteurs ont ensuite investi une opération menée conjointement par l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants, de l'Office central de répression du banditisme et du SRPJ de Marseille. Cette prise, qui a été rendue publique lundi après-midi par les enquêteurs, est la plus importante depuis la saisie, en 1984, de 10 tonnes de hachisch sur un quai du port de Marseille.

Onze personnes ont été interpellées et placées sous mandat de dépôt. Trois complices présumés, Pierre Gras, Bruno Fantozzi et Jean Aupart, ont également été appréhendés à Marseille. Tous trois ont été inculpés et écroués à la maison d'arrêt des Baumettes.

L'argent des partis
sans hypocrisie

suite de la page 13

« Et puis on a donné un coup de main pour la collecte des fonds. Mes délégués étaient les mieux placés sur le terrain avec tous les gens qu'ils connaissent. Ils sont allés voir les entreprises en leur demandant, en plus du travail commun, de faire un chèque directement à l'ordre de l'association de la campagne présidentielle. En retour, les sociétés recevaient un reçu pour les déductions d'impôts. C'était logique, normal. Des chèques, on en a rapporté beaucoup. »

— Henri Nallet oublie aussi de dire que David Azoulay, l'expert-comptable qui, dans le Journal officiel, certifie les comptes de campagne de François Mitterrand est l'un des deux commissaires aux comptes de votre GIE...

— Je ne vois pas l'intérêt de la question. Effectivement, Azoulay est l'un de mes experts-comptables. C'est un type bien.

— Au total, à combien estimez-vous la contribution de vos sociétés pour la campagne présidentielle de François Mitterrand ?

— Si je prends en compte tout cet environnement, toutes les locations de panneaux, tout ce que nous avons fait en dehors de la collecte des fonds, j'arrive à un chiffre très raisonnable : autour de 20 millions de francs. Ce qui me chiffonne dans ce débat, c'est son côté faux, cette hypocrisie parce qu'on a peur

d'affaiblir l'opinion. C'est ridicule. Car en se taisant, on fait le jeu des marchands d'élections, tous ces profiteurs qui vont monter l'addition. Un exemple : dans certains secteurs, il m'est arrivé de payer les grands panneaux d'affichage 5 000 F par semaine. Par panneau ! Un bon rendement, non ? Et que peuvent les candidats face à ça ? C'est comme le prix de la baguette : qu'elle vaille 3 F ou 6 F, on l'achète parce qu'on a envie de manger du pain, parce qu'on ne peut pas s'en passer. Dans une campagne électorale moderne, ces panneaux, les candidats ne peuvent pas non plus s'en passer.

— Même si vous assumez totalement ce que vous avez fait pour le PS, vous ne pouvez pas nier qu'il y ait des illégalités dans votre activité, notamment l'abus de bien social ?

— Non, je ne fais pas toujours de l'abus de bien social. Une société commerciale comme la nôtre peut faire une multitude de choses parfaitement légales pour aider un parti politique. Quand je suis partenaire de nombreuses sociétés civiles immobilières, quand j'achète un immeuble ou des locaux et quand j'y loge une fédération ou une section locale, j'en ai le droit. Quand je place un stand dans une assemblée d'élus pour faire connaître nos prestations et que je prends en charge la location de la salle, les frais divers, la distribution de documents, j'en ai le droit.

« C'est exactement comme Pernod-Ricard, ou n'importe quelle autre marque, quand ils sponsorisent des concours de boules, de chasse ou de ball-trap. A la limite, je prendrais une équipe de basket sous mon aile, je paierais ses déplacements et ses joueurs feraient des matches avec Urba-Technic ou Gracco sur leurs maillots, ce serait la même démarche. »

— Mais, là, l'équipe que vous sponsorisez, c'est le PS...

— Oui. Je ne m'en suis jamais caché. En dehors des dépenses de fonctionnement de mes sociétés et des salaires du personnel, tous les frais que je supporte après déduction des impôts correspondent à une activité politique. En fait, on moralise. Il ne faut pas oublier que notre groupe a été créé en 1973 sous la responsabilité d'un premier secrétaire extrêmement scrupuleux, et que c'est lui encore qui, à Solatré, cette année, a posé le problème en disant que la loi Chirac avait été dévoyée.

« J'ai accepté
la règle du jeu »

« Les élus qui touchent personnellement n'ont jamais travaillé avec nos structures. D'ailleurs, leur démarche n'est pas politique. Le camarade qui travaille avec nous, il sait que l'argent que nous allons gagner ne servira pas qu'à lui, qu'à sa ville, qu'à sa campagne. Il partira dans le creuset principal et il servira à une action politique globale. »

— Quels sont vos revenus ?

— Je gagne 32 000 F de salaire brut mensuel. J'ai une voiture de fonction, des frais professionnels normaux, sans exagération. Les salaires de mes dix-huit délégués régionaux vont de 14 000 à

25 000 francs, plus les frais et une voiture de service. Nous avons une convention collective, il n'y a pas de bakchich, pas de commissions. Qu'ils ramènent 10 ou 100 francs, leur salaire est le même. Il y a cinquante-cinq employés au total.

— Vous-même vous n'avez rien mis de côté ? Une maison, un appartement ?

— Non, j'habite toujours le même HLM de Noisy-le-Sec, où je suis locataire depuis 1957. La plus grosse voiture que je me suis payée, mon grand luxe, c'est une 305. Mais je ne me plains pas, je ne suis pas malheureux. J'ai fait une belle carrière comme fonctionnaire et, avec cette activité, j'ai retrouvé une activité militante.

— Vos collaborateurs ne sont-ils pas avares, n'ont-ils pas le sentiment d'avoir été lésés ?

— Ils râlent un peu, c'est vrai. Mais je prends toute la responsabilité. Avec les juges, je ne triche pas. Je leur parle aussi franchement que je peux. Je ne dis pas que je les ai convaincus mais je leur ai donné un autre éclairage. Je suis convaincu que notre système, en toute clarté, renforcerait la dénonciation des voyous, de ceux qui s'enrichissent dans leurs fonctions et qui se font éprouver du parti auquel ils appartiennent.

— L'attitude de certains socialistes qui se sont comportés comme si vous étiez un pestiféré ne vous a-t-elle pas vexés, humiliés ?

— Non, j'ai accepté la règle du jeu. D'ailleurs ils sont peu nombreux. Beaucoup, au contraire, m'ont assuré de leur soutien et de leur amitié.

Propos recueillis par
EDWY PLENIER

BERNARD PRÉEL

LA SOCIÉTÉ
DES ENFANTS GÂTÉS

La France des dernières décennies a connu d'innombrables changements, économiques, sociologiques et culturels. Malgré la crise récente, cette période de paix relative et de prospérité réelle a vu s'enrichir — certes inégalement — la majorité des Français. Bernard Préel, directeur adjoint du Bureau d'information et de prévision économique (BIPE) appartient à cette génération, d'enfants gâtés. Il mesure ici les conséquences à long terme, dans la vie quotidienne comme dans les idées, de ces bouleversements. Pour la première fois, un livre qui offre, avec force et précision, une analyse des tendances qui travaillent en profondeur la société française.

« L'auteur mêle avec talent les chiffres, l'histoire et la réflexion sociologique. »

L'Expansion

« Un travail minutieux, un véritable état des lieux. »

Libération

LA DÉCOUVERTE

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Le débat sur le foulard

Forte fièvre laïque au PS

Que la famille laïque s'aventure à discuter des « foulards islamiques » et les assiettes ne tardent pas à voler. Les personnalités réunies lundi 4 décembre à Paris par le Parti socialiste pour un débat sur le thème « laïcité et droit à la différence » se sont offertes, deux heures durant, le spectacle agité de leurs déchirements. Entre ceux qui militent pour bouter les foulards hors de l'école publique et les partisans du dialogue et de l'acceptation des différences, la conciliation a semblé impossible. Et la confrontation était d'autant plus vive que chaque camp mène l'assaut au nom d'une laïcité bien comprise.

Accusant le ministre de l'éducation nationale du crime de « tolérance différentielle » et d'« idéologie communautariste », M^{me} Elisabeth de Fontenay, ministre de conférences de philosophie à l'université Paris-I s'est demandée, non sans inquiétude, si l'unité nationale allait résister, après que M. Jospin eut « livré l'école aux intérêts communautaires et religieux ».

M. Claude Allègre, conseiller spécial du ministre de l'éducation nationale, l'a accusée en retour de défendre la laïcité de Jules Ferry, y compris celle « conçue pour faire des soldats » coloniaux. D'un côté donc, les défenseurs d'une vigilante intransigence prompts comme M. Max Gallo, à regretter que « l'état républicain n'ait pas exercé sa puissance avec assez de clarté » ou dénonçant, comme M^{me} Yvette Roudy, la

« machination » des intégristes, ou, comme M. Areski Dahmani, président de France Plus, « les ravages de l'autocratie » conçue comme la défense du droit à la différence. De l'autre, les pragmatiques, comme M. Gérard Le Gall, secrétaire national adjoint du PS, qui refusent, avant tout, l'exclusion scolaire des jeunes filles musulmanes portant le foulard et violent en elles « des victimes et non des coupables ».

M. Allègre a tenté de reculer le débat, en indiquant que les pressions les plus vives s'exercent sur l'éducation nationale provenant, non pas de l'islam, mais des représentants du christianisme et du

judaïsme, qui veulent peser sur l'enseignement de la biologie et sur les rythmes scolaires. Estimant le débat sur le foulard, « tragique pour l'unité de la gauche », il a appelé ses camarades à se battre pour une loi interdisant toute propagande antisémite de la part de toutes les religions, et aussi pour le droit de vote des immigrés aux élections locales.

Sujet tabou, semble-t-il, surtout au lendemain de la victoire de l'extrême droite à Dreux. Car pendant que les laïques lèvent leur lingage sale, a rappelé M. Bernard Langlois, directeur de l'hebdomadaire *Politix*, « M. Le Pen rafle la mise ».

PHILIPPE BERNARD

Les protestants défendent la laïcité

La laïcité est « le mode de société le plus souhaitable » et une « richesse à préserver », affirme la Fédération protestante de France (FPF) dans un communiqué. Pour les protestants, « la foi ne peut être imposée » et la société doit permettre « à des personnes de toute croyance ou incroyance de vivre sans hypocrisie ». La laïcité devient ainsi selon eux « la forme juridique de la liberté de conscience ». « La plupart des religions se sont accommodées bon gré mal gré de la laïcité. Les protestants, pour leur part, poursuivent la communion, ont connu l'exclusion et l'intolérance. Il sont donc

particulièrement sensibles aux valeurs de la laïcité qui ont été, pour eux, la condition de la liberté de conscience, et sont attentifs à la défendre pour toutes les minorités ».

Par ailleurs, le comité départemental d'action laïque (CDAL) de Vaucluse a appelé à une manifestation « pour la défense de la laïcité », samedi 9 décembre à Avignon, en présence de trois chefs d'établissements scolaires où un conflit a eu lieu à propos du « foulard islamique », notamment le principal du collège de Crau.

En raison des mauvaises conditions matérielles

Les manifestations de mécontentement se multiplient dans les universités

Du fait d'une rentrée particulièrement difficile (44 000 étudiants supplémentaires cette année), les universités françaises sont touchées par une sorte de grogne perdue. Ces dernières semaines, ce sont les étudiants, les personnels administratifs, voire les enseignants ou les présidents de Paris-I, Aix-Marseille, Caen, Toulouse ou Bordeaux qui ont manifesté leur mécontentement.

Le relais est pris, cette semaine, par trois autres universités. Lundi 4 décembre, le conseil d'adminis-

tration de l'université de Franche-Comté (Besançon) a décidé une journée « portes fermées » pour soutenir les revendications des personnels administratifs (salaires, carrières statut et conditions de travail). Au même moment, à Nantes, un millier d'étudiants manifestait pour réclamer des moyens supplémentaires et des locaux adaptés.

A Nanterre, le conseil d'administration unanime approuve la journée d'action et d'information, dont l'initiative a été prise par le person-

nel non enseignant, qui observe une grève du zèle, depuis le 13 novembre. Il devient impossible, estime-t-on à Paris-X, d'accueillir, dans les conditions actuelles, un nombre croissant d'étudiants tout en développant la recherche et les initiatives pédagogiques. Même constat à l'université de Provence, occupée la semaine dernière par les étudiants. Ces derniers ont repris les cours lundi, mais menacent de redémarrer leur action si leurs revendications restent insatisfaites.

MÉDECINE

Déjà distribué aux Etats-Unis

Un nouveau médicament contre le sida sera expérimenté en France

L'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS) précise que les premiers essais d'un médicament expérimental, le Didéoxynosine (DDI), dans le traitement du sida commenceront en France au début de 1990. Ce produit, qui avait reçu aux Etats-Unis l'autorisation d'être largement distribué avant même que les essais visant à démontrer son efficacité et son innocuité soient achevés (le *Monde* du 30 septembre), sera expérimenté en France selon quatre modalités.

Selon l'ANRS, « un essai thérapeutique chez les sujets intolérants à l'AZT, mais sans aggravation de leur maladie, devrait être entrepris dès les premiers mois de 1990 ». Deuxièmement, un essai-pilote sur un petit nombre de patients devrait être conduit « dans les plus brefs délais » pour apprécier les effets antitoxiques du DDI (le DDI est un inhibiteur de la transcriptase inverse, et donc de la réplication du virus HIV). Un troisième essai,

« vraisemblablement dans le cadre d'une collaboration européenne », associant AZT et DDI devrait permettre de vérifier si l'on peut obtenir, en diminuant les doses de ces deux médicaments, une efficacité accrue avec une moindre toxicité. Enfin, la DDI devrait être mise à la disposition de ceux qui ne peuvent participer aux essais précédents, par exemple à des sujets atteints de sida sévère et dont l'état s'aggrave malgré l'administration d'AZT.

ENVIRONNEMENT

Brigitte Bardot castre... et gagne

Le juge du tribunal d'instance de Saint-Tropez (Var) est resté sourd aux plaintes du propriétaire de l'âne castré l'été dernier à l'initiative de Brigitte Bardot. Il l'a même condamné à 20 000 francs de dommages et intérêts au profit de l'actrice, estimant qu'« en donnant à cette affaire la plus large audience possible, [il] a tenté de jeter le discrédit sur la défense de la cause animale au service de laquelle Brigitte Bardot,

comédienne de renommée mondiale, se dévoue ». En juillet dernier, l'actrice avait pris en pension l'âne de son voisin, M. Jean-Pierre Marinvert, industriel, qui partait en vacances. Pour préserver son ânesse Mimosa, trop âgée pour subir les assauts de l'âne, Brigitte Bardot avait fait castrer l'animal. L'industriel avait porté plainte à son retour et demandé 20 000 francs de dommages et intérêts.

□ L'éolienne d'Ouessant va être démontée. — Dix ans après son installation sur l'île d'Ouessant (Finistère), l'éolienne géante d'EDF va être démontée. Abattue une première fois par le vent en 1980, quelques mois après sa construction, l'éolienne avait été remplacée

par un nouvel aérogénérateur muni de pales de 18 mètres de long, montées sur un mât de 30 mètres. Mais le vent, cette fois, était insuffisant pour faire tourner les pales à plein régime. EDF aura dépensé 3 millions de francs dans cette malheureuse affaire.

CAMPUS

Service bien compris

« Y a-t-il encore du service dans l'hôtellerie et la restauration françaises ? » Tel était le sujet proposé aux étudiants de BTS des vingt lycées hôteliers de France dans le cadre du concours organisé par les sociétés Hobart, SOPAD-Nestlé et le groupe des hôtels Concord. Sur quelques quatre-vingt-dix dossiers réalisés par des équipes de deux étudiants, trois avaient été retenus pour la finale, qui a eu lieu à l'hôtel Crillon à Paris.

Pour avoir su diagnostiquer les raisons de la mauvaise image de marque de « l'accueil à la française », et proposer un éventail de solutions originales et ambitieuses pour susciter une prise de conscience chez les professionnels, Henriette Scholten et Aline Tagand du lycée hôtelier de Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) ont gagné un voyage d'étude au Japon, devant David Hubière et Cyrille Monti de Grenoble (voyage en Inde), et Florence Crampé et Céline Faure de Toulouse (voyage en Thaïlande).

Un tel concours, organisé pour la deuxième année consécutive à l'initiative de Hobart, premier constructeur mondial de matériel pour l'équipement des grandes cuisines, est la première coopération d'envergure entre les professionnels et les enseignants dans ce domaine. L'active participation des fournisseurs et des chefs de travaux des lycées hôteliers montre, selon les promoteurs de l'opération, l'intérêt de cette ébauche de partenariat. Les professionnels de l'hôtellerie se montrent également intéressés par ce mode de rapprochement avec l'éducation nationale, puisque les hôtels du groupe Concord se sont associés dès la deuxième édition du concours à Hobart et à SOPAD-Nestlé.

J.-J. B.

Matériels didactiques

Educatec 89, septième Salon européen des matériels didactiques et des formations pour les techniques nouvelles, se tiendra à Paris du 11 au 15 décembre. Seront présentées, dans le cadre des expositions de la porte de Versailles, les technologies les plus récentes en matière de formation.

► Renseignements au 45-00-08-50.

Histoire de l'informatique

Un séminaire sur l'histoire de l'informatique est organisé au Centre national des arts et métiers, les deuxième et quatrième mardis de chaque mois, à 17 h 45. Le niveau minimum requis est la maîtrise ou le diplôme d'ingénieur. D'autre part, un colloque sur l'histoire de l'informatique en France sera organisé par le CNAM du 24 au 26 avril 1990.

► Renseignements au 40-27-21-48.

DIAGONALES

L'ÉDUCATION sexuelle et la pornographie à domicile ont fait beaucoup de tort à la curiosité naturelle des adolescents pour les mots.

Tant que les mystères de l'amour se cachent sous les fariboles de la petite graine déposée dans le ventre de marianne, et que nous devons nous contenter, pour voir du nu, des statuettes de squire ou des trous de serrure, la seule clef permettant d'accéder au monde des adultes fascinant et refusé, c'était le dictionnaire !

De mots supposés dégoûtants en planches anatomiques, on se faufilait vers les vérités interdites, avec l'impunité et les mérites attachés aux pratiques culturelles. Cela n'allait pas sans déshancements ni perplexités. Et il arrivait à ces lectures zigzagantes que qui arrive aux promenades en forêt : on oubliait bientôt ce qu'on cherchait, on changeait de rayon sans s'en apercevoir, on se passionnait pour un vocabulaire confiné, pour cette baguette elle-même. Le désir des mots et des livres montait en nous avec celui de la chair, sous le signe béni des envies à tout va.

Souvent, au détour d'articles, donc au fil d'une prose à consommer vite, j'ai glissé exprès des vocables vieillots ou rares. Quelques bougons se plaignaient d'avoir dû recourir à un dictionnaire, comme si ce fut un défaut de ne point de les y contraindre et, pour eux, une petite veine, en nos temps du tout-médié. Par bonheur, la plupart des lecteurs entraînés dans le jeu et m'en savaient gré. Toutes les occasions sont bonnes, scrupule compris, pour sauver certains joyaux de notre langue qui, faute d'en user, disparaissent à jamais — par dizaines chaque année, le sait-on ?

PARCOURIR l'histoire d'un mot, c'est traverser l'histoire même et tout ce qui nous constitue. Alain Rey illustre ce miracle, avec son étude sur le mot *révolution* (Gallimard, 380 p., 140 F.). François Furet a tout dit sur ce que les hommes, avaient « pensé », de ce concept fourre-tout ; Rey, lui, raconte le roman de ce qu'ils ont fait dire aux syllabes mêmes.

Quelle aventure ! D'un on qui ne servait d'abord qu'à signifier la rotation des astres, et finalement leur éternel retour, les générations successives ont fait paradoxalement le véhicule, s'agissant de vie sociale, de saut brutal dans l'inconnu sans esprit de retour. Encore reste-t-il longtemps synonyme de coup d'État, de bouleversement de pelote, par le haut (Bosquet). La notion de rébellion populaire et de changement de règles vient avec les Lumières. 1789 surcharge le mot de théories et de faits sanglants. D'autres événements vont le tirer à hue et à dia : 1848, la Commune, 1917, la révolution dite « culturelle » en Chine. Après quoi, notre retour actuel à la civilisation orale, via la technique, entraîne les dévergondages que l'on sait, au profit de la moindre nouveauté, mode ou campagne commerciale. Comment finira-t-on par nommer une révolution lorsque, telle la russe, elle abandonne, comme ces jours-ci, l'essentiel de ses dogmes ?

Le livre d'Alain Rey pourrait remplacer les dictionnaires d'autres qu'à inspirer le Bécot. Il les contient tous, à la façon dont les mots enveloppent les choses, et vibrent de sens jamais fixés.

Passe-moi le dico !

BIZARRERIE de ces jeux — car ce sont des jeux : même la rectitude vit d'illogismes. Là où l'on nous parle d'orthographe, à propos de réforme, c'est orthographe qu'il faudrait dire. L'orthographe, c'est quelque chose, celui qui écrit sans faute, et non la règle qu'il observe. Dit-on : un manuel de géographie, pour géographie ? Littérature souhaitée qu'on se mette en ordre là-dessous : en vain, car l'usage finit toujours par l'emporter.

Sollers revient d'ailleurs sur cette anomalie (revue *L'Infini* n° 28, hiver 1989-1990). De l'amour du langage au langage de l'amour, il n'y a que l'épaisseur d'une cloison d'alcôve : l'auteur du *Joueur*, le plus « dix-huitième » de nos auteurs contemporains, passe de l'orthographe à la Morteau des *Liaisons dangereuses*, à qui il voue une ferveur rudement intelligente. Il rappelle que Laclos fut l'inventeur du boulet creux, en balistique : cela se connaît à son maniement masquant des phrases.

Deux films auront proposé des images, en 1989, sur les mairies verbales de Laclos. Les experts vont comparer à perte de vue les mérites de Frears et de Forman. Pour moi, le public ait l'idée de juger sur pièces ! Même au prix de déceptions, il n'y a pas meilleure façon de commémorer ce siècle de cristal, où la parole mêlait les cliquetis de sabre et les froissements du satin. Peu de temps après, dès les romantiques et jusqu'à nos jours, nous n'aurons plus d'attention que pour les larmes hystériques de la présidente Tournel. La morale des perdants imposera sa nuit.

COMME le bafouillis contemporain paraît failli et perdu, comparé aux froissements d'âles des *Liaisons*, fussent-ils doublés en anglais ! Il n'est plus question désormais — non, mais écoutez-les ! — que de problèmes invariablement fondamentaux, d'enjeux majeurs, de défis auxquels nous sommes confrontés, de créquements qui nous interpellent.

Le dictionnaire, voilà l'antidote ; après Laclos. Grâce à lui, nos erreurs, volontaires ou parascènes, se dévoilent. Prenez le mot *erroné*, employé par tous les communiqués de l'Est à propos de l'intervention armée contre les Pragois, en 1968. Pressés de réagir à l'événement, puisqu'aussi bien l'histoire, lancée tout à coup comme une roue folle, ne nous laisse plus le temps de saluer ses vivresses, nous applaudissons à ce qui semble une autoréflexion. Or l'adjectif *erroné* raconte l'incorrection d'un calcul, non le désastre d'une aberration criminelle. Il laisse intact le savoir dont il sanctionne seulement un manquement. Mieux : il renforce ce savoir. Puisqu'on peut se tromper, c'est qu'une analyse juste reste possible sur les bases en vigueur. Encore un mot dont le sens inaperçu opère en cachette de nous-mêmes, tout comme les critiques de la vie bourgeoise la plus dissolue n'ont cessé de conforter l'ordre qu'elles donnaient l'illusion d'affaiblir !

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

Laclos atteste que la langue peut tuer net, à l'arme blanche, ou empoisonner lentement le sang ; la lecture du journal, dictionnaire en main, enseigne que le langage peut aussi assoir ce qu'il bouscule, que les significations travaillent en sous-main, en contrebande.

Le spectacle de la rue appelle également d'utiles explications de textes. A la vitrine du siège parisien d'Air France, avenue de l'Opéra, on peut lire cet avis, inhabituellement moraliste (ce qui ne veut pas dire moral, on va le voir, mais donner de leçon) : « Dans ce monde cynique, il y a au moins une cause qui mérite qu'on se batte : l'ouchement pour elle : vos vacances ».

Passe-moi le dico ! D'abord : cynique. Cela vient du chien, lequel se fiche pas mal des bien-séances dont se pare l'humanité. Diogène plaide pour cet effranchissement. De nos jours, on entend indifféremment : « Quelle vie de chien ! On n'est pas des chiens ! » (traitez-nous mieux !) et : « Cet homme est un chien ! » (une bête en affaires). C'est sans doute ce dernier sens que la compagnie aérienne a voulu suggérer : le monde après du chacun pour soi.

La notion de cause surgit plus inopinément. Venant après l'idée de cynisme généralisé, elle prend la valeur d'idéal en acte, de cri de révolte, ce pour quoi il vaut de se dévouer. Cette dernière grandeur qui mérite sacrifice, est-ce la « Téléthon » ? Médecins du monde ? Avant même la réponse-chute, l'expression se battra farouchement et le client d'Air France sur la voie du cynisme initial, et de cruautés moins condamnables que dignes d'exemple. Plutôt que de vous distinguer bêtement par une candeur généreuse que l'environnement ridiculise, donnez donc à votre volonté de dépassement, à votre bon cœur, le seul sens qui vaille (par ici les billets !) : vos loisirs bien à vous !

Avant que 1986 le change en droit, le congé payé justifiait à la rigueur qu'on en fit une cause ; mais aujourd'hui ! On imagine l'employé parisien de l'an 2000, salarié précaire d'un consortium allemand, locataire d'une banque japonaise, tout fier d'appartenir aux derniers 10 % d'humains qui se développent encore un peu, on l'imagine choisissant du doigt une plage lointaine du tiers-monde — des deux tiers du monde, devrait-on dire, au regard de la surface et de la démographie, — rêvant déjà du jour où il ira se baigner entre deux rings d'autochtones affamés et de gros Boveris, avançant dans l'eau turquoise, les coudes levés, et criant vers les cocodiers de carte postale, farouchement : J'ai enfin trouvé un sens à ma vie, merde alors !

ENTENDU dans une rencontre de journaliers, où le vocabulaire technique défilait ses clichés gris, le mot coloré de pétasse. En Languedoc, il nommerait le valet de force qui se mêle aux seigneurs et qui, d'un lazzi, d'une piroquette, les fait voir nus, eux et leurs grands airs, leurs tirades ronflantes.

Typique des richesses inouïes du parler populaire, le mot est inconnu au bataillon des meilleurs dictionnaires, qui ne retiennent que la pétasse, hybride de prostituée et de mijaurée. Vivement que le dictionnaire de l'Académie en arrive au P ! Pétasse mérite d'y rejoindre le grimpiant, cadeau des francophones de Suisse romande, qui désignent ainsi un arriviste crampon, avec la santé reuse de l'évidence.

COMMUNICATION

Après le jugement favorable à M. Hersant

Les adversaires du PDG de la 5 écartent toute idée de compromis

Le tribunal de commerce de Paris a rendu lundi 4 décembre un jugement dans l'ensemble favorable à M. Robert Hersant dans l'affaire opposant le PDG de la 5 à ses principaux actionnaires. Il a toutefois reconnu l'existence de certaines irrégularités dans l'augmentation de capital de la 5, en offrant aux alliés du groupe Hersant un délai de quinze jours pour les régulariser. Une brèche de nature à renforcer la détermination de la partie adverse (les groupes Seydoux et Berlusconi) à faire appel.

« Les témoins ont gagné. On va pouvoir travailler ! » C'est la mine réjouie et le ton triomphant que le bras droit de M. Robert Hersant, M. Yves de Chaisemartin, a quitté, lundi soir, le tribunal de commerce de Paris. Le président Philippe Grandjean venait de lire publiquement le long jugement consacré au conflit qui oppose depuis plus de trois mois deux camps d'actionnaires de la 5, tranchant en faveur de celui mené par M. Hersant, son PDG. Cependant, quelques secondes seulement après les propos optimistes de M. de Chaisemartin, quelques phrases sèches et résolues de M. Angelo Codignoni, représentant de M. Berlusconi, démentaient, à la sortie de la salle d'audience, toute perspective d'accalmie.

« Ils veulent la mise à mort de la 5, en allant contre 52 % de ses actionnaires, a-t-il notamment déclaré. La société demeure totalement bloquée. Nous sommes résolus au bout de notre action. » C'est-à-dire en appel. Le jugement du tribunal de commerce de Paris est en effet loin de mettre un terme au conflit.

Le tribunal devait se prononcer sur deux points : le sort des actions

des Mutuelles agricoles et les conditions litigieuses de l'augmentation de capital. Sa première réponse est, à vrai dire, sans surprise. Reprenant la thèse déjà esquissée dans son jugement de référé du 27 septembre dernier, le président Grandjean considère que la lettre du 11 septembre dans laquelle les Mutuelles agricoles proposaient aux Chargeurs de M. Seydoux de racheter les actions qu'elles possédaient dans la 5 constituait « une promesse unilatérale ferme et irrévocable de cession » ouvrant un droit de préemption au bénéfice de tous les actionnaires de la chaîne. Un droit revendiqué et exercé par M. Robert Hersant qui, dans une lettre du 21 septembre adressée à ses associés, avait déclenché cette procédure sans tenir compte de la marche arrière des Chargeurs et des dénégations des Mutuelles. Considérée comme « réaliste », la vente des actions ne deviendra cependant effective, estime le tribunal, qu'après autorisation ou non-opposition du CSA, auquel doit être soumise toute modification de capital au sein d'une chaîne. En attendant le verdict du conseil — qui devra sans doute attendre le résultat de l'appel, — les actions litigieuses (16,83 % du capital) demeurent sous séquestre.

« Délai de grâce »

La partie du jugement du tribunal concernant les conditions de l'augmentation du capital est nettement plus nuancée, même si, en définitive, le groupe Hersant y apparaît encore gagnant. Ses adversaires reprochaient à certains de ses membres d'avoir souscrit à cette augmentation non pas en numéraire comme prévu mais en compensation de créances et dénonçaient l'arrivée tardive de plusieurs chèques après la date de clôture de la souscription.

Écartant d'emblée le premier grief, le président Grandjean a

reconnu l'existence de « présomptions graves et concordantes » sur des irrégularités ayant entaché la libération de certaines des souscriptions. Il se refuse cependant à les considérer comme des causes de nullité et offre quinze jours aux actionnaires concernés pour « régulariser » leur situation. « Un délai de grâce et une franchise qui créent des distorsions entre les

actionnaires et pénalisent injustement ceux qui ont payé en temps et en heure », commente M. Gérard Tavernier, l'avocat de Réticitalia.

Minimisé par les défenseurs de M. Hersant, ce point de litige est en effet considéré comme essentiel par le camp Seydoux-Berlusconi qui, satisfait de voir officiellement reconnue l'existence de fautes et d'anomalies, ne comprend pas la faculté de « rattrapage » soudain accordée à ses adversaires. Une crispation d'autant plus compréhensible que l'annulation des souscriptions litigieuses bouleverserait la géographie du capital et engendreraient un changement de majorité.

Il est donc difficile de prévoir aujourd'hui l'issue du conflit, même si, de part et d'autre, on se livre à diverses spéculations. Dans un cas, M. Hersant et ses alliés, forts du soutien d'une partie des actions des Echos et des Mutuelles (autorisé par la mise en route de leur droit de préemption), obtiennent la majorité absolue du capital de la 5 (50,31 %). À l'inverse, dans l'éventualité d'une annulation des souscriptions réputées tardives, le camp du PDG de la 5 perd jusqu'à la moitié de blocage.

Un vrai quitte ou double qui pourrait inciter les adversaires apparemment irréductibles à la conciliation. C'est ce que croient sentir des proches de M. Hersant, qui parlent aujourd'hui sur un comportement « raisonnable » de M. Berlusconi. Mais c'est ce que rejette encore catégoriquement l'entourage du patron italien, qui estime, lui, ne rien avoir à perdre. « Nous sommes déjà totalement exclus de la gestion de l'entreprise », mais tout à gagner.

ANNICK COJEAN
et PIERRE-ANGEL GAY

Les deux camps

1. Avant l'augmentation du capital

— Le camp Hersant (38,64 %) :

• Groupe Robert Hersant (TVES) : 25 % ;

• Société centrale d'investissement et Société de participation mobilière (Jean-Marie Vernes) : 10,89 % ;

• SMA (Banque union industrielle de crédit) : 2,28 % ;

• Expar (M. Guy de Roque-maurel) : 0,57 % ;

— Deux « indépendants » :

• Crédit lyonnais : 5 % ;

• Les Echos : 3,67 % ;

— Le camp Seydoux-Berlusconi (52,51 %) :

• Groupe Silvio Berlusconi (Fininvest) : 25 % ;

• Mutuelles agricoles Groupama (Pargéco) : 16,83 % ;

• Chargeurs SA (M. Jérôme Seydoux) : 7,34 % ;

• Videotron (Société canadienne Télé-Métropole) : 3,42 % ;

2. Après l'augmentation de capital et le départ des Echos et des Mutuelles

• Camp Hersant : 50,31 % ;

• Camp Berlusconi : 44,68 % ;

• Crédit lyonnais : 5 % ;

En continuant à diffuser des films

M 6 passe outre à la décision du CSA

M 6 se rebiffe. Et choisit de passer outre à la mise en demeure du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) lui enjoignant de ne plus diffuser de films à 20 h 30 jusqu'à la fin de l'année. Lundi 4 décembre, la chaîne a diffusé, comme prévu, la Banquière, un film de Francis Girard, avec Romy Schneider, et demandé au président de la section du contenu du Conseil d'État, M. Michel Combarrous, de rapporter la décision des « sages » de la rue Jacob. La chaîne n'étant pas suspensive, M 6 s'est placée délibérément en infraction, ce qui pourrait lui coûter amende ou suspension de son autorisation.

La raison ? Un ras-le-bol et beaucoup d'amertume. « Nous avons loyalement essayé de collaborer avec le CSA », affirme M. Nicolas de Tavernost, directeur général adjoint de la chaîne. Mais l'état de la réglementation nous étouffe toujours plus ; nous ne sommes plus en mesure d'exercer notre métier. » Faute d'être en mesure de prévoir... Le 20 novembre encore, les services administratifs du CSA comptabilisaient encore 98 longs métrages diffusés. Dix jours plus tard, tout a changé : 106 films sont dorénavant recensés, deux de plus que le chiffre auto-

risé. Entre-temps, le CSA, épaulé par le Centre national de la cinématographie, a classé dans la catégorie « film », des œuvres que la chaîne avait programmées comme « téléfilm ».

L'histoire pourrait paraître anecdotique si elle ne risquait de priver le téléspectateur, au cas où la chaîne finirait par obtempérer de la diffusion, du Guépard, le chef-d'œuvre de Luciano Visconti et de contraindre M 6 à revoir de fond en comble sa programmation.

« Situation d'autant plus ubuesque », poursuit M. de Tavernost, que nous avions prévu de programmer de nombreux longs métrages français ou européens. Et que si nous ne les diffusons pas, comme nous y invite le CSA, ce sont nos quotas d'œuvres françaises et européennes que nous ne respecterons pas. »

Des arguments qui laissent de marbre le CSA. La programmation de films ? TF 1 ou les grandes chaînes publiques ne rencontrent jamais ces difficultés-là. Que M 6, y dit-on, diffuse des œuvres reconnues et de meilleure qualité, et elle ne rencontrera plus ces difficultés-là.

P.-A. G.

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE
LE MONDE DU LIVRE
(LE TOUR DU MONDE)
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
☎ (1) 43.25.77.04

L'HISTOIRE S'ACCELERE IL FAUT ACCELERER LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE



À Strasbourg, les 8 et 9 décembre, les chefs de gouvernement de nos pays devront prendre des décisions capitales. Face aux mutations du monde, l'Europe unie et solidaire est une nécessité vitale. À l'Est, le communisme s'effondre. La Communauté européenne est l'espoir des Européens épris de liberté et de démocratie. L'Europe sans frontières progresse jour après jour. Elle deviendra une réalité en 1993. Plus d'échanges, plus de croissance, donc plus de prospérité et d'emplois pour chacun d'entre nous. Mais l'Europe sera incomplète sans une monnaie

commune, sans une Charte sociale, sans une politique de l'environnement, qui garantissent à nos enfants la sécurité, la justice, la qualité de la vie. Le Parlement européen, qui vient d'être élu en juin dernier, défend les intérêts de 320 millions de citoyens européens. Jour après jour, il agit pour que se réalise une véritable Union Européenne, bâtie sur des institutions politiques fortes et démocratiques. Le Groupe du Parti Populaire Européen, d'inspiration démocrate chrétienne, rassemble 121 députés venant des douze pays de la C.E.E. Il sera présent à Strasbourg pour veiller à ce que l'Europe progresse le plus rapidement possible sur le chemin de son unité.



Le Groupe du PPE au Parlement européen réunit les Démocrates Chrétiens Européens

Solidarité
et Efficacité

Partis membres du PPE : Centre des Démocrates Sociaux (France), Parti Social Chrétien (Belgique), Christelijke Volkspartij (Belgique), Democrazia Cristiana (Italie), Unió Democràtica de Catalunya (Espagne), Partido Nacionalista Vasco (Espagne), Centro Democrático Social (Portugal), Christen Democratisch Appel (Pays Bas), Christlich Soziale Volkspartei (Luxembourg), Fiore Gael (Irlande), Christlich Demokratische Union (BRD), Christlich Soziale Union (BRD), Nea Dimokratia (Grèce).

CLERMONT

La ville de Clermont-Ferrand,
au centre d'une agglomération
de 300.000 habitants affirme
sa vocation européenne :
des entreprises de pointe
leaders dans leur secteur d'activité/
un Parc Technologique
à 5 mn du centre ville/
une pépinière d'entreprises/
la taxe professionnelle la moins élevée
des grandes villes
(taux communal 1989 : 6,67 %)

POLE

20.000 étudiants / 2 universités/
5 grandes écoles/
un aéroport international /
5 liaisons aériennes par jour
avec Paris / des vols sur Bordeaux,
Lyon, Marseille, Nice, Toulouse /
un réseau câblé/
un environnement naturel
exceptionnel /
de grands événements
culturels et sportifs.
Venez nous rejoindre !

POSITION !

11 DECEMBRE 1989:
PARIS / CLERMONT PAR AUTOROUTE



Contact : Ville de Clermont-Ferrand - Tél. 73.92.42.31 - Télex 990 475 F Clerma - Télécopie 73.90.99.60

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Les cordons de la vie

On vient de greffer avec succès, à Paris, des cellules sanguines de cordon ombilical sur deux enfants américains. Cette première mondiale suscite d'extraordinaires espoirs.

C'EST à bien des égards une histoire merveilleuse comme la médecine moderne sait de plus en plus fréquemment l'inventer. C'est aussi une promesse qui, au-delà de son aspect spectaculaire, suscite d'extraordinaires espoirs en même temps qu'elle soulève une série de questions éthiques souvent inattendues. Au départ, il y a eu une étroite collaboration entre plusieurs équipes américaines et françaises travaillant de diverses manières sur les cultures et les greffes des cellules de moelle osseuse. Après la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, ces travaux suscitèrent un nouvel intérêt dans la mesure où l'on pensait qu'ils pouvaient déboucher sur de nouveaux traitements pour les personnes victimes d'irradiations mortelles. A partir des travaux réalisés sur une souris, des chercheurs américains avaient initialement démontré que les cellules fœtales prélevées sur les cordons ombilicaux et les placentas des souriceaux nouveau-nés avaient des propriétés particulièrement intéressantes et que leur nombre diminuait avec l'âge, ce qui leur permettait d'entretenir la possibilité de réaliser des greffes de moelle osseuse similaires à celles tentées chez l'homme après prélèvement sur un donneur compétible. Ce qui était possible chez la souris pouvait-il l'être pour l'homme ? Une étude réalisée à Indianapolis par M. Hal Broxmeyer sur près de deux cents cordons ombilicaux et placentas humains devait démontrer qu'il n'y avait techniquement aucune difficulté à prélever le sang contenu dans ces organes, à le transporter et à le congeler, sans pour autant diminuer les capacités de prolifération des cellules souches, ces cellules qui, après multiplication et différenciation, donnent naissance aux différents types de sang.

Parallèlement à ces travaux, une autre équipe américaine mettait au point des méthodes amies une méthode de diagnostic prénatal d'une maladie héréditaire : l'anémie de Fanconi. Cette affection est caractérisée chez l'enfant par une série de troubles sanguins (diminution progressive du nombre des différentes cellules sanguines), une prédisposition aux processus cancéreux et divers anomalies organiques. Le seul traitement connu de cette maladie est la greffe de moelle osseuse. On était dès lors

dans un cas de figure tout à fait idéal pour, dans une famille donnée, tenter à l'occasion de la naissance d'un enfant sain la greffe sur un enfant malade avec les cellules prélevées sur le cordon ombilical. Les spécialistes américains sélectionnèrent ainsi plusieurs familles dans lesquelles l'enfant à naître pouvait être un éventuel donneur. La première greffe de ce type a été tentée avec succès à l'hôpital Saint-Louis de Paris, où le professeur

de l'enfant américain malade à l'hôpital Saint-Louis, ce sang fut transporté dans un conteneur et sous escorte par avion depuis l'université de l'Indiana jusqu'à l'unité parisienne de greffe de moelle. « Ce fut pour nous l'une des greffes les plus simples que nous ayons eu à faire, explique aujourd'hui le professeur Gluckman, qui, avec son équipe et ses confrères américains, vient de publier ce résultat dans le New

England Journal of Medicine daté 26 octobre (1). Les cellules greffées ont pris très vite. Il n'y a pas eu de réaction de rejet du greffon contre l'hôte. C'était pour nous un point très important, certains pensant que, après avoir été au contact du sang maternel, les cellules du sang du cordon pouvaient déclencher une réaction de rejet. L'enfant greffé est reparti aux Etats-Unis et vit aujourd'hui normalement. Nous avons depuis tenté une seconde greffe similaire, qui a donné les mêmes résultats remarquables.

Pour le professeur Gluckman, ce procédé ouvre des perspectives nouvelles et larges perspectives thérapeutiques, qu'il s'agisse des indications habituelles des greffes de moelle osseuse (leucémie, aplasie médullaire, thalassémie...) ou de scénarios actuellement inimaginables. « Il n'est pas impossible d'envisager que les cellules du sang du cordon, très immatures, très jeunes, n'ayant été soumises à aucune agression immunitaire, puissent nous permettre demain de faire des transplantations sans respecter les règles habituelles de la

menace nucléaire. C'est aussi une porte ouverte sur la thérapie génétique grâce à la possibilité de soigner, à partir de ces cellules modifiées génétiquement, des enfants atteints de maladies héréditaires, au premier rang desquelles la thalassémie. Pour sa part, l'équipe parisienne a déjà commencé à conserver par congélation du sang de cordon après accouchement de mères d'enfants malades

qui pourront demain bénéficier de cette greffe d'un nouveau genre.

JEAN-YVES NAU



Elaine Gluckman et son équipe jouissent d'une réputation internationale et disposent, notamment pour le traitement de l'anémie de Fanconi, des meilleurs résultats mondiaux.

La mère avait accouché d'une fille saine en juin 1977. Des examens prénatals (groupage HLA des cellules du liquide amniotique) avaient au préalable démontré que l'enfant à naître était immunologiquement compatible avec son frère malade. Immédiatement après l'accouchement, le sang du cordon et du placenta fut prélevé par ponction veineuse du cordon, analysé et conservé par congélation à moins 175 degrés. Après hospitalisation

compatibilité immunologique, explique le professeur Gluckman. Nous allons lancer ce travail, c'est notre prochaine étape. Si nous parvenons ainsi à dépasser la barrière de la compatibilité, c'est l'ouverture à des banques de sang de cordon.

D'autres scénarios plus ou moins futuristes sont aussi, dès à présent, envisageables. C'est notamment la conservation systématique par congélation de tous les sangs de cordon dans des familles à risque pour des maladies héréditaires ou pour les personnes qui, pour des raisons diverses (professionnelle et géographique, notamment) seront dans leur vie exposées à une

Le corps bouleversé

L'extraordinaire première greffe « ombilicale » franco-américaine ne peut en aucune façon être réduite à un exploit médical ponctuel. C'est aussi une étape d'une importance considérable, à la fois dans l'utilisation de des fins thérapeutiques des « produits » biologiques issus de l'accouchement, mais également dans la possibilité d'essai du vivant à venir pour corriger les anomalies et les souffrances du présent.

Avec le travail du professeur Gluckman et de ses confrères, c'est de bien autre chose que de « simples » greffes d'organes qu'il s'agit. D'abord, parce que, à la différence des greffes d'organes solides, celle de moelle osseuse impose les prélèvements sur des donneurs vivants. Ensuite, parce qu'on inaugure ainsi l'utilisation au sein d'un cercle de famille brutalement agrandi du sang et des cellules issues du cordon ombilical et du placenta, ce trait d'union entre la mère et l'enfant auquel elle donne vie.

Les choses, à dire vrai, seraient malgré tout été relativement simples et ne soulèveraient guère de questions éthiques si ce nouveau traitement n'était associé aux investigations prénatales issues du dernier développement de la biologie moléculaire et de la médecine fœtale. L'association de ces deux techniques — greffe à partir de sang de cordon et diagnostic prénatal — permet la réalisation de scénarios qui ne vont pas sans sou-

lever de sérieuses difficultés et quelques inquiétudes.

On peut, en effet, d'ores et déjà, dans une famille où l'un des enfants, malade, est susceptible de bénéficier d'une telle greffe, savoir avant la naissance si le fœtus est ou non indemne de l'affection et, surtout, compatible pour la greffe envisagée. On peut donc, dès lors, en cas d'incompatibilité (la chose, d'ailleurs, s'est déjà produite aux Etats-Unis) décider une interruption de grossesse, de manière à « gagner du temps » en projetant au plus vite une autre grossesse salvatrice. En d'autres termes, l'enfant à venir serait « sélectionné » en fonction des possibilités thérapeutiques qu'il pourrait offrir pour un enfant vivant et malade.

Le débat, sur ce thème particulièrement difficile, n'est pas encore ouvert en France. Mais on voit mal — l'interruption de grossesse étant un droit protégé par la loi — comment on parviendrait efficacement à prévenir de telles dérives.

D'autre part, la perspective de conserver à toutes fins utiles pour sa vie durant le sang de « son » cordon ombilical vient démontrer, après les extraordinaires possibilités déjà offertes par la technique des empreintes génétiques, à quel point les fantasmagoriques progrès actuels dans la connaissance intime de la structure du vivant bouleversent et bouleverseront le rapport de l'individu à son propre corps.

J.-Y. N.

Face de singe

Un singe fossile découvert en Grèce est considéré par les paléontologues comme l'ancêtre possible des australopithèques.

UNE face presque complète d'un singe fossile, l'*Ouranopithecus*, a été découverte en septembre dernier à Xirochori (à 40 kilomètres au nord-ouest de Salonique, Grèce) par une équipe de paléontologues grecs et français dirigée par les professeurs Georges Koufos (université de Salonique) et Louis de Bonis (université de Poitiers).

L'*Ouranopithecus* est un primate hominoïde (1) qui vivait à la fin du miocène, c'est-à-dire il y a neuf à dix millions d'années. Il était connu depuis 1973, mais seulement par des mâchoires et des dents isolées qui avaient été trouvées dans le site voisin du « Ravin de la pluie ».

La richesse en sites fossilifères de la région avait été repérée, en 1915, par des zones françaises qui mettaient au jour de très vieux os chaque fois qu'ils creusaient des tranchées.

La face confirme les hypothèses qui avaient été élaborées à partir des seules mâchoires. L'*Ouranopithecus* est, certes, plus primitif que l'*Australopithecus afarensis* (dont Lucy est le plus célèbre représentant), le plus ancien des australopithèques, qui a vécu en Afrique orientale de -4 à -3 millions d'années. Mais l'*Ouranopithecus* semble bien être sur la lignée qui conduira en 5 ou 6 millions d'années à l'*Australopithecus afarensis*. Même si ses dents, surtout ses canines, sont plus grandes que celles de son possible descendant (mais, plus petites que celles des



chimpanzés et des gorilles). Même si son prognathisme est encore plus accusé que celui de Lucy.

La taille de l'*Ouranopithecus* est inconnue puisqu'on n'a trouvé aucun os long. Son crâne semble

avoir été à peine plus gros que celui du chimpanzé, mais plus grand que celui de l'*Australopithecus afarensis*. De même, on ignore si l'*Ouranopithecus* marchait sur deux pattes ou sur quatre pattes ; toutefois, la bipédie semble peu probable à cette époque ancienne.

Les dents de l'*Ouranopithecus* étaient couronnées d'une épaisse couche d'émail. Ce qui permettait à ce singe de manger la nourriture dure (graines, racines, etc.). « produite » par une végétation de savane. D'ailleurs, la faune fossile présente dans les mêmes niveaux géologiques comprenait, notamment, des amélomes, des girafes, des mastodontes, tous animaux de savane.

Le fait que l'*Ouranopithecus* ait vécu en Grèce et l'*Australopithecus afarensis* en Afrique orientale ne pose pas de problème particulier. La dérive des continents avait créé des voies de communication entre l'Eurasie et l'Afrique dès -16 millions d'années et peut-être même encore plus tôt.

YVONNE REBEYROL

(1) Les primates hominoïdes regroupent les *Homo* (depuis l'*Homo habilis* jusqu'à l'*Homo sapiens*), les australopithèques et les singes anthropoïdes (chimpanzé, gorille, orang-outang et gibbon) actuels et fossiles.

NOUVELLE COLLECTION

COLLECTION "S" "S" COMME SCIENCES

LES FORCES DE LA NATURE PAUL DAVIES

1989, 182 pages, 129 F*

La nouvelle collection "S" A. Colin est destinée à toute personne non spécialiste intéressée par les choses remarquables qui se passent à la frontière de la recherche fondamentale.

"Les forces de la nature", premier titre de la collection, expose les concepts qui sont à la base des récents et spectaculaires progrès dans notre compréhension du monde microscopique : le monde à l'intérieur de l'atome. Cet univers subatomique est peuplé d'une fascinante collection de particules et de forces.

Paul Davies, enseignant à l'université de Newcastle et auteur de nombreux ouvrages de vulgarisation en physique fondamentale et cosmologie, nous fait vivre une aventure humaine sans précédent : savoir ce dont le monde est fait et découvrir les forces qui sont au cœur de la matière. Un exposé d'une remarquable clarté sur les forces, les champs, la structure de la matière, les forces nucléaires, le rôle majeur de la symétrie dans le monde microscopique, enfin les efforts de la recherche d'aujourd'hui d'unification des diverses forces de la nature.

*tiré pub. T.T.C. au 15.11.89

ARMAND COLIN

SCIENCES • MEDECINE

Les noces de la science et de la culture

Science et culture ont fait longtemps bon ménage. Aujourd'hui, il y a divorce. Des états généraux à la Cité des sciences de La Villette veulent les réconcilier.

par Roger Lesgards

Les états généraux de la culture scientifique, technique et industrielle, ouverts lundi 4 décembre, célèbrent trois jours durant les noces des sciences et de la culture. Un mariage dans lequel les deux contractants s'enrichissent mutuellement et ne peuvent être séparés sans dommage, explique ci-contre Roger Lesgards, président de la Cité des sciences et de l'industrie — qui accueillait ce colloque. Mais si l'union de la physique et de la philosophie allait déjà de soi pour Aristote, cela ne semble plus vraiment être l'avis de la majorité des Français, révèle un sondage récent. Sous l'égide de quatre ministères (recherche, culture, industrie et éducation), les quelque onze cents participants aux états généraux se penchent sur les raisons de cette désaffection, et surtout tentent de trouver des remèdes.

Ce colloque a été précédé par une série de réflexions et d'expériences de communication menées depuis plus de deux mois dans les régions et par un carrefour international de l'audiovisuel scientifique. Et pour qu'il ne se limite pas à une « grand-messe », M. Hubert Curien, ministre de la recherche, devrait y annoncer, mercredi soir, quelques mesures concrètes, et notamment la multiplication des projets d'action éducative (PAE) dans les écoles. Le sport ou les arts se taillent actuellement la part du lion dans ces PAE, dont 7 % seulement présentent un caractère scientifique. Une proportion que le ministre voudrait doubler.

J.-P. D.

PROPOSONS, pour commencer, une définition de la culture : « Ensemble, pour partie hérité et pour partie acquis, de connaissances, de mythes, de représentations, de valeurs, d'idées, de traditions et de modes de vie qui, devenus références et repères, permettent à chacun de se situer dans le temps et dans l'espace, afin de mieux comprendre le monde dans lequel il vit, de se former une opinion, d'assumer ses responsabilités dans les cercles qui forment son univers (famille, travail, village, ville, région, nation, Europe, planète...) », d'être plus autonome et plus solidaire à la fois, et, enfin, de prendre sa part à la préparation de l'avenir.

Si l'on accepte cette définition, le lecteur devrait admettre assez aisément que la science doit y trouver une large place. Ne se présente-t-elle pas, cette science, comme un système de production des connaissances, de mise à l'épreuve des représentations et des valeurs acquises, en même temps qu'elle conduit à des applications techniques et industrielles qui affectent profondément nos métiers, nos loisirs, notre vie quotidienne ? Et pourtant, toutes les enquêtes conduites ces derniers temps dans notre pays (confirmées par ce que nous pouvons constater nous-mêmes autour de nous, y compris dans la fréquentation des musées), nous indiquent que la majorité des Français (voir notre article ci-dessous) considère que, pour être cultivé, il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances scientifiques.

Le risque de se perdre de vue

Cette même majorité n'en disserte pas moins abondamment sur les grands problèmes de l'époque. Les conversations souvent s'échauffent. De même qu'à l'approche de l'an mille, les hommes se fabriquent une grande peur de fin du monde, les voici, à l'approche de l'an 2000, à se fabriquer une inquiétude et un drame : « Parviendront-ils à nourrir et à faire vivre en paix les dix milliards d'êtres humains qui peupleront la planète dans un demi-siècle ? La couche d'ozone tiendra-t-elle ? Les pluies acides ? Et le risque nucléaire ? Et l'automatisation réduira-t-elle l'emploi ? ». Et les voilà qui, à travers toutes ces interrogations, mettent en question science, technique et industrie. Certains les accusent d'être à la source de tous les maux ; ils cherchent une réponse dans l'irrationnel, dans les superstitions, dans de nouvelles sorcelleries. D'autres, à l'opposé, attendent du « progrès » la solution à tous leurs maux. D'autres encore, peut-être les plus nombreux, sont tentés de penser que tout cela est beaucoup trop compliqué pour eux.

et qu'ils sont condamnés à ne plus jamais participer à des choix qui leur échappent. C'est la démocratie même qui s'en trouve alors menacée, sans que ni les uns ni les autres en aient sans doute une claire perception.

Je ne suis pas certain que les scientifiques, de leur côté, aient pris pleine conscience de ces enjeux, engagés qu'ils sont dans une recherche de plus en plus compartimentée, spécialisée, fragmentée.

Ainsi, alors qu'elles ont pour vocation même de s'enrichir l'une l'autre, culture et science courent le risque de se perdre de vue, de s'enfermer dans des logiques incompatibles. La question est donc de savoir de quelle manière il est possible de les rendre plus sensibles l'une à l'autre. Et je pense que la responsabilité est d'abord du côté de ceux qui ont charge de faire la science, de l'enseigner et de la divulguer. De nombreux outils existent et sont à leur disposition. Ils commencent par l'école et se poursuivent dans les livres, les encyclopédies, les revues, les centres de culture scientifique, les musées, les journaux, la radio et la télévision. Il me paraît important de souligner, s'agissant de ces outils, que chacun d'eux ne trouvera sa pleine efficacité que sous trois conditions.

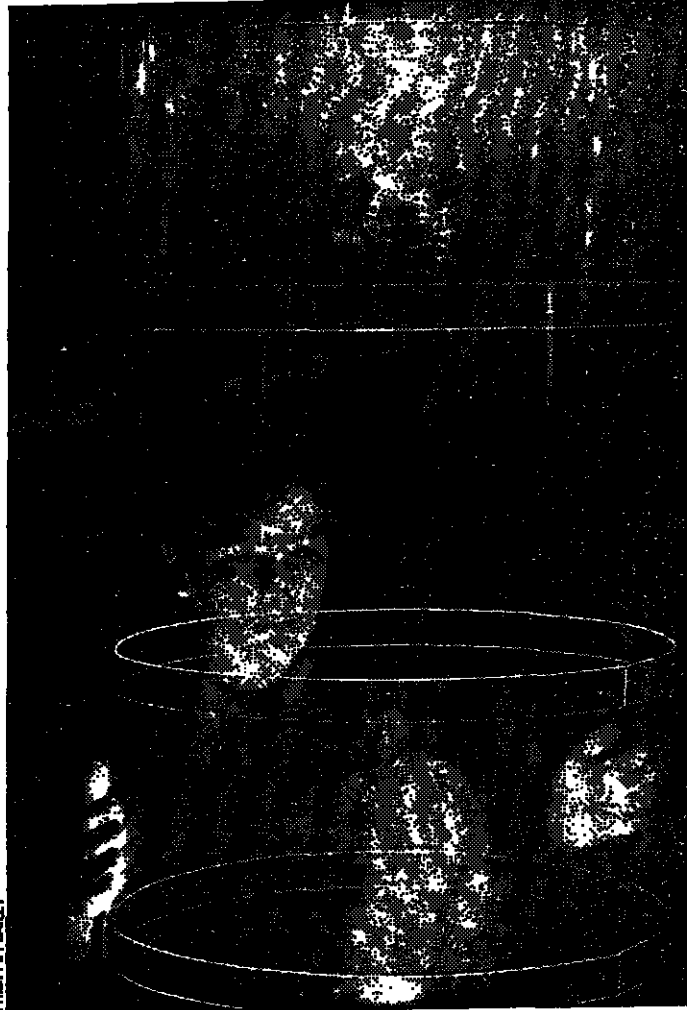
La première est que les scientifiques eux-mêmes s'y investissent. Tous les chercheurs doivent comprendre que, dans leur mission même, figure l'obligation d'enseigner, d'écrire pour un large public, de travailler avec les responsables des médias, de participer à la réalisation d'expositions.

La deuxième est que chacun de ces outils accepte de concevoir son action non pas de façon isolée mais en liaison étroite avec tous les autres. La Cité de La Villette, pour ne citer que l'exemple le plus récent, bien persuadée qu'elle ne réussira sa mission des années 90 que si elle participe à l'effort d'éducation et de formation de la nation, avec l'éducation nationale, les entreprises, les régions et les grands médias.

La troisième, enfin, est que les propos à tenir soient clairement fixés et prennent bien en compte l'attente de nos concitoyens, particulièrement des plus jeunes.

Mieux maîtriser le développement

C'est sur ce dernier point que je souhaite maintenant insister. Sans doute serait-il abusif, si l'on sort du monde restreint des producteurs de la science, de penser d'une « culture scientifique » qui aurait son



PHILIPPE PAILLY

autonomie, se suffirait à elle-même et devrait se substituer à d'autres formes de culture que notre monde n'aurait jamais eues. Sans doute serait-il même abusif de parler de la dimension culturelle de la science sans marquer immédiatement ses limites et sa capacité relative en tant que système d'explication du monde. Il ne s'agit pas de prendre la science tout d'un bloc.

En revanche, il me paraît beaucoup plus juste de développer simplement l'idée selon laquelle la culture, aujourd'hui plus encore que par le passé, doit nécessairement intégrer des connaissances, des informations, des démarches qui sont issues du développement scientifique... et qui, d'ailleurs, par effet de retour, permettront à la culture de mieux maîtriser le développement de la science. Il ne me semble pas faire de doute en effet que nombre de caractéristiques de la science sont source

de la raison, du doute et de l'intuition créatrice. N'est-ce pas là l'un des mécanismes par lesquels la culture se vivifie et se renouvelle ?

Cela nous conduit à une troisième dimension culturelle de la science. Elle tient aux notions d'échanges d'idées, de débat, de confrontation des points de vue, de controverses, de démythification des « consensus » trop légèrement établis. La science en « traie de vivre, incertaine, ouverte, trouve sa richesse en développant les attitudes critiques et le relativisme. L'expression des contradictions et la dialectique qui les met en mouvement ne sont-elles pas précisément le ressort des idées ?

Quatrième caractéristique, que l'on a trop tendance à oublier : la science a une histoire, et cette histoire est riche d'éléments précieux pour la formation des esprits. Elle entretient avec la philosophie, la politique, les arts musicaux et plastiques, d'anciennes et subtiles complicités. Nos « cultures modernes », promptes à s'enfermer aux grands airs de la mode, gagnent à en retrouver la perspective. L'histoire de la science est, à dire vrai, une composante essentielle de l'histoire des idées.

Enfin, dernier trait, et non le moindre : au cours des toutes dernières décennies, la recherche scientifique a dégagé pour la réflexion de nouvelles perspectives qui touchent à l'atome, à la discontinuité, à la complexité, aux interdépendances, à la nécessaire appréhension des systèmes, ceux de la vie, de la matière, de l'Univers. Ces nouveaux éclairages de la science peuvent alimenter des courants d'idées qui se nourrissent de catastrophisme et de désespérance et visent à développer des réactions négatives de repli, de rejet et de peur. Il est donc essentiel que cet effet soit combattu et que ces notions soient expliquées et présentées comme pouvant permettre de nouvelles ouvertures d'esprit, de nouvelles attitudes dans la réflexion, de nouveaux regards sur le monde. La physique des quanta, la théorie des catastrophes, la biologie moléculaire, sont au cœur de nouvelles approches culturelles.

Telles me semblent être les lignes de force de l'action à développer si l'on veut que science et culture s'accroissent heureusement et durablement. Nous sommes bien loin dans tout cela du positivisme, du scientisme, de la « big science » salvatrice ou de la « technoscience » source de libération pour le genre humain.

► Roger Lesgards est président de la Cité des sciences et de l'industrie.

Un accessoire du savoir

Pour la plupart des Français, les connaissances scientifiques ne sont pas nécessaires pour la formation de l'« honnête homme ».

La science n'émet pas

La télévision ? Elle représente, pour 45 % des personnes interrogées lors du sondage SOFRES, le moyen préféré pour obtenir des informations scientifiques. Loin devant les revues scientifiques et techniques (18 %), et plus encore du journal quotidien (14 %). Les informations concernant la recherche médicale (74 %) et les recherches sur la vie (62 %), suivies des thèmes faisant appel au rêve ou à l'aventure, tels « les grandes explorations, les volcans ou les océans » (choisis par 51 % de l'échantillon).

Message reçu ? A l'échelle planétaire, assurément. Organisé le semestre dernier dans le cadre du Carrefour international de l'audiovisuel scientifique de La Villette, en collaboration avec le service Images/Média du CNRS, le 6^e Festival international de l'émission scientifique de télévision était à cet égard éloquent. Italie, Belgique, Inde, Brésil, Pologne ou Mozambique — sans parler du Canada, du Japon ou de l'Australie : les chaînes télévisées se dotent progressivement d'émissions scientifiques dans presque tous

les pays du monde, quels que soient leur niveau économique et les publics visés. Sauf en France.

« La simple comparaison avec le descriptif des émissions britanniques, ainsi qu'avec leurs heures de programmation, ne peut que faire honte à notre télévision », constatent Jean Audouze et Jean-Claude Carrière, respectivement directeur de l'Institut d'astrophysique de Paris et président de la Fondation européenne des médias de l'image et du son, dans le rapport « Science et télévision » qu'ils remettent au gouvernement. C'était il y a un an. Depuis ? Rien — ou presque. Les projets s'accumulent sur les bureaux de l'Agence Jules Verne (créée sous l'impulsion du rapport Audouze-Carrière pour encourager la diffusion des émissions scientifiques à la télévision), les organismes de recherche s'interrogent... et le public attend. En pays de France, experts et citoyens finissent par s'entendre pour, enfin, « remettre la science en culture » sur le petit écran ?

Ca. V.

POUR 73 % des Français, les connaissances scientifiques ne font pas partie de la culture. A l'heure où se tiennent les Etats généraux de la culture scientifique et technique, ce constat sans appel, issu d'une étude sur « les attitudes des Français à l'égard de la science », réalisée par la SOFRES pour le compte du ministère de la recherche et de la technologie (1), sonne comme un signal d'alarme. Façonné comme jamais jusqu'alors par l'avancée de la recherche et des techniques, l'« honnête homme » de la fin de ce siècle serait-il, en France, en passe de manquer définitivement son rendez-vous avec la science ?

A y regarder de plus près, le divorce est certes moins grand qu'il y paraît. Ainsi, la recherche française jouit-elle d'une image plutôt favorable : si l'on estime que trois pays — Etats-Unis, Japon et RFA — surpassent nettement la France dans ce domaine, 66 % des personnes interrogées considèrent que l'Etat s'occupe « très bien » ou « assez bien » de la recherche, et 78 % sont favorables à une augmentation, dans les prochaines années, de la part du budget qui lui est consacrée. Quant aux effets de la science et des techniques sur le niveau de vie, les conditions de travail ou la santé, ils sont jugés positifs par près des trois quarts de l'échantillon, tandis que 66 % souhaiteraient voir renforcer l'enseignement technologique à l'école.

Parce qu'elle améliore la vie quotidienne, la science dispose donc d'un solide capital de

confiance. Mais tout change, déjà, lorsqu'il s'agit d'évaluer les critères concourant le plus à l'image extérieure de la France. « La langue et la culture » viennent ainsi au premier rang des éléments définissant le prestige de l'Hexagone (critère le plus important pour 34 % des personnes interrogées), suivies par « le développement économique » (25 %) et « le niveau de vie des habitants » (22 %). Un classement dans lequel « les réalisations scientifiques » occupent la quatrième place, avec seulement 9 % des suffrages. Dans l'esprit de nos concitoyens, la culture « classique » demeure bien un élément premier de l'image de la France.

La réserve est plus flagrante encore sur le terrain des valeurs, de la morale. Ainsi, 71 % s'accordent à penser que la science s'est développée « trop vite par rapport au sens moral de l'homme ». Et à la question « Pensez-vous que la science apporte à l'homme plus de bien que de mal ? », ils ne sont plus que 41 % à répondre par l'affirmative — alors que la même question, posée lors d'enquêtes comparables menées en 1982 et en 1972, comportait respectivement 47 % et 56 % d'adhésion.

« Tout se passe comme si le bilan général de la science était peu à peu devenu, non pas précisément plus négatif, mais plus incertain », remarque Daniel Boy, responsable scientifique de l'enquête et chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques. Dans une société où l'innovation scientifique et technique est rapide

et multiforme, l'opinion a de plus en plus de mal à porter des jugements tranchés. Le sentiment que la science produit autant de résultats positifs que d'effets indésirables tend à devenir dominant. » En 1972, 38 % du public estimait en effet que la science apportait « autant de bien que de mal », contre 44 % en 1982, et 52 % en 1989.

La plupart des personnes interrogées, en revanche, ont une attitude optimiste à l'égard de la diffusion des connaissances scientifiques : les deux tiers d'entre eux, en effet, estiment qu'elles sont accessibles au prix d'une bonne pédagogie — à l'exception notable... des enseignants, dont plus de la moitié sont en désaccord avec cette proposition.

L'écart observé entre science et culture ne s'explique donc pas, apparemment, par la difficulté à comprendre. Dans ce pays de solide tradition littéraire, cette atti-

tude n'est d'ailleurs pas propre à ceux qui sont, de fait, plus éloignés de l'univers du savoir. Parmi les personnes n'ayant suivi qu'un enseignement primaire, le pourcentage de ceux qui estiment qu'« il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances scientifiques pour être cultivé » est à peine plus élevé que la moyenne (73 % contre 73 %). A l'inverse, même parmi ceux qui ont suivi des études supérieures scientifiques, une très large majorité estime que la culture n'inclut pas nécessairement la science (65 %).

CATHERINE VINCENT

(1) Sondage réalisé du 20 janvier au 10 février 1989, sur un échantillon de 1 327 personnes représentatif de la population française ayant dix-huit ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage, PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

SCIENCES • MÉDECINE

Les plaies de l'hôpital de Prague

Dans une lettre ouverte, des médecins tchécoslovaques communistes dénoncent la paupérisation du système sanitaire

RÉCEMMENT, la section locale du Parti communiste de l'hôpital pragoise Bulovka (huitième arrondissement) a adressé une lettre ouverte au secrétaire général du PCT, Milos Jakes, pour dénoncer l'état de la médecine en Tchécoslovaquie, qu'ils considèrent comme « critique et ayant des conséquences négatives sur la situation politique » du pays. Cette lettre a fait grand bruit à Prague, et elle circule sous forme de photocopies qui sont même parfois affichées à l'intérieur des hôpitaux. Elle a par ailleurs été reprise par le bulletin indépendant *Lidové noviny* (le Journal du peuple), alors que les médias officiels n'y ont pas fait allusion.

Selon les signataires de la lettre (médecins et personnel hospitalier), la médecine tchécoslovaque souffre d'importants problèmes matériels. Elle manque d'équipement et de médicaments. L'hôpital Bulovka, l'un des plus grands de Prague, manque d'appareils de perfusion, et devant l'impossibilité durable de résoudre cette pénurie chronique les médecins sont dans l'obligation de faire un choix parmi les malades. En outre, l'hôpital ne dispose pas de médicaments pour traiter convenablement les arythmies cardiaques, les maladies rénales, les dérèglements du métabolisme des matières grasses, etc.

Le personnel médical manque aussi cruellement, continuent les

auteurs. Les effectifs d'infirmières, pourtant prévus par le Plan, sont loin d'être suffisants, du fait des conditions de travail difficiles et des bas salaires de cette profession : en conséquence, le travail est souvent confié à du personnel moins ou non qualifié.

L'équipement en appareils médicaux est lui aussi insuffisant et de mauvaise qualité. Nombre d'appareils fabriqués en Tchécoslovaquie (par les entreprises Chirana et Tesla) fonctionnent mal, à tel point que ces firmes font l'objet de poursuites judiciaires. D'autres appareils de fabrication locale, de bonne qualité comme les électrocardiographes, sont difficiles à obtenir. Certains autres appareils, indispensables pour les soins courants, ne sont fabriqués par aucun des pays du Comecon, mais aucun budget en devises n'est prévu pour en importer. D'où une course aux devises grâce aux contacts personnels (les professeurs invités à des congrès doivent mendier auprès de leurs collègues). Selon ces médecins, c'est le système même de la planification socialiste qui suscite de telles pratiques.

Le contraste est saisissant, ajoute ce groupe de médecins communistes, avec un nouveau bâtiment construit dans le « sanatorium d'Etat » (l'hôpital spécial réservé à la nomenclature locale), près de l'hôpital de Motol à Prague. Là-bas, tout l'équipement

médical et non médical est importé d'Occident et le personnel est bien payé. Ces différences de traitement entre le grand public et un cercle étroit de citoyens va contre la morale communiste, continuent les auteurs.

Depuis 1964, aucune décision n'a été prise par le parti en matière de médecine. De la même façon, continue la lettre, la dégradation de l'environnement de l'état de santé de la population n'a pas été prise en compte. Il ne suffit plus d'accorder des sommes supplémentaires, mais il faut des changements profonds dans l'organisation de la médecine comme d'ailleurs dans l'économie et la politique. Comment, en effet, les choses ont-elles pu aller si loin, s'indignent les auteurs ? Sans doute est-ce parce que les dirigeants et leurs familles, qui bénéficient dans leur sanatorium de soins spéciaux, ont perdu tout contact avec la réalité du pays.

En réponse à la lettre de l'organisation communiste de l'hôpital Bulovka, le premier secrétaire du PC de la ville de Prague, M. Štěpán, s'est rendu à l'hôpital pour calmer les esprits et accorder quelques crédits.

Une nouvelle lettre collective de cet hôpital a protesté aussitôt contre la façon expéditive dont les autorités ont voulu classer l'affaire. Le plus grave, estiment de nombreux médecins, c'est l'impact qu'ont les problèmes économiques

sur l'éthique de la profession. Ainsi, selon un récent sondage anonyme publié dans *Mladý svět* (le Monde de la jeunesse), la majorité des jeunes médecins ont reconnu accepter des pots-de-vin de leurs malades — dans un pays où la médecine est gratuite, prétendument, car en début de carrière les salaires leur assurent à peine de quoi vivre (1 310 couronnes par mois, soit 1 310 francs français). Aux 180 heures mensuelles de leur service, les jeunes médecins ajoutent souvent 120 heures supplémentaires (payées 7 couronnes l'heure) aux urgences pour améliorer leur salaire. D'autre part, la désaffection dont souffre la profession d'infirmière a conduit les responsables à autoriser de nouveau la présence de religieuses dans certains asiles de vieillards, où aucune infirmière ne souhaitait travailler.

A cela, il faut ajouter ce que tout le monde sait en Tchécoslovaquie, à savoir que le choix des cadres dirigeants est fait d'après des critères politiques au détriment de la compétence et de la qualification. Les chefs de clinique doivent être membres du parti, et nombre de spécialistes plus compétents sont à des postes de second ordre. Cette situation, qui dure depuis deux décennies, a miné progressivement une médecine qui comprend pourtant des spécialistes et des chercheurs de haut niveau.

ANNE DASTAKIAN

POINT DE VUE

La santé publique et l'honneur des socialistes

par Jean-Michel Belorgey, Claude Pigement et Franck Sérusclat

LA publication dans ces colonnes (*Le Monde* du 14 et du 15 novembre) des propositions d'action dans le domaine de la santé publique et de la prévention par les professeurs Dubois, Got, Grémy, Hirsch et Tubiana a relancé le débat à propos des carences de la politique de santé publique dans notre pays. En effet, le retard dans ce secteur vis-à-vis des pays anglosaxons et scandinaves est évident. L'approche curative de la santé a toujours été privilégiée en France, particulièrement pour la formation des futurs médecins, par rapport à une démarche de santé publique.

La valorisation médicale des techniques médicales a eu pour conséquence de réduire toute politique de santé publique, action collective de longue haleine, souvent ardue, à un travail de l'ombre. Il serait cependant injuste d'écrire que rien n'a été fait : le programme de lutte contre le sida, les moyens alloués à la lutte contre la toxicomanie, la mise en place du fonds national de prévention, les actions de dépistage gratuit du cancer du sein, le durcissement des sanctions contre l'alcoolisme au volant, la suppression de la vente d'alcool nocturne dans les stations-service, sont des choix essentiels de santé publique.

Enfin, la création de l'agence pour le développement de l'évaluation médicale est l'outil indispensable d'une politique de santé

publique digne de ce nom. Le rapport des cinq experts doit être compris comme une demande d'accélération de cette politique dans cinq domaines : les dépistages de certains cancers, la prévention des maladies cardiovasculaires, les limitations de la consommation des tranquillisants, la coordination de la politique de prévention et de santé publique, la réduction des consommations dangereuses pour la santé. Nous nous limiterons à ce dernier point : il semble être celui qui pose le plus de difficultés tant sont fortes les pesanteurs culturelles, économiques et politiques, contrariant une réelle volonté de lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme en particulier.

Tolérer un rythme de 55 000 décès par an par le tabac et de 35 000 par l'alcool est inacceptable. Comment notre système de santé peut-il associer une médecine de pointe techniquement très performante et une politique de prévention de l'alcoolisme et du tabagisme à la traîne ?

Les mesures que proposent les cinq experts nous paraissent cohérentes pour prévenir les comportements dangereux en matière de tabac et d'alcool. Comment expliquer à la population, et particulièrement aux jeunes, les risques encourus par ces produits quand la publicité et le parrainage s'étalent sur les médias et jusque dans les manifestations sportives ?

La réglementation de la publicité pour le tabac est constamment bafouée. Ainsi la loi du 9 juillet 1976, dite loi Veil, réglementant la publicité directe, indirecte et le parrainage de certaines manifestations sportives, comme le décret du 12 septembre 1977 interdisant de fumer dans les locaux à usage collectif, devraient être pleinement respectés et appliqués.

Au-delà, la loi Veil doit être complétée en matière d'interdiction de parrainage et de publicité indirecte. La publicité pour l'alcool demande, elle aussi, à être plus réglementée. Actuellement, seule la publicité à la télévision, pour les boissons contenant plus d'un degré d'alcool, est interdite, en application de la loi du 30 juillet 1987.

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale avait, selon le 5 juin 1987, un amendement de Jacques Barrot interdisant la publicité pour les boissons de plus d'un degré d'alcool à la télévision, à la radio, au cinéma et à l'affichage tout en autorisant à certaines conditions dans la presse pour adultes et le publipostage à caractère informatif. Le gouvernement de Jacques Chirac ne tenait pas compte de ce vote et limitait l'interdiction de la publicité pour l'alcool à la seule télévision. La reprise en l'état de cet amendement par le Parlement mettrait en

conformité les fortes paroles en faveur de la prévention de l'alcoolisme et la pratique.

Une politique de prix par une augmentation des taxes sur les produits dangereux pour la santé est complémentaire d'une politique de maîtrise de la publicité pour ces produits. L'augmentation des taxes, au-delà de l'effet dissuasif, particulièrement auprès des jeunes, est une obligation communautaire dans la perspective de la libre circulation des produits commercialisés à partir de 1993.

Une politique de prévention de l'alcoolisme et du tabagisme est une urgence collective. Il serait à l'honneur des socialistes de créer les conditions législatives de cette politique. Au moment où les questions de société occupent le devant de la scène, voilà un bon exemple d'action politique cohérente, au service de la collectivité, qui mettra fin à des années d'hypocrisie.

► Jean-Michel Belorgey est député de l'Allier, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale.

► Claude Pigement est député national du Parti socialiste à la santé.

► Franck Sérusclat est sénateur, maire de Saint-Fons, député national du Parti socialiste aux questions éthiques.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

ANNUAIRE d'études documentaires

Le médicament : contribution et enjeux d'un marché

Mission dialogique dans les hôpitaux

Des remèdes pour l'assurance maladie

L'avenir du personnel hospitalier, un rapport de Michèle ANDRE

L'assurance maladie face aux grands systèmes étrangers, un rapport de Jean-Pierre FOURCADE

DIAGNOSTIC de la SANTÉ

Diagramme - ventriculogramme

LA SANTÉ EN FRANCE

Pour le développement de l'évaluation médicale

AVENIR DE LA SANTÉ

LA MÉDECINE

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

29, quai Voltaire 75007 PARIS - Tél. (1) 40.15.70.00

36.15 - 36.16 DOCTEL

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

FRANCE	ÉTRANGER	ÉTRANGER	ÉTRANGER	ÉTRANGER
3	365 F	399 F	504 F	700 F
6	720 F	792 F	972 F	1 400 F
12	1 380 F	1 580 F	1 940 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 03-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse détaillé en prévision : un abonné peut être invité à fournir son adresse deux semaines avant son départ. Joindre la dernière bande d'envoi à votre correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-95-91-83 ou 45-95-91-71

Tél. MONDEPUB 286 134 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapes LEMONDE

code d'accès ABO

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile : « Les Rédacteurs du Monde »
- Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beauvillier, fondateur.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-91.

CULTURE

« Avec Shakespeare, on renaît au monde »

Un entretien avec Yves Bonnefoy, le traducteur d'« Hamlet » mis en scène par Patrice Chéreau

Poète, critique, traducteur, Yves Bonnefoy, titulaire de la chaire d'études comparées de la fonction poétique au Collège de France, entretient avec Shakespeare une relation profonde qui se poursuit depuis plus de trente ans.

C'est sa traduction que Patrice Chéreau avait choisie pour sa mise en scène de *Hamlet* au Festival d'Avignon 1988, spectacle admirable — avec un inoubliable Hamlet-Gérard Desarthe en proie à ses visions — que le Théâtre des Amateurs reprend jusqu'au 24 décembre à la Grande Halle de La Villette. A cette occasion, nous avons demandé à Yves Bonnefoy, poète de la parole pour qui le théâtre est une pratique de la poésie, sa conception de la traduction. Traduire Shakespeare... Inépuisable sujet.

« Une nouvelle édition de votre traduction de *Hamlet* a paru l'an dernier avant le Festival d'Avignon, dont vous écrivez en note qu'elle « remplace les précédentes ». Depuis la première version de votre traduction parue en 1957 au Club français du Livre, vous avez régulièrement revu et corrigé votre texte pour des éditions successives (*Mercure de France*, *Librairie de poche*, *Folio*). Qu'est-ce qui a changé dans votre réflexion depuis trente ans que vous travaillez sur *Hamlet* ?

— Ce qui a changé, c'est d'abord le texte de Shakespeare lui-même. J'ai moins changé que Shakespeare, dirais-je, car depuis 1957, il y a eu au moins quatre grandes éditions critiques de l'œuvre en anglais et, chaque fois, le texte a été l'objet de propositions nouvelles. Or, c'est évidemment le devoir d'un traducteur de vérifier, à chaque nouvelle édition de son propre de son propre travail, qu'il a travaillé avec le meilleur texte possible. J'ai donc, dans ces récentes années, regardé avec attention l'édition Riverside, le nouvel *Hamlet* du New Oxford, et surtout ce que l'on appelle le New Arden, qui est probablement à ce jour la meilleure et la plus complète des éditions de Shakespeare ; et j'ai pu constater qu'il y avait là tout un matériau que j'avais à utiliser.

— Outre les erreurs factuelles, les discussions sur les termes, quels sont les changements dans le texte ?

— Par exemple, cette correction que j'ai faite après même la publication en volume (1), Patrice Chéreau, qui s'intéresse à l'œuvre de très près, dans toutes les nuances de la situation dramatique, m'a fait remarquer avant la reprise de cet été en diverses villes d'Europe qu'entre l'édition de Cambridge et le New Arden, dans une scène importante au début de l'œuvre, quand Horatio parle avec les gardes sur les remparts d'Elsenour, un groupe de vers changés de place. Il m'a dit que cela le préoccupait parce qu'il trouvait qu'il y avait davantage de sens dans le nouveau texte ; on en a discuté et je me suis rendu à ses raisons. J'ai donc remanié le passage. En fait, simplement déplacer des vers entraîne à les retravailler en nombre de points. Je garde ce changement pour une réimpression future...

— L'édition de 1988 ne remplace donc les précédentes que pour un moment ?

— Elle sera remplacée par une autre. Et certainement qu'après moi d'autres traducteurs continueront à traduire *Hamlet* pour cette



Gérard Desarthe dans « Hamlet »

raison, entre autres, que le texte ne sera jamais définitivement établi.

— Mais il y a une autre raison de revenir sur une traduction, c'est le changement qui se produit du côté de celui qui la fait, et de sa langue. La nôtre n'est plus celle de François-Victor Hugo, nos habitudes littéraires ne sont plus les mêmes et il est certain qu'en 2010 on ne parlera plus le même français et que la vérité poétique de ce temps-là voudra qu'un nouveau traducteur reprenne le travail sur des bases différentes. Ce ne sera pas nécessairement une affaire de vocabulaire, mais plutôt d'écriture, de ton, de rapport de la langue parlée avec la langue tragique. Ainsi se succèdent les générations.

— Du point de vue de ce que je suis, et deviens moi-même, il n'y a peut-être pas eu de grands changements depuis que j'ai commencé à traduire. Peut-être que j'ai acquis une plus grande liberté dans les décisions, je ne sais pas... *Hamlet*, en fait, a été ma première traduction. Tout de même, nombre de micro-décisions ont bien dû se faire, dans mon rapport à moi, ou à Shakespeare. C'est évident en des cas précis. Tout d'un coup, on comprend mieux une certaine image parce qu'on a vécu autrement depuis la première lecture. D'autre part, quand on relit après plus de dix ans la traduction qu'on a faite, on bénéficie d'un recul qui révèle des faiblesses.

— Ce besoin de reprendre une traduction est quelque chose d'irrésistible, autant que de naturel, me semble-t-il. Une œuvre qui vous est propre, par exemple un livre de poésie, il n'y a pas de raison que l'on y revienne, car il est l'expression d'un moment qui lui-même ne se reproduit plus ; le reprendre signifierait que l'on tient le texte poétique comme une sorte d'objet indéfiniment perfectible. Ce n'est sûrement pas moi cas... Mais une traduction n'est pas l'expression d'un état de ce que nous sommes, mais notre rapport à un problème qui n'est jamais entièrement résolu. Donc on peut, et il faut, la reprendre, la garder vive.

— Comment avez-vous travaillé avec Patrice Chéreau ?

— Patrick Chéreau est un lecteur extrêmement attentif pour qui le texte poétique existe par tous ses mots et, quand il a décidé de monter *Hamlet*, il m'a donc posé un grand nombre de questions. Si bien que nous avons fait une lecture du texte en commun en plusieurs séances, au terme desquelles nous sommes convenus d'un certain nombre de changements, pour la plupart au sein d'une phrase, et souvent à cause de ces propositions différentes que je disais qui nous viennent des éditions critiques. De ces changements, il y en a bien un par page, en moyenne. Mais pour l'essentiel, Chéreau était d'accord avec ma traduction puisqu'il l'avait choisie.

— Il a le sentiment, que je partage tout à fait, que le texte de

Shakespeare est essentiellement une parole et doit exister comme tel. Vous avez vu que, dans sa mise en scène, il n'a pas fait appel à des artifices de décor ou de situation : les acteurs disent le texte dans un lieu pratiquement nu. A part le grand dispositif de Poduzzi et quelques accents majeurs, comme le cheval du vieil Hamlet, plus spectral que le spectre en dépit du fait que sa longue robe blanche et sa longue queue de bête saine et obscure, tout repose sur la parole.

La poésie théâtre en bouton

— Vous entretenez un rapport profond avec la peinture, avec la couleur, avec la sculpture, vous avez déjà travaillé pour le Jules César de Jean-Louis Barrault à l'Odéon. Quel est votre rapport avec le théâtre ?

— Le théâtre doit bien compter pour moi, puisque j'ai passé tant de temps déjà à traduire un auteur, Shakespeare, qui est le théâtre même. La forme théâtrale est pour moi fondamentale. Je suis prêt à penser que le théâtre est l'aboutissement naturel de l'expression poétique, la forme de sa maturation, à condition toutefois que la société dans laquelle on vit le permette.

— Et aussi bien y a-t-il en moi un désir de franchir le pas et de m'exprimer sous la forme théâtrale par une diversification plus poussée des voix que j'entends dans ce que j'écris. Dans les poèmes, souvent, ce n'est pas un seul être qui parle, ce sont plusieurs voix qui cohabitent, dialoguent. La première partie du premier livre que j'ai publié, *Du mouvement et de l'immobilité de Douve*, en 1953, s'appelait « Théâtre ». Et c'était aussi la matrice, le lieu de naissance de l'œuvre que j'ai vue se développer par la suite.

— Le théâtre, donc, était au début. — Et que la poésie soit un théâtre en puissance, en bouton, si j'ose dire, Yeats, que j'ai traduit aussi, en est d'ailleurs lui-même une preuve. Yeats à qui le théâtre était si cher, qui avait toujours un projet de théâtre en tête — troupe ou spectacle — et qui a écrit des pièces qui ne sont pas tout à fait sa seule voix, puisque l'Irlande y est si présente.

— Le théâtre de Yeats est mineur à côté de Shakespeare, bien sûr, mais c'est tout de même un vrai théâtre. Toutefois, la pièce que j'ai le plus aimée, et que j'ai donc ajoutée à ma traduction des poèmes, *Résurrection*, ne ressemble pas aux autres, elle est l'exposé du conflit des grandes intuitions métaphysiques de Yeats, la différenciation de ses voix intérieures, mais qui sont aussi la pensée propre de quelques grandes cultures qui ont bâti, contradictoirement, notre monde. Le Christ vient de ressusciter, apprend-on. Et un chrétien, un juif, un Syrien crient chacun leurs angoisses, leurs doutes, leurs certitudes cependant que passent dans la rue, chantant et dansant, les zéloteurs d'un autre dieu qui meurt, Dionysos (2).

— Traduire, c'est pour rendre accessible un grand poète ?

— Pas nécessairement. Bien sûr que c'est une bonne chose de rendre accessible une œuvre de poésie, mais on traduit aussi et surtout pour des raisons peut-être plus personnelles, plus égoïstes. Je crois qu'on sent que la traduction va interférer avec l'expérience même que l'on poursuit dans sa propre langue. Quelque chose dans Shakespeare ou dans Yeats intervient dans notre rapport à nous-même et déplace, en quelque sorte, les données de cette lecture, à bien des niveaux.

— Par exemple, la poésie anglaise m'a été utile pour assouplir ma relation à la prosodie. La prosodie française est plus rigide que celle de la langue anglaise. Cela tient à ce que le mot français n'a pas d'accent marqué alors que la poésie anglaise, elle, se détermine vers par vers par le nombre des accents plus que par celui des syllabes. Ces données rythmiques du vers anglais permettent un mouvement intérieur, une agitation de parole bien plus naturellement que pour nous. Et notre classicisme a imposé pour bien trop longtemps cet alexandrin clos à double tour sur lui-même qui s'est fait sur scène déclamation pompeuse, dégradation du sens poétique. Une prosodie ankylosée, cela peut donner aussi un mauvais théâtre.

— Quant à la poésie comme telle, elle a peut-être eu trop tendance, dans ce siècle, à résoudre son problème de prosodie en la négligeant, sinon même en y renonçant. Et traduire Shakespeare, c'est donc une façon d'en repenser le problème, et pour soi-même d'abord. L'écoute du pentamètre shakespearien m'a beaucoup enrichi, me semble-t-il.

La primauté de la parole

— Vous revenez toujours à Shakespeare ?

— Disons que j'ai toujours le désir d'y revenir et spécialement quand j'éprouve de la fatigue, car rien n'est plus reposant, en profondeur, rien ne rétablit mieux en nous les grands équilibres que de traduire Shakespeare. C'est un auteur qui vous offre de la réalité, comme la montagne de l'oxygène. Son élixir est composé de toutes les dimensions de l'existence humaine, et le boire est tout à fait bénéfique. Rien n'est plus dangereux que les œuvres partielles, arrogantes. Avec Shakespeare, on renaît au monde. Plus rien de l'ambiguïté pernicieuse et perverse de l'esthétisme, mais la surabondance de la vie. Toutes ses voix...

— Vous vous intéressez au théâtre à cause des voix qui s'échangent beaucoup plus qu'à cause des acteurs...

— Je regarde avec sympathie les entreprises des comédiens. Mais on ne dirait que les traductions ne seraient jamais jouées, cela ne me dérangerait pas, car, écrivant, j'ai en vue un texte imprimé. Mais réciproquement, ce texte, s'il est poétique, c'est une voix, bien sûr, une voix qui parle, avec tous ses souffles, dans le temps vécu, et non dans un espace de page blanche. En ce point, je retrouve donc l'acteur.

— C'est-à-dire une voix...

— On ne devrait pas redoubler Shakespeare de trop d'actions scéniques, de trop de coups de théâtre, mais s'établir dans la voix comme il le faisait lui-même. A-t-il hésité à

donner à Hamlet des phrases de vingt vers, d'une seule coulée syntaxique, ce qui obligeait l'acteur qui s'avancait sur le proscenium, à avancer debout dans la langue, dans le tragique ? Au Globe, le théâtre avait lieu dans la parole, et non la parole sur la scène.

— Pour moi, cette primauté de la parole dans le champ dramatique est fondamentale. Elle force à l'écoute des profondeurs, où elle sait descendre parfois jusqu'à très bas près des forces élémentaires. Cette primauté s'est perdue pourtant au dix-neuvième siècle avec le Boulevard ; elle a été menacée aussi par la pensée d'Antonin Artaud qui a voulu détrôner la parole articulée au profit du cri, du geste, de l'expression immédiate, comme si le langage n'était pas le lieu où tout ce qui est spécifiquement humain se forme, se déploie, — et peut parfois se résoudre. Shakespeare fut différent, et il est salubre de ne pas l'oublier.

— C'est pour cela que, dans tous les pays, ce sont souvent les poètes qui ont traduit Shakespeare ?

— Hamlet est aussi une œuvre où la problématique même de la poésie est en jeu. Se ressaisir, dans une situation où le néant multiplie ses preuves, c'est la tâche de Hamlet. C'est son échec, et c'est la fonction de la conscience poétique que voici incarnée dans une figure théâtrale. Et incarnée d'autant mieux que l'époque élisabéthaine ressemble assez à la nôtre : c'est la fin d'une époque d'orthodoxie religieuse aux structures bien en place, le cosmos se défait — Galilée est né la même année que Shakespeare, — l'individu prend conscience de soi comme autonome, solitude, éternité.

— De quoi nourrir un désarroi, comme parmi nous. Et expliquer que Shakespeare puisse être un de nos miroirs, en particulier quand Hamlet dit : « Être ou n'être pas », où l'alternative se fait indéfinie, où la foi qui se perd donne sa voix mourante (sa *diving voice*) à la volonté qui n'a que soi-même pour fondement.

— Hamlet est une pièce inépuisable. Voyez, notre société ne s'en lasse pas. Alors que, pourtant, beaucoup de ses aspects sont obscurs et pourraient être tenus pour archaïques. Cette perception de l'essentiel dans une donnée incertaine, c'est en cela que Shakespeare a été poète.

— Vous avez dit parfois que vous n'aimiez pas le mot « poète »...

— Oui. Bien qu'il faille que je l'emploie. Car son problème, c'est qu'il désigne à la fois un objet de pensée et une valeur : comme si le souci de la poésie entraînait nécessairement l'excellence dans sa pratique ! Cette ambiguïté du mot oblige qui y réfère à passer bien prudemment. Il lui faudra donc le garder pour parler d'auteurs qu'il sait grands, comme Shakespeare ou Rimbaud. Et pourtant rien à pour montrer que notre temps respecte la poésie, c'est bien plutôt qu'il la censure ; puisque le mot devient le champ libre des naïfs et des imposteurs.

Propos recueillis par NICOLE ZAND

« Être ou ne pas être... »

Voici deux traductions du célèbre passage d'« Hamlet » : la première, de François-Victor Hugo (révisée par Yves Bonnefoy et Elisabeth Duret) qui fut le premier traducteur en français des œuvres de Shakespeare ; la seconde, d'Yves Bonnefoy.

Traduction de François-Victor Hugo (révisée par Yves Bonnefoy et Elisabeth Duret).

Être ou ne pas être. C'est la question. Est-il plus noble pour une âme de souffrir les flèches et les pierres d'une fortune affreuse ou de s'armer contre une mer bouillonnante, et d'y faire face, et d'y mettre une fin ? Mourir... dormir, rien de plus... Oh ! penser que ce sommeil termine les maux du cœur et les mille blessures qui sont le lot de la chair : c'est là un dévouement qu'on doit souhaiter avec ferveur. Mourir... dormir, dormir ! Rêver peut-être ! Oui, voilà l'obstacle. Car quels rêves peut-il nous venir dans ce sommeil de la mort, une fois délivrés de ces liens mortels ? Voilà qui doit nous arrêter. C'est cette réflexion-là qui assure à nos misères une si longue existence.

Traduction d'Yves Bonnefoy

Être ou n'être pas. C'est la question. Est-il plus noble pour une âme de souffrir Les flèches et les coups d'une atroce fortune Ou de prendre les armes contre une mer de troubles Et de leur faire front et d'y mettre fin ? Mourir, dormir, Rien de plus ; terminer, par du sommeil, La souffrance du cœur et les mille blessures qui sont le lot de la chair : c'est bien le dévouement Qui s'en voudrait, et de quelle ardeur !... Mourir, dormir — Dormir, rêver peut-être. Ah ! c'est l'obstacle ! Car l'anxiété des rêves qui viendront Dans ce sommeil des morts, quand nous aurons Chassé de nous le tumulte de vivre, C'est ce qui nous réfrène, c'est la pensée Qui fait que le malheur a si longue vie.

Acte III. Scène 1 (*Mercure de France*).

MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris
ouvert tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40

Métro : Montparnasse-Bienvenue

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINTEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente au Palais de Justice de Paris, JEUDI 14 DÉCEMBRE 1989 à 14 h 30
STUDIO à PARIS 17^e
4, rue Arthur-Rimbaud, 2^e étage (bât. 1 cour) 19 m² sur cour, avec meublé
LIVRE DE
Mise à prix : 275 000 F
LOCATAIRE
S'ad. à M. M. LAFON, avocat à PARIS 9^e, 40, rue de Valenciennes, Tél. : 45-55-44-44
et M. J. COFFET-BOYER, avocat à PARIS 17^e, 42, rue d'Angoulême, Tél. : 46-22-36-15

Vente au Palais de Justice de CRETEIL, JEUDI 21 DÉCEMBRE 1989 à 14 h 30
STUDIO à VINCENNES (94)
14, rue Victor-Basch et avenue Aubert sans meublé
MISE A PRIX : 71 500 F
S'ad. à la SCP RUTY-MARIE, avocat au Barreau de Val-de-Marne, 1, place du Général-Leclerc (94160) SAINT-MANDÉ, Tél. : 43-94-14-45
Maître MACLÉ, avocat au Barreau de Val-de-Marne, 4, allée de la Toussaint d'Or à (94000) CRETEIL, Tél. : 49-80-01-85, Minitel 3616 JAVEN.

CULTURE

THÉÂTRE

La trouble mélancolie de Marivaux

Charme, cruauté, sourires : « le Prince travesti »
mis en scène par Jean-Louis Martinelli est à Malakoff au Théâtre 71

Le Prince travesti porte en sous-titre l'illustration d'André Breton. L'action se passe dans une Barcelone imaginaire sur laquelle règne une belle princesse. Amoureuse d'un certain Lelio, elle se confie à son amie Hortense, jeune veuve loyale, qui, bien entendu, puisqu'il s'agit d'une pièce de Marivaux, est elle-même amoureuse de Lelio depuis qu'il l'a sauvée des griffes des bandits de grand chemin. Elle était alors mariée, ils ont eu un enfant, et ne se sont plus revus jusqu'à ce jour où Hortense va plaider la cause de la princesse.

Marivaux utilise des intrigues qui feraient hésiter les auteurs les plus cyniques de romans-photos pour creuser jusqu'au verrouillage des vérités du cœur, des méandres de l'amour, du désir, du narcissisme. Ses personnages se sentent vulnérables, ils se protègent, parviennent à des chais sensuels et tendres, monstrueusement égoïstes. C'est ainsi que le montre Jean-Louis Martinelli dans le spectacle qu'il présente au Théâtre 71 de Malakoff.

Le spectacle depuis sa création à Lyon l'an dernier a sciemment et heureusement évolué. En fait la pièce n'est pas des mieux construites. Elle pèlerine par moments, s'égare dans des amorce d'intrigues qui n'aboutissent pas, et que Marivaux s'efforce de relayer artificiellement. Mais les personnages offrent aux comédiens toutes

les possibilités de se déployer en dégageant les infinies complexités de leurs relations, avec les autres, avec eux-mêmes. Le spectacle se fonde entièrement sur l'intensité, sur l'acuité de ces relations, sur leurs ambiguïtés. Donc, sur les comédiens que Jean-Louis Martinelli place dans un décor de Paul Hickin : sur un rideau peint, un paysage aux teintes passées. Puis une sorte de cour intérieure délimitée par des murs gris, courbes, avec, en arrière, un mur de miroirs discrètement utilisés. Le décor n'est pas seulement sobre et fonctionnel, il aide à installer une ambiance de trouble mélancolie.

L'amour inventé

Dans ce climat, deux femmes s'inventent l'amour, fantasment sur l'avenir, peut-être illustre et certainement dangereux, une vraie canaille, un vrai libéré, conscient de son pouvoir. Avec son physique aisé, ses façons un peu rudes, Jacques Gamblin est plus aventureux que prince. Il fait ployer son adversaire, le ministre jaloux (Jean-Pierre Morand). Même lorsqu'il reconnaît son amour, il domine la situation, conduit les femmes où il veut. C'est à dire conserver les bonnes grâces de la princesse (Sylvie Milhand) tient avec subtilité ce rôle peu gratifiant tout en écartant les scrupules d'Hortense.

Christine Gagneux est magnifiquement Hortense, femme forte et tendre de cœur. La seule révélation, gentillesse. Elle peut aller jusqu'au sacrifice consenti, mais pas au point de s'accepter victime. Elle est à la mesure du séduisant prince capoté. On aurait envie d'une suite, leur vie commune ne devrait pas être de tout repos.

Enfin, il y a Ariquin, valet de tous les maîtres et qui n'appartient à personne. Jean-Louis Martinelli a eu l'idée épatante d'en faire un vagabond vieillit, une sorte d'âne bohème. Ariquin en a tant vu qu'il peut rire de tout. Il pourrait représenter l'image fadée d'un Lelio qui n'aurait pas été prince et à qui les difficultés de la vie auraient ouvert le cœur. Il apporte au spectacle son humanité chaleureuse. Beppe Chierici lui apporte son insouciance sage, la jeunesse de son rire, le charme de sa voix rude. Il donne l'hyperthéâtralité, pivot d'une mise en scène faussement linéaire qui s'écroule, se déroule, développe une logique trompeuse, jusqu'à la surprise finale.

COLETTE GODARD

Théâtre 71, place du 11-Novembre, Malakoff, métro Malakoff. Tél. : 46-55-43-45. Du mercredi au samedi à 20 h 30, dimanche à 18 heures. Jusqu'au 17 décembre.

ROCK

« Texas », Paris

Six mois après la sortie de son premier album, le groupe écossais triomphe en France

La trajectoire de Texas a quelque chose d'éblouissant et l'on se sent obligé de raconter le conte de fées avant de passer aux choses sérieuses. Il y a un peu plus d'un an, après s'être baptisés d'un nom manifeste, Texas (celui du blues et des autoroutes, l'antithèse de la décadence industrielle des bords de la Clyde), quatre musiciens de Glasgow (Ecosse) réussissent enfin à signer un contrat phonographique. Ils s'enferment en studio et se ressourcent avec un album. Sorti au tout début du printemps (le 20 mars en France) *Southside* s'est à ce jour vendu à un million deux cent mille exemplaires. Les gamin des bords de la Clyde — Sharileen Spiteri, la chanteuse et Allister McErlaine, le guitariste, n'ont pas passé la vingtaine depuis très longtemps — sont devenus des stars. Et, comme dans la chanson, ils n'ont pas changé parce qu'ils n'en ont pas eu le temps.

Le succès de *Southside* a été propulsé par un premier 45 tour qui cristallise tous les éléments de leur succès, si faciles à discerner après coup. *I don't want a lover (I just need a friend)* (Ce n'est pas d'un amour dont j'ai besoin, seulement d'un ami) avec une partie de slide guitar entêtante, un titre slogan pour les années sida, servi par

Sharileen Spiteri, figure inédite du rock'n'roll (la meilleure copine de la classe était fan de Ry Cooder), était le coda idéal pour les années 80.

Des promesses tenues

On s'étonne du conservatisme de leur musique, qui semble ignorer tout ce qui est survenu depuis 1977 (le punk, la new-wave, la world music), mais Sharileen Spiteri et Allister McErlaine font remarquer qu'ils n'avaient pas dix ans quand leurs aînés se sont mis à arborer des crêtes d'Iroquois multicolores. Ils ont formé leur groupe (avec deux musiciens plus expérimentés, Johnny Mc Elhone à la basse, Stuart Kerr à la batterie) pour jouer la musique qu'ils aiment : le blues tel qu'ils l'ont appris chez les Rolling Stones et Led Zeppelin. Ce n'est qu'après avoir maîtrisé le ba ba qu'ils ont remontés dans le temps, du côté d'Elmore James ou de Buddy Guy avec qui ils ont joué un soir, cet été, dans un club de Chicago.

Grâce à leur culture, à la virtuosité impressionnante de McErlaine, à la solidité de la rythmique, ils ont réussi à faire de *Southside* un faux premier album, avec un son tout fait, un discours musical déjà abouti, des promesses tout de suite tenues. Produit par Tim Palmer, le disque est fait pour la FM, propre comme un sou neuf, et cette ambiance « Ripolin » menace souvent l'émotion, la grâce juvénile et sensuelle de la voix de Sharileen Spiteri, sans jamais tout à fait l'effacer.

C'est elle qu'il faut voir sur scène pour comprendre le phénomène Texas. Cette musique, se jouait déjà dans les années 60 (Stones, Yardbirds, puis Cream et Led Zeppelin, jusqu'au pub rock de Dr Feelgood), et le fonds de commerce n'a jamais fait faillite. Simplement, les maîtres ont pris de la bouteille et même si les adolescents se pressent aux concerts des Stones, ils ont du mal à oublier que Charles Millon ou Dan Quayle. Arrive alors, dans toute sa grâce post-adolescente, Sharileen Spiteri, Emily Lloyd écossaise et brune. Ce sont les premiers représentants d'une génération qui s'apprend à grandir au même temps que le groupe.

L'avenir de Texas n'est pas encore définitivement pavé de disques d'or. Il est peu probable que l'industrie les encourage à prendre des risques, à lutter contre leur tendance à l'effet facile, au lieu commun. Pour l'instant ils ont pris des mesures conservatoires pour essayer de garder les pieds sur terre : ils refusent de jouer dans les grandes salles (à Paris, ils auraient pu aisément remplir le Zénith), enregistrent leur prochain album en Grande-Bretagne et n'ont pas l'intention de quitter Glasgow. Texas rentre en studio en janvier prochain pour sa première vraie épreuve, le moment de transformer le conte de fées en chapitre de la légende du rock.

THOMAS SOTINEL

Les 5, 6, 13 et 14 décembre à 20 heures à La Cigale, 120, boulevard de Rochechouart, Paris. 18°. Le 7 décembre à Reims, Grand Théâtre.

MUSIQUES

Une nocturne unique

Présentée à Nancy, la « Noche Triste », de Jean Prodromidès
seule création française de la saison, sera à Paris le 6 décembre

Les créations d'opéra, cette saison, dans les théâtres français ne se comptent pas sur les doigts des deux mains... une seule suffit et, sauf erreur, un seul doit. Ce doit être évidemment s'est posé sur : l'opéra de Nancy et de Lorraine qui avait déjà créé en 1987 *Persephone* d'André Bon, l'une des meilleures partitions lyriques de ces dernières années. De Jean Prodromidès qui, pour beaucoup, reste l'auteur des *Perse*, oratorio dramatique d'après Eschyle qui fut l'une des rares grandes aventures musicales de la télévision en 1961, l'opéra du Rhin avait représenté *H. H. Ulysse* il y a cinq ans, avec un certain succès quoique la musique et l'intérêt dramatique en fussent finalement assez minces.

Il est vrai que l'écriture de Prodromidès, venant avant tout au théâtre, est volontairement simple, bien conçue pour les voix, mais on ne saurait dire que le compositeur possède toujours ce sens dramatique capable de reléguer au second plan l'intérêt purement musical et, parfois, l'oreille critique fléchit. L'argument de la Noche

Triste est plus théâtral que celui de *H. H. Ulysse* : Marina, une Azélique séduite, achève puis abandonne par Cortés, tente de revivre chaque nuit, avec la complicité de son bouffon Aguilar et de ses domestiques, la conquête de l'empire de Montezuma. Le livret que le compositeur a écrit avec Jean Grunuit est favorable à la musique et Jean Prodromidès montre un souci trop rare aujourd'hui de mettre les voix en valeur. Mais il reste trop prisonnier de la déclamation syllabique et un certain automatisme de l'inspiration mélodique fait qu'une uniformité convenne s'installe assez vite dont on ne sort que par moments.

Une réalisation soignée

A l'orchestre, les longues tenues, les crescendos, certes différents dans le détail mais qui, en usage de la liberté des techniques dites aléatoires, s'enlèvent finalement toujours de la même manière, rendent présents les instants où il se passe autre chose : ce


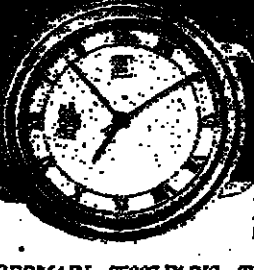
trop fréquent recours à des effets purement dramatiques donne l'impression d'une absence de langage ou d'un excès de formules. Et cependant on ne saurait dire que le compositeur manque de métier ou que celui-ci ait été l'invention. Si tout l'ouvrage était à la hauteur du tableau central (Montezuma) et des dernières pages, ce serait une belle réussite ; tel quel, c'est un opéra qui se laisse voir et entendre, ainsi qu'en témoigne le vil succès des représentations nancéiennes, mais dont on ne garde pas une impression bien durable.

Il n'en reste pas moins que la réalisation est soignée : la mise en scène d'Antoine Bourmeille s'attache à rendre sensible, sans trop de complaisance, ce mélange d'érotisme et de violence qui forme le fond du sujet : le décor unique de Carlo Tomasi est ingénieux, Rosalie Varda a conçu des costumes qui font grand effet, dans le tableau des Azéques en particulier, et le chef, Arturo Tamayo, tire le maximum d'un orchestre dont on sent les limites dans les pages un peu délicates. Au Théâtre des Champs-

Elysées, cette coproduction avec Radio-France sera présentée « une fois n'est pas coutume » avec les décors et les costumes de Nancy, l'orchestre philharmonique sera dans la fosse et rendra davantage justice à la partition.

La distribution sera bien entendue la même car elle est tout à fait exceptionnelle. S'il est vrai que le compositeur s'est efforcé de bien traiter les voix, ses interprètes le lui ont bien rendu : Olivia Stapp (Marina), étonnant soprano dramatique, Justin Lavandier (Montezuma), ténor agile à l'air brillant, Steven Cole (Aguilar), ténor plus sombre, ambigu comme son personnage, et François Le Roux (Cortés) dont les qualités sont connues, car non seulement ils chantent ce qui est écrit — et ce n'est pas si simple — mais ils lui font passer la rampe. C'est essentiel à l'opéra, mais pas si fréquent au fond.

GERARD CONDÉ
Théâtre des Champs-Élysées, mercredi 6 décembre à 20 h, dans le cadre de la saison lyrique de Radio-France.

FRANÇOIS
ACIER - 2200 F
Modèle déposé

200, Boulevard SAINT GERMAIN - 75007 PARIS - TEL : (1) 42 22 12 89
11, Rue TRONCHET - 75008 PARIS - TEL : (1) 42 65 80 13

**RETROUVEZ LE CINEMA MAX LINDER PANORAMA ET
DECOUVREZ LE NOUVEAU FILM DE MILOS FORMAN
EN 70 M/M, THX SOUND, SUR ECRAN GEANT ET EN V.O.:**

MAX

...Le Grand Max: Ecran géant de mur à mur. Son THX. 700 places sur trois niveaux: l'architecture et l'équipement technique font du Max Linder un haut lieu du spectacle cinématographique. (Figaroscope)

LINDER

...Le Max Linder va-t-il renouer avec sa légende? Aujourd'hui il redéfinit lieu mythique où tout est possible... (Le nouvel obs.)

VAL

...Grand écran. Son THX. Places réservées. Le Max Linder est la version moderne des grands cinémas d'antan. (Le monde)

MONT

...C'est dans cette salle de l'an 2000 que la Fondation Gan pour le cinéma et Télérama ont choisi d'abriter leur ciné-clubs, avant-premières et festivals... (Télérama)

PARANORAMA

...Grands Boulevards: le Max Linder refait son cinéma... un souci de perfection que l'on retrouve dans un décor tout noir mais superbement surprenant, évoluant aux frontières des années 30 et de l'an 2000... (Le film français)

...Si vous y allez pour la salle, n'oubliez pas de regarder le film (Libération) :

LINDER VAL MONT

SEANCES : 11H45 - 14H15 - 17H00 - 19H45 - 22H30

24, Bd Poissonnière - 9e - M° Rue Montmartre - 48.24.88.88

AB ADJUDICAT
NO & PARIS
à prix : 275 000
A PRIX : 71 500

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Salle GAVEAU Tél. : 45-53-85-07 Mercredi 5 6 décembre à 8 h et 14 h Vendredi 8 décembre 17 h 15 et 20 h (a. Valentin)	CONCOURS INTERNATIONAL M. LONG J. THIBAUD ÉPREUVES DE PIANO Éliminatoires : 5 et 6 déc. FINALE RÉCITAL FINALE CONCERTO Samedi 9 14 h 30 et 20 h Lundi 11 20 h 30 ORCHESTRE PHILHARMONIQUE de RADIO FRANCE Dir. : Marcello Viotti	THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Lundi 11 décembre à 20 h 30 (a. Valentin)	ORCHESTRE COLONNE ENTREMONT ENGERER Ravel : Pavane pour une infante défunte Smetana : symphonie en ut SAINT-SAËNS : concerto pour piano n° 2 Ravel : boléro CHANTS de NOËL CAPPELLA PRATENSIS Ensemble vocal JOSQUIN DES PREZ JEAN MOUTON CHANTS GRÉGORIENS
Salle REYL Tél. : 45-41-05-30 Samedi 9 décembre 14 h 30 et 20 h Lundi 11 décembre 20 h 30 (a. Valentin)	LES MIDIS MUSICAUX ENSEMBLE ORCHESTRAL DE MARSEILLE MOZART ENSEMBLE ORCHESTRAL DE MARSEILLE WEBER - SCHUMANN SOLISTES DE L'ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE FRANCK - CHAUSSON BETHOVEN MARC LAFORET Piano CHOPIN	CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Mercredi 8 décembre 12 h 45 Vendredi 8 décembre 12 h 45 Dimanche 10 décembre 12 h 45	J.-M. FOURNIER PRODUCTIONS « GRANDS RENDEZ-VOUS » JEAN-BERNARD POMMIER BETHOVEN - FRANCK CHOPIN
CENTRE CULTUREL PORTUGAIS 51, av. M. M. 75118 Paris Jeudi 7 décembre 20 h 45 Tél. : 47-30-36-34 (a. Valentin) AUTOMATON Théâtre musical de Paris Jeudi 7 vendredi 8 8 décembre 19 h (a. Valentin) Vendredi 8 décembre 19 h (a. Valentin)	TRIO « ARTIS » PAULO GARD LIMA Violoncelle ANTONIO ROSADO Piano ANGEL LIMA Violon JOLY BRAGA SANTOS RAVEL - MENDELSSOHN	CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Mercredi 8 décembre 12 h 45 Vendredi 8 décembre 12 h 45 Dimanche 10 décembre 12 h 45	CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Mercredi 8 décembre 12 h 45 Vendredi 8 décembre 12 h 45 Dimanche 10 décembre 12 h 45
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Lundi 11 décembre à 20 h 30 (a. Valentin)	LONDON MOZART PLAYERS Dir. : Jane Glover KUN WOO PAIK Piano HAYDN - MOZART MOZART ORCHESTRE DE CHAMBRE FRANZ LISZT Dir. : Jean-Pierre RAMPAL Murielle NORDMANN C. ALON A. ROSTER P. PERLOT Murielle FRENI Piano MOZART - ROSSINI RACHMANINOV - LISZT	CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Mercredi 8 décembre 12 h 45 Vendredi 8 décembre 12 h 45 Dimanche 10 décembre 12 h 45	CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Mercredi 8 décembre 12 h 45 Vendredi 8 décembre 12 h 45 Dimanche 10 décembre 12 h 45

PIANO
SALLE PLEYEL
4 et 5 DÉCEMBRE 20h30
BIRMINGHAM SYMPHONY
ORCHESTRA
direction
SIMON RATTLE
le 4 : MAHLER symphonie N° 6
le 5 : STRAVINSKY - BRAHMS
LOCATION : 45.63.88.73

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
**OPERA
NATIONAL
DE LENINGRAD**
En raison de la demande du
public, il est prévu une soirée
supplémentaire
jeudi 11 janvier à 20h30
avec au programme
BORIS GODOUNOV
Location : par correspondance
15, av. Montaigne 75008 PARIS
par téléphone : 47.20.30.88

« PROSCENIUM »
35, rue de Seine, 75006 Paris
43.54.92.01

COCTEAU
Dernier jour
9 décembre

Concerts Radio France

9-11
Concours M. Long/J. Thibaud
Samedi 9 décembre
20 h 30
Épreuves finales
Salle Pleyel
Lundi 11 décembre
20 h 30
Concert de gala
Orchestre Philharmonique
de Radio France
Direction : Marcello Viotti

10
Dimanche 10 décembre
20 h 30
Salle Pleyel
Prestige de la Musique
Recital Wladimir Vardo,
piano
Schubert - Rachmaninov
Chostakovitch - Debussy
Schubert/Liszt

11
Lundi 11 décembre
18 h 30 et 20 h 30
Grand Auditorium
de Radio France
Musiques en perspective
18 h 30, Concert gratuit
Parmegiani
Acousmonium INA-GRM :
Bernard Parmegiani
20 h 30
Orchestre Philharmonique
de Radio France
Philippe Tessler
Tomba - Deprez - Grisey
Claude Pary, guitare
électrique
Daniel Teruggi,
acousmonium
Direction :
David Robertson

Location 14 jours à l'avance
RADIO FRANCE : 43.20.30.88
SALLE PLEYEL : 45.63.88.73
SALLE GAVEAU : 45.53.85.07

Location par téléphone
RADIO FRANCE : 43.20.30.88
PARIS : 43.20.30.88

CULTURE

CINÉMA

Bien givré, « Vanille Fraise »

James Bond revu par Feydeau, avec « Vanille Fraise » Gérard Oury réussit
une parodie savoureuse de l'affaire du « Rainbow Warrior »

Si Georges Feydeau, le roi du vaudeville Belle Époque avait pu s'inspirer des aventures de James Bond, cela aurait donné... le scénario de *Vanille Fraise*, écrit par Gérard Oury et sa fille — et complotée habituelle — Danielle Thompson. Oui, *Vanille Fraise*, c'est la logique du comique absurde selon Feydeau, venant dynamiser — et pas seulement au figuré — une magouille d'espionnage.

L'ouverture du film est spectaculaire : version paradisiaque du golfe de Salerne, couple d'amoureux sur une barque et un grand bateau, le *Faucon-Maltaise*, à l'ancre. Deux hommes-grenouilles plongent et vont fixer des explosifs sous la coque du grand bateau. Ils sont brusquement pris dans un filet, trahis au fond de la mer. Ils meurent. Fin du prologue et, pour Gérard Oury, de montrer que, lui aussi, s'il le voulait, pourrait

tourner un film façon James Bond avec suspense et effets spéciaux. Faire rire est beaucoup plus difficile. Il préfère cela. On s'aperçoit vite qu'il ne faut pas prendre trop au sérieux ce prologue. C'est simplement une façon de mettre en route le mécanisme qui, à Paris, va obliger Clarisse Boulanger (Sabine Azéma) bourgeoise BCBG, à rempiler, dans les services secrets, le temps d'un week-end à Capri en cachette de son mari.

Celui-ci, Antoine Boulanger (Pierre Arditi), chirurgien orthopédiste, est un cavalier forcé, ce qui ne l'empêche pas de se montrer très jaloux de son irréprochable épouse. Or, pour les besoins de l'opération « Vanille-Fraise » (faire sauter le *Faucon-Maltaise* lorsqu'il va prendre la mer), Clarisse doit passer, à Capri, pour la femme de l'adjutant Hippolyte N'go (Isaach

de Bankole), Noir ivoirien, musulman et polygame. La rencontre des deux agents, tenant chacun un cornet de glace à la main, sur les escaliers de la Trinité des Monts à Rome est déjà du plus haut comique.

Evidemment, le faux couple en faux voyage de noces ne passe pas inaperçu à Capri, où les espions exercés ou amateurs grouillent parmi les touristes. Le portier du palace a truffé les chambres de micros. Dans ce jeu de cache-cache, tout peut arriver. Même Antoine Boulanger, fou de jalousie et de rage, à la recherche de « l'infidèle ». C'est une des astuces du scénario réglé comme une machine infernale.

Alors, soutenu par les chansons des Gipsy Kings, le rythme déjà nerveux du film s'accroît : situations insensées, quiproquos, rebondissements, transformations de scènes qui pourraient être dramatiques en scènes totalement cinglées, à cause des interventions d'Antoine. Cela n'arrête pas.

Vanille Fraise est, par allusions bien précises, une parodie de l'affaire Greenpeace. Mais c'est surtout une comédie délirante, dans laquelle Gérard Oury, orfèvre en la matière, a glissé une étude de caractères moderne. Les préjugés racistes, par exemple, tombent au cours des relations, finement observées, de Clarisse et d'Hippolyte. Après tout, Antoine n'avait pas tellement tort d'être jaloux, même s'il pensait que Clarisse le trompait... avec un éditeur milanais. Lui-même, à trop déserter dans les péripéties conjugales, est bien obligé de remettre en question sa conception du couple et de la fidélité. Les machos n'ont plus qu'à bien se tenir puisque la femme est la vraie gagnante. Elle prend non plus des libertés, mais sa liberté.

• Sabine Azéma est parfaite dans la fantaisie, l'énergie, et les sentiments en demi-teintes. Isaach de Bankole cultive l'humour flegmatique avec bonheur. Les comparses sont bien distribués. D'Arditi, on peut dire qu'il est génial. Il n'a pas pour rien longtemps joué à la scène Tailleur pour dames, du Georges Feydeau réhabilité par Poiret (Jean). Il adapte, à l'espace cinématographique et à la psychologie sextiste de son personnage, son jeu déchaîné, ses abrutissements et ses colères, verbal, frénésie verbale. C'est une tornade en costume blanc. Et le costume en voit de toutes les couleurs.

J. S. JACQUES SICLIER

Mort de Charles Ford, historien du cinéma

Charles Ford, journaliste et historien du cinéma, est mort dans la nuit du 3 au 4 décembre à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-un ans

Né à Anvers, le 14 mai 1908, d'un père français et d'une mère belge, Charles Ford fait des études de droit et de lettres à Paris et à Varsovie. En Pologne, il est rédacteur en chef de publication de langue française et secrétaire des émissions en français de Radio-Pologne Katowice (Silésie). Saisi par la passion du cinéma, il va être, pendant des années, à Paris, critique, auteur et animateur d'émissions de radio et de télévision, conférencier et historien. Auteur, en 1945, du *Breviaire du cinéma*, publié chez Jacques Melot, Charles Ford commence, en 1948, une *Histoire encyclopédique du cinéma*, en collaboration avec René Jeanneney. Six volumes paraîtront chez Robert Laffont, jusqu'en 1970. Entre les partis pris politiques de l'Histoire du cinéma de Bardèche et Brasillach déjà publiée, avant la guerre, et les tra-

voux de Georges Sadoul et Jean Mitry, l'ouvrage de Ford et Jeanneney fait, tout au moins au début, autorité. Parallèlement, Charles Ford écrit une trentaine de volumes, tels *Le Cinéma au service de la foi* (1953), *Histoire populaire du cinéma* (1955), *Histoire du western* (1964), *Hollywood Story* (1968), *Femmes cinéastes ou le triomphe de la volonté* (1972), *La Vie quotidienne à Hollywood* (1977), *Histoire du cinéma français contemporain* (1976), des monographies (Georges Méliès, Abel Gance, Max Linder, Jacques Feyder) dans les années 70 et des études sur des acteurs célèbres.

Cet homme de droite vouait une grande admiration à la cinéaste allemande Leni Riefenstahl, amie de Hitler, seule femme metteuse en scène du III^e Reich, chanteuse de la grandeur nazie, et dont il entreprit la réhabilitation morale et cinématographique dans *Leni Riefenstahl* publié en 1978 aux éditions de La Table ronde. Il en était résulté une vive polémique dans laquelle Charles Ford n'avait guère trouvé d'alliés. Dans les dix années qui suivirent, il était plus sagement resté « neutre ».

J. S. JACQUES SICLIER

JIMMY LEVY - SHOW DEVANT PRODUCTIONS PRÉSENTENT

LES VAMPS

se tapent

L'OLYMPIA

BRUNO COQUATRIX

19 au 31 décembre



ENREGISTREMENT DU SPECTACLE DISPONIBLE
SUR LP/K7/C.D. EXTRAIT 45 LA VAMPADA
Polydor
ET SUR VIDEOCASSETTE
OLYMPIA

Location : A L'OLYMPIA PAR TÉLÉPHONE 47.42.25.49 COLLECTIVITÉS 47.42.82.45
AGENCES - FNACS - NUGGETS - VIRGIN - BILLETTEL - SPECTAMATIC ET MINTEL 3615 CODE 21

La petite chaîne qui monte, qui monte.

SKYROCK
LA SUPERRADIO

AGENDA

CARNET DU MONDE

Naissances

— Thérèse et Philippe KANTOR ont la joie d'annoncer la naissance de

Léo,
Charles, Jacques.

Julie
est ravie d'avoir un petit frère.

— Bruno et Drina HUISMAN,
Sarah, Charlotte et Léo,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Lily,

le 22 novembre 1989.

17, rue Campagne-Première,
75014 Paris.

Mariages

— M. Vincent HEFF et M^{me},
née Christine de Prandière,
sont heureux d'annoncer le mariage de leur fils

Guillaume

avec

M^{me} Brigitte ESCUDIER,

filles de

M. et M^{me} Camille ESCUDIER.

Le mariage aura lieu le 8 janvier
1990, en l'église de Saint-Jean-
Vianney.

13588 Trail Hollow,
17079 Houston, Texas (EU).

Décès

— Le président,
Les membres des conseils de l'Un-
versité,
Le doyen de la faculté des sciences
Et les directeurs des UFR,
Le directeur
Et les membres du laboratoire de
chimie théorique,
Les personnels
Et les étudiants de l'université de
Nancy-I,
ont le regret de faire part du décès de

M. Jean BARRIOL,
professeur honoraire,
membre de l'Académie Stanislas,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur des Palmes académiques.

Selon le souhait de la famille,
les obsèques auront lieu dans l'intimité.

— M. Jacques Boulinier,
son épouse,
M. et M^{me} Paul Boulinier,
M. et M^{me} Claude Boulinier,
ses enfants,
M^{me} Laurence Boulinier,
M. et M^{me} Christian Boulinier,
M. et M^{me} François Boulinier,
M^{me} Hélène Boulinier,
M. et M^{me} Denis Boulinier,
ses petits-enfants,
Thomas Boulinier,
son arrière-petit-fils,
Les familles Julliet, Portugal, Bour,
Rondeau, Kaeche, Boulinier,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Jacques BOULINIER,
née Eugénie Julliet,

survenu le 1^{er} décembre 1989, munie
des sacrements de l'Eglise, à Paris-16^e, dans
sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 8 décembre, à 10 h 30, en
l'église Notre-Dame d'Auteuil, place
d'Auteuil, Paris-16^e, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière
du Montparnasse dans la sépulture fami-
liale.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être faits à l'Asso-
ciation des paralysés de France, 17, bou-
levard Auguste-Blanqui, Paris-13^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

23, rue Van-Loe,
75016 Paris.
49, rue du Colonel-de-Bange,
78150 Le Chesnay.
43, boulevard Murat,
75016 Paris.

— Ses enfants,
M. et M^{me} Hervé Le Bret,
M. et M^{me} Pierre Ledoux,
M. et M^{me} Henri Dérié,
Le général et M^{me} François Dérié,
Ses petits-enfants,
Ses frères,
M. Yves Miremont,
Les familles Miremont et Dérié,
ont la grande tristesse d'annoncer le
décès de

M^{me} Roger DÉTRIE,
née Paule Miremont,

survenu à Paris le 1^{er} décembre 1989, à
l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi
6 décembre, à 14 h 15, en l'église
Sainte-Marie d'Anglet.

Une messe sera célébrée ultérieure-
ment à Paris.

On y associera le souvenir du

colonel Roger DÉTRIE,
commandeur de la Légion d'honneur,
décédé le 16 février 1986.

— On nous prie d'annoncer le rappel
à Dieu de

M^{me} Jean CÉLICE,
née Colette Gélot,

le 29 novembre 1989, dans sa quatre-
vingt-septième année.

La cérémonie religieuse a été célé-
brée dans l'intimité le 2 décembre, en
l'église d'Esclavelles (Seine-
Maritime).

De la part de
M. et M^{me} d'Amboix de Larbont,
Le docteur et M^{me} Pierre Mauriel,
leurs enfants et leurs petits-enfants,
M. et M^{me} Philippe Caraud
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jacques de Ligne,
leurs enfants et leur petite-fille.

— M. Lorrain CRUSE,
officier de la Légion d'honneur,
cru de guerre 1939-1945,
officier de l'Ordre national du Mérite,
commandeur
dans l'Ordre du Wissam alouite,
s'est endormi dans la paix du Seigneur
le 1^{er} décembre 1989, à l'âge de
soixante-quatre ans.

De la part de
M^{me} Lorraine Cruse,
son épouse,
M. et M^{me} Jean Bernard Ouvrier,
Christophe, Lorraine, Constance,
M. et M^{me} Dominique Perreau,
Laurent, Emmanuel, Aurélie, Yana,
M. et M^{me} Alain Boissac,
Nathalie, Véronique, Alexandre,
M. et M^{me} Guillaume Cruse,
Aurélien, Tristan,
ses enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Frédéric Cruse
et leurs enfants,
M. Thierry Cruse
et ses enfants,
M. et M^{me} André Pasche
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Pierre Droz
et leurs enfants,
M. et M^{me} de Vilmarin
et leurs enfants,
ses frères et sœurs, beaux-frères et
belles-sœurs, neveux et nièces.

La cérémonie religieuse aura lieu le
jeudi 7 décembre, à 8 h 30, en l'église
réformée de l'Assomption, 19, rue
Cortambert, Paris-16^e.

L'inhumation dans le caveau de
famille aura lieu le même jour à
Condeau (Orne). Rendez-vous à
15 heures, dans l'église de Condeau.

4, avenue Hoche,
92085 Nanterre, France.
Château de Villery
Condeau,
61110 Rémalard.

— M. Jean Olivier Leven,
a la tristesse d'annoncer le décès de son
épouse

Raymonde LEVEN,
née Grilinski,

survenu le 1^{er} décembre 1989.

S'associent à son chagrin
M^{me} Sylvain Grilinski,
sa belle-sœur,
M^{me} Michel et Philippe Grilinski,
ses neveux,
Sa famille,
Ses amis.

Les obsèques ont eu lieu, mardi
5 décembre, au cimetière de Neuilly.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Hoceta, Allal et Melika Faraj
ont la douleur de faire part du retour à
Dieu de leur mère

M^{me} Abdel MALEK-FARAJ,
née Louise Van Malderem,

le 30 novembre 1989.

6, rue Jaafar-Es-Sadik,
Rabat (Maroc).

— Sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès,
survenu à Paris, le 29 novembre 1989,
dans sa soixante-deuxième année, de

Serge MAXIMOV,
journaliste.

La cérémonie religieuse sera célé-
brée le mercredi 6 décembre à 15 h 45,
en l'église orthodoxe patriarcale russe,
5, rue Pénel, Paris-15^e, suivie de l'inhumation
au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

28, rue de Gergovie,
75014 Paris.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Piquois,
Gilles et Catherine Piquois,
Alain Piquois,
Hélène et Mathieu Zannotti,
M. Jacques Piquois,
ses enfants et petits-enfants,
ont le regret de faire part du décès de

M^{me} Eugène PIQUOIS,
née Marie Vassez,

survenu le 19 novembre 1989, dans sa
quatre-vingt-dix-septième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu à
Saint-Paul-Trois-Châteaux (Drôme).

7, rue du Quatre-Septembre,
92170 Vanves.

— Anne-Marie et Dimitri Smirnov,
Marie-Brigitte et François Teilbac,
Yves et Jean René Teilbac,
Pia, Marie-Françoise et Caroline
Teilbac,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean TEILHAC,

survenu à Montpellier le 30 novembre.

L'inhumation a eu lieu à Perpignan,
dans l'intimité familiale, le 2 décem-
bre.

Ermitage Saint-Joseph,
30250 Villavieille.

— Danile et Jean-Pierre Templier
et leurs enfants,
Henriette et Jean-Marie Homassel
et leurs enfants,
Elisabeth Templier
et son fils,
Hélène et Jean Legrand,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, à
l'âge de soixante-dix-huit ans, de

M^{me} Pierre-Daniel TEMPLIER,
née Marguerite Vidri,

survenu le 30 novembre 1989, en son
domicile.

Les obsèques ont eu lieu le 4 décem-
bre, à Cachan, dans la plus stricte inté-
rité.

3, rue des Briscant,
77400 Collégien.

11, avenue de la Résidence,
92160 Antony.

29, boulevard Edgar-Quinet,
75014 Paris.

6, rue Robert-Marchand,
94250 Gentilly.

— M. Donald Elliott-Smith,
son épouse,
M. et M^{me} Patrick Elliott-Smith,
M. et M^{me} Donna Elliott-Smith,
M. et M^{me} Marc Elliott-Smith
et leur fille,
M^{me} Liane Elliott-Smith-Franck,
M. Jean-Paul Franck
et leur fille,
ses enfants,
M. et M^{me} Marc Bernheim,
M. et M^{me} Claude Annonnier,
ses frères et sœurs,
M^{me} Edgar Bernheim,
M. et M^{me} Raymond Cerf-
Lansberg,
M^{me} Jean Bernard,
ses oncles et tantes,
Jean-Jacques, Nathalie, Véronique,
Olivier Bernheim,
Lynn Bernheim,
ses neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Donald ELLIOTT-SMITH,
née Monique Bernheim.

le 25 novembre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.

« Rest in peace »
[Qu'elle repose en paix.]

— Le conseil d'administration de
l'UDMI
Et son président, Guy Romier,
ont le regret de faire part du décès de

M. René FRAPPAT,
président honoraire
de la Mutualité de l'Isère,
secrétaire général honoraire
de la Fédération nationale
de la Mutualité française.

Les obsèques auront lieu mercredi
6 décembre, à 14 heures, en l'église
Saint-Louis de Grenoble.

— M^{me} Maurice Gross,
son épouse,
M. et M^{me} Gilbert Gross
et leur fille,
M. et M^{me} Francis Gross
et leurs filles,
M. et M^{me} Bernard Legrix
et leurs enfants,
M. et M^{me} Richard Favier
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice GROSS,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 1^{er} décembre 1989, dans sa
quatre-vingt-sixième année.

L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité, au cimetière de Pantin.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

— M^{me} Titania Lefrançois,
son épouse,
Philippe, Eric et Nathalie,
ses enfants,
Les familles Lefrançois, Gob et
Pierrot,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel LEFRANÇOIS,

rappelé à Dieu, muni des sacrements
de l'Eglise, le 3 décembre 1989, dans sa
quarante-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célé-
brée en l'église des Carmes au Puy
(Haute-Loire), le 8 décembre, à
15 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

— M^{me} Albert Legrix,
son épouse,
Claude et Bernard,
Aline et Jean-Pierre,
Pierre et Wilma,
Michèle,
ses enfants,
François, Olivier, Rémi,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Albert LEGRIS,
ancien journaliste AFP,

survenu le 27 novembre 1989, à
soixante-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le
30 novembre, dans l'intimité familiale.

14, rue de Castiglione,
75001 Paris.

— M. et M^{me} Jean Hirsch,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jean-Pierre Wurms-
ser et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Germaine WURMSER,
née Lévy,

survenu le 1^{er} décembre 1989, à l'âge
de quatre-vingt-dix-sept ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Montmartre à Paris, le mardi
5 décembre, à 16 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

Tél. : (06) 71-03-40-61.

Les Terrasses,
43800 Verrey.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en
France entre le mardi 5 décembre
à 0 heure et le dimanche
10 décembre à 24 heures.

Après le passage de quelques nuages
sur les Pyrénées, le ciel restera généra-
lement dégagé (sans brouillard).

Mardi : soleil prédominant,
nuages et petites pluies sur l'extrême
Nord, la Corse et les Pyrénées.

Le matin, la majeure partie de la
France se réveille avec un temps froid
et souvent ensoleillé, il faudra craindre,
surtout dans les vallées de la Loire et de la Saône, et en plaine
d'Alsace. Certaines régions passeront la
matinée sous les nuages : les côtes de la
Manche, les frontières du Nord, le Pié-
mont pyrénéen et le Sud-Est. Il pleuvra
un peu sur le Pas-de-Calais, les Ardennes
et le nord de l'Alsace, ainsi que sur
l'extrême Sud-Est.

L'après-midi, la situation ne changera
guère : les pluies cesseront, mais des
passages nuageux déborderont sur
l'Aquitaine, le Midi-Pyrénées et le Roussi-
llon. Amélioration sur la Côte d'Azur et
la Provence avec le retour du soleil.

Les températures minimales seront
encore très basses : de -5 à
-10 degrés dans le Nord-Est et le
Centre-Est, de -2 à -5 degrés sur le
Nord, le Centre et l'Ouest, de -2 à
2 degrés dans le Sud-Ouest, de 5 à
10 degrés sur le Sud-Est. Les tempé-
ratures maximales avoisineront généra-
lement 3 à 6 degrés sur la moitié nord du
pays, excepté sous les brouillards persis-
tants où elles resteront négatives. Elles
atteindront 12 à 14 degrés sur la moitié
sud.

La vent sera généralement faible à
modéré de secteur est. Il pourra souffler
assez fort sur la Côte d'Azur et en Corse.

Jeudi : soleil et brouillard, passages
nuageux sur le Sud-Ouest.

La journée s'annonce encore une fois
froide et ensoleillée, excepté sous les
brouillards persistants, plutôt localisés
dans les vallées. Sous l'Aquitaine et le
Midi-Pyrénées verront quelques nuages
d'altitude sans conséquences.

Les températures d'écoulement pas par
rapport à la veille. Généralement négati-
ves au lever du jour, elles s'échaufferont
l'après-midi entre 5 et 12 degrés du
nord au sud. Seule exception : dans cer-
taines vallées du Nord-Est et du Centre-
Est affectées par le brouillard, elles ne
dépasseront pas -3 degrés.

Vendredi : Le ciel sera passagère-
ment très nuageux sur les Pyrénées et le
Languedoc-Roussillon. Quelques nuages
élevés pourront gagner les régions
côtières de l'Atlantique. Ailleurs, après
dissipation des brumes ou brouillards
matinaux, plus nombreux du Nord au
Nord au Centre-Est notamment, la jour-
née sera bien ensoleillée sur la majeure
partie du pays.

Les températures minimales seront
inférieures à -5 degrés dans l'Est, com-
prises entre 4 et 6 degrés près des côtes
méditerranéennes, négatives ou proches
de 0 degré ailleurs. Les températures
maximales atteindront 4 à 6 degrés dans
l'Est, de 9 à 12 degrés dans le Sud-
Ouest et près de la Méditerranée, de 8 à
8 degrés ailleurs.

Samedi : Toujours des brumes et
des brouillards persistants ou
givrants du Nord au Centre-Est. Après
leur dissipation, le soleil sera toujours
général sur l'ensemble du pays,
excepté encore quelques nuages sur les
Pyrénées et le Languedoc-Roussillon.
Températures sans grands changements.

0.30 Concert (donné le 30 novembre en la basilique Sainte-Clotilde) : Symphonie sacrée, op. 71, de Tournemire ; Messe à trois voix, de Claude Messiaen ; Concert pour trois voix et orgue de Champagne ; Symphonie-choral, op. 89, de Tournemire ; par Georges Delvalle, orgue, et la Maîtrise de radio-France, dir. Denis Dupuy.

2.20 Concert du GRIM. Les cafés de Linos K, de Tremblay ; quatre études d'après Duchenne (œuvres primées au Prix international Noroit-Leonté Petit 1989).

3.07 Jazz-chant. En direct du New Morning à Paris : Georges Adrien (saxophone), avec Rick Allen (batterie), Simone (contrabasse), Bruce Cox (batterie).

Ce mois-ci dans

CHALLENGES

LE PLUS EUROPÉEN DES MAGAZINES ÉCONOMIQUES

LES HOMMES LES PLUS RICHES DU MONDE

**QUI SONT-ILS • D'OÙ VIENNENT-ILS
COMMENT ONT-ILS FAIT**

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les vrais milliardaires sans jamais oser le demander. Une grande enquête menée avec le magazine américain Forbes. Les portraits de 108 self made men et 110 familles qui possèdent au moins un milliard de dollars et dont les actifs, les investissements et l'influence en disent long sur l'économie mondiale.

ET AUSSI

PEARL HARBOUR 89: Les japonais attaquent Hollywood ■ REVANCHE: Francis Mer, l'homme d'acier ■ SHOW: Dix bonnes raisons de ne pas communiquer ■ SAGA: Matuschka gentleman-banquier ■ BRANLE BAS: Du riffifi chez Philips ■ ENTRETIEN: Bernard Cathelat sur l'argent abstrait ■ Et les Chroniques de Laurent Joffrin, Jacques Julliard et Norbert Bellaïche.

Challenges, chaque mois chez votre marchand de journaux

30 La sécurité dans les gares
31 Mariage dans l'audit et l'informatique

41 Technologies électroniques et les navigateurs
42 Un nouveau géant bancaire au Danemark

43 Marchés financiers
43 Bourse de Paris

BILLET

La fièvre de Malte

La fin de la guerre froide, officiellement déclarée par les deux Grands, dimanche 3 décembre à Malte, émeut les marchés boursiers internationaux. L'énergie depuis plusieurs semaines, les grandes places financières, qui avaient déjà été prises de frémissements avant l'événement, se sont soudain poussées des ailes. Paris a monté de 1 %, Tokyo franchit record sur record. A New-York, l'indice Dow Jones s'est approché à moins de 2 % de ses plus hauts niveaux historiques. Une intense activité règne à Milan et à Copenhague. Amsterdam et Helsinki sont très fermes.

La perspective de voir s'ouvrir les marchés du bloc soviétique à, il est vrai, de quoi susciter des convoitises. Même si l'Occident est ceignant d'accorder des crédits. Est-ce pour lui vendre ses usines, sa technologie et ses marchandises, ces nouveaux débouchés pourraient sans doute lui permettre de faire l'économie d'un cycle de moindre croissance qu'il s'appuie à traverser. Mais, au-delà de l'euphorie déclenchée par cette brutale transformation à l'Est, n'existe-t-il pas un risque de voir l'arme commerciale se retourner contre l'Ouest ? Et, dans l'hypothèse où la mutation serait aussi profonde qu'il y paraît, la France sera-t-elle en mesure de tirer le meilleur parti commercial de la perestroïka ?

Les pays de l'Est, et l'URSS en particulier, n'ont pas, ou du moins n'avaient pas jusqu'à présent, la même philosophie que les Occidentaux du commerce international. Leur principal objectif était jusqu'à présent d'obtenir la construction d'usines modernes pour revendre ensuite, au-delà de l'ancien « rideau de fer », le produit de leur fabrication et ainsi se procurer les précieuses devises nécessaires à l'acquisition des denrées de première nécessité, alimentaires ou technologiques. Si les Allemands avec leur Ostpolitik parvenaient à être plus ou moins accommodés de la situation, les Français en revanche ont plus de mal à s'y habituer. Alors, par exemple, que les Soviétiques songent à moderniser leur appareil productif, les entreprises nationales raisonnent davantage en termes d'infrastructures et de services. Malentendu ou prudence commerciale ? Cette teneur n'est pas faite pour favoriser un développement de nos ventes à l'Est. A moins qu'à l'expérience cette teneur ne se révèle fondée. En attendant, la France n'occupe que la quatrième place dans les échanges avec l'URSS derrière la Finlande, la RFA et l'Italie.

A. D.

Après un déficit de 9,3 milliards de francs en août

Un excédent de 2,2 milliards en septembre du commerce extérieur français

L'excédent commercial français de septembre (de 2,2 milliards de francs), rendu public mardi 5 décembre, a été favorablement accueilli sur les marchés financiers. Mardi matin, le franc français se redressait sensiblement vis-à-vis du deutschemark, la Bourse de Paris ouvrait en hausse.

Pour la première fois depuis le début de l'année, le commerce extérieur français a dégagé, en septembre, un excédent, avec un solde positif de 2,204 milliards de francs, d'après les chiffres publiés, mardi 5 décembre, par la direction générale des douanes.

Compte tenu d'une modeste révision du chiffre — très mauvais — du mois d'août (un déficit de 9,316 milliards de francs), le solde cumulé pour les neuf premiers mois de l'année s'établissait à - 32,040 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières. Ce déficit, qui sera sans doute accueilli avec soulagement, tant on craignait une nouvelle dégradation, révèle tout de même un net creusement du solde commercial par rapport aux trois premiers trimestres de 1989, où il était « seulement » de 20,825 milliards de francs.

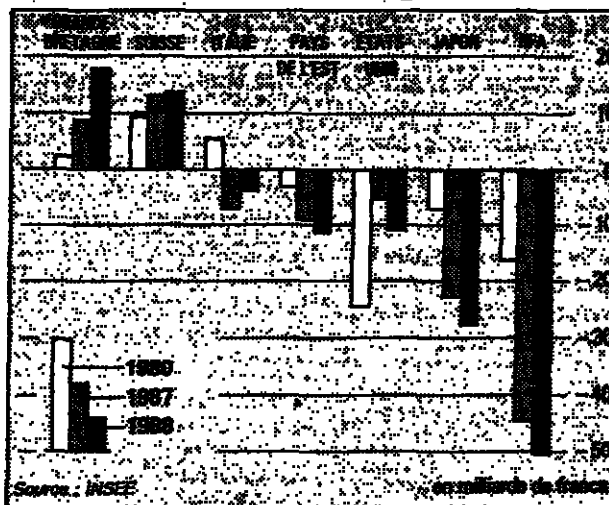
A quoi est dû le redressement de septembre (qui porte sur un volume d'échanges bruts avoisinant les 95 milliards de francs, au lieu des 75 milliards de francs du mois d'août, période creuse) ? Essentiellement à une amélioration du solde industriel. Au mois d'août, il avait été largement responsable du mauvais résultat global, puisqu'il représentait à lui seul 10 milliards de déficit. Cette fois, avec un petit excédent de 838 millions, il est plutôt satisfaisant. Dix Airbus vendus au lieu de six en août (soit une

recette de 2,794 milliards contre 1,679), un excédent sur le matériel militaire de 3,858 milliards au lieu de 2,443 en août, voilà qui explique à hauteur de 2,5 milliards l'amélioration de septembre. Mais par rapport à une amélioration du solde industriel de 11 milliards au total, cela laisse près de 8,5 milliards pour les autres biens industriels.

Comme pour confirmer cette embellie, les échanges de la France avec chacun de ses principaux partenaires sont moins déficitaires : 4,4 milliards au lieu de 6,9 avec la RFA, 2 milliards au lieu de 3,2 avec le Japon, 0,9 avec les États-Unis au lieu de 2,2.

An ministère de l'économie et des finances, on reste prudent sur l'analyse de ces résultats. C'est la deuxième année consécutive qu'après un très mauvais mois d'août le solde commercial s'améliore fortement en septembre, ce qui suggère un mouvement « technique ». En revanche, on relève le tassement sensible des importations de produits industriels hors matériel militaire (77,1 milliards contre 84 milliards en août). De façon générale, c'est à un recul des importations (94,227 milliards après 103,546 en août) qu'on assiste plutôt qu'à un envol des exportations (96,431 milliards après 94,228 en août, toujours en données corrigées).

Des déficits avec nos partenaires



La décennie 80 n'est pas brillante pour le commerce extérieur français puisque, à l'exception de la Grande-Bretagne et de la Suisse, sources d'excédents substantiels, les autres grands partenaires commerciaux de la France lui vendent structurellement plus qu'ils ne lui achètent. Et la tendance ne fait que s'aggraver.

Fusion de deux grandes coopératives laitières néerlandaises

Naissance du deuxième producteur laitier européen

AMSTERDAM
de notre correspondant

Deux des plus importantes coopératives laitières néerlandaises, SMV-Campina et Melkunie, vont fusionner pour devenir le deuxième producteur laitier européen derrière Nestlé et le quatrième producteur mondial. Les représentants des quinze mille sociétaires ont donné leur feu vert lundi 4 décembre au projet de rapprochement.

Membres de « la bande des quatre » grandes entreprises laitières des Pays-Bas, Campina (numéro deux) et Melkunie (numéro quatre) forment une seule et même entité d'ici le 1^{er} janvier 1993.

Ne comptant déjà plus qu'une centaine d'entreprises contre près de six cents dans les années 50, le puissant « secteur blanc » néerlandais est soucieux de renforcer sa compétitivité avant 1993.

Campina-Melkunie aura une aire d'action couvrant la moitié du territoire néerlandais : l'Ouest, le Centre et le Sud. La nouvelle coopérative réunira 14300 agriculteurs. L'an dernier,

Campina a reçu 2,20 millions de tonnes de lait et Melkunie 1,53 million. Les deux entreprises emploient 3300 personnes chacune.

En termes de chiffre d'affaires, la future société pèsera 15 milliards de francs.

Paradoxalement, Campina et Melkunie sont presque trop complètes pour tirer des plus-values substantielles de leur rapprochement.

Melkunie réalise 80 % de son chiffre d'affaires aux Pays-Bas où il est l'un des principaux producteurs de produits frais. Campina, de son côté, travaille à 65 % pour l'exportation et s'est spécialisée dans les produits laitiers industriels. La fusion se traduira donc essentiellement par un dynamisme accru, notamment en matière de recherche-développement.

CHRISTIAN CHARTIER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

MINISTÈRE DE LA RÉGLEMENTATION

2 MEURTHU

8, rue Sainte-Catherine, 54038 Nancy Cedex

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

LA PRÉFECTURE COMMUNIQUE :

Par arrêté préfectoral du 24 nov. 1989 une enquête publique d'une durée de 30 jours, portant à la fois sur l'utilité publique des travaux d'établissement de la ligne électrique à 2 circuits 400 KV Moulins-Aubange - tronçon Moulins-frontière, précédée par Électricité de France, centre d'équipement du réseau de transport, ainsi que sur la modification des POS de Herserange et Longleville a été prescrite.

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi n° 78-929 du 10 juillet 1978, le dossier présenté par Électricité de France comporte une étude d'impact.

« Toute personne pourra prendre connaissance du dossier pendant une durée d'un mois du 18 décembre 1989 au 17 janvier 1990 inclus aux jours et heures d'ouverture des bureaux :

— à la sous-préfecture de Briey, place Château, 54150 Briey ;
— dans les mairies de Chévenay, Hauscourt-Moulins, Mesy, Herserange, Longleville et Mont-Saint-Martin.

Les intéressés pourront, soit consigner directement leurs observations sur les registres d'enquête prévus à cet effet, soit les adresser par écrit au commissaire-enquêteur, M. Thierry Dahove, sous-préfecture de Briey - place Château, 54150 Briey.

M. Dahove, commissaire-enquêteur, se tiendra à la disposition du public :

— le mercredi 20 décembre 1989 de 14 h 30 à 17 h 30 à la mairie d'Herserange ;
— le jeudi 4 janvier 1990 de 14 h 30 à 17 h 30 à la mairie de Longleville ;
— le mercredi 10 janvier 1990 de 9 h à 12 h à la sous-préfecture de Briey.

A l'expiration du délai d'enquête, le rapport ainsi que les conclusions motivées du commissaire-enquêteur pourront être consultés pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête dans tous les lieux où un registre a été ouvert au public.

Alors que la Régie poursuit sa remise en ordre

Le rapprochement entre Renault et Volvo est au point mort

Voilà déjà plusieurs semaines que les discussions ouvertes cet été entre Renault et le suédois Volvo sont devenues très difficiles. Au départ, la coopération imaginée aurait pu aller jusqu'à une double fusion : celle des activités automobiles des deux constructeurs sous la prédominance de Volvo par ailleurs. Mais ce projet, révélé en tout ou partie par la presse suédoise, a suscité beaucoup de critiques à Stockholm sur le thème de la perte du fleuron industriel que sont les automobiles Volvo. Le gain des camions Renault ne semblait pas compenser cet abandon partiel de souveraineté.

En outre, les critiques se sont portées sur M. Per Gyllenhammar, PDG de Volvo, accusé d'être trop francophile. Les schémas parus dans la presse suédoise l'ont présenté comme le futur patron de la branche auto. En clair, on l'accusait de vouloir céder son entreprise pour des rêves de grandeur personnelle... De surcroît, de réelles différences d'appréciation des actifs réciproques ont provoqué un blocage.

Prétente ou pas ? En tout cas les discussions ne semblent plus avoir la même ampleur. Mais elles ne sont pas rompues. Il est vrai que Renault et Volvo ont été fiancés si souvent dans leur histoire que de nouveaux contacts auront lieu à coup sûr à l'avenir.

Volvo semble devoir se rabattre du côté de l'autre constructeur suédois, Saab, actuellement en difficulté et en négociant avec Fiat. Un rapprochement suédois-suédois semble toutefois délicat.

Il reste que Renault a besoin d'un allié et que Volvo est un partenaire quasi idéal sur les plans industriel (le luxe et la sécurité des suédoises intéressent la Régie) et

social (le « modèle » suédois). Sans surprise, il n'y a guère d'autre partenaire disponible dans l'immédiat en Europe.

« Plan de bataille »

Quoi qu'il en soit, M. Lévy, le patron de Renault, poursuit sa remise en ordre de son groupe. La direction a présenté, lundi 4 décembre, au comité central d'entreprise, des mesures portant sur la restructuration du bilan et sur le regroupement de ses instances d'études et de direction à l'ouest de Paris. Le capital sera ramené de 16,5 à 2,47 milliards de francs, tandis que 14 milliards de dettes seront effacés du bilan. D'autre part, au-delà de la fermeture en 1992 de l'usine de Billancourt, Renault a indiqué au CCE qu'un centre technologique de six mille personnes sera implanté à Guyancourt (Yvelines) tandis que les activités tertiaires (services financiers, commerciaux, comptables...) seront installés sur le plateau de Billancourt, en face de l'île Seguin.

La CGT a appelé le personnel de Renault à organiser des défilés, mardi 5 décembre, à l'occasion de la seconde et dernière journée de réunion du comité central d'entreprise qui doit annoncer officiellement la fermeture de l'usine de Billancourt. Au cours d'une conférence de presse, M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a qualifié lundi de « suicide » la politique de la Régie et affirmé que son syndicat va lancer « un plan de bataille » chez Renault.

E.L.B.

Le rapport Jollès-Bomine remis à M. Fauroux

Le textile-habillement malade du taylorisme

Fin le taylorisme, vive l'« artisanat industriel » : ce pourrait être le titre du rapport sur le textile habillement que devait rendre public, le mardi 5 décembre, M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie. Rédigé à sa demande par MM. Georges Jollès et Jean Bonnine, un industriel et un consultant d'entreprise, ce rapport de soixante-trois pages, émaillé d'exemples français et étrangers, et accompagné de six annexes, est un diagnostic de la situation de ces industries. Il indique aussi les pistes qui pourraient être suivies pour sortir du marasme ce secteur qui emploie 393 000 personnes et 4 000 entreprises et réalise un chiffre d'affaires de 173 milliards de francs. Mais dont le déficit commercial s'est élevé à 23,7 milliards de francs en 1988.

Les auteurs concluent sans ambiguïté que le mode de production ne permet pas de répondre à la demande du marché : « Le taylorisme, en effet, postule (...) l'existence d'une demande stable et prévisible pour les productions de masse d'usines organisées selon ses principes. En d'autres termes, la production de masse pré suppose la consommation de masse. C'est ce postulat qui est aujourd'hui remis en cause par les consommateurs. » Face à une mode qui change de plus en plus vite, « le circuit court est en train de devenir une institution dans la confection féminine et la confection pour jeunes ». Et bien évidemment les auteurs citent l'exemple du Sentier à Paris, qui fait d'ailleurs l'objet d'une étude, publiée en annexe. « Le circuit long du Sentier est à peu près quinze fois plus court que le circuit normal de la profession », affirment les auteurs qui ont calculé que dans un atelier traditionnel de vêtements pour hommes, les accours sont facilement de cinq semaines pour un temps de fabrication d'environ deux heures. « On peut dire que pour deux heures de valeur ajoutée effective, huit cent trente-huit heures sont perdues en manutentions, attentes, recherches de lors égarés, inspections, reprises, etc. », précisent les auteurs.

Face à cela, MM. Georges Jollès et Jean Bonnine estiment que deux voies s'offrent : le raccourcisse-

ment des séries et le regroupement des opérations. Ils citent quelques exemples dans la confection : Arrow aux États-Unis ; Schiatti et Malbo au Japon ; Clayeux, Korn, Racineux en France. Ils constatent que ce mode de production qu'ils dénomment « artisanat industriel » s'applique aussi à l'industrie textile : les teintureries de Troyes ou les filatures et les tissages du groupe DMC l'attestent.

Flux tendu, zéro stock

Deux chapitres du rapport sont consacrés aux exigences techniques et sociales du circuit court. Dans les deux cas, point de salut, disent les auteurs, hors de la flexibilité. Flux tendu, zéro stock, zéro retard, sont les commandements de cette nouvelle organisation de la production. Ils entraînent une nouvelle conception de l'investissement et un autre type de rapport avec les fournisseurs et la distribution.

Dans le domaine social, les auteurs du rapport estiment qu'il faudrait former à la polyvalence un minimum de 150 000 O.S. du textile-habillement. En ce qui concerne l'organisation du travail, ils ajoutent : « Il faut aussi pouvoir faire varier le volume de l'emploi, soit par des heures supplémentaires, soit par le recours à l'intérim, soit enfin par le recours au travail à durée déterminée ou à temps partiel ».

La dernière partie du rapport préconise un certain nombre de mesures d'accompagnement : renouvellement de l'AMF (accord multifibres), aide à la création et à la formation, réforme de la taxe professionnelle et mesures sociales en faveur du « nouveau salariat ».

Toutes ces propositions ainsi que l'ensemble du rapport seront offerts en débat à l'ensemble des professionnels. Après une diffusion très large de ce texte, M. Fauroux engagera une grande concertation avec les partenaires sociaux. Mais outre une base de discussion en vue de l'élaboration d'une politique industrielle, on espère aussi au ministère de l'Industrie que ce rapport contribuera à faire bouger les mentalités.

F. Ch.

INSOLITE

Lexmar embauche...

Le groupe américano-suédois Lexmar, candidat à la reprise des Chantiers navals de La Ciotat, a annoncé, lundi 4 décembre, qu'il avait décidé de procéder, sans plus attendre, à l'embauche de son personnel. Les candidatures sont reçues au siège social de la nouvelle société de droit français, Lexmar-France, qui vient d'être créée à la demande du conseil général des Bouches-du-Rhône (Le Monde daté 3-4 décembre).

Ce recrutement sera effectué sur la base du troisième plan récemment déposé par le groupe qui prévoit la création de deux mille emplois. Un hic :

Lexmar ne décline, actuellement, aucune concession d'outillage public et n'a pas encore satisfait, non plus, aux garanties financières exigées par le conseil général des Bouches-du-Rhône avec lequel il est en discussion depuis plus de deux mois.

« Dans ce dossier, nous allons d'extravagance en extravagance », a simplement commenté M. Lucien Weygand, premier vice-président (PS) de l'assemblée départementale qui a rappelé que M. Bernard Tapie avait déjà fait, lui-même, des promesses d'embauche non tenues...

sur les
ander.
amé-
nen et
rd de
nts et
ediale.

urnaux

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

Une mesure timide de libéralisation

Les transporteurs routiers des Douze pourront travailler chez leurs voisins

BRUXELLES

(Communautés européennes)

Les ministres des Douze ont décidé, lundi 4 décembre, une libéralisation timide des transports routiers. Le cabotage — c'est-à-dire la possibilité, pour une entreprise de transport, de charger et de décharger de la marchandise dans un autre État membre que celui dont il est originaire — sera désormais autorisé, mais dans des limites modestes.

A compter du 1^{er} juillet 1990, quinze mille licences donnant droit au cabotage seront délivrées chaque mois et pour deux

mois dans la Communauté : de la sorte, il y aura au bout d'un mois trente mille licences accordées. M. Karel Van Miert, le commissaire responsable, aurait souhaité que l'ouverture à la concurrence s'opère de manière plus nette. Mais devant les vives réserves de plusieurs États membres (RFA, France, Espagne, Grèce), il s'est rallié au projet de compromis présenté conjointement par l'Espagne et la France.

Le droit d'exercer une activité de cabotage est particulièrement souhaité par les entreprises de transport du Benelux, du Royaume-Uni et de l'Irlande, considérées comme les plus compétitives de la Commu-

nauté. Pour des raisons inverses, les transporteurs routiers français et allemands sont opposés à cette ouverture de la concurrence, aussi longtemps que les charges sociales et fiscales, plus lourdes en RFA et en France que dans le reste de la Communauté, n'auront pas été harmonisées.

Clause

de sauvegarde

La libéralisation totale du marché n'est prévue qu'à partir du 1^{er} janvier 1993. Les trente mille licences qui seront réparties dans les États membres seront distribuées par leur soin aux entreprises de transport.

Elles sont valables pour deux mois et renouvelables ensuite. La Commission européenne pourra proposer que le nombre en soit augmenté en fonction de l'évolution du trafic routier dans la Communauté, étant entendu que cette progression ne pourra être inférieure à 10 % par an. La France, en raison de sa situation géographique centrale, craint de faire les frais de cette ébauche de libéralisation. A sa demande, l'accord prévoit une clause de sauvegarde : pas plus de 30 % des licences de cabotage qui vont être maintenant délivrées ne pourront être utilisées dans l'Hexagone.

PHILIPPE LEMAITRE

Pour une meilleure sécurité

Des cheminots seront présents en permanence dans dix gares d'Ile-de-France

Après avoir décidé pour des raisons d'économies de supprimer la présence nocturne de ses agents dans les gares de banlieue, la SNCF fait machine arrière. Pour contenir le développement de la délinquance en Ile-de-France, où les agressions dans les trains ont augmenté de 53 % en six ans, la société nationale installera dans dix gares-témoins de la banlieue nord (Aulnay-sous-Bois, Ermont-Meudon, Montesson, Persan-Beaumont, Paris, Pantin, Roissy-Saint-Denis, Sarcelles et Villiers-le-Bel) des cheminots vingt-quatre heures sur vingt-quatre. De jour, ils seront au moins deux dans un local protégé et équipé d'un téléphone spécial.

Le *Parisien libéré*, qui publie cette information, fait aussi état de la nomination de M. Guy Piochon, commissaire divisionnaire, ancien directeur des polices urbaines de l'Essonne, comme chargé de mission auprès de la direction générale de la SNCF.

Hormis le renforcement de la brigade ferroviaire de la police de l'air et des frontières qui passera de 250 à 500 agents l'an prochain, la SNCF a prévu de créer 500 emplois de cheminots plus spécialement chargés de veiller à la sécurité. Enfin, des caméras et des bornes d'appel seront installées sur les quais et reliées à des gares-relais.

Décès de Benno-Claude Vallières, PDG honoraire des Avions Marcel Dassault-Breguet Aviation

La société des Avions Marcel Dassault-Breguet Aviation a annoncé, lundi 4 décembre, la mort, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, de Benno-Claude Vallières, PDG honoraire de la société et bras droit du fondateur, Marcel Dassault.

Grand officier de la Légion d'honneur, Benno-Claude Vallières avait notamment été de 1968 à 1986 PDG des Avions Marcel Dassault-Breguet Aviation. Il avait été placé à la tête de la direction de l'usine de Saint-Cloud en 1945. Il allait en faire le principal berceau du renouveau de la société Marcel

Dassault. Il avait doté l'usine de l'outil de travail industriel qui allait lui permettre de maîtriser les futurs marchés de l'aéronautique et mis en place les moyens humains et techniques pour la réalisation des successeurs de l'Ouragan, le premier avion de chasse français à réaction à être construit en série et exporté.

Il fut également l'un des initiateurs des familles des appareils Mirage et Mystère-Falcon. Parallèlement, il est à l'origine de la création de sociétés comme Electronique Marcel Dassault, aujourd'hui Electronique Serge Dassault, ou Europe Falcon Service.

SOCIAL

Pour éviter le risque d'une réintégration

Citroën indemnise les intérimaires de l'usine d'Aulnay

Il n'y aura pas de procès entre les vingt-six intérimaires de l'usine d'Aulnay-sous-Bois et la direction de Citroën. Une transaction est intervenue le 1^{er} décembre, grâce à M^{re} Thiebaud Grumbach. Les vingt-six intérimaires renoncent à leur action en justice et, en contrepartie, reçoivent l'équivalent des indemnités de licenciement qu'ils demandaient, soit 962 000 francs au total, représentant une moyenne de 37 000 francs par personne.

De son côté, la direction de Citroën fait l'économie d'une procédure. Elle risquait en effet d'être condamnée à réintégrer à durée indéterminée ces vingt-six salariés, ou à leur verser des indemnités de licenciement.

L'affaire remonte à la fin 1988, quand les intérimaires d'Aulnay s'étaient organisés en comité pour

obtenir le paiement de l'ensemble des primes qui leur étaient dues. Depuis des mois (deux ans dans certains cas), l'entreprise utilisait régulièrement un fort contingent de travailleurs intérimaires, de l'ordre de trois cent quatre-vingt à sept cents, pour un effectif global de cinq mille huit cents ouvriers (*Le Monde* du 17 janvier).

La direction de Citroën fut obligée de régulariser la situation, mais, à la faveur des fins de mission, elle se sépara des meneurs du conflit. Employés comme intérimaires depuis trop longtemps, au regard de la loi, ceux-ci demandèrent leur réintégration et la requalification à durée indéterminée de leur contrat de travail. L'action en justice qu'ils avaient engagée est désormais éteinte.

Aux chantiers navals de Saint-Nazaire

Les syndicats rejettent l'idée d'une consultation du personnel

Les syndicats CGT, CFDT et FO des Chantiers navals de l'Atlantique à Saint-Nazaire ont rejeté, lundi 4 décembre, le projet du conciliateur, M. Paul Bouchet, qui visait à organiser une consultation du personnel (4 500 personnes) sur les dernières propositions de la direction. Ils réclament la poursuite de la négociation. La CGT veut une augmentation de 1 500 F pour tous, la CFDT parle d'une revalorisation en trois étapes avec un premier palier de 600 F et FO d'une augmentation d'au moins 400 F.

Selon M. Alain Grill, PDG de l'entreprise qui a écrit à tous les salariés, les propositions de la direction équivalent à une dépense globale de 40 millions de francs, c'est-à-dire le salaire annuel d'environ 400 personnes.

Peugeot-Mulhouse : seuls deux cent six salariés ont quitté l'usine. — La direction du centre de production Peugeot de Mulhouse (CPM) a démenti, lundi 4 décembre, les informations communiquées par la CFDT selon lesquelles six cents salariés auraient quitté l'établissement au cours des trois derniers mois. Deux cent six salariés ont quitté le centre de production, parmi lesquels cent vingt-quatre agents de fabrication et quatre-vingt-deux ouvriers professionnels, a précisé Peugeot, soulignant que « le conflit a eu une influence sur le taux de rotation du personnel, mais pas dans les proportions indiquées par la CFDT ».

Arrêté modifiant la nomenclature des actes de biologie. — L'arrêté modifiant la nomenclature des actes de biologie et aboutissant à réduire de 1,2 milliard en année pleine le chiffre d'affaires des laboratoires (*Le Monde* du 24 novembre) est paru au *Journal officiel* du dimanche 3 décembre. Cette réforme, qui a suscité de vives protestations au sein de la profession, est destinée à « mettre en cohérence » la réglementation et les progrès techniques, selon le ministre de la solidarité.

ENQUÊTE :

LES JEUNES ET LA SCIENCE

Malgré la tyrannie des maths et la dictature de la section C, l'enseignement répond plutôt mal à la curiosité scientifique des enfants. Aux théorèmes, ces derniers préfèrent les expériences concrètes : lancer des micro-fusées, observer les étoiles, découvrir la botanique sur le terrain, ou l'informatique sur leur « PC ». L'école, et

■ LES ESCAE

Il y a seize écoles supérieures de commerce et d'administration des entreprises (ESCAE) en France. Elles délivrent toutes le même diplôme, mais chacune a un « label » qui lui est propre. Un dossier à lire pour connaître les modalités de recrutement, le coût des études et les particularités des « Sup de Co ».

■ LE RETOUR DES PUNITIONS EN CLASSE

Alerte ! Interdites depuis la fin du dix-neuvième siècle, les punitions sont de retour. De plus en plus d'enseignants avouent y recourir, le plus souvent à la demande des parents. *Le Monde de l'éducation* a rencontré des professeurs et des parents pour faire la lumière sur ce sujet tabou.

■ DES IDÉES POUR LES FÊTES

Des livres et des disques pour les jeunes de sept à soixante-dix-sept ans. Une sélection de films pour les vacances scolaires.

NUMÉRO DE DÉCEMBRE - 17 F
En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde
DE
L'ÉDUCATION

Les
m

ROU

ÉCONOMIE

La Commission européenne demande des explications sur la privatisation de Rover

Les informations sur la privatisation en 1988 du constructeur automobile britannique Rover qui filent peu à peu montrent que la procédure n'a pas présenté toutes les garanties. La semaine dernière, la cour des comptes de Londres estimait que la compagnie avait été cédée par le gouvernement de M^{re} Thatcher au constructeur aéronautique British Aerospace à un prix sous-estimé d'au moins 56,5 millions de livres (350 millions de francs).

Lundi 4 décembre, Sir Peter Gregson, secrétaire permanent du ministère du commerce et de l'industrie, a déclaré que le gouvernement avait accordé à British Aerospace une priorité en écartant d'autres candidats et l'ouverture d'une enquête. Le gouvernement avait craint qu'une telle procédure ne soit « domageable » pour Rover, a-t-il précisé. En outre, cette priorité comportait des termes financiers qui n'ont pas été transmis à la Commission européenne, a admis Sir Peter.

La Commission de Bruxelles s'était prononcée sur ce dossier de privatisation car Londres avait accordé une subvention à Rover pour la remettre à flot avant la vente. Bruxelles a demandé dans une lettre lundi au gouvernement de M^{re} Thatcher qu'il précise les différents avantages accordés. Les craintes que British Aerospace ait à rembourser ont fait plonger le cours de son action à la City de 21 pence à 507 pence.

M. Doubin veut relancer le commerce et l'artisanat dans le centre des villes

M. François Doubin, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat, a adressé mardi 5 décembre aux préfets une circulaire dans laquelle il leur explique comment le développement des commerces et du secteur artisanal peut, dans certains quartiers, participer à l'animation urbaine et à la reconstruction des centres des villes. Il s'agit d'éviter que des ateliers, des services, des activités d'artisanat d'art, ne quittent les villes pour s'installer en périphérie.

M. Doubin souhaite que des contrats soient conclus entre les municipalités, les chambres de commerce et de métiers et ses propres services. Les opérations rete-

Mariage dans l'audit et l'informatique Les sociétés Dataid et KPMG créent un groupement d'intérêt économique

La société de service, et d'ingénierie, informatique Dataid, dix-neuvième SSII française, dont le chiffre d'affaires devrait avoisiner 570 millions de francs en 1989, et Peat Marwick Consultants, membre de KPMG, le numéro 1 mondial de l'audit et du conseil, ont décidé de créer un groupement d'intérêt économique (GIE) dont ils détiendront chacun 50 % des parts.

Dataid Peat Marwick Systems proposera un service informatique complet, depuis le conseil et la conception de schémas directeurs jusqu'à la réalisation des systèmes informatiques. Son objectif est de réaliser un chiffre d'affaires de 100 millions de francs avant deux ans, un tiers devant provenir des travaux de conception (expertises KPMG) et deux tiers des travaux de réalisation, du ressort de Dataid. Cette association sera constituée au départ d'une petite équipe dirigée par un consultant de Peat Marwick, M. Daniel Aslanides. Celui-ci sera prochainement assisté d'un directeur technique en provenance de Dataid. Parallèlement et pour conforter cette alliance, deux dirigeants de Dataid deviendront administrateurs de Peat Marwick Consultants, et réciproquement. D'ici quelques mois les sociétés prendront également des participations croisées : Dataid acquerra 20 % à 40 % de Peat Marwick Consultants et ce dernier prendra le même montant de participation dans Dataid Gestion.

Cet accord est significatif de l'évolution en cours dans le service

et le conseil informatique, et de l'intérêt croissant que les grands de l'audit accordent à ce marché. Pionnier en la matière, Arthur Andersen s'y est implanté il y a plus de vingt ans. Il y réalise 40 % de son chiffre d'affaires (2,8 milliards de dollars en 1988). En France, son activité conseil informatique occupe quatre cents personnes. La société avait, en particulier en mars dernier, suscité des réactions hostiles de la part de plusieurs SSII françaises lorsqu'elle s'était vu confier la responsabilité du projet Redit pour l'informatisation des procédures de règlement — livraison des titres négociés en Bourse.

Face à la demande croissante du marché pour une réponse globale aux problèmes informatiques des entreprises et à la pression de la concurrence, les autres grands de l'audit veulent emboîter le pas à Arthur Andersen. Mais se développer dans ce domaine par croissance interne ne peut se faire rapidement. Pour rattraper le temps perdu, certains, à l'instar de KPMG, seraient actuellement désireux de développer des associations. BDA Touch Ross, en particulier, dont le président, M. Jacques Manardo, ne cache pas qu'un rapprochement avec une SSII française rentretrait tout à fait dans sa stratégie, « que ce soit par rachat ou par association », et avec une société qui ait une taille « significative, c'est-à-dire qui soit l'une des cinquante premières SSII françaises ».

ANNIE KAHN

Les ventes d'automobiles ont progressé de 1 % en novembre. — En dépit des mouvements sociaux de l'automne, les ventes d'automobiles en France ont continué de progresser en novembre (de 1 %), mais elles ont surtout profité aux marques étrangères. Au cours des onze premiers mois de l'année, les immatriculations de voitures neuves ont atteint 2 115 900 unités, soit 8 % de plus que l'an dernier à la même époque, ce qui laisse prévoir pour l'ensemble de 1989 une nouvelle année record. Selon les chiffres publiés par la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, la grève ayant affecté les services des cartes grises de certaines préfectures a fait perdre en novembre 7 600 immatriculations, soit 3,5 % du total. Peugeot a lui aussi senti le contrecoup des mouvements sociaux puisque ses ventes ont diminué de 6,5 % contre 1 % pour Citroën et Renault.

Un nouveau départ pour une PME qui vient de loin

Jouef s'aiguille vers la Bourse

Les petits trains électriques, qui, à l'approche de Noël, font l'envie des enfants, vont-ils susciter l'intérêt des boursiers ? C'est en tout cas le pari de la société Jouef Industries, qui a choisi la date du 8 décembre pour son introduction au marché hors cote de la Bourse de Lyon.

Pour Jouef, installée à Champagnole dans le Jura, cette introduction boursière sera la consécration d'une belle notoriété et l'aboutissement d'une histoire mouvementée. Fondée en 1944, Jouef a mis ses premiers trains mécaniques sur les rails en 1951. Le succès qui s'en est suivi a brutalement décollé en 1981 sur un dépôt de bilan. Le rachat par Joustre Cegi ne permit pas de sauver l'entreprise et aboutira, quatre ans plus tard, à un nouveau dépôt de bilan. Ces échecs successifs ne dissuadèrent pourtant pas Jean-Pierre Coron de tenter sa chance. En 1986, après avoir vendu des ampoules électriques pour Philips, des extincteurs pour son propre compte et s'être lancé dans l'importation de jouets, ce quadragénaire, qui revendique ses origines paysannes, décide de racheter Jouef. En échange d'un chèque de 10 millions de francs, il acquiert la marque et les stocks et promet de reprendre cent personnes sur les deux cents qu'employait la société.

Aujourd'hui, Jean-Pierre Coron en emploie plus de cent cinquante et estime que son entreprise vaut 80 millions de francs. De 1988 à 1989, le chiffre d'affaires est passé de 58 millions à 68 millions de francs et le résultat net a progressé de 2 millions à 4 millions de francs. L'objectif est d'atteindre les 100 millions

dans les trois prochaines années. Pour y réussir, Jouef a une double politique de développement interne et externe. Côté produits, Jean-Pierre Coron compte bien être à l'unisson des performances des compagnies ferroviaires : les nouveaux TGV et autres Shinkansen japonais auront leur reproduction en jouets. Sensible à une mode qui se développe, il se lance dans les modèles pour collectionneurs de voitures. Et il est assez fier de sa Cobra, une miniature de la célèbre voiture de sport, construite avec plus de cent pièces.

Embranchements

En même temps, Jean-Pierre Coron se préoccupe de croissance externe. En 1987, Jouef Industries a pris 52 % de Giraud Sauveur qui fabrique des jouets de plage mais, surtout, est propriétaire de la marque poupées Bella. Bien évidemment, Jean-Pierre Coron a l'œil fixé sur l'horizon européen : il est sur le point de conclure un accord de prise de participation chez Ullput, un fabricant de jouets autrichien bien implanté sur le marché allemand. Car dans ce secteur, la distribution est une des clés du succès. Pour tester ses produits, Jean-Pierre Coron a ouvert une boutique dans la Galerie des Champs-Élysées à Paris, à deux pas de l'hôtel où il loue une chambre et un bureau pour travailler lorsqu'il séjourne dans la capitale. Ce souci de développer la distribution a conduit Jouef à signer des accords avec l'italien Lima et l'américain Revell dont il assure la diffusion des produits en France.

Jean-Pierre Coron présente qu'un jour il aura besoin

d'argent pour financer ses projets. Et plutôt que d'en quémander auprès des banquiers, il préfère faire appel à l'épargne publique. Mais il procède avec prudence. L'opération du 8 décembre, où il offrira 5,26 % de son capital, est une sorte de répétition générale d'une introduction sur le second marché, au printemps prochain.

En s'agissant vers la Bourse, Jouef Industries suit l'exemple de certains de ses concurrents. Sur les entreprises de ce secteur qui emploient plus de dix mille personnes, Majorette, Striboy, Clairbols, Monneret et Drogue International, notamment, sont cotées à la Bourse. A force de concentrations, de restructurations et de modernisation de leurs usines, les industriels du jouet sont à peu près sortis de la crise. Mais ils restent tristes : leurs chiffres d'affaires dépassent à peine les 100 millions de francs. Majorette, qui caracole en tête, a réalisé 518 millions de francs de chiffre d'affaires en 1988.

Pourtant, la France est le premier marché européen. En 1988, les onze milliards d'enfants de moins de quatorze ans ont acheté pour 15 milliards de francs de jouets. Côté production, la France se retrouve au quatrième rang mondial derrière les États-Unis, le Japon et la RFA avec 4 milliards de francs dont elle exporte 32 %. Si la présence sur les marchés étrangers s'améliore sensiblement avec près de 25 % d'augmentation en 1989, la balance commerciale est encore largement déficitaire avec un taux de pénétration supérieur à 60 %. Il est vrai que sur la ligne du commerce extérieur, les petits trains avaient pris beaucoup de retard.

FRANÇOISE CHIROT

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Pour vous, actionnaires de Sodexho : 5 actions gratuites pour une ancienne



A compter du 6 décembre 1989, le nombre de vos actions sera multiplié par 6 sans qu'il y ait cotation d'un droit d'attribution.

Vos actions gratuites vous seront attribuées, automatiquement et sans frais, par votre intermédiaire financier.

L'élargissement du marché du titre facilitera la gestion de votre portefeuille d'actions SODEXHO.

Et pour vous qui souhaitez devenir actionnaires de SODEXHO, cette opération vous permettra d'acquérir plus aisément les actions SODEXHO.

Aujourd'hui, SODEXHO est :

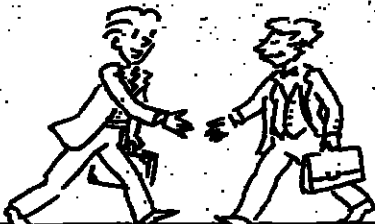
- Le 5^e groupe mondial sur le marché de la Restauration Collective.
- Le numéro 2 mondial pour l'émission de Chèques-Restaurant.
- Le numéro 1 mondial pour la gestion des Bases-Vie.

L'information financière sur le groupe SODEXHO est à votre disposition sur le minitel en composant le 3616-CLIFF.

SODEXHO
Là où vivent les hommes.

REGROUPEMENT

DANS LE 1% LOGEMENT



CONSTANTANT LEUR COMPLÉMENTARITÉ, A LA FOIS GÉOGRAPHIQUE ET DE SERVICES, LE GROUPE A.I.A.C. IMPLANTÉ PRINCIPALEMENT EN PROVINCE A TRAVERS UN RÉSEAU DE 26 AGENCES ET LE C.I.L. L'HABITATION FRANÇAISE EN RÉGION PARISIENNE (I.L.E.-DE-FRANCE), ONT DÉCIDÉ DE SE RAPPROCHER DANS LE BUT D'OFFRIER DES SERVICES TOUJOURS PLUS COMPLETS ET MIEUX ADAPTÉS AUX SALAIRES DES ENTREPRISES EN MATIÈRE DE LOGEMENT.

CETTE ASSOCIATION SE TRADUIT RESPECTIVEMENT PAR LA MISE EN COMMUN DE LEURS SERVICES DE PRÊTS IMMOBILIERS (50.000 PRÊTS GÉRÉS) ET DE RÉSERVATION DE LOGEMENTS LOCATIFS (1.000 FAMILLES LOGÉES PAR AN).

A.I.A.C.
124, BD MAGENTA - 75010 PARIS
TEL : 49.74.35.10

C.I.L. L'HABITATION FRANÇAISE
9, PLACE JEAN ZAY
92300 LEVALLOIS PERRET
TEL : 47.42.40.34

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur penseur recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre.

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire.

Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris

Tel : 48 87 08 21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



Collection « Mondes en devenir » dirigée par Edmond JOUVE

ALBERT TEVOEDJRE
COMPAGNON D'AVENTURE

Préface de LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR

15,5 x 24 cm - 536 p. - 270 F

Berger-Levrault

International tel : 48 94 12 35
5, rue Auguste Comte - 75008 PARIS

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) rendu le 13 juin 1989, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ :

1. Pour avoir à PARIS, le 9 mars 1988, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du livre II titre III du code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements de travaux publics ou tous autres travaux publics en ne prenant pas toutes les dispositions pour aménager des moyens d'accès sûrs, pour un emplacement de travail, en l'espèce, un échafaudage volant situé à plus de quinze mètres de hauteur (10 salaires).

Pour avoir à PARIS, le 9 août 1988, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du livre II titre III du code du travail et à celles du décret du 8/1/1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements de travaux publics ou tous autres travaux publics en laissant travailler deux salariés sur des échafaudages volants joints entre eux et sans garde-corps vers la façade et sur les chécs - à la peine de TROIS AMENDES DE QUATRE MILLE FRANCS (4 000 F) chacune.

Le sieur TRONCONI Dominique, né le 7 août 1947 à Cognac (France), conducteur de travaux, demeurant 32, rue des Pins à YERRES (Seine-et-Marne).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*. Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) rendu le 13 juin 1989, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ - pour avoir à PARIS, le 23 juin 1987, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par sa faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail, en laissant travailler deux salariés à une hauteur de plus de trois mètres, sans protection collective ni individuelle - à la peine de DEUX AMENDES DE 4 000 F chacune.

FERRERA Jean, né le 4 juillet 1948 à Varazna (Portugal), constructeur de travaux, demeurant 17, rue Paul-Bert à ESCAUDIN (Nord).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*. Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) en date du 16 juin 1989, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour TROMPERIE SUR LES QUALITÉS SUBSTANTIELLES D'UNE MARCHANDISE - pour avoir à PARIS, courant 1985 et 1986, jusqu'au 31 juillet 1987, trompé ou tenté de tromper le contractant sur les qualités substantielles de la marchandise, en l'espèce en commercialisant des produits destinés à l'alimentation de l'homme, sous des emballages comportant le mot « vanille » sans que celui-ci soit accompagné, en caractères identiques, de la mention « de synthèse » ou du qualificatif « artificiel ».

Le sieur KOFFMANN Christian, né le 7 février 1941, à Hainaut (Belgique), directeur général de la société GERVAIS DANONE FRANCE, demeurant 126, rue Jules-Guesde à LEVALLOIS-PERRET (Hauts-de-Seine), à la peine de 10 000 F d'amende.

Le sieur TULASNE Jacques, né le 6 juillet 1929 à Mans (Sarthe), conseiller à la société SODIMA, demeurant 19, rue Dupin à PARIS-6, à la peine de 10 000 F d'amende.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans les journaux *Le Monde*, *Elle*, *Parisien*, *Le Figaro-Madame*. Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) en date du 19 juin 1989, la 3^e chambre correctionnelle de PARIS a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ dans le bâtiment et les travaux publics - pour avoir à PARIS, le 7 avril 1988, étant responsable d'un chantier soumis aux dispositions du livre II, titre III du code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements de travaux publics ou tous autres travaux publics en laissant travailler un salarié dans un local dont le système de ventilation ne permettait d'éviter que la concentration dans l'atmosphère des vapeurs ne soit dangereuse pour la santé et la sécurité, à la peine de 5 000 F d'amende le sieur QUAREZ Louis-Joseph, né le 6 mars 1932 à AVIGNON - Pas-de-Calais, directeur de la société SAPHYR, demeurant 81, boulevard de Montmorency à MONTMORENCY, Val-d'Oise.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*. Pour extrait conforme délivré par le greffier, à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) rendu le 13 juin 1989, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour HOMICIDE INVOLONTAIRE (accident de travail) INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ (bâtiment et travaux publics) - pour avoir, à Paris, rendu responsable d'un homicide involontaire (accident de travail) victime Laurent ISLER - pour avoir, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par sa faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail, en laissant travailler un salarié sur un échafaudage dont la fixation des consoles de vérin sur les tableaux de fenêtre était mal assurée, ledit salarié étant, au surplus, dépourvu de boudoir de sécurité, à la peine de QUATRE MOIS d'emprisonnement avec SURSIS et 10 000 F d'amende.

MARTIN Christian, né le 16 septembre 1949 à Paris-20, artisan, demeurant 3, square Christophe-Colomb à VIRY-CHATTEAUX (Seine-et-Marne).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement dans le *Monde*. Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) rendu le 13 juin 1989, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour NON-REMBE PAR UN ENTREPRENEUR DU PLAN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ D'UN CHANTIER - pour avoir à PARIS, le 14 avril 1988, enfreint par sa faute personnelle les dispositions du plan d'hygiène et de sécurité de travail, alors que le chantier concerné présentait un montant supérieur à 12 millions de francs et qu'il employait six ouvriers - à la peine de SIX AMENDES DE 1 000 FRANCS chacune.

BOITI Antoine, né le 17 janvier 1941 à Terenzo (Italie), PDG de la société TENE, demeurant 85, rue Jules-Guesde à ROSNY-SOUS-BOIS (Seine-Saint-Denis).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*. Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) rendu le 6 juin 1989, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de PARIS a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ - bâtiment et travaux publics - pour avoir à PARIS, le 1^{er} décembre 1987, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par sa faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail, en laissant travailler six salariés sur une échelle alternative destinée à l'entretien, mais non reliée à la terre - à la peine de six amendes de 1 000 F chacune.

CANELLA Marcel, né le 31 mai 1937 à Revelon (Italie), gérant de société, demeurant 17, rue de la Forge-Royale à Paris (11^e). Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*. Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) en date du 13 juin 1989, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de PARIS a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ - bâtiment et travaux publics - pour avoir à PARIS, le 19 septembre 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail, enfreint les dispositions en faisant travailler des salariés experts dans l'entretien de plus de trois mètres, sans protection - à la peine de deux amendes de 5 000 F chacune.

TRIPONNEY Pierre, Marie, Aimé, né le 23 avril 1951, à Bourguignon-Doubs, gérant de la société MAGUY, demeurant 1, allée de Gargy au Raincy (Seine-Saint-Denis). Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*. Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale

Par jugement (contradictoire) rendu le 7 juillet 1989, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de PARIS a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ - dans le bâtiment et les travaux publics - pour avoir à PARIS, le 1^{er} décembre 1987, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par sa faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du code du travail.

1. Le 17 décembre 1987, en laissant travailler un salarié sur une échelle sans protection individuelle et collective, les exposant ainsi à un risque de chute dans le vide et en omettant de leur fournir des tréteaux par des garde-corps et de les obtenir par un plancher parallèle ou tout autre dispositif équivalent.

2. Le 2 mars 1988, en laissant trois salariés travailler à plus de vingt mètres de hauteur sans protection individuelle et collective, les exposant ainsi à un risque de chute dans le vide à la peine de 30 000 F d'amende.

BELETRE Jean-Charles, Paul, né le 22 février 1938 à PARIS-13^e, gérant de société, demeurant 18, rue de la Somme à SAVIGNY-SUR-ORGE, Essonne.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*. Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'AYANT APPEL.

Les réseaux régionaux de transfert technologique

Des chercheurs du CEA
seront mis au service des PMI

Considéré comme prioritaire par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, la diffusion de la technologie dans les PME devrait pouvoir s'accroître grâce à un nouveau système de transfert technologique. Lancé dans quatre régions pilotes (le Limousin, la Bretagne, la Lorraine et Rhône-Alpes), il devrait être généralisé d'ici un an à tout le territoire, nous a-t-on indiqué au ministère.

Les antennes de l'Agence nationale pour le transfert de la recherche (ANVAR) serviront de base logistique. Des ingénieurs du CEA, une dizaine dans un premier temps, y seront délégués pour faire du « démarchage technologique ».

Leur rôle ne se bornera pas à informer les PMI sur les différents types d'aides financières existantes auxquelles elles peuvent prétendre. Les membres du réseau les aideront aussi à mieux identifier leurs

besoins technologiques et favoriseront des rapprochements avec des laboratoires de recherche publics, en particulier ceux du CEA.

En retour, selon M. Serge Catoire, conseiller pour la recherche industrielle au cabinet de M. Hubert Curien, « les réseaux pourraient aussi favoriser la remontée des informations en provenance du terrain pour améliorer le pilotage des organismes de recherche publics ».

En créant ces réseaux, le gouvernement fait ainsi d'une pierre trois coups : il incite les PMI à faire plus de recherche ; il favorise l'ouverture du CEA vers les entreprises privées - orientation devenue nécessaire en raison du déclin des activités de recherche dans le nucléaire, - et il accentue le rôle de l'ANVAR, dans les actions de transfert de technologie.

A.K.

ÉTRANGER

Volkswagen propose
une société mixte en RDA

Le groupe automobile ouest-allemand Volkswagen a proposé à la société est-allemande VEB-IFA Kombinat la création d'une société commune destinée à préparer une coopération élargie dans le secteur automobile.

Cette suggestion a été faite par le président du directoire de Volkswagen lors d'une visite au siège de l'entreprise est-allemande. Volkswagen et VEB-IFA coopèrent déjà depuis 1984, puisque le combinat fabrique des moteurs de 1,3 litre sous licence.

Selon l'accord déjà conclu entre les deux groupes, VEB-IFA doit livrer, à compter de 1990, un cent trente mille moteurs par an à Volkswagen, lequel, en contre-partie, a fourni tous les équipements nécessaires à cette fabrication. Les sociétés mixtes ne sont pas encore autorisées en RDA, mais un assouplissement de l'actuelle législation a été promis dans le courant de l'année prochaine.

Vers une union douanière
en Afrique de l'Est

Les dix-sept pays d'Afrique orientale et australe membres de la ZEP (Zone d'échanges préférentiels) se sont engagés à supprimer les barrières douanières entre eux, a annoncé le président kenyain, M. Daniel Arap Moi, à l'issue du huitième sommet de cette organisation économique qui s'est achevé vendredi 1^{er} décembre à Nairobi.

La ZEP a aussi décidé d'aller vers la création d'une monnaie unique à tous les pays membres (Angola, Burundi, Comores, Djibouti, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Rwanda, Somalie, Swaziland, Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe).

Le ZEP a aussi décidé de se doter d'un marché commun régional, mais se heurte à des problèmes d'harmonisation monétaire et douanière. Les participants au sommet ont exprimé la crainte de voir l'Europe se réformer sur elle-même du fait des événements dans les pays de l'Est, laissant l'Afrique

EN BREF

■ Pirelli va produire des pneus en URSS. - Le groupe italien Pirelli a signé à Milan une lettre d'intention avec le ministre soviétique de l'industrie chimique pour créer une société mixte destinée à la fabrication de pneus. Dès 1990 cette société devrait produire 5 millions de pneus à carcasse radiale par an.

Le groupe italien détient un tiers du capital de la nouvelle société, qui produira Nijekamsk dans une usine déjà équipée d'outillage Pirelli. Le groupe italien participera à la commercialisation de la production, dont 15 % environ seront exportés, le reste étant destiné au marché intérieur soviétique. Pirelli précise en outre dans un communiqué qu'il négocie actuellement d'autres contrats avec l'URSS, portant d'une part sur différents composants automobiles et

d'autre part sur l'équipement en câbles d'une ligne téléphonique Vienn-Moscou-Vladivostok.

■ OFCE : M. Jean-Paul Fitoussi successeur de M. Jean-Marcel Jeanneney. - M. Jean-Paul Fitoussi succédera le 1^{er} janvier prochain à M. Jean-Marcel Jeanneney à la présidence de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), à l'annonce la Fondation nationale des sciences politiques. Né en 1942, agrégé de sciences économiques, M. Fitoussi assure depuis 1981 la direction du département des études de l'OFCE. Le président de cet organisme de recherche économique rattaché à la Fondation nationale des sciences politiques est nommé par le président de cette dernière, en accord avec le premier ministre.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux variable novembre 1989

Les intérêts courus du 27 novembre 1989 au 13 décembre 1989 seront payables, à partir du 14 décembre 1989, à raison de 49,60 F par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de 12,40 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut en titre des contributions sociales, soit 0,98 F faisant ressortir un net de 36,22 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.



Le conseil d'administration de Créditel, réuni le 29 novembre 1989 sous la présidence de M. Henri Filbo, a pris connaissance de l'évolution des affaires de la société durant les derniers mois.

Dans le secteur du crédit-bail en faveur des télécommunications, Créditel a effectué 344 millions de francs de paiements aux constructeurs, au cours des dix premiers mois de l'exercice, dont 94 millions de francs sur le protocole 1989, d'un montant de 300 millions de francs hors taxes.

Dans le secteur immobilier, les négociations en cours permettront, comme annoncé, d'aboutir au cours des prochains mois à la couverture des fonds propres par les investissements locatifs.

Les comptes provisoires au 30 septembre et les éléments actuellement disponibles laissent prévoir un résultat 1989 voisin de celui de l'exercice précédent. La contribution du secteur immobilier, qui atteignait le tiers de ce résultat en 1989, devrait enregistrer une nouvelle progression.

Le conseil d'administration a approuvé le principe d'une diversification des activités de la société dans le cadre défini par la loi de finances du 23 décembre 1988. A cet effet, et conformément aux dispositions de cette loi, il a été décidé d'engager, au cours du prochain exercice, les démarches préparatoires à la filialisation des activités SOCOMI.

Smithkline-Beecham

baisse les enchères
pour revendre
sa division cosmétique

Smithkline-Beecham (Smith-bee), le nouveau groupe pharmaceutique américain-britannique constitué au printemps dernier (le *Monde* du 14 avril) n'arrive pas à revendre sa division cosmétiques (marques Yardley, Margaret Astor, Lancaster). Devant les réactions manifestées par les géants de la profession à poser leur candidature (le français L'Oréal, l'anglo-britannique Unilever et l'américain Revlon), le directeur général M. Bob Bauman a décidé d'abaisser la barre des enchères fixée à 600 millions de livres (6 milliards de francs). M. Bauman l'a annoncé en présentant les comptes de Smithbee pour les neuf premiers mois de l'année, sans préciser à quel niveau de prix le groupe était prêt à descendre. Les analystes fixent la nouvelle fourchette entre 400 et 500 millions de livres.

Le retard pris par Smithbee pour revendre ces activités a arrêté le programme de réduction des dettes, supportées au moment de la fusion, et va entraîner une charge d'intérêt élevée pour le quatrième trimestre, limitant la croissance du bénéfice espéré pour cette année. Pour les neuf premiers mois déjà, Smithbee n'a pas fait d'émiettement avec un résultat avant impôts de 387 millions de livres, qui progresse moins vite (+ 12 %) que le chiffre d'affaires 3,15 milliards de livres (+ 16 %).

■ Hausses des prix de 0,2 % en novembre en RFA. - Selon les chiffres provisoires publiés le 30 novembre, à partir de relevés effectués dans quatre Länder la hausse du coût de la vie a été de 0,2 % au mois de novembre en RFA. Sur douze mois, l'inflation s'établit à 3 %. Ces chiffres provisoires, calculés sur une base 1980, risquent cependant d'être modifiés quand seront publiés dans une dizaine de jours les chiffres définitifs, calculés sur une base 1985 déjà cet été. En octobre, la hausse des prix avait été de 0,4 % sur la nouvelle base.

CONJONCTURE

Selon la dernière enquête
de l'INSEE

Beau fixe en France

La production croît ce dernier mois à un rythme à peine ralenti par rapport à celui de l'été du fait du fléchissement dans le secteur automobile, affecté par les conflits sociaux en septembre-octobre, écrit l'INSEE dans sa dernière enquête de conjoncture réalisée en novembre.

Les carnets de commandes se sont un peu regarnis et les stocks sont toujours jugés inférieurs à leur niveau normal. Depuis le début de l'année, les perspectives générales sont résolument optimistes. D'après les prévisions des chefs d'entreprises concernant leur propre production, le rythme de croissance devrait rester stable jusqu'en fin d'année, sans connaître de nouveau ralentissement. Quant aux prix, ils devraient augmenter modérément.

Prévu du 5 mars

au 5 avril 1990

Le recensement coûtera
672 millions de francs

Environ 12 francs par personne, c'est ce que devrait coûter le recensement de la population de la France prévu en 1990. En effet, le projet de loi de finances rectificative pour l'année 1989, soumis lundi 4 décembre à l'Assemblée nationale, prévoit un crédit de 672 millions de francs pour réaliser ce recensement. Celui-ci doit avoir lieu du 5 mars au 5 avril sous le contrôle de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). Pendant cette période, les agents de l'INSEE interrogeront les personnes, résidant sur le territoire national, sur leur situation, leur nationalité, leur situation familiale, leur profession, leurs conditions de logement et leur équipement automobile. Le dernier recensement remonte à 1982.

(Publicité)

APPEL DE CANDIDATURES
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
pour l'aménagement artistique des quais
de la station de métro
«Assemblée-Nationale»

L'Assemblée nationale lance un appel d'offres restreint avec concours en vue de la conception et la maîtrise d'œuvre artistique d'un projet d'aménagement des quais de la station de métro «Assemblée-Nationale» visant à célébrer l'Assemblée nationale comme palais de la démocratie et à souligner la portée universelle et la modernité des grandes lois fondatrices de la tradition républicaine.

Les candidats devront fournir toutes références et documents concernant la réalisation d'œuvres de décoration ou de travaux d'architecture et des justificatifs de leur capacité professionnelle et financière.

Les dossiers de candidature devront parvenir avant le mercredi 20 décembre 1989, 18 heures, à l'Assemblée nationale, «Concours Métro», service des Affaires administratives générales, bureau 6319, 126, rue de l'Université, 75355 Paris Cedex.

Un jury souverain retiendra les candidats admis à concourir. Les candidats sélectionnés recevront le règlement du concours.

Le projet définitif qui sera retenu devra être exécuté entre le 2 mai et le 15 septembre 1990.

NOUS

vous donne re

Le recensement
de la population
de la France
prévu en 1990
doit avoir lieu
du 5 mars au
5 avril sous
le contrôle de
l'Institut national
de la statistique
et des études
économiques
(INSEE).
Pendant cette
période, les
agents de l'INSEE
interrogeront
les personnes,
résidant sur
le territoire
national, sur
leur situation,
leur nationalité,
leur situation
familiale, leur
profession, leurs
conditions de
logement et
leur équipement
automobile.
Le dernier
recensement
remonte à 1982.



Déjà, nous avons préparé 92 pour vous.

La plus européenne des banques européennes
vous donne rendez-vous avec ses 321 adresses en Europe, hors de France.

Banques et établissements (naturellement, ne sont mentionnés que ceux sous le contrôle du groupe) :

Alexanders Discount Company - Alexander Trade Finance - Avista Bank - Banco San Marco - Banque Franco Hellénique de Commerce International et Maritime - CLN Assurantie - CLN Oyens and Van Eeghen NV - Crediofina - Crediolease - Crédit Lyonnais Bank Nederland - Crédit Lyonnais Bank Sverige - Crédit Lyonnais Belgium - Crédit Lyonnais Capital Markets - Crédit Lyonnais Equipment Finance "C.I.E.F." - Crédit Lyonnais Euro-Securities - Crédit Lyonnais Finanz AG - Crédit Lyonnais Portugal - Crédit Lyonnais Rouse - Crédit Lyonnais Deutschland OHG - Crédit Lyonnais Securities - Crédit Lyonnais Suisse - Credito Bergamasco - Direkt Bank - Laing & Cruickshank Investment Management - Lentjes and Drossaerts - Sallandsche Bank - Rhône Leasing - Slibail Belgique - Slibail Iberica - Slibail Portuguesa.

Villes et nombre d'implantations :

Aalst - Albino - Alkmaar - Almelo - Amersfoort - Amstelveen (2) - Amsterdam (7) - Antwerpen (7) - Apeldoorn (2) - Arnhem (2) - Assen - Athinoo (2) - Aveiro - Bagnatica - Barcelona (7) - Berchem (2) - Bergamo (8) - Bergen Op Zoom - Bilbao - Botanuco - Boxmeer - Braga - Branzi - Breda (3) - Brema - Brema - di Sopra - Brescia (2) - Brugge - Brussel - Bruxelles (8) - Bury St-Edmunds - Busnago - Bussum - Busto Arsizio - Calcinato - Calolziocorte - Cambiagio - Cascais - Cassano d'Adda - Castegnato - Castelli Calepio - Castrezzato - Charleroi (2) - Cisano Bergamasco - Clusone - Cologne-Bresciano - Cologno al Serio - Corte Franca - Cuyk - Delft (2) - Dello - Den Haag - Den Helder - Deurne - Deventer (2) - Doetinchem - Dordrecht - Düsseldorf - Eastbourne - Ede - Edinburgh (2) - Eindhoven (2) - Emmen - Enschede - Erbusco - Fara Gera d'Adda - Foppolo - Frankfurt (2) - Gandino - Gazzaniga - Genève (3) - Gennep - Gent (2) - Goes - Gorgonzola - Gomo - Gouda - Groningen (2) - Grumello del Monte - Haarlem - Hamburg (2) - Hasselt - Heerden - Helden - Panningen - Hengelo - Hertogenbosch (2) - Hilversum - Hoofddorp - Hoom - Hulst (2) - Inzago - Istanbul (2) - Jersey - Jesolo Lido - Kampen - Kerkrade - København - Kortrijk (2) - Leeuwarden - Leffe - Leiden - Liège (2) - Lisboa (9) - Lisse - London (10) - Lovère - Lugano - Luxembourg (4) - Madrid (12) - Malgrate - Manchester (2) - Martellago - Maastricht - Matosinhos - Mazzano - Merksem - Mestre - Middelburg - Milano (5) - Mira - Mons - Naaldwijk - Namur - Nembro - Nijkerk - Nijmegen (2) - Noventa Padovana - Oisterwijk - Oltre il Colle - Oostende - Oosterhout - Oslo - Ospitaletto - Oss - Palazzolo sull'Oglio - Passirano - Piazza Brembana - Ponte San Pietro - Porto (3) - Provaglio d'Iseo - Pummerend - Putte - Queluz de Baixo - Rijssen - Rodengo Saiano - Roermond (2) - Roma - Romano di Lombardia - Roosendaal - Roselare - Rotterdam (6) - Rovato - Rudiano - San Donà di Piave - San Omobono Imagna - San Paolo d'Argon - San Pellegrino Terme - San Sebastian - San Stino di Livenza - Santarem - Sas van Gent - Schiedam - Seriate - Serina - Sevilla - S'Gravenhage - Sittard - Sluis - Sneek - Soest - Sottomarina - Spinea - Stockholm - Stuttgart - Taunton - Terneuzen - Thessaloniki - Tilburg - Travagliato - Trenzano - Treviglio - Treviolo - Treviso - Torino - Uden - Urago d'Oglio - Ugnano - Utrecht (2) - Vaassen - Valencia - Vaprio d'Adda - Veenendaal - Venezia (5) - Venlo - Venray - Verdellino - Verolavecchia - Verona - Villa d'Almè - Villa di Serio - Vlaardingen - Volendam - Vught - Weert - Winschoten - Worthing - Zaandam - Zeist - Zoetermeer - Zürich (2) - Zutphen - Zwijndrecht - Zwolle (2).
--

et n'oublions pas les Europartnaires... : Banco di Roma, Banco Hispano Americano, Commerzbank.



GROUPE DU CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI PARTOUT EN EUROPE.

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Groupe industriel international 25 milliards de C.A. 30 000 collaborateurs répartis dans 80 pays recherche un

Fiscaliste International

Paris

Au sein d'une équipe de fiscalistes de haut niveau, vous traitez des dossiers de restructuration, d'optimisation des structures fiscales pour le compte des sociétés du groupe. Vous assurez les relations entre les filiales étrangères (notamment US) et le siège en matière de fiscalité internationale et vous participez à l'élaboration de la politique fiscale à l'échelon international du Groupe.

Agé de 30/35 ans, de formation juridique supérieure, vous avez acquis une expérience significative d'au moins 5 ans en fiscalité internationale auprès d'un cabinet ou du service fiscal d'une entreprise importante. Vous maîtrisez évidemment parfaitement l'anglais notamment en vue de courts déplacements à l'étranger.

Contactez Antoine Goldschmidt au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tel + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon 75008 Paris, sous réf. AG3003MO.

MP

Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal
Paris-Lyon-Londres-Amsterdam-Bruxelles-Sydney

Cadre Juridique

Intégré au sein des Sociétés affiliées d'un important groupe international chimique et pharmaceutique, vous développerez votre pragmatisme dans un contexte constructif et participatif.

Assistant du Responsable du Service Juridique, vous intervenez dans tous les domaines de la fonction juridique. Véritable force de propositions, vous concevez votre travail comme celui d'un conseil d'entreprise.

Par votre professionnalisme et vos recommandations vous contribuez aux décisions de notre Société et êtes l'interlocuteur reconnu auprès de nos responsables de haut niveau.

Agé de 30 ans environ, de formation juridique supérieure (Maîtrise de droit minimum), complétée de préférence par une formation en gestion, vous maîtrisez l'anglais et disposez d'une première expérience en entreprise de 3 ans minimum.

Merci d'adresser lettre + C.V. + photo + prétentions sous référence 4145, à JONCTION 32, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly sur Seine, qui transmettra.

GEO



prima

Femme

Actuelle

Télé

Loisirs

Voici

PRISMA PRESSE recherche

Rédactrice en chef adjointe

Vous avez une expérience significative de la presse féminine, et en particulier des secteurs "mode/beauté/tricots/ouvrages..."

Créative, visuelle, à l'écoute du lectorat et du marché, vous saurez faire évoluer le concept.

Vous pourriez être une véritable adjointe, animatrice d'une équipe très professionnelle.

Si cette offre vous intéresse, merci d'adresser votre dossier, sous référence PR12 à :

PRISMA PRESSE - Direction des Ressources Humaines - 6, rue Daru - 75008 Paris.

BANQUE - FINANCE : ORGANISATEURS EXTERNES OU INTERNES... VENEZ ORCHESTRER LE CHANGEMENT...

Nous disposons déjà de moyens informatiques performants et décentralisés. Notre souci d'harmonisation nous conduit à rechercher un

ORGANISATEUR SENIOR

qui interviendra auprès de toutes les Directions et Sociétés du Groupe. Après un recensement de l'ensemble des fonctionnalités, il sera le garant du développement de procédures cohérentes, de l'homogénéité et de la convivialité de leur mise en application, et veillera à la formation des utilisateurs.

Vous qui désirez, par exemple, intégrer une entreprise après une expérience de 4 ou 5 ans de Conseil en Organisation, ou la poursuivre dans un environnement en pleine mutation, vous réussirez grâce à votre entêtement, votre esprit de suite et vos qualités de synthèse et d'anticipation.

Laissez-vous tenter ! Notre Conseil, Arlette NIVOLLE, lira avec intérêt votre dossier adressé sous réf. : C/AC/ML à R.P.C. - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

recherche un

RESPONSABLE FORMATION

Ambassadeur de notre Société auprès d'un de nos clients d'Afrique Noire francophone, vous y assurerez une mission complète d'environ 3 ans (conseil et opérationnel).

En collaboration étroite avec le Chargé de Mission français, vous participerez à la stratégie de redéploiement de cette Entreprise (2500 personnes). Vous animerez l'ensemble du processus de formation depuis le diagnostic et la définition de la politique jusqu'à la mise en œuvre des moyens et la formation des formateurs à tous niveaux (technique et management).

La réussite dans ce poste constitue un tremplin intéressant pour votre évolution dans le Groupe.

Vous bénéficierez du statut d'expatrié et des avantages y afférant (logement, voyages, écoles...)

De formation supérieure, vous avez conçu des plans et des actions de formation destinés à du personnel de niveaux hétérogènes.

Notre Conseil vous aidera à réfléchir à cette proposition. Écrivez-lui, (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions), sous la référence cc/2068.



MILO
Ressources Humaines
3, avenue des Ternes
75017 PARIS

A plus
management

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN MANAGEMENT, ORGANISATION ET SYSTÈMES D'INFORMATION
Pour faire face à son développement recrute

CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

- Formation supérieure (X, Centrale, Mines, HEC, ESSEC,...)
- Débutants ou confirmés (3 à 5 ans d'expérience en entreprise ou Cabinet de Conseil)
- Postes basés à Paris

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. DD 893 à : A plus management - 33, avenue du Maine - B.P. 112 - 75755 PARIS Cedex 15

MUTEX
LA PRÉVOYANCE DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE
recherche pour son Département Études

JURISTE PRODUITS

Missions

- Conception et rédaction des documents contractuels type des produits de prévoyance.
- Définition des procédures administratives liées à la souscription et au fonctionnement des garanties.
- Assistance technique interne et au réseau.

Profil

- Diplôme du 3ème cycle en droit privé avec spécialisation appréciée en assurances (D.E.S.S. ou Institut des Assurances).
- Expérience minimum de 4 à 6 ans acquise au sein d'une entreprise d'assurances ou d'un organisme de prévoyance ayant permis de maîtriser tous les aspects liés aux missions précitées.

Nous souhaitons rencontrer des candidats allant au-delà de la rédactionnelle, goût et sens de la recherche et des études dans un contexte opérationnel, facilité dans les contacts humains.



Merci d'adresser votre dossier complet en précisant la référence du poste (Réf. JP), votre rémunération actuelle et souhaitée à : Mutualité Française - Direction Administrative - 255, rue de Vauglond - 75719 PARIS CEDEX 15

VOG

Jeune Chef de Groupe

Vous avez impérativement une expérience de 2 à 3 ans en communication Ressources Humaines (recrutement et interne) : valorisez dès aujourd'hui votre parfaite maîtrise du secteur en prenant de réelles responsabilités parmi un équipage de 10 personnes. Professionnel de talent, excellent rédacteur, vous êtes aussi un gestionnaire rigoureux, capable d'animer une équipe.

Dégagez l'objectif de développement : vous aurez toute liberté pour gérer et constituer efficacement vos clients.

Notre forte personnalité s'exprime au sein de l'agence, dans une ambiance à la fois dynamique et conviviale.

Notre forte personnalité s'exprime au sein de l'agence, dans une ambiance à la fois dynamique et conviviale.

Notre forte personnalité s'exprime au sein de l'agence, dans une ambiance à la fois dynamique et conviviale.

Notre forte personnalité s'exprime au sein de l'agence, dans une ambiance à la fois dynamique et conviviale.

Le Monde

CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615

POUR UNE CONCEPTION ELARGIE DU RECRUTEMENT ET DE LA FORMATION...

- Vous proposez et mettez en œuvre les politiques de recrutement et de formation, depuis l'analyse des besoins jusqu'à l'évaluation des prestations les plus novatrices et les plus adaptées à l'esprit de notre entreprise.
- Après de cette mission, vous serez une véritable force de proposition pour contribuer à une perception positive de la politique de Ressources Humaines :
 - en optimisant la gestion des carrières par le développement de la mobilité interne et l'accroissement des synergies au sein de notre groupe;
 - en mettant en place une nouvelle organisation la mieux adaptée à vos objectifs.
- De formation supérieure (type 3ème cycle de gestion du personnel ou DESS psychologie du travail), vous bénéficiez d'une expérience de 5 ans minimum dans les domaines de la formation professionnelle, du recrutement et de la gestion prévisionnelle. Esprit pédagogique, vous possédez une réelle perspicacité et un grand sens des relations humaines.

Pour cette fonction stratégique, nous vous demandons beaucoup et réclamerons de votre part une totale implication. Nous saurons vous offrir en contrepartie un métier passionnant et la dynamique de toute une équipe! Nous sommes la 2ème entreprise française sur un secteur très porteur, directement relié aux technologies de pointe. Accompagner et même devancer notre croissance en y associant votre évolution, telles sont les ambitions communes que nous vous proposons.

Merci d'adresser votre dossier (CV, photo et prétentions), sous référence H21/1, à notre Conseil : GROUPE PANISSOD - 109, rue de Turenne - 75003 Paris.



Nous sommes un cabinet de conseil en ressources humaines spécialiste des métiers de la finance. A l'issue de nos missions de conseil, les opérations de recrutement que nous réalisons sont traitées exclusivement par voie d'annonces. Notre croissance nous amène à intégrer un

Consultant recrutement

secteur financier

Dégage des contraintes commerciales, il intervient auprès des responsables opérationnels de la clientèle pour la prise en compte des spécifications des postes à pourvoir. Il a la responsabilité globale des missions et assure les sélections techniques et comportementales des candidatures. Pour la gestion de la procédure de recrutement ainsi que pour la relation tripartite cabinet-client-candidat, il bénéficie d'outils de gestion évolués calqués sur un modèle organisationnel rigoureux.

Nous confierons ce poste au candidat dont la maturité et le regard sur le développement personnel des individus facilite la compréhension des facteurs d'évolution de carrière. Une expérience de 4 à 6 années de la vie en entreprise et un niveau de formation supérieure - école d'ingénieurs de préférence - le prédisposent à formaliser avec succès les opérations qui lui sont confiées.

Michel DHEUR, responsable du cabinet, veillera tout particulièrement à l'examen du dossier que vous lui adresserez sous la réf. MDH 12.355 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

Conseil en ressources humaines.

Consultant en Ressources Humaines

Notre activité d'Interim Ingénieurs & Cadres se développe et nous souhaitons coopter un consultant ayant une première expérience de l'entreprise et désireux d'intégrer une équipe où le professionnalisme, l'esprit d'entreprise et le partenariat dominent. Il développe et gère en toute autonomie sa clientèle et ses missions. Pour en savoir plus, contactez P. de BEJARRY - Elite Ingénieurs et Cadres - 15 rue Maison Dieu - 75014 Paris. Tél. : 43.35.39.38.

ELITE Ingénieurs & Cadres

DEPT. DE LA SA. ELITE FRANCE ETT.

Schlumberger Technologies

Equipements avancés et solutions personnalisées pour Collectivités Locales

EN PREMIERE LIGNE SUR DES MARCHES PORTEURS



SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES conçoit, fabrique et commercialise partout dans le monde des cartes à mémoire et des systèmes de paiement électronique, des équipements de test automatique, des instruments électroniques de mesure, des systèmes de CAO et FAO.

La Division Terminals Urbains et Systèmes souhaite accueillir un jeune

INGÉNIEUR COMMERCIAL

diplômé d'une école d'ingénieurs et ayant une première expérience de vente d'équipements industriels, si possible aux collectivités locales.

Basé à Montrouge, au sein d'une Direction Commerciale étroitement associée aux activités des autres Départements de l'entreprise (Etudes, Production, Marketing...), vous trouverez tous les atouts pour réussir : un grand secteur géographique (moyenne Est de la France), un marché en forte croissance où nous occupons la première place, un savoir-faire technologique reconnu.

Une rémunération motivante, logiquement liée aux résultats et une large ouverture de carrière au sein de Schlumberger vous seront offertes (l'anglais serait un atout).

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) sous la référence LB/IC, au Service du Personnel.

SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES
Terminals Urbains et Systèmes
50, avenue Jean Jaurès - B.P. 620-04
92542 Montrouge Cedex

IBM France recherche pour sa Direction Financière

UN FISCALISTE.

Vous êtes titulaire d'une maîtrise de Droit ou de Sciences Economiques et DIPLOME(E) DE L'ECOLE NATIONALE DES IMPOTS.

Vous avez plusieurs années d'expérience professionnelle et une bonne connaissance de la langue anglaise.

Vous souhaitez exercer votre activité de façon durable dans le Service Fiscal d'une grande entreprise.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe basée à Paris La Défense, traitant tous les aspects de la fiscalité d'entreprise et ayant de nombreux contacts à tous les niveaux de la Compagnie.

Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature, CV détaillé et photo sous référence F 61 en nous précisant votre rémunération actuelle et vos prétentions à : IBM France, J. VILLAUVE Service 3094 Tour Descartes, Cedex 50, 92066 PARIS LA DEFENSE. Nous garantissons une discrétion totale.

Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



IBM

GMV2 GROUPE
Rue Cassini - Paris 14^{ème}

Propose des postes de responsables d'études nationales, internationales (à des candidats bilingues Anglais/Français)

DIRECTEUR D'ETUDES QUANTITATIVES
Réf: DE. Niveau Grande Ecole, 10 ans d'expérience minimum dans les études ou le conseil aux entreprises.

CHARGE D'ETUDES QUANTITATIVES SENIOR
Réf: CE. 5 ans d'expérience, dans un cabinet d'études.

CHARGE D'ETUDES QUANTITATIVES JUNIOR
Réf: CEJ. 1 à 2 ans d'expérience.

Envoyer lettre et CV en prédisant référence à l'annonce à GMV2 GROUPE, 100 avenue A. Briand - 92120 Montrouge.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU PAYS DE BRIVE

CADRE COMMERCIAL EXPORT

Vous possédez une formation commerciale supérieure (Sup de Co, ESCA, J...), ainsi qu'une solide expérience du terrain à l'export. Vous parlez couramment allemand et anglais.

Au sein de l'équipe de direction, vous participerez à l'élaboration et à la réalisation d'actions de développement, mises en place par la CCI, en faveur des sociétés exportatrices.

Vous visiterez les chefs d'entreprises, les conseillerez et les accompagnerez dans leur recherche de marchés nouveaux.

Rémunération en fonction de votre expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. CC à notre conseil OSWALDT et ASSOCIES - 24, rue Lamoignon - 75017 PARIS.

Oswaldt & Associés

CONSEILS EN RECRUTEMENT



Le Groupe SNECMA

Responsable du suivi financier des contrats internationaux

Jeune diplômé d'une école Supérieure de Commerce vous avez une première expérience en commerce international.

Le Groupe SNECMA offre une réelle perspective de carrière.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous réf. SNECMA - SNECMA Direction de l'Embaument 2 boulevard du Général Maréchal Valée 75704 PARIS CEDEX 15.

SNECMA • SEP • MESSIER • HISPANO-BUGATTI • HISPANO-SUIZA • SOCHATA SNECMA • FAMER • SIX SOCIETES, UN GROUPE

GROUPE SNECMA, LES MOTEURS DU CIEL

RESPONSABLE DU SUIVI FINANCIER DES CONTRATS INTERNATIONAUX

Vous possédez une formation commerciale supérieure (Sup de Co, ESCA, J...), ainsi qu'une solide expérience du terrain à l'export. Vous parlez couramment allemand et anglais.

Au sein de l'équipe de direction, vous participerez à l'élaboration et à la réalisation d'actions de développement, mises en place par la CCI, en faveur des sociétés exportatrices.

Vous visiterez les chefs d'entreprises, les conseillerez et les accompagnerez dans leur recherche de marchés nouveaux.

Rémunération en fonction de votre expérience.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous réf. SNECMA - SNECMA Direction de l'Embaument 2 boulevard du Général Maréchal Valée 75704 PARIS CEDEX 15.

SNECMA • SEP • MESSIER • HISPANO-BUGATTI • HISPANO-SUIZA • SOCHATA SNECMA • FAMER • SIX SOCIETES, UN GROUPE

GROUPE SNECMA, LES MOTEURS DU CIEL

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

THERMADOR HOLDING
Groupe de sociétés de distribution de biens d'équipement
coté au Second Marché de LYON, recherche :

Directeur commercial de filiale
(Ref.DC)

Responsables de secteur
(Ref.RS)

niveau HEC, ESSEC, ESC

Ambiance de travail dynamique au sein d'équipes à taille humaine.
Intéressantes possibilités d'avenir dans un groupe en expansion.
20 km Est de LYON.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à :
THERMADOR HOLDING - BP 719 - 38297 La Verpillière Cedex

SYRAL
L'autorité organisatrice des transports en commun pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise.

Ca peut vous transporter ... loin et haut.

Chargé de Mission
Investissement - Choix Technologiques

Vous avez entre 28 et 40 ans, vous êtes ingénieur ENSTA, MINES, ECP... Vous recherchez une véritable autonomie, des contacts nombreux et à haut niveau, des responsabilités importantes. Votre expérience dans le domaine des transports de personnes (SNCF, RATP...) ou dans l'industrie en qualité d'ingénieur d'affaires ou maître d'œuvre, nous intéresse.

Vous :

- proposerez les orientations dans le domaine de transport en commun;
- analyseriez les projets, les instruiriez, en réaliserez la maîtrise d'ouvrage;
- interviendriez sur un budget d'1 milliard de F.

Il s'agit d'un beau challenge.

Merci d'adresser votre dossier complet à Jean Pierre GUILLON, notre conseil, sous la réf. CCM/LM - RFG - 21/23 bd Victor Marie - 69427 LYON cedex 03.

Raymond Poulain Consultants

Du côté de chez SWITCH... Rhône-Alpes

CHARGE DE RECHERCHE EN RECRUTEMENT H/F

Le recrutement du côté de chez SWITCH : des méthodes de travail originales, innovantes et bien sûr... performantes ! Aujourd'hui encore, ça bouge du côté des clients, des missions, des nouvelles idées... et nous recherchons un jeune professionnel des Ressources Humaines possédant impérativement au moins 2 ans d'expérience en entreprise.

Vous prenez en charge des missions SWITCH, révélez toute votre créativité pour développer de nouveaux systèmes d'approche : Vivacité intellectuelle, chaleur humaine, forte implication, conscience professionnelle et... humour sont vos qualités, celles qui vous permettront de participer avec enthousiasme aux projets de développement qui germent du côté de chez SWITCH...

Vous êtes intéressé par cette proposition ? Vous souhaitez échanger avec nous d'autres opportunités pour d'autres activités ?

Philippe SCHWARTZ attend votre candidature
ou 2 rue Vignate 38610 GIERES/GRENOBLE
tel. 76 51 90 33 et vous rencontrerez
sous 15 jours à Paris ou à Grenoble.

Partenaire de vos ambitions **SWITCH**
Département Recrutement

SOREMA GROUPEAMA
Société de réassurance internationale complète, son département RISQUES INDUSTRIELS par

UN JEUNE INGENIEUR AGRO/AGRI

UN INGENIEUR CONFIRME AGRO/AGRI

Vos responsabilités : Par des missions de courte durée à l'étranger : analyser les risques, les mesurer, les couvrir en prenant des engagements financiers à l'égard d'entreprises des secteurs agricole et agro-alimentaire.

Votre profil : Soit Ingénieur Grande Ecole ou équivalent, 30-35 ans, une bonne connaissance des productions agricoles notamment animales, plus particulièrement dans des régions comme l'EUROPE du SUD, l'ASIE, l'AMERIQUE du SUD. Soit jeune Ingénieur avec une première expérience acquise à l'étranger si possible. La pratique de l'Espagnol et de l'Anglais doit être acquise pour les deux postes.

PARIS LYON NANCY Ecrire avec C.V. + prétentions, sous référence MA/LM1, à

WJF michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Ville de Montreuil, 93 (1 000 000 habitants)
recherche pour son service études urbaines

UN CHARGÉ D'ÉTUDES (H./F.), ARCHITECTURE DE FORMATION

Ce cadre sera chargé de réaliser des études préalables à des projets d'aménagement urbains (constructions, espaces), de suivre l'élaboration des projets d'autres maîtres d'ouvrage ou d'autres maîtres d'œuvre, de l'expertise de permis de construire complexes.

Profil souhaité : professionnel de l'urbanisme possédant au moins 3 ans d'expérience dans ces domaines et une bonne connaissance des collectivités territoriales.

Emploi statutaire ou contractuel.

Adresser candidature, C.V. avec photo et référence à M. le député-maire, Mairie de Montreuil, 93105 Montreuil Cedex.

Important investisseur immobilier
recherche pour l'exploitation d'un grand ensemble (500 appartements, 12 000 m² de bureaux)

RÉISSEUR D'IMMEUBLES

Pour ce poste basé en proche banlieue, nous recherchons un candidat de 35 ans minimum, libre début janvier 1990, niveau d'études BAC + 2. Une expérience de l'encadrement et le sens des responsabilités sont des atouts indispensables pour réussir dans ce poste où vous devrez aussi faire preuve d'un bon contact commercial et d'une grande disponibilité.

Vous bénéficierez d'un logement de fonction.

Adr. lettre manuscrite + photo (obligatoire) et C.V. sous n° 8679
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

E.M.C. Société d'analyse et de financement industriel
RECHERCHE

3 COMMERCIAUX SENIORS

Les candidats devront avoir une bonne formation de gestion. Une parfaite connaissance du fonctionnement financier de l'entreprise. Tout candidat ayant été chef d'entreprise possèdera un atout décisif. Rémunération fixe + comm. + frais.

Envoyer C.V. + prétentions à :
EMC - Pascal PINNA
110, avenue Aristide-Briand, 92120 MONTRouGE
Tél. : 47-35-83-45 pour rendez-vous.

Nous sommes une entreprise industrielle à taille humaine (350 personnes) située au sud de la région parisienne. Notre nouvelle direction a la ferme volonté de mobiliser concrètement les personnes de l'entreprise par une politique de relations humaines performante. Pour cela nous recherchons :

UN DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

De préférence jeune, avec au minimum 3 ans d'expérience, et diplômé de l'enseignement supérieur, il aura toute liberté pour définir, mettre en place, animer une action de développement des ressources humaines. L'étendue de la fonction sera à la dimension de son autorité naturelle. Nous attendons beaucoup de cette personne. Ses qualités humaines seront déterminantes.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photos et prétentions
s/n° 8670 Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

RESPONSABLE ÉTUDES MARKETING PRESSE

Nous sommes un petit groupe de presse professionnelle centré sur la restauration et l'hôtellerie.

Pour notre activité publicitaire, nous recherchons

UN JEUNE DIPLOMÉ

afin de prendre en charge les différentes études marketing.

Ce jeune cadre en début de carrière fera le suivi et les analyses des résultats de la concurrence, les comparera avec les résultats de nos différentes revues. Il devra analyser les stratégies des revues concurrentes. Il devra constituer une base de données sur le marché.

Envoyer C.V., photo et prétentions à Société Nioubiz, Marie-Laure Guérin, 54, rue Etienne-Marcel, 75002 Paris.

IDC FRANCE, Société d'Études multinationales,
leader sur les marchés de l'informatique

Recherche :

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Vous aimez vendre, vous avez le goût des contacts humains, une formation supérieure commerciale, le secteur des services vous est familier, vous parlez anglais.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à :
ICD FRANCE, 12, avenue George-V, Paris 8^e

Nous sommes une entreprise de fabrication mécanique de 350 personnes, leader sur son marché, située au sud de la région parisienne. La nouvelle direction est déterminée à développer substantiellement la performance de la production. C'est pourquoi nous cherchons pour diriger la totalité de la fonction un :

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Ingénieur de formation, il aura une expérience prouvée de direction d'usine sur tous les plans. Un travail important en profondeur est à réaliser aussi bien au niveau de l'organisation que des hommes. Nous attendons une évolution rapide vers une approche à la « japonaise ». Les qualités humaines des candidats seront déterminantes.

Ecrire lettre manuscrite, C.V. et prétentions à « Le Monde »
s/n° 8671 Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

VILLE D'ISSY-LES-MOULINEAUX
(Hauts-de-Seine)
50 000 habitants, 450 MF de budget, 1 000 agents, en forte expansion démographique et économique

recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT
ayant les fonctions de

DIRECTEUR DE LA MODERNISATION

Ce cadre participera à l'équipe de Direction générale et sera chargée :

- de la mise en œuvre de la politique de services dans le nouveau centre administratif intelligent ;
- de l'amélioration des procédures internes ;
- de la détermination du projet d'entreprise-mairie en projets de service ;
- de la mise en œuvre de la fonction organisation-méthode ;
- de la mise en œuvre de la fonction qualité et groupes de proposition.

Il aura autorité hiérarchique sur la direction des ressources humaines et travaillera en coordination étroite avec la direction des systèmes d'information.

Adresser lettre manuscrite, photo et C.V. à :
Monsieur le Député-Maire :
62, rue de Général-Leclerc, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

Crédit Mutuel d'Anjou
recherche pour son siège à ANGERS

Responsable Développement

Mission : proposer et mettre en œuvre la politique commerciale du Groupe sur tous les marchés, particuliers et entreprises. Animer les équipes Marketing et Animation des Ventes.

Profil : de formation supérieure, commerciale, le ou la candidat(e) justifiera d'une expérience de Marketing (domaine des Services financiers) et d'aptitudes au management.

Ce poste, en création, est directement rattaché au Directeur du Développement et des Engagements.

Adresser lettre manuscrite, C.V. à : Crédit Mutuel d'Anjou - D.E.H. - 1, place Molère - S.F. 445
49006 ANGERS CEDEX qui garantira une totale confidentialité.

Recherche région Bourgogne

DIRECTEUR de CLINIQUE

Formation Sup. de Co.
Maîtrise de gestion ou équivalent.
5 ans expérience similaire.
30-40 ans environ. Dynamique. Entrepreneur.
400 KF +

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo sous n° 8672
Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Organisme de Prévoyance
recherche pour son Service Contentieux

UN JURISTE confirmé

Le titulaire de ce poste sera chargé plus particulièrement de traiter et d'assurer le suivi des dossiers portés devant les tribunaux. A ce titre, il devra représenter l'organisme lors des audiences dont certaines ont lieu en Province.

Une expérience dans des fonctions similaires serait appréciée.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 79146 à PROJETS
12, rue des Pyramides 75001 PARIS qui transmettra

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 13

EN BRETAGNE

IMPORTANT ORGANISME DE DÉVELOPPEMENT
économique fortement implanté dans sa région et reconnu
pour son dynamisme recherche son :

Directeur Général

35-40 ans. de formation supérieure (Gestion/Ingénieur ou
similaire) avec expériences significatives acquises de
préférence en entreprises.

Les principales axes de la fonction : Participer activement à
la réflexion stratégique, manager une équipe compétente
et motivée, gérer les ressources financières et les budgets,
tout ceci dans un climat socio-professionnel réclamant un
sens aigu de la diplomatie partenariale.

Veuillez adresser lettre manuscrite + CV
sous réf. : JO/DO à Jean OLIVIER
B.P. 28 - 35740 PACÉ - qui garantira une totale
confidentialité.



DANS NOTRE AGENCE DE PUBLICITÉ, LE COMMERCIAL VA PLUS LOIN QUE LA VENTE

En quelques années, notre agence a su démontrer son professionnalisme dans ses différents domaines d'activité :

En Communication de Recrutement, la puissance, la notoriété et l'image de nos clients les placent en tête de leur secteur.
En Publicité "Business to Business" pour des produits et des services de haute technologie, nous accompagnons le développement
de plusieurs PME.
En Audit d'outils de prospection et de vente, nos interventions en entreprise ont abouti dans tous les cas à une augmentation
sensible des résultats commerciaux de nos clients.

JEUNE RESPONSABLE COMMERCIAL

Vous êtes diplômé d'études supérieures (Bac + 4 au minimum) et vous avez 3 à 5 ans d'expérience commerciale dans un monde proche
de la communication. Nous vous proposons de conduire, aux côtés de la Direction Générale, les prochaines étapes de notre expansion.
Au-delà de vos activités de prospection et de vente, nous vous offrons l'opportunité d'exercer un métier complet et diversifié : vous
créerez, vous optimiserez et vous gèrerez les outils commerciaux (fichiers, relances, argumentaires...) ; vous participerez à l'élaboration des
solutions proposées ; vous rechercherez, à l'intérieur et à l'extérieur de l'agence, les informations susceptibles d'enrichir nos stratégies
commerciales, marketing et techniques.

Avec votre exigence de qualité, de disponibilité et de bon service aux clients, avec votre forte attirance pour la recherche de solutions
"intelligentes" et efficaces, vous souhaitez découvrir de nouveaux horizons tout en exerçant des responsabilités opérationnelles.
Venez en parler avec nous.

Adressez-nous rapidement un dossier de candidature (lettre, C.V. et photo) sous la référence AD/RC.

AD'COM - 32, rue Plezret - 92000 Neuilly/Seine



Société de Crédit à la Consommation, filiale du Crédit Lyonnais a
été créée en 1988.

Notre challenge passe par notre capacité à imaginer et innover dans
nos propositions de service et de produits.

Pour être encore plus à l'écoute de nos clients, la Division Auto-
mobile recherche son futur :

RESPONSABLE MARKETING OPERATIONNEL

Pour cette création de poste, nous recherchons une personne dont la première expérience
(2 à 3 ans) dans une société de Crédit, chez un constructeur ou un importateur, lui a permis
de bien maîtriser les produits financiers et leurs déclinaisons, ainsi que tous les aspects de
communication et de promotion.

De formation supérieure (Ecole de Commerce) votre capacité d'analyse et d'étude est un
préalable à notre goût de réaliser et de concrétiser.

Si comme nous, outre une forte affinité avec les produits auto (VP, VUL), vous avez le souci
de la performance,

Merci de nous adresser votre dossier sous référence 2262C/M ou transmettez-le à CVCADRE
en composant le 36-15 code JCM sur votre minitel où vous
trouverez des renseignements complémentaires sur l'entreprise.

JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL - 12, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS
PARIS - LYON - NANTES - RENNES - TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE

Directeur d'Agence Strasbourg

Membre d'un groupe leader dans le domaine de la communication, première dans sa spécialité,
notre société recherche un jeune Directeur d'Agence, pour lui confier la gestion d'un centre de
profit en croissance régulière et importante depuis plusieurs années.

Sa mission consistera à consolider les acquis, mais également à rechercher toutes les possibilités
d'action permettant le renforcement de notre position sur le marché.

Entouré d'une petite équipe performante, sa réussite dépendra largement de son aptitude à
favoriser l'adhésion à sa personne et de ses compétences commerciales.

Son profil :

- une formation supérieure, de préférence commerciale option marketing.
- une première expérience professionnelle de 3 à 5 ans en tant que Chef de Produit ou Chef des
Ventes.
- un esprit imaginatif et ouvert aux innovations, de réelles qualités relationnelles, de l'enthousiasme et du dynamisme.

Connaissance de l'allemand très appréciée.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature manuscrite, accompagnée d'un
CV et d'une photo sous réf. 101202/MD à notre Conseil, qui vous garantira son entière discrétion.

Staff Consultants

23, boulevard de l'Orangerie, 67000 STRASBOURG.

STRASBOURG
PARIS
LYON
NEW-YORK

COMMUNICATION DE RECRUTEMENT

RESPONSABLE D'UN CENTRE DE PROFIT

Vous êtes un(e) spécialiste reconnu(e) de la communication de recrutement. Vous avez actuelle-
ment des responsabilités qui ne vous donnent pas entière satisfaction. Vous souhaitez évoluer
et acquérir plus d'autonomie.

Nous vous proposons de prendre en charge la responsabilité globale d'un centre de profit :
management, développement, gestion des budgets existants. Ce poste exige une forte impli-
cation, notamment au niveau du développement. En contrepartie, vous bénéficierez de l'appui d'un
groupe de premier plan.

Votre candidature sera traitée avec la plus grande discrétion.
Merci de l'adresser sous référence M 3 à Monsieur BERTHELOT
148, rue Saint Honoré - 75001 PARIS qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

située à Paris
recherche

PSYCHOLOGUE

Homme ou Femme

- diplômé(e) spécialiste en psychologie industrielle
- ayant une expérience de plusieurs années de recrutement tous niveaux,
mais principalement de cadres débutants de formation supérieure.

La participation de ce spécialiste à nos programmes de recrutements s'effectue
sous forme de travail intermittent et sera rémunérée en fonction du
nombre de vacations effectuées.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence PSY, à HARMONY,
7, rue Sainte-Anastase 75003 PARIS, qui transmettra.

Déjà ingénieur, futur financier.

Nous sommes un établissement financier, filiale d'un grand groupe international, qui
fonde sa puissance sur de nombreuses activités. Accorder des crédits à des consom-
mateurs, tel est notre métier. Pour cela, il nous faut gérer un risque et aider parfois nos
clients à gérer le leur. Avec plus de 400 personnes, nous avons dégagé plus de 100 millions
de francs nets après impôts en 1988.

Nous souhaitons vous confier la responsabilité d'un service de prospective où vous
conduirez des études qui porteront tant sur les systèmes de paiement que sur les compor-
tements des clients débiteurs. Bien évidemment, ces études devront aboutir à des recom-
mandations et après validation, à une mise en place. Certes, vous vous en doutez, nous
maîtrisons les techniques existantes, mais pour être les premiers, il faut anticiper l'évolu-
tion des technologies et des attitudes des consommateurs. Vous disposerez des moyens
informatiques qui vous aideront à organiser les flux d'informations dont vous aurez
besoin.

Ingénieur de haut niveau (X, Centrale, Mines, Pont, Ensa), quasi-débutant ou pouvant
faire valoir une première expérience, vous ferez profit de votre aptitude mathématique et
conceptuelle et trouverez la possibilité de satisfaire votre goût du concret et votre intérêt
pour la finance. Merci d'adresser votre dossier sous la référence 057 811 LM, à notre
conseil, Philippe Vuitzeney, Associé du Cabinet Sirca - 64, rue La Boétie - 75008 Paris, qui
l'étudiera en toute confidentialité. Ce poste est basé dans la région lilloise.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

CHEF DU PERSONNEL

Notre centre technique et industriel d'Anjou (1200 pers.) développe et fabrique des matériels
d'électronique professionnels High Tech. A la tête d'une équipe de 25 personnes, son Chef du
Personnel, membre du comité de direction, pilotera l'ensemble des aspects classiques de la
fonction dans un contexte de diversification et de mutation technologiques (plus de 500
ingénieurs et techniciens). Aussi sa mission sera-t-elle particulièrement orientée vers la
communication et la gestion prévisionnelle (recrutement, mobilité et formation), ce qui implique
un style de management basé sur le dialogue et la négociation. En relation avec le Directeur
des Ressources Humaines du Siège, il définira les différents axes politiques et en coordonnera la
mise en œuvre, tout cela en maintenant une synergie avec les autres établissements du
groupe. Ce poste nécessite une formation supérieure et une expérience d'une dizaine d'années
dans l'industrie.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de
candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 912713 LM.



35, rue du Rocher 75008 Paris

CONFESSE

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Imaginez un monde
où des postes auxquels
vous n'aviez encore
jamais pensé,
vous sont proposés.

36 15
IM

Le service télématique
expert de l'emploi des cadres

LE GROUPE CRAON INTERNATIONAL
recherche pour

TMI
Time Manager International

PREMIERE ORGANISATION MONDIALE DE FORMATION
AU DEVELOPPEMENT PERSONNEL EN ENTREPRISES ses

ANIMATEURS DE FORMATION GRANDS GROUPES

Vous avez mené une expérience d'au moins 3 ans en tant que formateur dans les grandes entreprises de services. De formation supérieure, âgée de 28/35 ans, vous souhaitez orienter votre énergie vers l'animation de groupes importants en leur communiquant votre enthousiasme, en leur faisant partager votre dynamisme, votre conviction sur les thèmes que nous développons : le Service, la Qualité, le Développement Personnel, l'approche du Marketing du changement.

Présent dans plus de 30 pays, TMI vous fera partager son expérience, et son savoir-faire de formateur auprès des grandes entreprises nationales et internationales leaders.

★ ★ ★ ★ ★
Votre propre potentiel de développement, vos capacités reconnues de Management, votre maîtrise de la "pédagogie" des entreprises (petites et grandes), votre savoir-faire dans l'animation de nos produits sont pour nous des atouts considérables pour réussir, développer une équipe d'animateurs professionnels confirmés et devenir à court terme notre futur.

MANAGER DE L'ANIMATION

Si votre projet vous intéresse, nous vous proposons d'adresser une lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à notre Conseil, sous réf. AF11.

Philippe OLIVIER
International Management
75, rue de Miromesnil - BP 385
75008 PARIS - TEL. 42.94.07.34

HARMONISER LA COMMUNICATION ECONOMIQUE DE LA SARTHE...

est la mission que souhaite vous confier le Comité d'Expansion Economique du département.

CHARGE DE LA COMMUNICATION

Vous allez créer un langage commun à tous les acteurs économiques locaux, leur offrir une véritable identité régionale. Toute action de votre part est bienvenue : participation à des salons, obélis, plaquettes, logos, rédactionnels, symposium ne sont que des exemples. Très créatif, vous n'en demeurez pas moins rigoureux (économie oblige !). Aussi une formation type CELSA, doublée d'une première expérience significative en agence de communication seraient vos meilleurs atouts.

Vous habitez le Mans qui est à 54 km de Paris par le TGV. Merci d'adresser dossier de candidature (lettre, manuscrite, CV, prétentions) sous réf. 89/922 M, à notre Conseil Pascale GALAMPOIX, AXOME, 5, rue du Helder 75009 PARIS. Tel : 42 47 13 41.

AXOME

Dans le cadre du fort développement de notre Groupe (50 Consultants), reconnu auprès des grands groupes publics et privés dans le domaine du Conseil de Direction, nous créons plusieurs postes de



GROUPE
MUTATIS

consultants-formateurs

Paris - Province

VOTRE PROFIL : 28-35 ans. Une formation supérieure. Une expérience significative de l'encadrement et de l'animation d'équipes de forces de vente. D'excellentes capacités d'animation et de communication. Un bon niveau d'anglais ou la maîtrise d'une autre langue européenne. Un sérieux, un sens relationnel. Une grande mobilité. Votre personnalité sera déterminante : forte puissance de travail, goût du challenge, ambition, créativité, sens de l'autonomie et de la rigueur.

VOTRE MISSION : Prospection et négociation auprès des dirigeants d'entreprises. Analyse et diagnostic des besoins de formation. Animation des séminaires adaptés aux spécificités de chaque entreprise cliente. Suivi des actions auprès de l'encadrement et de la Direction Générale.

A terme, vous pourrez évoluer vers d'autres fonctions au sein du groupe : Directeur de département, Responsable du Centre de Profit International.

LES HOMMES DE QUALITE SERONT NOS DIRECTEURS DE DEMAIN.
Pour en parler en toute confidentialité, merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle au Groupe MUTATIS, 22, rue Royale - 75008 PARIS, sous la référence CL/CF.

Kamphuis Morgaut FINANCE

Recrutement de Cadres Financiers

Co-fondé par des Institutions Financières et le Cabinet BEIGBEDER, CAUDE & Partners, KAMPHUIS MORGAUT Finance a pour vocation d'apporter un savoir-faire dans le recrutement de cadres financiers opérationnels pour le compte de banques ou d'entreprises.

Avec une approche déontologique et qualitative stricte du métier, nous proposons :

A nos clients, la connaissance exhaustive des populations financières comme des méthodes d'approche et de sélection adaptées à chaque métier.

A nos candidats, notre disponibilité pour un conseil efficace sur des opportunités de carrière que seul un Cabinet spécialisé peut apporter.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Antoine KAMPHUIS Spécialiste de la Banque

Antoine MORGAUT Spécialiste de l'Entreprise

**Kamphuis Morgaut
FINANCE**

34, rue Pasquier - 75008 PARIS
Tel : 49.24.90.00 - Fax : 47.42.99.79
SA au Capital de 1 000 000 Francs

uriste en Immobilier

Notre Groupe est l'un des leaders de l'immobilier en France et, afin de poursuivre sa croissance, crée le poste de juriste, chargé de participer au montage des opérations d'investissement, d'assurer l'assistance juridique de nos filiales et de prendre en charge le secrétariat juridique (tenue des assemblées, convocations...).

Vous êtes de formation juridique avec, si possible, une spécialisation en immobilier et vous avez une expérience d'environ 2 ans. Votre extrême rigueur et votre souci du détail sont vos principales qualités. L'importante croissance de notre groupe permettra à un candidat doté de réelles capacités d'évoluer avec notre société.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo), sous réf. L1077, à notre Conseil :

Inter Régions Consultants
8 ter rue Jean Nicot, 75007 Paris

HOBART

La référence mondiale
- qualité, technologie, gamme -
pour l'équipement professionnel
de grande cuisine

DEVELOPPEMENT SOCIAL ET COMMUNICATION

Dans une organisation très décentralisée - 200 personnes, 8 Directions régionales - vous développerez la politique de ressources humaines : évolution des emplois, actions de formation, développement et mobilité, rôle de l'encadrement, relations avec les partenaires sociaux.

Mais vous serez aussi chargé des actions de communication centrale interne (journal, vidéo, projets...) renforçant l'adhésion à l'évolution de la stratégie de l'entreprise.

Communicateur, formateur ou responsable du personnel, votre expérience vous a préparé à jouer ce rôle complet.

Envoyez votre dossier à :
Cie HOBART - DRH - BP 68
77312 MARNE LA VALLEE Cedex 02

GROUPE



Recrute pour son département
Ingénierie des Ressources Humaines

UN CONSULTANT SENIOR EN MANAGEMENT - PROJET D'ENTREPRISE - RESSOURCES HUMAINES

Niveau de formation minimum BAC + 5. Cinq années d'expérience dans la fonction. Possédant une bonne culture d'entreprise, le candidat retenu travaillera en étroite relation avec les équipes de direction des entreprises (définition de stratégies, plans d'actions, séminaires de management...). Sa créativité, son sens de l'organisation, son esprit de synthèse seront l'essentiel de ses qualités. Ses capacités d'animateur lui permettront de gérer une équipe d'intervenants permanents et occasionnels. La connaissance de la langue espagnole sera un atout. Poste basé à TOULOUSE. Déplacements fréquents.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite à Groupe CRP - DRH, 5, rue du Priuré - B.P. 39 - 31012 Toulouse Cedex. 61227313.

Spécialiste de la gestion immobilière,
notre Groupe a une très forte notoriété.
IMPLANTÉ SUR TOUTE LA FRANCE,
NOUS RENFORÇONS NOS STRUCTURES ET RECRUTONS

2 RESPONSABLES DE CABINET POSTES BASÉS A ANTIBES ET AIX EN PROVENCE

A 30 ans minimum, vous avez à votre actif une formation universitaire (licence en droit ou école de commerce ou très bonne formation technique) concrétisée par une expérience réussie de 3 à 5 ans dans notre domaine que vous maîtrisez parfaitement.

Véritable patron de votre activité, vous assurerez également les fonctions de gestion d'un certain nombre de Syndicats de Copropriétés, entouré d'une équipe de collaborateurs. Vos qualités commerciales et relationnelles, ainsi que votre grande disponibilité seront des atouts pour réussir.

Envoyer C.V. + photo + lettre manuscrite en précisant la région choisie à : A.L.C. - 22, Boulevard de Lozère - 06400 CANNES

ORGANISME FINANCIER DE CAUTIONNEMENT
recherche, dans le cadre de son expansion,
pour son SERVICE DES ENGAGEMENTS

UN CHARGÉ D'ÉTUDES

ayant pour mission d'analyser les bilans, de suivre l'exécution des contrôles comptables et d'examiner l'évolution de la situation administrative et financière des personnes garanties.

Le candidat devra :

- Être titulaire d'un diplôme d'études supérieures (licence sciences éco., gestion, école de commerce, IUT) ;
- Être âgé d'environ 30 ans ;
- avoir au moins 3 à 5 ans d'expérience professionnelle dans le suivi du risque ;
- Être disponible rapidement.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et rémunération : SOCAF - 26, avenue Suffren, 75015 Paris.

Organisme de formation cherche

SON DIRECTEUR

Actions de formation dans le cadre des dispositifs d'Etat (Crédit formation, RMI, etc.)
Gestion administrative et pédagogique
BAC + 4, expérience requise

Ecrire sous le n° 8661
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 Paris

BOYDEN Premier réseau mondial de conseils en ressources humaines (50 implantations) - recherche, pour renforcer son équipe parisienne très performante, une

Chargée de Recherche, Responsable Informatique-Docummentation

Chargée de Recherche, vous assisterez nos consultants dans leurs missions (identification, sélection des candidats) et assurerez l'interface avec les candidats, les grandes écoles, les associations et les autres chargés de recherche de nos bureaux étrangers.

Responsable Informatique et Documentation, vous prendrez en charge les évolutions et développements informatiques du Cabinet (matériels, logiciels...) et orchestrerez les flux d'information (candidatures, annuaires, documentation sectorielle...).

Bilingue anglais-français, vous avez la double expérience de la micro-informatique (maîtrise de MS-DOS, bases de données, réseaux locaux...) et des contacts téléphoniques, acquise dans notre métier, de préférence.

Merci d'adresser votre C.V., lettre manuscrite, photo, prétentions à Eric C. Mackenthun - BOYDEN 13 rue Madeleine Michelle - 92200 Neuilly - qui traitera votre dossier de façon très confidentielle.

DEMANDES
D'EMPLOIS

MANAGER MULTIMEDIA

CHIEF D'ENTREPRISE

ANP

ISTANTE DE DIREC

AFFAIRES

Une joint-venture franco-soviétique pour la formation des cadres à Moscou

Quand l'Institut français de gestion initie les Russes aux lois du management

La formation des cadres et des futurs dirigeants bénéficie pleinement de l'ouverture à l'Est. Jean-Maurice Esnault, président de l'Institut français de gestion (IFG), qui occupe depuis longtemps le créneau de l'enseignement des méthodes et des techniques du management, a ainsi signé, le 1^{er} décembre, une convention avec le Club des dirigeants d'affaires prévoyant la constitution d'une joint-venture à 50/50, dont le siège social sera, à compter du 1^{er} janvier, à Moscou.

La création d'une telle société mixte n'a pas été improvisée. Dès le deuxième trimestre de l'année 1989, raconte Jean-Maurice Esnault, âgé de cinquante-neuf ans, qui a été directeur général d'Esso-France, l'IFG s'est livré à une « analyse des besoins » ainsi qu'à une « évaluation des clients potentiels » en Union soviétique. Responsables soviétiques et entreprises françaises ont été sondés. Et les travaux d'approche ont abouti à la signature d'un protocole d'intention en août dernier. IFG Performance, filiale de l'IFG, a constitué avec d'autres partenaires une SARL IFG Synergie, dont elle possède 55 %.

De son côté, le ministère soviétique de la métallurgie et de l'industrie lourde s'est notamment allié à l'université de Moscou pour fonder le Club des dirigeants d'affaires, selon une appellation digne d'un pays capitaliste. Ce club est IFG Synergie, dont le gérant est Jean-Maurice Esnault, qui unit leurs forces pour créer cette joint-venture. En 1990, six cent cinquante cadres soviétiques seront formés (cinq cents en URSS et cent cinquante en France). Une formation pourra également être assurée pour les cadres des entreprises françaises, comme Pechiney ou Framatome, s'étant déjà implantés au « pays des soviets ». Le programme, selon Jean-Maurice Esnault, comprendra trois

niveaux : d'abord, une initiation aux concepts : rentabilité-marché ; ensuite, un perfectionnement dans le domaine de l'organisation du travail, les ressources humaines et les finances ; enfin, des formations à la carte, notamment dans la gestion.

Des échanges préliminaires ont déjà eu lieu. Du 20 novembre au 2 décembre, seize stagiaires soviétiques sont venus à l'IFG, jouant un peu le rôle, selon la formule de Jean-Maurice Esnault, de « goûteurs » de formation (management et finances). En février 1990, un nombre équivalent de Français se rendra en Union soviétique. Qu'ils soient goûteurs ou déjà connaissant de cette formation, assurée en russe, les Soviétiques venus à Paris se sont montrés parfaitement acquis à la perestroïka et ouverts sur les réalités économiques occidentales.

Ingrédients perpétuels

« Les principes de direction qui étaient appliqués dans les entreprises avant la perestroïka n'ont pas donné les résultats demandés par le peuple », souligne M. Esnault, ancien vice-ministre et membre du « collège » au ministère de l'Industrie. « Il faut que chaque salarié ait le droit d'exister, ajoute-t-il, ce qui suppose qu'on l'intéresse, qu'on le motive. » Le plus important, pour M. Esnault, c'est la législation reconnaissant davantage d'autonomie aux entreprises appartenant à la collectivité : « Cette autonomie a fait bouillir de la neige dans l'entreprise, remarque-t-il, et le directeur a délégué des pouvoirs à ses cadres. L'ensemble du personnel a le droit de gérer les bénéfices de la société. »

Directeur général du groupeement Zvezda (dix sept mille salariés), qui fabrique cent soixante-sept modèles de moteurs Diesel et exporte dans trente-quatre pays, M. Vouguis joue plutôt le profil bas : « Si je disais que j'ai déjà accompli la perestroïka dans mon entreprise, affirme-t-il, ce serait beaucoup dire. C'est le début du processus. Et il y a énormément de

problèmes. » Dans la psychologie soviétique, explique M. Vouguis, on disait « tout est à nous ». Une telle idée était impropre et elle a créé un certain laisser-aller.

Zvezda a fait partie des entreprises pilotes dans l'expérimentation de la liberté de gestion : « Le plus difficile, raconte M. Vouguis, a été la préparation psychologique des cadres. Chaque individu doit avoir des chaussures à sa pointure. Si elles sont identiques pour tout le monde, plus d'un aura mal au pied. » « Je dois vivre dans un pays de droit, s'exclame-t-il, et non plus être dirigé par des coups de fil. Ce sont les lois économiques qui doivent servir de critère. »

Dans son entreprise, selon M. Vouguis, les salaires ont augmenté cette année de 3 % en moyenne parce que la hausse de la productivité a été de 6 % à 7 %. Mais les rémunérations sont « très différenciées » et fixées davantage « selon les mérites, avec parfois des différences de 70 % à 80 % entre des salariés de la même entreprise et du même niveau ».

Même l'évocation des syndicats suscite des réserves. M. Vouguis souhaite « qu'ils aient leur propre autonomie et qu'ils défendent les intérêts des travailleurs ». Mais il se plaint d'une « ingérence perpétuelle qui est insupportable ». Une ingérence qui s'ajoute à celle du Parti communiste qui, au dire des stagiaires, est loin d'avoir tout à fait disparu. « L'influence du parti est encore importante, reconnaît M. Esnault. Mais dans 90 % des cas, il a cessé d'être omnipotente et laisse une autonomie de gestion aux entreprises. » Pour cet autre dirigeant d'entreprise qui se présente comme un « businessman », l'appartenance au parti « sera de plus en plus une question subsidiaire ». « L'économie, note M. Esnault, président du Club des dirigeants d'affaires, reste l'économie dans tous les pays. Le but recherché est similaire. Les « goûteurs » ont déjà intégré quelques règles de base de... l'économie de marché.

MICHEL NOBLECOURT

Vingt maisons régionales à Paris

Le tourisme est devenu le fer de lance des régions dans la capitale

Les « maisons de provinces » à Paris ne se contentent plus de distribuer des prospectus touristiques, ni de vendre du foie gras et des produits d'artisanat. Elles se veulent les places fortes parisiennes des économies régionales.

Elles sont une vingtaine à Paris, ces « maisons » dites de provinces, qui représentent une région ou un département de la France profonde. Toutes arborent des vitrines agiographiques ouverts sur des rues ou des boulevards animés et offrent aux Parisiens la possibilité de préparer des vacances agréables.

Emanations du plus souvent des conseils généraux, elles le sont parfois d'un conseil régional, parfois d'une chambre de commerce, parfois d'une entente régionale, comme pour la Maison des Pyrénées, qui représente les départements de la chaîne pyrénéenne sans qu'aucun lien administratif les relie entre eux. Elles sont aussi diverses que peut l'être le tourisme en France, en certains lieux spontanément né du terroir et pas encore pris au sérieux par les instances locales, en d'autres organisé depuis plus d'un siècle, rationnellement et considéré comme un élément essentiel de l'économie régionale.

A l'image des régions qu'elles représentent, toutes, d'ailleurs, n'offrent pas les mêmes services. C'est à qui distribuera des informations touristiques derrière un étalage de produits régionaux, (la Drôme, le Gers ou le Tarn), des réservations de gîtes ruraux au milieu des foies gras (le Périgord ou le Lot-et-Garonne), des cours de voile à l'ombre d'un étonnant de librairie de littérature régionale (la Bretagne), des randonnées en écuquant l'artisanat local (la Lozère) ou des produits touristiques dans un restaurant à la gastronomie réputée (l'Aisne).

Mais toutes sont nées d'une même volonté : promouvoir le tourisme. Et toutes organisent maintenant leur avenir avec une même

détermination, devenir sur la place de Paris l'antenne de la vie économique de la région qu'elles représentent. La Savoie en est l'exemple le plus actuel.

C'est un grand tournant de notre activité, dit Michel Avenel, directeur de la Maison de Savoie. Des 200 mètres carrés que nous avions boulevard Haussmann, nous passons aux 900 mètres carrés de l'avenue de l'Opéra. Si notre première justification reste la promotion touristique, avec les services traditionnels de présentation, de réservations et d'organisation de voyages, nous allons disposer maintenant de moyens audiovisuels beaucoup plus performants, de banques de données sur les stations et leurs disponibilités immédiates. Mais surtout nous aménageons des bureaux, des salles d'exposition, qui seront proposées aux entreprises savoyardes. Tous les intervenants de Savoie qui souhaitent disposer à Paris d'un lieu où recevoir leurs acheteurs, rencontrer leurs clients, exposer leurs productions trouveront à la Maison de Savoie des installations à leur mesure.

Un centre économique

L'une des premières, l'Aisne avait joué la carte de l'enseigne prestigieuse. Achat d'un immeuble aux Champs-Élysées, salles de réunions, bureaux. Les services touristiques qui justifient son nom de Maison d'Aisne devaient presque s'accrocher dans un décor où la promotion des activités culturelles et économiques l'emporte, et qu'un restaurant coiffe avec une gastronomie alsacienne de très ancienne réputation.

La Maison d'Auvergne, sans grand bruit, en s'installant rue de Rivoli, a étoffé la présentation des stations thermales et de ses églises romanes par un étage de bureaux et une salle de conférences. Quant aux responsables de la Maison des Pyrénées, ils viennent de saisir

l'opportunité d'acheter le petit hôtel voisin afin d'aménager, eux aussi, des lieux de travail et de rencontres.

Pour Geneviève Piot-Coliche, directrice de la Maison Nord-Pas-de-Calais, ce développement n'est pas une nouveauté. Car ce n'est pas le tourisme qui attire les visiteurs dans le Nord. « Notre démarche, avec notre Maison, dès le début, a été la promotion globale de la culture, de l'économie, du cadre de vie, même si, pour le monde extérieur, elle représente le tourisme. Celui-ci nous donne la possibilité de parler avec un certain enthousiasme du Nord-Pas-de-Calais, dont l'image reste assez difficile, mais nous sommes surtout la présence de la région à Paris, de toute la région... »

Aussi s'est-elle efforcée, avec ses collaborateurs, de réunir toutes les informations concernant les entreprises et les centres culturels. « Tous ceux qui cherchent des renseignements ou qui souhaitent travailler avec les gens du Nord trouvent ici les premières informations et les noms des personnes à contacter, cette maison agit comme un centre de documentation et d'accueil. Mais nous mettons aussi en place une logistique de promotion, les entreprises de la région sont ici comme chez elle, nous montons des expositions ; nous nous attachons à présenter sur un plan économique et culturel ce Nord qui, avec le tunnel sous la Manche, va se trouver dans un triangle essentiel entre Londres, Bruxelles et Paris. Quant au tourisme, il reste la tête de pont de différents secteurs : un cadre qui passe un week-end agréable sur la côte d'Opale acceptera plus facilement de venir y travailler ! »

Du fond de la province, des chefs d'entreprise, des élus locaux découvrent qu'ils ont à Paris une enseigne sur rue et qu'il serait opportun d'en profiter. Une enseigne que le tourisme, avec sa connotation de loisirs et de qualité de vie, a déjà rendue sympathique.

MARYSE DUFAUX

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 1 M

IMPORTANT GROUPE BATIMENT

JEUNE JURISTE IMMOBILIER
Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur. Vous avez une première expérience du droit immobilier.
Vous souhaitez intégrer une structure de promotion immobilière au sein d'un grand groupe BT.
Merci d'adresser votre C.V. sous le n° 1793 PARFANCE, 13, rue Charles-Lecocq, 75015 Paris.

LYCÉE TECHNIQUE sous contrat d'association recherche

PROFESSEUR ELECTROTECHNICIEN
à temps complet diplôme BTS ou DUT. Expérience professionnelle souhaitée.
Envoyer C.V. à Lydie Technique, 60, av. Chateaubriand, 92008 RUEIL-MALMAISON ou tél. : 47-08-82-02.

L'ESCAPE D'AMIENS

Plusieurs professeurs
permanents dans les disciplines suivantes : Mathématiques, Organisation, Gestion de production, Management, Formation gestion des ressources humaines pour compléter son équipe pédagogique, débutants ou confirmés.
Les candidats retenus s'engagent à résider sur AMIENS.
Merci de préciser la discipline qui vous intéresse.
Esc. ESCAPE AMIENS
18, place St-Michel
80038 AMIENS Cedex

Supermarché FRANPRO recrutent pour PARIS et région parisienne

RESPONSABLES DE MAGASINS ET ADJOINTS
Envoyer C.V. + photo : M. LE DISOLAY, 2, rue de la Paix, 94430 CHARENTON-LEZ-MAISON.
Société concevant et réalisant des systèmes de gestion technique centralisée et de télé-gestion notamment dans le domaine des réseaux de données. Recherche techniciens et informaticiens pour la mise au point et l'exploitation de logiciels architecturaux autour de VAX, OS, VMS, Languages C, Etc. Recherche.

UN INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT

Diplômé Grande Ecole option Informatique ou équivalent.
UN ANALYSTE PROGRAMMEUR
Niveau BTS/DUT Informatique. Bonne expérience. Connaissance LISP, en plus.
Adresser lettre manuscrite C.V. et photo, n° 1797 PARFANCE 13, rue Charles-Lecocq, 75015 Paris.

INTER-SERVICES-PARENTS recherche

UNE CONSEILLÈRE SCOLAIRE
30 ou 34 h. hebdo. Exp. de conseil en orientation et/ou connaissance des structures de l'enseignement. C.V. + lettre de motivation à : « Recrutement scolaire », 5, imp. Ben-Saoud, 75011 Paris.

VILLE DE MEAUX (SEINE-ET-MARNE)

(80 000 habitants)
RECRUTE
UN JOURNALISTE PROFESSIONNEL
Missions principales : Rédaction, secrétariat de rédaction et suivi de fabrication du journal d'information municipal.
Rédaction des communications de presse et autres publications d'office.

UN JOURNALISTE PROFESSIONNEL PIGISTE MENSUALISÉ

Missions principales : Rédaction du journal d'information municipal et autres publications d'office.
PROFIL : (pour les deux postes) - Bonnes connaissances de domaine culturel - Disponibilité - Sans lien relation publique - Connaissance traitement de texte et P.A.O.

ANALYSES PROGRAMMEUR

Pour jeune société en pleine expansion C. D. S. d. d. ou 1^{er} esp. Monnaie le Maire, Place de l'Hôtel-de-Ville, 77100 MEAUX.
ANALYSES PROGRAMMEUR : Pour jeune société en pleine expansion C. D. S. d. d. ou 1^{er} esp. Monnaie le Maire, Place de l'Hôtel-de-Ville, 77100 MEAUX.
HARLOG : 78, rue Berthelot, 92000 Clichy-la-Fayette. Tél. : 38-67-60-67.

Bureaux consultants nouvelles technologies de l'NTI Paris recherche

CONSULTANT(E) (JUNIOR)
Information système et technique (NTI) : Ingénieur, maître ou DSA (NTI) maître et performant.

CONSULTANT(E) (JUNIOR)

études économiques, finance, marché, ESC (Paris/Lyon/Rouen) ou maîtrise spécialisées correspondance écrite en NTI souhaitée.
Entre avec C.V. à OFEL, 61, rue de Valenciennes, 75005 Paris. Tél. : 42-22-18-88.

SEM D'AMÉNAGEMENT 78

Idée à un groupe national recherche pour la région parisienne
CHARGÉ D'OPÉRATIONS CONFIRMÉ
principalement responsable de la maîtrise d'ouvrage et d'équipement public. Formation : Ingénieur, architecte ou équivalent, expérimenté en bâtiment. Adresser lettre + C.V. + photo à : SAIRY 78, rue Joffe-Tissot, BP 278, 78003 St-Quentin-Yvelines Cedex.
Magazine du, agent général commercial performant, belle expérience, 38-14-18-01.

GROUPEMENT DE GÉOMÈTRES

de la région parisienne recrute
PLUSIEURS JEUNES
pour devenir des techniciens géomètres topographes. Formation assurée, possibilité d'habbergement. Si vous avez MOINS de 28 ans, un BACC D, E, F ou H et si vous êtes dépourvu de C.M., adressez à :

ASF 77 BP 29 - 77186 NOISIEL

UNITÉ INSERM
Contrat à durée déd. 3 ans. Domaine : mesures physiques, spectroscopie optique et infrarouge, interférométrie et données. Niv. nat. maîtrise. Contrats : M. HUI SON HOA ou 42-25-25-09.

ASSOCIATION ÉDUCATION POPULAIRE

CADRE ADMINISTRATIF
pour poste adjoint au Directeur des Personnels et de l'Administration générale, référence matérielle convention collective de l'Administration, groupe 7, rue de France, 10-14, rue Tolstoï, Paris-20^e.
Cherche VENDEUSE pour galerie de bijoux. Se présenter vendredi 8 déc. de 9 h à 13 h. Boite à bijoux, 105, r. de France, 75005, Tél. : 42-46-24-25.

ENTREPRISE AUDIOVISUELLE EST DE LA FRANCE RECRUTE

ADMINISTRATEUR
Responsable de la gestion administrative, financière et matérielle de l'entreprise sous l'autorité du directeur, il assure les fonctions de chef du personnel d'une équipe de 15 personnes. Le candidat devra posséder une excellente connaissance de la comptabilité ainsi qu'une expérience professionnelle en milieu audiovisuel.
La pratique de l'anglais est indispensable.
Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et présentations, sous le n° 8647.

LE MONDE PUBLICITÉ

ENTREPRISE CULTURELLE EST DE LA FRANCE RECRUTE SON
ADMINISTRATEUR
Responsable de la gestion administrative, financière et matérielle de l'entreprise sous l'autorité du directeur, il assure les fonctions de chef du personnel d'une équipe de 15 personnes. Le candidat devra posséder une excellente connaissance de la comptabilité ainsi qu'une expérience professionnelle en milieu audiovisuel.
Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et présentations, sous le n° 8648.

LE MONDE PUBLICITÉ

LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.
Cabinet juridique. Étude recherche stagiaires maîtrise en droit ou DESS option fiscalité. Envoyer votre C.V. : LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

LE CONSEIL GÉNÉRAL Yonne RECRUTE

par mutation, détachement ou sur liste d'aptitude concours rédacteur territorial. **DEUX REDACTEURS TERRITORIAUX**
CORRESPONDANT DES LOIS D'AIDE SOCIALE.
Postes à pourvoir au 1^{er} janvier 1990.
Résidence administrative.
Profil du candidat : - dynamisme et sens élevé de relations humaines ; - connaissance de la législation et de la réglementation relative à l'aide sociale ; - permis de conduire de catégorie 5 exigé.
Adresser avant le 22 décembre 1989 curé, manuscrits et C.V. détaillé avec photographie à M. le président du Conseil général de la Yonne, bureau du personnel de la formation et de l'action sociale, B.P. 100, 89011 Auxerre Cedex. Tél. : 86-52-83-89.

Société d'économie mixte recherche

DIRECTEUR D'UNE S.E.M.
Chargé de l'élaboration des ordres mémoires.
Adresser C.V., photo et présentations, sous le n° 8648.

ALPHA BANQUE TT

recrute pour banque Paris poste fixe
MAÎTRISE DROIT
doit avoir expérience immobilière ou notariale. Envoyer votre C.V. : ALPHA BANQUE TT, 22, rue d'Athènes, Paris 9^e ou tél. : 42-80-47-08.

ENTREPRISE AUDIOVISUELLE EST DE LA FRANCE RECRUTE

ADMINISTRATEUR
Responsable de la gestion administrative, financière et matérielle de l'entreprise sous l'autorité du directeur, il assure les fonctions de chef du personnel d'une équipe de 15 personnes. Le candidat devra posséder une excellente connaissance de la comptabilité ainsi qu'une expérience professionnelle en milieu audiovisuel.
La pratique de l'anglais est indispensable.
Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et présentations, sous le n° 8647.

LE MONDE PUBLICITÉ

RECHERCHE PROFESSEUR
sciences physiques. Poste fixe lycée Saint-Michel (St-Mandé) tél. : 43-74-79-52.
Adresser candidature sous le n° 8647.

ENTREPRISE CULTURELLE EST DE LA FRANCE RECRUTE SON

ADMINISTRATEUR
Responsable de la gestion administrative, financière et matérielle de l'entreprise sous l'autorité du directeur, il assure les fonctions de chef du personnel d'une équipe de 15 personnes. Le candidat devra posséder une excellente connaissance de la comptabilité ainsi qu'une expérience professionnelle en milieu audiovisuel.
Adresser C.V., lettre manuscrite + photo + présentations, sous le n° 8648.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE PARIS-9 recherche pour son SERVICE ENGAGEMENTS

UN(E) ANALYSTE FINANCIER
Étude et suivi de dossiers comportant des contacts clients et déplacements courts.
- Expér. bancaire 3 a. mini.
- Pratique de l'outil informatique souhaitable.
- Début d'écrit commercial.
Adresser C.V., photo et prêt. sous le n° 8653 à : LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES PARIS 8^e

recherche pour faire face à son expansion
LH ou LF
conseil inscrit ou inscritible.
Adresser candidature sous le n° 8653 à : LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

VILLE D'ORLY (Val-de-Marne) recrute

pour secrétaire Maire et adjoint.
UN REDACTEUR
par mutation ou inscription liste d'aptitude. Aptitude à la rédaction typographique, niveau BTS secrétaire souhaité. Direction, disponibilité, sans des relations humaines. Adresser cand. avec CV détaillé, avec motivations, copies des diplômes, photo à : M. le Maire, Hôtel de Ville, 94310 ORLY.

TECHNOLOGIE

Au XXIX^e Salon nautique international, à la porte de Versailles

L'électronique seconde les navigateurs

Le Salon nautique international, dont la vingt-neuvième édition se tient, du 2 au 11 décembre, au Parc des expositions de la porte de Versailles à Paris, a conquis, au fil des ans, un statut de vitrine technologique des équipements d'aide à la navigation de plaisance. Grâce à la réduction considérable du prix et de la taille de ces instruments électroniques, conjuguée à l'augmentation sensible de leurs performances, ils sont devenus accessibles à un grand nombre.

Le rôle des équipements d'aide à la navigation commence dès la connaissance des données de base, liées directement à la marche du bateau. La collecte et le traitement de ces informations — vitesse et cap du bateau, direction et force du vent, profondeur, distance parcourue et temps écoulé — sont assurés par une centrale de navigation, qui trône désormais en bonne place dans le « carré », centre nerveux de tout voilier. Cet équipement, que l'on peut comparer à un petit micro-ordinateur spécialisé, traite les données collectées par une série de capteurs, tels qu'une girouette, un anémomètre, etc. Une fois calculés par la centrale, les paramètres sont affichés aux points stratégiques du bateau sur des répéteurs, de petits écrans de contrôle. En quelques années, le prix des centrales de navigation a connu une chute brutale (certaines coûtent désormais moins de 4 000 F), alors que les capteurs gagnent en précision et en fiabilité. Parallèlement, la taille des centrales se réduit. Leurs dimensions sont aujourd'hui celles de l'écran et du clavier.

Une évolution similaire, allant dans le sens d'une miniaturisation et d'une baisse des prix, touche les autres équipements d'aide à la navigation. Traceurs de route, qui assurent l'affichage de la position du bateau sur une carte électronique, radars (utiles la nuit ou par temps de brouillard) ou encore sondeurs (qui affichent sur écran la carte du relief sous-marin) sont concernés. Leur architecture interne est, par ailleurs, similaire : un calculateur relié à des capteurs externes. Dès lors, pourquoi ne pas imaginer un appareil unique, rassemblant pour un coût raisonnable, l'ensemble de ces fonctions ?

« Nous allons voir apparaître sous peu des centrales regroupant non seulement les paramètres courants comme le cap du bateau ou la direction et la force du vent, mais qui indiqueront aussi, sur le même écran, la position et le trajet du bateau », prévoit M. Jonathan Azarraf, PDG de SD Marine, l'un des plus importants distributeurs d'équipements pour la navigation.

Et pourquoi ne pas pousser ce raisonnement encore plus loin, et intégrer un appareil de positionnement à cette future centrale de navigation ? A l'heure actuelle, cela reste du domaine du rêve. En Europe seulement, pas moins de cinq systèmes de positionnement différents cohabitent. Qu'ils utilisent des émissions satellites ou en provenance de balises côtières, ils sont tous limités. Soit par leur précision (200 mètres pour le système britannique édifié Decca), soit à cause de leur faible portée (quelques centaines de milles nautiques des côtes pour les balises), soit encore par leur disponibilité horaire restreinte (aucun des réseaux de satellites existants n'est disponible vingt-quatre heures sur vingt-quatre). Mais d'ici à la mi-91, le Global Positioning System (GPS) devrait être, sauf incident technique, totalement opérationnel. Chaque possesseur d'un récepteur adéquat sera alors à même d'obtenir, à tout moment, sa position exacte à 50 mètres près, quel que soit son point de globe.

Reste que, pour l'instant, aucun service de radiotéléphonie n'est accessible aux embarcations de plaisance de taille moyenne croisant en haute mer à des centaines de milles. Seule une liaison télex utilisant les satellites Inmarsat assure, dans le courant de l'année prochaine, un service continu dans le monde entier. Son emploi restera cependant réservé aux plaisanciers fortunés (90 000 F pour un équipement complet).

L'évolution des équipements d'aide à la navigation tend, certes, vers une plus grande sécurité, mais aussi vers une certaine notion de confort. Ne plus être obligé de calculer sa position, disposer en clair des informations de vitesse et de direction que seule une expérience de vieux loup de mer permettrait d'estimer... Les progrès de l'électronique nautique seraient-ils sur le point d'atteindre leurs limites, du fait de l'évolution relativement lente des bateaux eux-mêmes ?

Que sembleraient-ils sur le point d'atteindre leurs limites, du fait de l'évolution relativement lente des bateaux eux-mêmes ? Que sembleraient-ils sur le point d'atteindre leurs limites, du fait de l'évolution relativement lente des bateaux eux-mêmes ?

Une plus grande sécurité

Pour l'instant, GPS ne fonctionne que quelques heures par jour sous nos latitudes. Une véritable petite révolution dans le monde du nautisme, où un tel service standardisé au niveau mondial n'a jamais existé. Développé pour les besoins de l'armée américaine, GPS sera composé, à terme, de douze satellites. A tout moment, au moins trois d'entre eux seront susceptibles d'être captés simultanément par chaque récepteur. En analysant ces signaux, ce dernier est à même de calculer sa propre position. Gage de l'attrait de GPS, les constructeurs d'équipements n'ont pas attendu son extension pour se lancer dans la course à la miniaturisation : des récepteurs portables, étanches et autonomes sont déjà disponibles à moins de 20 000 F.

Un coût certes élevé, mais qui devrait rapidement chuter pour atteindre le niveau de prix des radiotéléphones portables. Dans ce domaine, les modèles VHF descendent désormais en dessous de

KARIM BERNOUSSE

Les voiles de planches jouent la transparence

Alors que les fabricants de planches à voile font face au rétrécissement du marché (de 60 000 en 1989 contre 120 000 en 1981), les voiliers spécialisés dans ce secteur connaissent une augmentation spectaculaire de leur production. Ils stimulent la demande grâce aux innovations technologiques qu'ils apportent à leurs voiles, qui deviennent plus performantes d'une année sur l'autre.

Les voiles de planches qui envahissent les plans d'eau en 1990 n'ont, au moins extérieurement,

plus rien à voir avec celles que l'on connaissait jusqu'à maintenant. Elles sont en effet entièrement transparentes. La plus grande partie du tissu des nouveaux modèles présentés cette semaine au Salon nautique est remplacée par du monofilm. Il s'agit d'un polyester extrudé en films de 100 à 150 microns d'épaisseur.

Ce monofilm, qui améliore, évidemment, la visibilité, présente surtout trois qualités recherchées depuis longtemps par les voiliers. Il est léger, imperméable et indéformable. Ce qui rend les voiles plus faciles à manier, un atout pour les débutants, mais aussi plus performantes que celles qui sont fabri-

quées en tissus traditionnels : en Dacron ou Mylar.

C'est pourquoi, après deux années d'expérimentations concluantes en compétition, les fabricants de voiles ont décidé d'équiper les modèles de série. Ainsi, la société française UP a décidé de proposer 80 % de sa nouvelle gamme en monofilm. Un véritable pari pour cette filiale de Bic qui a réalisé 53 millions de francs de chiffre d'affaires en 1989 et qui est devenue, en moins de cinq ans, l'un des premiers producteurs mondiaux avec 73 000 voiles, sur un marché total de 600 000. La moitié des voiles UP équipent les planches Bic Sport, et 70 % du reste sont exportés dans une vingtaine de pays.

Thierry Verneuil, le PDG de la société, justifie cette décision par les résultats acquis en compétition depuis deux ans : « Le monofilm s'est imposé, et la clientèle, très sensible aux innovations, veut acquérir les produits les plus performants ».

Philippe Darrioux, le designer de la marque, a conçu ces voiles. Leur mise au point est faite en étroite collaboration avec une équipe de coureurs de haut niveau, qui teste les prototypes dans des conditions impitoyables : « Les coureurs sont comparables à des pilotes de formule 1, explique-t-il, ils observent les réactions des voiles et sont capables d'analyser les solutions à apporter pour les améliorer ».

Des ailes d'arion

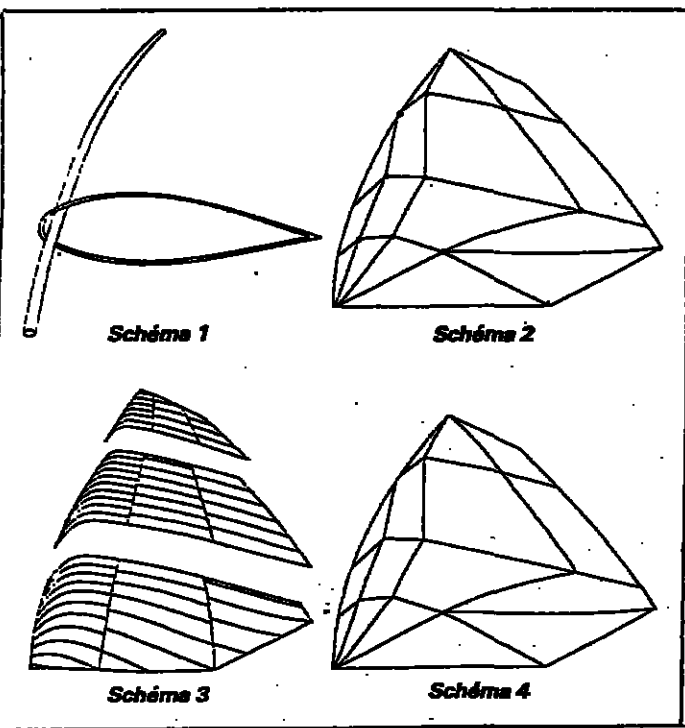
Il peut s'agir de modifier le rond de quindant (la courbe avant de la voile qui doit s'adapter à la rigidité et à la flexion du mât), le rond de chute (partie arrière de la voile qui est l'élément-clé de la tenue dans les conditions extrêmes), la valeur et la position de profils (qui déterminent le volume).

Ainsi les voiles, qui, il y a dix ans, étaient quasiment plates, sont aujourd'hui très creuses. Leur profil est très comparable à celui d'une aile d'avion (voir schéma). Elles peuvent ainsi mieux remonter au près, tenir dans les surventes, maintenir une accélération dans les trous de vent et être maniables dans les manœuvres. Les couleurs sont ensuite choisies pour les rendre attractives, et les solutions de fabrication tiennent compte des coûts de production.

Philippe Darrioux commence la réalisation proprement dite sur un poste de conception assistée par ordinateur (CAO), qui contient toutes les données des modèles précédents : « On part toujours d'une voile qui a fait ses preuves. Mais les qualités très différentes du monofilm nous conduisent à nous en éloigner beaucoup plus qu'avec les tissus traditionnels ».

Ce poste de CAO est conçu autour d'un micro-ordinateur IBM PC 386. Il comporte une armoire de périphériques graphiques. Ils sont gérés par le logiciel Fabric du Centre de recherche et d'industrie nautique, qui développe avec la voilerie UP des logiciels de fabrication de voiles.

Une fois la voile dessinée, tous les résultats sont transférés dans un



La voile s'appuie sur le mât, élément rigide fondamental. Le wishbone constitue la relation entre la planche et son gréement (schéma 1). Les tissus de la voile et ses coutures (schéma 2) mais aussi la répartition des volumes (schéma 3) jouent un rôle prépondérant. Conçues et découpées par des systèmes assistés par ordinateur, les différentes laines de tissu sont assemblées à la main (schéma 4).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



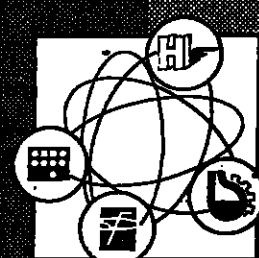
Un Groupe qui tient ses engagements

Le Conseil d'Administration de la COMPAGNIE GENERALE D'INFORMATIQUE a arrêté les comptes de la société et annoncé les résultats du Groupe au 31 août 1989 :

- le chiffre d'affaires consolidé est de 1 milliard 232 millions de francs pour une prévision annoncée de 1 milliard 200 millions. Il est en croissance de 31 % par rapport à l'exercice précédent,
- le résultat net part du Groupe est de 118 millions de francs pour une prévision annoncée de 100 millions. Il est en croissance de 45,5 %,
- le chiffre d'affaires à l'exportation, à 369 millions de francs, représente 30 % du chiffre d'affaires total, ce qui est conforme aux prévisions annoncées. Il est en croissance de 45 %.

L'Assemblée Générale Ordinaire sera convoquée pour le 8 février 1990. Le Conseil d'Administration lui proposera la mise en règlement, le 15 mars 1990, d'un dividende de 12 Francs (assort d'un avoir fiscal de 6 Francs), ce qui représente une augmentation de 60 % par rapport à l'exercice précédent.

A cette même date sera convoquée une Assemblée Générale Extraordinaire à laquelle le Conseil proposera, dans le but d'accroître la liquidité du marché, de doubler le capital de la société par incorporation de réserves et doublement du nominal du titre, de diviser ensuite ce nominal par 4 pour le ramener à 10 Francs, multipliant ainsi par 4 le nombre des actions, de donner pouvoir au Conseil d'Administration pour déterminer les modalités de cette opération et la date de son exécution.



CARREFOUR
DES SCIENCES,
DES TECHNIQUES
ET DE LA SANTÉ :

4

GRANDS SALONS SPECIALISES
ET COMPLEMENTAIRES

HOPITAL EXPO	16 78 42 67 70
INTERCHIMIE 89	16 (1) 45 08 03 21
PHYSIQUE 89	16 (1) 45 08 53 02
Salon du Laboratoire	16 (1) 45 08 03 21

4 AU 5 DECEMBRE 1989

PARIS NORD VILLEPINETE

Cours relevé
à 17 h 38

Comptant <small>(sélection)</small>	SICAV <small>(sélection)</small>	4/12
--	---	-------------

[illegible]

Cote des changes		Marché libre de l'or		Coton		Café		Cacao		Sucre		Indice	
Coton	125	116	0	Indice	1257 05	1257 05	Indice	1257 05	1257 05	Indice	1257 05	1257 05	1257 05
Café	180	180	0	Indice	1257 05	1257 05	Indice	1257 05	1257 05	Indice	1257 05	1257 05	1257 05
Cacao	360	360	0	Indice	1257 05	1257 05	Indice	1257 05	1257 05	Indice	1257 05	1257 05	1257 05

[illegible][illegible]

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82 page 4330

